y Année. N° 15. 1er Août 1928.

SEP 26 1928

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
riel Hanotaux.	*L'Œuvre coloniale de la Troisième République*	481
re-Ét. Flandin.	*Les Débuts de la nouvelle Chambre*	501
ques Bainville.	*Symmaque*	511
M. Bourget	*La Reichswehr et la Politique de rapprochement*	521
bert Wild	*L'Acquittement de Lao-Toung-Po*	545
l Hermant	*Le Nouvel Anacharsis.* — IV	570
Liber	*Judaïsme et Socialisme*	607
rcel Chaminade.	*La Mauvaise gestion de la Fortune française* (fin).	629
ry James	*Le Sort de Poynton.* — II	654
l Souday	Le Théâtre : *Le Mouvement dramatique*	693
ry Bidou	Les Lettres : *Parmi les Livres*	700

Chronique bibliographique : M. Thiébaut; J. Poirier.

Copyright 1928 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1928

La **Revue de Paris** *publiera prochainement :*

Hamlet-Roi

par GUY DE POURTALÈS

Tous les Trois

par ANDRÉ SAVIGNON

Agnès

par GABRIEL D'AUBARÈDE

Les Mémoires du Général Castelnau

(Guerre de 1870 — Captivité en Allemagne)

La Genèse de Tannenberg

par le Commandant KŒLTZ

La Renaissance nègre aux États-Unis

par FRANCK SCHOELL

L'ŒUVRE COLONIALE

DE

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Jules Ferry écrivait en 1890, dans la période d'apaisement qui précéda sa mort : « Je revendique fièrement le titre de Tonkinois, dont les méchants et les sots croient me faire outrage. »

Tous ceux dont la vie s'est consacrée à la politique coloniale peuvent tenir le même langage. Ils ont rempli leur devoir national. Ils ont été de bons serviteurs de la France. Alors qu'une immense rumeur d'opposition s'élevait contre eux, ils ont tourné la tête, ils ont agi, ils ont réussi. Maintenant les faits parlent, les yeux se sont ouverts, justice leur est rendue.

Rien ne serait plus injuste que de reporter sur la France entière la responsabilité d'une opposition qu'inspirait, surtout, l'esprit de parti et dont les racines n'étaient en rien attachées au sol profond du pays.

Tout au contraire, la génération qui se mit à l'œuvre pour la constitution du nouvel Empire colonial fut, à la fois, enthousiaste, active et dévouée. Elle se donna sans hésiter à cette grande tâche. Ni les chefs ni les soldats ne manquèrent au pays et il n'est que juste de déclarer, une fois pour toutes, devant l'histoire que la génération qui arrivait aux affaires avec la troisième République, fut une *génération coloniale*. Sans quoi, les efforts de quelques hommes d'État isolés eussent été vains.

Le jugement sur cette génération et sur cette œuvre, je l'emprunterai à un autre grand républicain, Gambetta. Quand il apprit la conclusion du traité du Bardo, il s'écria : « Il faudra bien que les esprits chagrins en prennent leur parti, un peu partout : la France a repris son rang de grande puissance. »

Telle était, en effet, la pensée de ceux qui se sont donnés à cette tâche : les vaincus de 1870 voulaient que la France « reprît son rang de grande Puissance ».

Ce dessein, ils l'avaient conçu avant même que le plan colonial fût né dans les esprits directeurs et que l'exécution en fût commencée. La pensée obscure qui animait tant de vigoureux esprits, tant d'hommes d'initiative et d'énergie que nous pourrions appeler les *précurseurs*, tenait précisément à cette élasticité du peuple français qui, au cours de sa longue histoire, ne s'est jamais laissé abattre par les revers et qui a toujours puisé en soi les forces nécessaires pour réparer les erreurs des époques faibles ou négligentes.

Des fautes avaient été commises par faiblesse et par négligence. L'ancien régime, qui avait connu de si belles heures et accompli de si magnifiques réalisations dans le domaine de l'*Ultramar*, s'était détourné de sa propre gloire. La France de François Ier qui, dès la première heure, s'était orientée vers les grandes découvertes sur les continents nouveaux, la France de Richelieu et de Colbert, avait, à l'heure du déclin de la monarchie, abandonné Montcalm et Dupleix; et le magnifique édifice colonial déjà élevé s'était effondré. Il n'en restait plus que des débris. La dernière des grandes colonies françaises, la Louisiane, avait été cédée aux États-Unis d'Amérique par Napoléon, et il semblait que la France se fût retirée du nombre des puissances de la mer.

Le XIXe siècle s'attarda, d'abord, à cette sorte d'indifférence résignée. La France de 1815 était épuisée; elle avait ses grands devoirs intérieurs et extérieurs. Cependant, une magnifique initiative fut prise par la dynastie légitime expirante. En pleine conscience de son devoir civilisateur et ne s'arrêtant pas à une politique européenne uniquement verbale, elle mit le pied sur la terre d'Afrique, conquit Alger, et, en supprimant une grande misère, qui s'appelait de son vrai nom, la plaie « barbaresque », elle s'installa sur le rivage

où, face à Marseille, la future « grande France » trouverait le point de départ de son admirable développement.

La politique de Louis-Philippe excluait toute grandeur coloniale. Le second Empire jeta timidement, en Syrie, en Cochinchine, des germes que l'avenir devait développer. Mais, tandis que d'autres puissances, plus prévoyantes, s'assuraient, sans coup férir, des territoires immenses, l'idée coloniale restait chez nous en sommeil. Il serait injuste, toutefois, d'oublier cette belle épopée algérienne, faite de sacrifices obscurs et de discipline acceptée, longue campagne de pénétration et d'expérimentation qui imposa aux peuples indigènes le mot qu'ils s'habituèrent à prononcer : « La France est une grande tente. » Il serait non moins injuste d'oublier les efforts d'un Faidherbe au Sénégal, ceux de nos marins en Océanie, et une sorte d'éveil colonial commençant à se manifester dans les grandes sociétés scientifiques, l'élan mondial, enfin, qu'allait donner l'ouverture du canal de Suez.

Les revers de 1870 et la perte des deux provinces faisant partie du corps même de la France, changèrent soudain l'âme du grand pays, hésitant entre ses tâches diverses. La conscience de l'effort nécessaire pour relever la chose publique par elle-même, c'est-à-dire par la République, s'imposait. La génération coloniale allait naître.

Un passage de Talleyrand, souvent cité, trouve ici sa place parce que, lu devant l'Institut au lendemain des troubles révolutionnaires, il explique admirablement pourquoi l'esprit colonial, l'esprit d'expansion, le besoin d'un souffle plus large et d'une activité plus étendue, résulte souvent, parmi les peuples, d'un abaissement momentané et d'une série de cruelles épreuves.

De tout ce qui vient d'être exposé, dit le sagace observateur du génie des sociétés, il suit que tout presse de s'occuper de nouvelles colonies : l'exemple des peuples les plus sages, qui en ont fait un des grands moyens de tranquillité, le besoin de préparer le remplacement de nos colonies actuelles pour ne pas nous trouver en arrière des événements, l'avantage de ne point nous laisser prévenir par une nation rivale, pour qui chacun de nos oublis, chacun de nos retards en ce genre est une conquête, ...enfin la douceur de pouvoir attacher à ces entreprises tant d'hommes agités qui ont besoin de projets, tant d'hommes malheureux qui ont besoin d'espérance.

Appliquons chacune de ces formules, si nettes, si pressantes, aux années qui suivirent les grands désastres et nous verrons à quel point les nouvelles aspirations naissent, avec une logique singulière, des motifs qui suscitent, dans les esprits dévoués, l'entreprise du relèvement.

Le *relèvement*, on le voulait partout, dans le gouvernement, dans les finances, dans l'instruction publique, dans la pacification intérieure, dans la sécurité et les alliances extérieures. Quoi d'étonnant qu'on le cherchât, enfin, dans l'expansion coloniale?

Ici, se développe, d'abord, ce que j'oserai appeler le premier chant de l'épopée coloniale, l'*exploration*. Je me contenterai de répéter une phrase déjà employée : « L'exploration a préparé l'établissement de l'Afrique française : les armes et la diplomatie l'ont achevé. »

Sans remonter à René Caillé qui, par un voyage illustre, avait atteint Tombouctou, l'exploration française en Afrique s'ouvre, dès la fin du second Empire, sous l'impulsion de Faidherbe, nommé gouverneur du Sénégal en 1854. Le capitaine Vincent visite l'Adrar; Mage et Bourré vont chez les Maures. On aborde le bassin du Haut Niger. Le lieutenant Lambert pénètre dans le Fouta-Djallon; Mage et Quintin auprès du sultan de Ségou, Ahmadou; et, par leur séjour à Sansanding, établissent la communication entre le Sénégal et le Haut Niger. Voici qu'apparaît un des plus grands noms coloniaux : Galliéni, qui reprend leurs traces et consolide leur œuvre jusqu'en 1880.

Déjà la pénétration par la côte occidentale, qui sera la grande spécialité de la colonisation française en Afrique, se dessine, tandis que la pénétration du nord au sud prend naturellement pour base puissante l'Algérie. Le général Hanoteau achève l'organisation de la Kabylie; Daumas ouvre le désert. Duveyrier, qui a abordé les Touareg dès 1859, leur consacre sa vie et le dévouement admirable de l'un des plus nobles cœurs qu'il m'ait été donné de rencontrer. Et, bientôt, ce sont des fusées sans cesse renouvelées qui partent du Sud algérien et qui éclairent les voies obscures de l'immensité saharienne. C'est Paul Soleillet vers 1872; c'est

Dournaux-Dupéré, égorgé par les Chambaas en 1874; Victor Largeau qui échoue, en 1876, à Rhadamès. Paris s'émeut de tous ces sacrifices et de tels dévouements. La question du Transsaharien est posée. Bientôt M. de Freycinet réunira, sous la présidence de M. E. Picard, la commission qui doit envisager le programme de la grande entreprise. Les rares survivants qui y ont siégé se souviennent qu'ils se rencontraient là avec Duveyrier et avec Jules Ferry. Étienne en faisait partie. Paul Révoil en fut le rapporteur. Que de lumières et quelle persévérance!

C'était bien une génération, une grande génération coloniale qui arrivait à la maturité. Mais que de souffrances encore! Flatters, qui part en 1881, pour reconnaître le tracé oriental, est surpris et massacré; Pouyane échoue dans sa reconnaissance du tracé occidental; Palat périt, à son tour, sur le même chemin; puis, c'est Camille Doubs en 1889. Le Sahara se défend bien.

Mais voici que l'autre voie, la voie de la côte occidentale, s'affirme d'un coup de maître. Par une intuition admirable, le Sahara est tourné. Il est pris à revers par le sud et on le ramassera bientôt avec tous les territoires de l'Afrique équatoriale. Le maître de l'Afrique équatoriale entre en scène : c'est Brazza.

Je vois encore ce jeune officier aux yeux ardents, à la figure longue et à la barbe hirsute, au langage raboteux, apparaissant dans notre sceptique Paris, comme un prophète du désert. Quel homme! Et comme nous l'admirions, et comme nous l'aimions!

Dès 1875, il avait commencé, à la suite de du Chaillou et de Compiègne, ses belles explorations dans l'intérieur de la colonie du Gabon. Pendant vingt années, il labourera ce vaste terrain, auparavant inaccessible. Pas un ruisseau qui lui soit inconnu; pas une piste qui lui soit fermée. Son idée, qui est la grande trouvaille géographique de cette époque des découvertes africaines, c'est que l'Afrique est plus abordable par l'Occident que par ses autres façades, même la façade nord. Il pense que les grands fleuves et, notamment, le Congo, sont destinés à devenir les véritables véhicules portant la civilisation jusqu'au plateau central, et il voit,

de ses yeux de visionnaire, le coude du grand fleuve et ses affluents de la rive droite menant nos explorateurs vers le lac Tchad, tandis que les affluents orientaux les mèneront vers le Nil et vers les grands lacs. Il rêve d'enclore sur un sol uniquement français, la plaque tournante des communications africaines. Tout le monde sait comment, sur le fleuve même, il s'est rencontré avec Stanley et comment, rien que par sa présence, il a assuré à la France la partie la plus considérable des régions marquées sur les cartes antérieures : *terra incognita*. Tout cela, mûri, d'abord, dans son esprit, a pénétré peu à peu dans nos convictions et s'est transporté finalement sur le terrain, de 1885 à 1895. Brazza fut mon maître ès choses africaines, comme il fut le maître de tant d'autres. Qu'il me soit permis de rappeler, une fois de plus, ce qu'à ce grand Français, la plus grande France doit.

L'élan est donné, le but se précise, la génération est prête. Le Comité de l'Afrique française est fondé où les initiateurs s'appellent Étienne, d'Arenberg, Edmond de Rothschild, de Fels, Jonnart, Terrier. La diplomatie va joindre ses efforts à ceux de l'exploration.

Voyons donc comment le problème de l'héroïsme se pose devant les méthodes de la diplomatie.

Nous sommes en 1881. Un homme d'État, qui résume en lui toutes les clairvoyances et toutes les énergies de la France républicaine, Jules Ferry, est aux affaires. Le premier, il aura à se prononcer sur le grand problème : la France doit-elle renoncer à ces magnifiques promesses que tant de dévouement et de clairvoyance lui ont présentées, doit-elle se fermer les yeux, se détourner du monde qui s'ouvre devant elle? Lui convient-il de se circonscrire dans un seul et unique problème, et doit-elle ne penser qu'aux provinces qui lui ont été arrachées? Lui convient-il, selon une parole célèbre, due au maître lui-même, de « s'hypnotiser sur la ligne bleue des Vosges »? Ou bien doit-elle aller de l'avant, se saisir des avantages qui s'offrent au travail déjà accompli, remplir le cadre que la vaillance des explorateurs a tracé sur le terrain?

C'est ce problème que les hommes de cette génération ont eu à résoudre en descendant au fond de leur conscience. J'ai

assisté au duel d'idées et de programmes. J'en vois encore, des yeux du souvenir, les acteurs et les témoins. J'écoute Vogüé quand il écrivait les *Indes Noires*; je m'épanche avec Albert Sorel, quand il me disait « Prenez garde! » J'ai entendu le baron de Courcel, le directeur Billot, quand ils conseillaient à Jules Ferry l'action coloniale; j'ai vu l'amiral Courbet partant pour l'Extrême-Orient et l'amiral Pierre partant pour Madagascar, Mizon partant pour le Niger, Brazza pour la Sangha et combien d'autres! Étaient-ils des patriotes ou non, ceux que je viens de nommer? Et ceux qui ont péri à la tâche, les Ménard, les Crampel, les d'Uzès, les Bonnier, et ceux qui ont survécu, tant de héros d'une gloire si pure, les Decœur, les Decazes, les Lamy, les Gouraud, les Joffre? Est-ce que la France, à l'heure du péril national, n'a pas retrouvé les Galliéni, les Archinard, les Marchand, les Mangin? Et tous les grands précurseurs, qui faisaient leurs premières armes dans la Nouvelle Afrique, avaient-ils oublié la chère vieille patrie?

Ils pensaient, ces magnifiques aventuriers (laissons-leur ce beau nom), et ceux qui avaient pris le parti de les soutenir au nom de la France, tous pensaient que les instants étaient comptés, que si la France ne se hâtait pas, d'autres la dépasseraient et lui barreraient la route. Aujourd'hui, les faits accomplis, est-il impossible d'entrer dans ce scrupule, de se pénétrer de leur angoisse? Partout la France trouvait, devant elle, des concurrents admirablement armés pour la lutte, mais, il faut bien le dire, un peu en retard sur l'avance que nos initiateurs avaient su prendre. Nous trouvions les revendications anglaises, sinon les expéditions anglaises, devant nous au Siam, à Madagascar, à Obock, au Congo, au Niger, en Égypte, sur le Nil, au Maroc. Et les Allemands, les Italiens, les Espagnols, apparaissaient sur d'autres points du globe. Fallait-il attendre que ces concurrences imminentes se réveillassent tout à fait et qu'elles nous opposassent le veto qu'on a rencontré, en tardant un peu trop, à la fin de la négociation; ne valait-il pas mieux aller de l'avant et suivre nos guides dans les champs divers où ils nous entraînaient?

Évidemment, on ne pouvait pas mener de front toutes les tâches et, comme on l'a dit, mettre tous les fers au feu simultanément. Mais on avait un délai, un très court délai, et ce

temps que la fortune nous réservait pouvait être suffisant, à condition de faire vite. L'alliance russe nous donnait une sécurité appréciable sur le continent. Donc, faire vite, procéder par l'effort brusqué pour obtenir le bénéfice du moindre effort, prendre les initiatives, accepter les risques, passer outre aux critiques, se mordre les lèvres, se ceindre les reins et marcher. Telle fut la résolution, telle fut la loi d'activité silencieuse que s'imposa cette génération. A-t-elle, oui ou non, droit de réclamer devant l'histoire l'honneur d'avoir été une génération coloniale?

Jules Ferry eut la première initiative, comme il avait éprouvé les premières angoisses. Le problème colonial s'était posé pour la France à Berlin. C'était à l'heure où les puissances, après la guerre russo-turque, voyaient le monde s'ouvrir; on laissait entendre à la République française que la Tunisie lui offrait, à la fois, un champ naturel d'expansion et un devoir de sécurité méditerranéenne. A son défaut, on le savait, d'autres accompliraient cette tâche, puisque le beylicat, accablé de ses dettes et de son impuissance, et laissant l'anarchie des Khroumirs menacer notre frontière, s'écroulait.

A Berlin! L'opposition releva ce grief apparent avec une violence cruelle : « Protégée de Bismarck! » clamait-on en visant la politique coloniale, comme on devait lui crier par la suite, « protégée de Guillaume! » Cette injure, Jules Ferry et ses successeurs l'ont rejetée du pied. S'il s'était trouvé, dans les archives secrètes, une seule pièce prouvant que le patriotisme colonial, l'entreprise coloniale, le succès colonial ont été, une seule minute, les « protégés de l'Allemagne », sûrement on le saurait, dans ce temps où tous les secrets d'État ont été dévoilés! On en a assez publié de ces documents soi-disant révélateurs; on en a assez jeté sur l'opinion de ces comptes louches, soit suspects, soit inventés. J'ose l'affirmer, après Jules Ferry, la politique coloniale a été, par excellence, celles des *mains nettes*, dans tous les sens du mot. Je ne sais si l'on dira et si l'on croira jamais le peu qu'elle a, relativement, coûté à la France. En tous cas, elle n'a rien coûté à l'ennemi, ni un thaler, ni une condescendance, ni une faveur diplomatique. Tout au contraire! Pied à pied, elle

a été combattue par tous et partout. L'honneur intact en appartient à la France exclusivement. Elle a porté allégrement ses tâches, tout en traînant l'entrave de ses dissensions intérieures, plus lourdes, parfois, que celles qui lui venaient du dehors.

Nous voici, donc, à l'heure des réalisations. Le champ que l'exploration a ouvert, il appartient à la diplomatie et à l'intervention de l'État de l'assurer au pays.

Jules Ferry a pris son parti : l'expédition de Tunisie est décidée : elle réussit; elle jette un premier reflet de gloire sur l'armée française nouvelle. Le traité du Bardo est ratifié, le protectorat tunisien est établi. Mais, parmi les troubles intérieurs qui agitent le pays, la solution définitive n'est pas obtenue. Le pays *protégé* par nous n'est pas délivré de la lourde chaîne des traités internationaux. On ne peut ni fonder le port de Bizerte, ni administrer, ni ordonner, ni enrichir notre nouvelle possession.

C'est que Ferry a trouvé, à la fois, toutes les questions coloniales sur le tapis. A force de retarder, on les a accumulées. La mort du commandant Rivière, la plainte des populations que nous avons soutenues et que nous ne pouvons abandonner, l'arrivée en France de Dupuis et des Français qui se sont engagés sur la foi des traités et avec l'appui du gouvernement, l'invasion des Pavillons noirs, le Japon en pleine croissance, l'Angleterre agissant en Birmanie et, bientôt, au Siam, tout pose, à la fois, le plus difficile des problèmes coloniaux, celui du Tonkin; et ce problème emporte, avec lui, soit l'autorité sur l'Indochine entière, soit l'abandon de la Cochinchine. Que faire?

Jules Ferry pèse, dans son vigoureux esprit, le pour et le contre, non seulement pour le Tonkin mais pour l'ensemble de l'expansion coloniale. Je n'ai pas à reprendre ici les termes du problème, les faits l'ont résolu. Mais comment oublier ces heures émouvantes de notre histoire, quand on en a été le témoin? Comment oublier ces études prolongées, ces mémoires probants qui dorment, encore inconnus, dans les archives ministérielles? Comment ne pas évoquer ces longues consultations avec les compétences les plus variées dont

s'entoura l'homme qui avait présidé déjà à la réfection économique de la France? Je citerai l'une seulement de ces considérations qui déterminèrent l'homme d'État dont on a dit « qu'il avait tant d'avenir dans l'esprit ». Elle permet d'apprécier sa pénétration, sa perspicacité : « La politique coloniale, écrit-il, est fille de la politique industrielle.... L'exportation est un facteur essentiel de la prospérité publique; le champ d'emploi des capitaux, comme la *demande du travail*, se mesurent à l'étendue du marché étranger. Tout le monde, aujourd'hui, veut filer et tisser, forger et distiller.... L'entrée en scène des derniers venus de la grande industrie, les États-Unis, l'Allemagne, la Suisse, à la vie industrielle sous toutes ses formes, *entraîne l'Occident tout entier sur une pente que l'on ne remontera pas....* »

Est-ce clair? Ces hommes ont-ils assez bien compris la direction prochaine de la politique mondiale? Ont-ils assez bien compris qu'il fallait parer, d'avance, au manque de travail, au chômage, à la misère publique? Ont-ils assez bien compris que les sacrifices du présent seraient payés, par l'avenir, au centuple?

L'affaire du Tonkin est engagée. J'y reviendrai bientôt, puisqu'elle doit décider de la carrière ministérielle du grand homme d'État.

Mais Jules Ferry a d'autres devoirs à remplir, d'autres négligences à réparer. Il ne recherche pas les difficultés, certes, mais elles se présentent partout à la fois. A Madagascar, il faut agir, et la flotte de l'amiral Pierre commence une première surveillance de la côte et des abords de la grande île qui a reçu, de Richelieu, le beau nom de *Nouvelle-France*. Au Congo, l'initiative véritablement géniale du roi Léopold précède déjà les réalisations diplomatiques françaises que faisaient entrevoir les premières explorations de Brazza.

Bismarck lui-même se sent ému de ce soudain élargissement de la politique européenne. J'ai connu le temps où la diplomatie classique se refusait à jeter les yeux sur les cartes et nous reprochait, à nous, les *jeunes*, de nous lancer dans une politique « à la Jules Verne ». Il fallut bien y venir, cependant, et l'arrangement des 23-24 avril 1884, les conventions du 5 février 1885 délimitent le nouveau Congo français, établis-

sent les premières frontières et un règlement d'ensemble au sujet de l'Afrique congolaise, en assurant, en outre, à la France, un droit de préférence en cas de renonciation de l'Association internationale; et ces arrangements jettent, en même temps, les bases de cette amitié qui devait unir, désormais, les deux voisins d'Europe dans une œuvre commune en Afrique.

Faut-il rappeler que, en même temps, le problème égyptien est arrivé à un état de tension et d'acuité qui alourdit singulièrement le jeu diplomatique de la France. Jules Ferry croit en saisir une solution honorable pour toutes les parties, mais le temps va lui manquer.

Encore une fois, Jules Ferry a subi le poids simultané de toutes les difficultés coloniales accumulées; il les a acceptées, il y a fait face; il a tracé un programme colonial d'un immense avenir; il a obtenu de précieux résultats. Mais l'injustice du sort et des partis le frappent au moment où il allait en recueillir de plus complets, de définitifs.

Désastreuse journée de Lang-son, tant exploitée par les partis! Il tombe, ayant en main le traité qui nous assure le Tonkin; il meurt. Et la question se pose de savoir si ces belles décisions, si ces efforts, à la fois énergiques et pondérés, doivent tourner à l'échec par renoncement, ou si la France saura recueillir, malgré tout, le fruit de ce qu'elle a semé.

L'opinion publique paraît incertaine. On criait « Tonkin choléra », « Tonkin famine »; on blaguait les fameuses « pépites d'or »; et puis, on assommait la politique coloniale de ce verdict stupide qui n'a pas, hélas! perdu toute son efficacité : « Le Tonkin est impopulaire ». L'impopularité! mais qui donc en décide? Et qui donc dispose, à son gré, des sentiments des peuples?

Une fois de plus, la passion politique se trompait. Le vœu de la Nation était à l'opposé de ce qu'affirmaient ces augures si sûrs d'eux-mêmes. La génération était et restait coloniale : et, en dépit d'une polémique atroce, elle renversait les calculs, retournait, en quelque sorte, les votes et les opinions, affirmait la volonté de la nation de sauver ce qui était acquis, de développer de qui était entrepris. Sous le ministère Brisson nos droits sur le Tonkin sont maintenus à deux voix de majorité. Si l'élan colonial se trouve, un moment, comprimé,

du moins il ne s'arrête pas tout à fait. Après le grand effort, il y eut un temps de repos, voilà tout. Mais, bien peu d'années s'écoulèrent avant que la politique ne se ressaisisse et ne reprenne en mains la question coloniale. De nouveaux ministres, élèves de Jules Ferry et de Gambetta, étaient aux affaires : Spuller, Develle, Étienne, Félix Faure, Jules Méline, se remettent à la grande tâche à peine interrompue ; et ce fut, cette fois, l'heure des rapides et décisives réalisations. Ces résultats sont connus ; je ne ferai que citer les principaux pour marquer ce fait considérable, à savoir qu'en quelques années seulement et au prix de sacrifices relativement limités, fut accomplie cette œuvre coloniale dont la IIIe République est en droit de s'honorer devant l'histoire.

La Tunisie d'abord. En Tunisie, l'œuvre de Jules Ferry est reprise et mise au point au cours des années 1896 et 1897 : *onze* conventions sont signées successivement avec l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Russie, la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et la Norvège et, enfin, l'Angleterre, qui reconnaissent à la France le droit de créer le port de Bizerte et qui assurent à la Tunisie sa libération économique, commerciale et politique.

L'Afrique ensuite, l'Afrique dans son ampleur et dans l'ensemble de ses relations continentales, fluviales, maritimes. Le sujet a déjà été abordé avec une grande largeur de vue au cours des premières négociations congolaises. Mais la connaissance du continent intérieur a fait un immense progrès grâce aux nouvelles découvertes de Brazza lui-même et de son école. L'hypothèse de Desbuissons, qui rattache au Congo le bassin de l'Arouhimi, a jeté une lumière éclatante sur les rapports des grands fleuves africains entre eux. Le Sénégal, le Niger, le Congo et ses affluents ne font qu'un seul domaine. La manœuvre diplomatique qui consistera à envelopper l'Afrique du Nord d'un immense anneau circulaire composé uniquement de possessions françaises pour le mettre à l'abri de toutes revendications étrangères, est conçue et ordonnée à partir de 1889. Spécialement en 1892, d'après les notes fournies par le général Marchand, une réunion a lieu entre le futur général Marchand et le futur général Mangin avec le chef du service des protectorats du ministère

des Affaires étrangères, et les étapes d'un programme d'explorations sont préparées en vue des résultats diplomatiques à obtenir : de vaillantes équipes se sont divisé la tâche. C'est Binger qui part du Sénégal et, traversant le pays de Kong, arrive à la côte d'Ivoire; c'est Monteil qui, partant de Saint-Louis, pénètre dans le bassin du Niger, le parcourt tout entier, gagne le Sokoto, le Bornou, le lac Tchad et, de là, rentre en France par la Tripolitaine. C'est Mizon qui remonte la Benoué, s'enfonce dans l'Adamaona et, après des péripéties sans nombre, rejoint Brazza lui-même qui a mené intrépidement son admirable campagne sur la Sangha, domaine géographique conquis à peine découvert. C'est Crampel qui meurt au moment où il entre dans le Baghirmi; et puis c'est Maistre, c'est Dybowski, c'est Decazes, Ballay, Liotard, Decœur, Brosselard-Faidherbe; c'est Ballot, c'est Hourst, c'est Beau, c'est Voulet et Chanoine, qui, après un effort, arrêté, hélas! si tristement, nous apportent les traités qui nous assurent la perle de notre couronne africaine, le pays du coton et des races d'élite : le Mossi.

Quelles paroles célébreraient dignement de tels exploits! J'ai vu ces hommes, j'ai vu ceux qui partaient, pleins d'enthousiasme, j'ai vu ceux qui revenaient, accablés de si cruelles fatigues; j'ai gardé pieusement le souvenir de ceux qui ne sont pas revenus. Marchand, Mangin, Baratier et leurs compagnons vont achever la « geste africaine » en poussant l'exploration jusqu'au Nil. Car c'était, quoiqu'on en ait dit, une exploration, un moyen de négociation que la décision du cabinet Bourgeois cherchait là, et non une conquête qui, avec des moyens si restreints, eût été absurde. Dans ces limites, notre droit était si peu douteux qu'un accord antérieur, intervenu entre les deux diplomaties, avait reconnu que les territoires au sud de Kartoum étaient ouverts à la libre concurrence des explorateurs. Il n'y eut donc ni subterfuge, ni violation du droit ou des bonnes relations entre les puissances intéressées. L'honneur de la France est sauf, si ce dernier effort n'a pas été, comme tant d'autres, couronné de succès.

En fait, partout la négociation avait emboîté le pas à l'exploration. Là où un explorateur français avait paru le

premier, la carte des frontières françaises s'élargissait. Oh! il ne fallait pas perdre de temps. Mais on n'en perdait pas. En Afrique occidentale, les conventions de 1889, 1890, 1891, établissaient les droits de la France en Sénégambie, dans la région de Sierra-Leone, sur la Côte d'Or, sur la Côte des Esclaves, dans le Haut-Sénégal, et le Haut-Niger, dans les régions limitrophes de la République de Libéria, du Togoland, du Dahomey. Et voilà que, couronnant cette œuvre qui couvre l'Afrique maritime et fluviale, la convention d'ensemble du 14 juin 1898 reconnaît à la France tous les territoires qui s'étendent du bassin du Congo au bassin du Niger et du bassin du Niger jusqu'à la Méditerranée. C'est l'Empire dont le lac Tchad est le centre; et, comme conséquence, c'est le Maroc placé définitivement dans notre hinterland; c'est le Sahara et les fleuves côtiers englobés dans notre champ d'action, avec l'indépendance assurée du futur transsaharien. La déclaration additionnelle du 14 juin 1898 établit la ligne définitive des contacts franco-anglais dans la région est du Tchad et l'œuvre grandiose a pris sa configuration définitive.

L'arrangement franco-allemand de 1893-1894 avait obtenu d'avance l'adhésion de l'Allemagne en fixant les limites du Togoland et du Cameroun, celles du Dahomey et du Soudan, tandis que la proclamation du général Dodds du 3 décembre 1892 avait placé le Dahomey lui-même, à la suite de la courte expédition dont on se souvient, sous le protectorat de la France. L'Afrique du Nord, de la Méditerranée à la Côte d'Ivoire et au Congo, constituera désormais « la plus grande France Africaine ».

Mais, si l'Afrique occidentale forme un bloc de droit français, le revers oriental qui, par le percement du canal de Suez, présente, pour les communications et l'expansion mondiales, une importance non moindre, est à reprendre et, principalement, en deux points où la France a réservé ses droits : c'est, d'abord, au débouché de la Mer Rouge et au revers de l'Abyssinie, là où est établi déjà le poste d'Obock; et c'est, au sud, dans la grande île de Madagascar. La possession de ces deux champs d'expansion, admirablement déterminés par la géo-

graphie et par l'histoire, assurerait, de ce côté, un ensemble colonial de la plus haute importance mondiale.

Dès 1888, un premier arrangement conclu avec l'Angleterre avait reconnu l'établissement de la France dans le golfe de Tadjourah. Mais combien cet établissement resterait précaire, s'il n'était pas complété par une consolidation définitive et si un accord général n'intervenait avec le grand État indigène limitrophe : l'Abyssinie. C'est l'œuvre de la Convention entre l'Éthiopie et la France, signée par M. Lagarde à Addis-Abeba, le 20 mars 1897, et complété, par l'arrangement avec l'Italie signé par M. Barrère à Rome, le 24 janvier 1900.

Enfin, Madagascar. Dès 1890, à propos des arrangements du Haut Niger, le gouvernement anglais a reconnu le « Protectorat de la France sur la Grande Ile, avec ses conséquences ». La principale assurance diplomatique est ainsi obtenue. Quatre ans après, en présence de la malveillance des Hovas, surexcitée par des aventuriers étrangers, la loi du 7 décembre 1894 décide l'expédition confiée au sage et solide général Duchesne. Tananarive est occupée le 30 septembre 1895 et la loi du 6 août 1896 déclare que Madagascar et les îles qui en dépendent *sont annexées à la France.*

Ces grands faits surprennent la diplomatie étrangère. Mais elle s'incline. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on n'avait pas perdu de temps.

L'ouverture du canal de Suez, l'établissement d'Obock et du golfe de Djibouti, l'occupation de Madagascar et des îles avoisinantes ont ouvert à la France le vaste champ des océans Indien et Pacifique. C'est une autre face du monde qui s'ouvre à nos entreprises. Après le percement du canal de Suez et en vue du percement du canal de Panama, œuvres tous deux du génie français, cette autre face de la planète est rendue accessible à l'activité universelle. Y prendrons-nous notre part ou la laisserons-nous aux mains de nos concurrents? La France sera-t-elle, oui ou non, une puissance planétaire?

Aux portes de la Chine, réceptacle inépuisable d'hommes et de richesses, à proximité des Indes, en relation avec le Japon et au revers occidental du continent américain, serons-nous

définitivement absents? La réponse à cette question angoissante a déjà été donnée par Jules Ferry. Il s'est engagé et il a marqué la première étape. Mais ce n'est qu'une étape; il faut, maintenant, marcher au but. Le but, nous le connaissons puisqu'il est atteint, c'est l'organisation, sous l'égide française, de la péninsule indochinoise ou, plutôt, de cette face de la péninsule indochinoise qui est comme l'aisselle du monde asiatique, au sud de la Chine, face à l'isthme de Panama.

Je puis le dire, parce que c'est un fait : après l'échec de Lang-Son, l'hésitation fut telle qu'on pensa à se débarrasser d'un poids que l'on croyait trop lourd et, un moment, — qui le croirait? — on négocia la remise de l'Annam au Siam. Un si déplorable abandon, dont il est permis d'apprécier, maintenant, les funestes conséquences, s'il se fût produit, fut écarté à la dernière minute par la reprise énergique qui, sur ce point comme sur tant d'autres, marqua l'avènement au ministère de la deuxième équipe coloniale.

Il était temps, car bientôt sonnait l'heure où le colosse chinois chancelant, loin de continuer à nous attaquer, aurait besoin de notre concours. Les armées japonaises le menaçaient d'une ruine qui eût été, pour le monde, une véritable catastrophe; nous le voyons assez par ce qui est advenu depuis. La diplomatie française intervient avec celles des puissances qui avaient le sentiment du péril; elle se fait, de l'intégrité de la Chine, une règle de conduite qui lui donnait, soudainement, une autorité particulière auprès du gouvernement de Pékin. C'est alors que la paix de Simonosaki prévient une querelle du Pacifique qui, sans doute, eût mis aux prises toutes les puissances intéressées et qui, en tous cas, eût exposé au plus grave péril notre établissement du Tonkin encore si frêle. La France avait joué, dans cette circonstance, un rôle éminent pour le maintien de la paix. Mais quelle fut sa récompense?

En dépit du silence gardé sur ce grand fait, comme sur tant d'autres, par notre histoire coloniale, il est permis de le rappeler : la récompense fut, d'abord, cette convention du 11 avril 1898, négociée par M. A. Gérard à Pékin, qui, pour employer les paroles du négociateur lui-même, « a définitivement assuré la frontière sino-française de la

mer au Mékong et qui a ouvert cette frontière au commerce des deux pays. » Cette première convention fut signée à Pékin *un mois et demi après la convention de Simonosaki.* Et ce furent, ultérieurement, les arrangements de 1897 qui assuraient à la France et à la Belgique, agissant en commun, les grandes concessions de chemins de fer dans la Chine centrale; et les déclarations de cette même année 1897 par lesquelles, outre l'établissement de Quang-Tcheou-Wang, la Chine engageait, à l'égard de la France, l'inaliénabilité du Yunnan, du Kouang-si et du Kouang-toung, y compris l'île d'Haïnan.

Ainsi notre domaine colonial indochinois était définitivement consolidé et reconnu. Notre sphère d'influence pénétrait dans le territoire voisin. La grande Indochine française était fondée. La Chine reconnaissait à la France la frontière de 1 200 kilomètres depuis la mer jusqu'au Mékong qui *la délimitait une fois pour toutes.*

A partir de cette heure, la guerre des pirates prenait fin, les relations de la France avec la Chine nous permettaient de vivre sur le pied de bon voisinage qui, depuis, ne s'est jamais démenti. La grande Indochine française n'avait plus qu'à prospérer, parmi ses rizières et ses plantations de caoutchouc, dans ce coin des mers et des terres asiatiques, abritée contre tout péril, quoiqu'on en ait dit, non seulement par sa propre force, mais par l'intérêt commun de tous les peuples voisins à ce que cette péninsule et ses rivages ne sortent pas des mains de la grande puissance de civilisation et de paix qu'est la France.

Ainsi, le circuit mondial s'achevait; l'Empire colonial était fondé. Cependant, il demandait encore d'importants achèvements. Ce sera l'œuvre des vingt dernières années. En passant rapidement sur ce qui s'est fait aux Nouvelles Hébrides, aux Comores, sur d'autres points de la Côte d'Afrique, sur le Rio Muni, dans l'Adrar, il faut en venir, tout de suite, à ce qui sera l'œuvre coloniale des premières années du XXe siècle, l'établissement du protectorat français sur le Maroc. Qu'un pareil couronnement ait pu se faire à temps, là aussi, et que, l'heure venue, le Maroc,

a peine dominé, ait pu rester français grâce à l'esprit de décision, à l'énergie, au coup d'œil, à la souplesse vigilante et à l'autorité géniale qui sont celles de ce grand Français qu'est le maréchal Lyautey, c'est encore un de ces décrets de la Divine Providence (pour parler comme Chateaubriand) qui, aux heures décisives, viennent en aide aux *gesta Dei per Francos.*

La guerre allemande, la guerre dévastatrice, la guerre des dix millions de morts s'achève, après un effort accablant, par la victoire de la France et de ses alliés. La France, après avoir ouvert les bras aux provinces retrouvées, est prête, en raison même de ses réalisations coloniales déjà acquises, à se saisir de ces nouvelles régions que la guerre elle-même a laissées, pour ainsi dire, en déshérence. Au Togoland, au Cameroun, son expérience de ces régions est appelée à les recueillir. L'Allemagne l'avait sommée brutalement, lors des événements d'Agadir et de Casablanca, à lui faire place soit au Maroc, soit en Afrique centrale, au fameux « bec de canard », et ultérieurement au Congo belge, — partout où elle promenait ses insatiables ambitions. Maintenant, le juste retour des choses d'ici-bas rend à la France l'occasion de réparer et de restaurer.

Ce n'est pas tout. Ses anciens efforts dans l'Orient méditerranéen lui attribuaient naturellement une autre mission. Cette Syrie, où son activité avait été, depuis longtemps, si féconde, ce Liban qu'elle avait toujours protégé, ces populations actives, intelligentes, commerçantes, héritières directes des Phéniciens, et qui avaient vu le nom des Francs grandir parmi elles depuis l'époque des Godefroy de Bouillon et des Saint-Louis, ces nobles et antiques populations avaient besoin de guides pour les élever jusqu'à ce dernier mot de la civilisation que seuls préparent des desseins mûris, une longue expérience, un outillage achevé, la richesse acquise et l'habitude du progrès. Tout cela leur manquait. La France, dans son amitié séculaire, avec son autorité incontestable, sa modération, son amour des peuples jeunes, son dévouement à toutes les nobles causes, était désignée pour leur prêter la main. C'est ainsi qu'elle reçut, des traités, le « mandat » sur les populations de Syrie et, là encore, elle fonda, dans un

esprit de concorde, de confiance familière et d'avenir, un système nouveau et sagement combiné d'influence amicale. Que ces peuples, seulement, lui rendent en confiance ce qu'elle leur apporte en concours et en affection éprouvée!

Il serait utile, maintenant, et logique, pour compléter ce rapide tableau, de dire ce que cette œuvre de la Troisième République, entreprise et menée à bonne fin en moins de quarante années, a déjà apporté de résultats décisifs, non seulement à la France, mais à l'humanité. Il faudrait indiquer les soins apportés, partout, à la prospérité de nos colonies et possessions d'outre-mer : les populations de l'Algérie, s'élevant dans les vingt dernières années de 4 millions d'âmes à plus de 5 millions, avec un accroissement proportionnel de plus d'un quart : celles de la Tunisie suivant la même progression, qui sera étendue, assurément à tout l'Empire colonial français quand les avantages de la « paix française », le développement de l'hygiène, l'accroissement du bien-être auront produit leur plein et entier effet. Qu'il soit permis d'insister, à ce sujet, sur la vigilance avec laquelle « le système français » défend, partout, les races indigènes et, notamment en Afrique, le « paysan noir ».

Par contre, il conviendrait d'évoquer le concours sans prix apporté à la France, pendant la Grande Guerre, par les contingents coloniaux, la fraternité d'armes établie entre le soldat français et le soldat indigène, et de signaler comment s'est établie et constituée, grâce à ces dévouements assurés à la métropole, une nation de 100 millions d'âmes obéissant à une même pensée, parlant une même langue, vivant de la même vie économique, politique, sociale.

J'aurais voulu dire les récents exploits de notre belle armée qui, avec le concours d'un grand pays allié, a su pacifier définitivement le Maroc, en dépit des tristes interventions étrangères, et même françaises. Il faudrait relever, d'après les récentes statistiques, le développement magnifique du commerce et des affaires avec nos colonies, 6 milliards à l'importation, 8 milliards à l'exportation; Alger devenu un des grands ports du monde; Dakar-Saint-Louis, s'affirmant comme l'étape indispensable vers l'Amérique du Sud;

Saïgon prenant un accroissement prodigieux, face au canal de Panama. Toutes les espérances sont dépassées.

Mais ces relevés demanderaient des volumes. Il suffit que les perspectives de l'avenir soient indiquées comme conclusion à cette rapide revue de l'œuvre coloniale de la troisième République.

Cette œuvre peut être proclamée, désormais, comme l'un des grands faits de l'Histoire moderne. La France est restée *puissance planétaire*, et voilà ce qui importe à l'avenir du monde lui-même.

Il ne peut être indifférent à personne que le pays de la plus antique civilisation chrétienne, le pays de Saint-Louis, de Jeanne d'Arc, de Descartes, de la Révolution, de Napoléon, le pays des grandes pensées, des grandes entreprises, semeur de liberté et de prospérité, ait gardé la place qui lui appartenait dans l'organisation qui assurera l'accès du monde nouveau aux futurs progrès humains. La France a encore à se dévouer beaucoup, elle le sait; elle se dévouera selon ce qu'elle a fait tout le long des siècles; son passé répond de son avenir.

En ce qui la concerne, selon le mot qui a été prononcé par le grand homme d'État républicain qui préside à ses destinées, Raymond Poincaré : *La France n'a nulle part rien à demander à personne.* Elle ne demande qu'à travailler en paix au bien de tous et à la paix universelle. En ce qui concerne, en particulier, sa mission coloniale, elle connaît ses devoirs et elle les assume; elle est prête à se consacrer, cœur et âme, au bonheur de ces populations-sœurs, désormais unies à elle, au sein d'une des plus nobles familles civilisées que l'histoire ait fondées.

G. HANOTAUX

LES DÉBUTS
DE
LA NOUVELLE CHAMBRE

Une Chambre neuve éveille toujours des espoirs et des déceptions.

L'espérance naît dans le pays qui attend beaucoup des représentants qu'il s'est donné. Il ne sait d'ailleurs pas exactement ce qu'il souhaite; mais il attend, encore envoûté par la mystique du miracle que tous les partis et leurs candidats se sont efforcés de créer au cours de la campagne électorale. Sans doute, l'électeur moyen, mieux instruit que naguère des problèmes financiers et économiques, a mesuré, par expérience, la valeur des promesses électorales, mais il n'en reste pas moins impressionné par la caution donnée aux programmes les plus irréalisables par les personnages politiques les plus représentatifs.

En 1928, un nouveau motif s'ajoutait d'espérer : le mode de scrutin avait changé. Le Français, qui aime la simplicité et qui se passionne plus facilement pour le combat singulier que pour la lutte d'idées, retrouvait avec faveur le scrutin d'arrondissement. La représentation proportionnelle l'avait séduit un instant : ne lui avait-on pas montré cette votation comme la balance idéale à peser les opinions électorales? Mais, par le jeu de l'élection à la majorité absolue et de l'attribution des restes à la plus forte moyenne, les poids employés devenaient faux. Et, pourquoi le nier? l'organisation en France de partis, à la mode britannique, se heurte au tempérament individualiste national. L'intrusion

des Comités, les investitures, les exclusives sont presque toujours plus nuisibles qu'utiles aux candidats officiels des partis constitués. Le mot seul de « parti constitué » amène neuf fois sur dix un sourire malicieux sur les lèvres de l'électeur. Même les partis qui comptent par millions les voix obtenues, n'inscrivent que quelques dizaines de milliers d'adhérents sur leurs contrôles. Dès que leur nombre augmente, le « parti constitué » se désagrège. La cohésion des militants se maintient déjà difficilement dans l'opposition : elle ne résiste pas à l'exercice du pouvoir par les élus, et aux responsabilités qui en découlent devant le suffrage universel. En fait, la grande masse « centriste » qui, en France, constitue la majorité de gouvernement, s'agglomère autour de personnes qui, selon les régions, portent des étiquettes dissemblables. Le scrutin d'arrondissement, scrutin de personnes, devait redonner de l'influence à cette masse centriste dont M. Poincaré, héritier du vieil opportunisme, est le chef que les élections générales ont plébiscité. Nouvelle raison, ai-je dit, d'attendre avec optimisme les débuts de la XIVe législature.

Cependant, les politiciens, — et il faut entendre par là tous ceux, parlementaires, journalistes, informateurs, etc., qui suivent, pas à pas, la marche cahotante du régime, — savaient, par expérience, que la nouvelle Chambre ne différerait ni de celles qui l'avaient précédée ni de celles qui la suivront. Les deux mobiles éternels d'une humanité moyenne sont la crainte et l'intérêt. Pour le député, la peur de l'électeur, le goût des faveurs ou l'appétit des honneurs inspirent neuf fois sur dix son vote, public ou secret. Le gouvernement possède ainsi les deux leviers de commande qui assurent le bon fonctionnement de la machine parlementaire : par la presse, qui fait l'opinion et dont il doit savoir limiter raisonnablement l'indépendance; par l'appui qu'il peut prêter électoralement et parlementairement aux amis qu'il veut favoriser ou aux adversaires qu'il souhaite neutraliser. Tout l'art du gouvernant consiste à manœuvrer avec tact ces leviers. S'il accorde trop à ses adversaires, il mécontente ses amis. S'il donne trop à ses amis, il incite ses adversaires à une action vigoureuse pour le renverser et prendre sa place. Quiconque dénoncerait la prétendue immoralité d'une pareille

conception de l'exercice du pouvoir ne serait en réalité qu'un ignorant ou un hypocrite. Il demeure entendu, en effet, que, dans le conflit des personnes ou des programmes, chaque parti n'est inspiré, de très bonne foi, que par le souci du bien public. Lorsque tel groupe parlementaire réclame une place au Conseil des ministres, un siège au bureau de la Chambre, une présidence de Commission, c'est pour affirmer son influence et préparer le succès de ses initiatives législatives ou de ses actes gouvernementaux présents et futurs. Lorsque tel parti insiste pour ou contre la discussion ou le vote d'un projet de loi ou d'un ordre du jour motivé, c'est pour engager une politique, qui n'est pas destinée seulement à satisfaire ses électeurs mais à préparer le bonheur du peuple.

Ainsi se concilie, dans une assemblée parlementaire comme dans toute réunion humaine, la noblesse des sentiments et le prosaïsme des actes.

Le désordre commence lorsque le gouvernement est faible ou qu'il s'abstient de prendre parti. Peut-être trouverons-nous là la raison des premiers avatars de la Chambre nouvelle.

Certes, la position personnelle de M. Poincaré est encore très forte : j'ai écrit qu'il avait été l'objet d'un véritable plébiscite. Mais, que l'on ne s'y trompe pas, et M. Poincaré s'y trompe moins que tout autre, grâce à sa lucide intelligence et à sa longue expérience politique, ce n'est pas le plébiscite de la reconnaissance, c'est le plébiscite de la peur. Il me suffirait d'invoquer un précédent, le vote du 16 novembre 1919 en faveur de M. Clemenceau, pour montrer la précarité d'une telle popularité.

Je m'en voudrais de comparer irrévérencieusement le Président du Conseil à cette Vierge aux Miracles que les paysans siciliens promènent avec ferveur quand gronde le tremblement de terre, et qu'ils remettent vite dans la châsse aussitôt le péril conjuré. Et pourtant, tous les partis ont promené M. Poincaré sur les tréteaux électoraux comme un fétiche, habillé tantôt de blanc, tantôt de rose, voire même de rouge. Le danger d'une expérience néo-cartelliste pour les finances et pour la monnaie écarté pour quatre ans, chacun se pose, aujourd'hui, la question : quelle couleur choisira, pour son vêtement, M. Poincaré, et que nous apportera-t-il

dans ses poches? Et chacun d'ajouter, *in petto* : « S'il n'arbore pas mes couleurs et s'il ne m'apporte pas de quoi satisfaire l'appétit de mes électeurs, je me voue à d'autres saints. »

Existe-t-il ou n'existe-t-il pas une majorité dans la nouvelle Chambre? En existe-t-il une ou plusieurs? Où se situent-elles dans la géographie politique? Nous avons lu d'innombrables articles là-dessus; et les stratèges des partis et des groupes se sont bombardés à coups de statistiques.

Le moment serait opportun de rappeler cette boutade connue : il y a trois manières de mentir : comme une femme, comme un diplomate ou comme une statistique, et celle-ci est la pire.

N'est-ce pas un jeu puéril de compter et de comparer des étiquettes? Passe encore quand il s'agit des représentants des partis extrêmes dont la liberté individuelle de vote n'existe pas. Encore faudrait-il savoir quelle sera, par exemple, la tactique parlementaire du parti socialiste S. F. I. O.? Redeviendra-t-il ou non le parti d'opposition systématique qu'il fut naguère? Se prêterait-il, le cas échéant, et à quelles conditions, à une politique de participation, voire de soutien? Selon les réponses données à ces questions, les combinaisons de l'échiquier parlementaire, si différentes de celles du bonneteau électoral, peuvent être modifiées du tout au tout. Croit-on, notamment, que le parti radical-socialiste, habitué, depuis trente ans déjà, aux réalités du pouvoir, se soucierait de jouer en second, pendant quatre ans, le rôle d'opposant de principe? Il faut bien plutôt prévoir que, par une stratégie où ses chefs excellent, il s'établira sur des positions parlementaires d'où il dominera le Gouvernement tout en maintenant le contact électoral avec le parti socialiste, si, comme cela est possible, celui-ci décide de faire faire à ses élus trop hétérodoxes une bonne cure d'opposition.

Une telle hypothèse conduit à intégrer le parti radical socialiste dans la majorité gouvernementale. Il faut s'en réjouir. Quelqu'un soutiendrait-il sérieusement qu'il soit non pas seulement avantageux mais possible d'achever la consolidation des finances et de régler des dettes interalliées sans le concours des radicaux socialistes?

Continuerons-nous donc de pratiquer la trêve des partis?

Cela est peu probable, au moins la lune de miel passée. Il faut bien reconnaître, en effet, que l'opposition socialiste de 1926 à 1928 a été de pure forme. A aucun moment, les leaders du parti ne tentèrent d'effort sérieux pour renverser M. Poincaré ou même pour combattre sa politique et ses méthodes financières. Ils avaient dit : nous laisserons se poursuivre l'expérience. Et au moment où, contrairement à leurs prévisions, cette expérience réussît, ils se trouvèrent dans l'impossibilité de changer de tactique.

Aujourd'hui, même les plus modérés des chefs du groupe parlementaire socialiste déclarent la guerre au Gouvernement.

A l'opposé de l'échiquier parlementaire, les hommes de la Fédération Républicaine qui s'estiment, non sans raison, renforcés par le résultat des dernières élections, et dont les chefs ou conseillers officieux ne siègent pas tous au groupe Marin, poseront peut-être à leur concours des conditions qui, tant dans la politique extérieure que dans la politique intérieure, risqueraient, si elles étaient trop explicites, de dresser contre un Gouvernement qui les accepterait, non seulement le parti radical-socialiste tout entier, mais un certain nombre de radicaux.

Si, dans l'abstrait, la trêve des partis demeure donc une solution, dans la réalité parlementaire elle cesse d'en être une. Le pays lui-même, d'ailleurs, ne souhaite pas seulement le calme et la tranquillité dans la stagnation : il entend obtenir dans le domaine social, et dans le domaine économique, des réalités substantielles.

Aussi arrivons-nous à poser la vraie question, la seule qu'il importe de résoudre, qui n'est ni celle du dosage des groupes et sous-groupes, ni des affinités des vrais et des faux radicaux, des vrais et des faux conservateurs.

Peut-on, sur un programme défini et limité, constituer et conserver une majorité?

La première interpellation sur la politique générale du gouvernement aurait pu nous fournir la réponse à cette question si, par une sorte d'accord tacite entre tous les partis, le débat n'avait été en quelque sorte émasculé. L'ordre du jour de confiance qui l'a clos n'a aucune signification, comme le prouve la presque unanimité des voix qu'il a recueillies.

M. Poincaré, cependant, avait tenté, dans son discours, de justifier le maintien de l'*union nationale*, selon la formule même qui lui servit à constituer son ministère en 1926. Mais les circonstances ne sont plus les mêmes. L'*union sacrée* n'avait pu survivre à la paix. *L'union nationale* ne se prolongera guère au delà de la consolidation de la monnaie. Il semble bien que le Président du Conseil en ait eu le pressentiment lorsqu'il prononça son magistral discours sur la stabilisation, résumé historique de toute son œuvre de restauration des finances publiques et de la monnaie, testament politique, pourrait-on dire, si la génération des hommes d'État qui prirent le pouvoir en France aux lendemains de Panama ne nous avait habitués à de perpétuels retours, parfois aussi sensationnels qu'inattendus.

Qui ne se rend compte, en effet, qu'il faut de graves, puissants et exceptionnels motifs pour amener à une collaboration parlementaire permanente des partis qui, électoralement, se combattent toujours et partout?

Sans doute d'excellents esprits professent que les conséquences économiques et financières de la stabilisation, que le règlement définitif des dettes interalliées, obligent au maintien de l'union nationale. Que ce maintien soit désirable, cela n'est pas douteux, mais qu'il soit possible, c'est une autre question!

M. Daladier, expliquant le vote de ses collègues radicaux-socialistes, a très nettement précisé que son parti n'admettait plus cette formule. Et il devient facile de prévoir, dès lors, le dilemme qui sera posé, tôt ou tard, au chef du gouvernement: avec Herriot sans Marin, ou avec Marin sans Herriot?

M. Poincaré, lui-même, serait d'ailleurs le plus qualifié pour résoudre ce dilemme; mais le voudra-t-il? Il lui déplairait sans doute d'abandonner des collaborateurs qui lui ont été fidèles, quelquefois même à l'encontre de leurs opinions personnelles, qu'il s'agisse de M. Marin, hostile à la stabilisation, ou de M. Herriot, opposé à la politique fiscale du ministre des Finances. Et puis, sera-t-il si facile de gouverner sans M. Marin ou sans M. Herriot? Peut-être ceux qui le tenteront, seront-ils les victimes de leur audace; et la sagesse politique peut commander d'attendre que des circonstances nouvelles remettent en faveur l'union nationale.

Sur le papier, il n'existe, en effet, une majorité ni sans le groupe de l'Union républicaine démocratique (Marin) ni sans le groupe radical-socialiste. Dans le premier cas, un gouvernement pourrait se heurter à une coalition des extrêmes. Dans le second, la défection des Indépendants de gauche et de 10 voix dans la gauche radicale entraîne la chute du Gouvernement. Et c'est ici que se pourrait mesurer la légèreté de ceux qui déclencheraient une crise ministérielle sans avoir conclu un accord préalable sur un programme de gouvernement entre les radicaux socialistes et les républicains de gauche. Le pays a trop souffert de l'instabilité gouvernementale pour en courir le risque renouvelé.

En fait, les six courtes semaines de la session ont été principalement consacrées au classement des groupes et à la reconnaissance des forces numériques des coalitions possibles.

L'appréciation exacte en est rendue difficile, impossible même pour le profane, par l'existence de groupes comme les non-inscrits et les indépendants de gauche qui réunissent des députés d'opinions et d'origine tout à fait différentes.

Le classement des groupes, de la droite à la gauche, prévu par le règlement de la Chambre pour l'attribution des secteurs où siègent les députés, a donné lieu, d'ailleurs, à maintes controverses; et la présidence n'a pu s'en tirer qu'en improvisant un double classement : l'un sur les travées inférieures, l'autre sur les travées supérieures. C'est tout dire!

Pour l'édification de nos lecteurs, énumérons les groupes de la gauche à la droite avec le nombre des membres qui les composent :

Groupe communiste	12
Groupe du parti socialiste	100
Groupe du parti républicain socialiste et socialiste français	13
Groupe républicain socialiste	18
Groupe radical-socialiste	125
Groupe de la Gauche radicale	54
Groupe de la Gauche unioniste	18
Groupe des Républicains de gauche	64
Groupe d'Action démocratique sociale	29
Groupe des Démocrates populaires	19
Groupe de l'Union républicaine démocratique	102

Et comme si tous ces groupes ne suffisaient pas à contenir toutes les étiquettes, ajoutons encore deux groupes de sauvages :

Indépendants de gauche	15
Non-inscrits	37

Finalement, en simplifiant et en répartissant les sauvages selon leurs affinités politiques, on obtient :

Extrême gauche communiste et socialiste	133
Radicaux socialistes et socialistes indépendants	150
Centre gauche	153
Centre droit et droite	173

La *concentration républicaine*, c'est-à-dire la collaboration des radicaux socialistes et du centre gauche, apparaît donc comme la formule la plus probable pour succéder à l'union nationale si les radicaux socialistes décidaient de la dénoncer.

Mais elle suppose l'établissement d'un programme commun : ce ne serait évidemment ni le programme intégral du parti radical socialiste, ni le programme intégral de l'Alliance démocratique; mais plutôt celui-ci que celui-là; puisque, les forces radicales et les forces du centre gauche étant numériquement égales, il faudra, étendre nécessairement sur le centre droit la majorité, en tenant compte que l'homogénéité du groupe radical socialiste est loin d'être assurée.

Est-il facile, voire même possible, d'établir ce programme? Des efforts de rapprochement ont été tentés, des deux côtés, qui n'ont pas toujours été favorablement commentés. Mais il sera sage pour les partis, dont les Congrès se tiendront, à peu près tous, avant la rentrée des Chambres, de confronter leurs doctrines et de chercher ce qui peut les unir et non les diviser.

A l'extérieur une politique de paix, à l'intérieur une politique sociale peuvent se traduire en formules précises, et n'impliquer, d'ailleurs, ce qui est une condition même de la *concentration républicaine*, aucune hostilité à l'égard des républicains modérés ou des socialistes parlementaires.

Si les leaders responsables de la concentration ne parvenaient pas à se mettre d'accord, force sera bien de demeurer dans l'union nationale; et, puisque ce sont les radicaux socia-

listes qui la dénoncent, c'est bien à eux qu'il appartient de définir ce qu'ils veulent y substituer! Ne comptons pas sur les élections cantonales d'octobre pour nous éclairer. Mais souhaitons que la période des vacances incite les partis à la méditation politique.

Il ne s'agit plus, en effet, de rédiger des déclarations vagues, générales et souvent équivoques, comme le sont ces manifestes que les partis consitués publient à l'issue de leurs Congrès, ou les déclarations ministérielles de la plupart des gouvernements qui sont destinés à contenter tout le monde, ou, du moins, à ne mécontenter personne.

Ni programme électoral, ni même programme politique, mais un plan de travail pour la Chambre.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le rôle essentiel d'une Assemblée législative est de légiférer, ce qui ne veut pas dire seulement : faire des lois nouvelles; mais aussi corriger les lois anciennes. Faute de légiférer la Chambre se lance dans des débats politiques sans fin : le rouage parlementaire tourne à vide.

Pour légiférer utilement, il faut en finir avec les improvisations de textes, insuffisamment étudiés, insérés dans les lois de finances, qui ont transformé notre fiscalité, notamment, en un casse-tête chinois que ni les contribuables, ni l'Administration ne parviennent à éclaircir. Il faut également cesser d'ajourner à la fin de la législature toutes les grandes lois telles que : loi des assurances sociales, lois militaires. Il faut même abandonner ces procédures d'extrême urgence qui peuvent s'appliquer à des cas exceptionnels, comme celui d'une loi monétaire, mais qui discréditent le régime parlementaire quand il s'agit d'une œuvre législative aussi importante, par exemple, que la loi sur l'habitation.

La collaboration du Gouvernement avec le Parlement n'implique ni que le Parlement empiète sur les pouvoirs de l'exécutif, ni que le Gouvernement mette en sommeil le Législatif.

La XIVe Législature s'est ouverte en pleine période de crise mondiale du parlementarisme. Cette question ne figure-t-elle pas à l'ordre du jour du prochain Congrès de l'Union Interparlementaire à Berlin?

Il sera donc fort important, pour l'avenir même de nos institutions républicaines et parlementaires, de savoir si cette législature marquera, par la réconciliation de la grande bourgeoisie libérale et de la petite bourgeoisie voltairienne, — la France est un peuple de bourgeois, — le point de départ d'une ère nouvelle où l'égalité sociale complétera progressivement l'égalité politique; ou si elle échouera, parce que, portant en elle les tares du régime parlementaire, — et il n'en a pas été imaginé de meilleur, — des troupes sans chefs, ou divisées sous des chefs trop nombreux, s'épuiseront en rivalités de personnes et d'équipes.

Cependant, bien fous, à mon avis, seraient ceux qui prolongeraient, au Parlement, la querelle des étiquettes en laissant le pays attendre plus longtemps le progrès social qu'il désire.

Rendons cette justice aux nouveaux députés qu'ils arrivent imbus de la nécessité de perfectionner l'outillage social. Ils ont compris que la démocratisation du bien-être est la contre-propagande nécessaire et la plus efficace du communisme.

La nouvelle Chambre, par ses premiers actes, et après les tâtonnements inévitables d'un début, où elle a peut-être été trop livrée à son inexpérience, a donné des gages certains qu'elle ne demandait qu'à être conduite dans la bonne voie.

Il faut seulement qu'un Gouvernement ferme et cohérent lui propose de bâtir une République sociale, où l'union ne doit pas être prêchée dans la résignation, où la Fraternité doit cesser d'être un mot pour devenir un fait.

Ayons confiance : la nouvelle Chambre est réaliste.

PIERRE-ÉTIENNE FLANDIN,
Vice-Président de la Chambre des Députés.

SYMMAQUE

SYMMAQUE.

Que l'existence était belle autrefois, Flamininus! Qu'elle était calme et ordonnée! Nous n'avons pas assez goûté la douceur de vivre et nous nous sommes préparé des regrets jusqu'à la fin de nos tristes jours. Nous voici sur la terre africaine, errants et misérables. Mon père possédait trois palais à Rome, quinze villas à travers l'Italie. Je dois me contenter de deux petites chambres que je partage avec ma famille. Et pour que nous mangions du pain, mon épouse vend l'une après l'autre les perles de son collier.

FLAMININUS.

Il est de plus grands sujets d'affliction pour nos âmes. Pourquoi pleurer les temps qui ont précédé notre exil? Ceux qui sont morts avant l'arrivée du barbare Alaric ont été plus à plaindre que nous. Je désespérais dans Rome. J'espère à Carthage.

SYMMAQUE.

Veux-tu dire, Flamininus, que de l'excès du mal sortira le bien? C'est une maxime consolante à laquelle je ne crois plus.

FLAMININUS.

Homme de peu de foi, la cité agréable au ciel et protégée des astres est éternelle. Les calamités passagères que lui infligent les dieux sont un juste châtiment. Elles présagent un avenir plus beau. Nous nous purifions par l'épreuve et

le malheur. Souviens-toi, Symmaque, de ce siècle de décadence qui reniait les traditions. Souviens-toi de ton père chéri et des luttes qu'il soutint pour les choses sacrées. Tous les jours, c'était une injure nouvelle, un temple qu'une loi inique fermait, un des nôtres qui passait au Galiléen. Les empereurs eux-mêmes s'acharnaient contre l'antique religion de Rome. Ils en persécutaient les serviteurs. Le moment vint où, au sein des familles, il ne fut plus permis d'honorer les dieux lares. Quels temps furent plus tristes que ceux où la vestale Claudia s'agenouillait devant le gril ridicule de Laurent! Albe, cependant, voyait une autre gardienne du feu qui ne doit pas s'éteindre manquer à son vœu de chasteté sans être enterrée vivante, selon l'usage millénaire et toujours suivi. Est-ce à toi que je rappellerai encore l'insulte la plus cruelle qu'ait subie la religion des Romains? L'année où fut enlevé l'autel de la Victoire était plus funèbre que celle où nous avons dû fuir et où la ville a été pillée. Alors le successeur de Titus et de Marc-Aurèle, qui avait abandonné pour Milan les sept collines, restait sourd aux adjurations de ton père. Gratien refusait même de l'admettre en sa présence. La divinité protectrice s'est retirée de l'Empire dès l'instant que le Sénat a cessé de l'honorer. Rome est punie comme l'avaient annoncé les livres sibyllins. Mais les Romains entendront les avis du ciel. Ils s'éloigneront des églises, et, sur les ruines qu'aura laissées le barbare Alaric, l'ordre des jours anciens refleurira.

SYMMAQUE.

Je voudrais en avoir l'assurance. Mais je ne puis me défendre d'envier le sort de ceux qui n'ont pas connu la condition où nous sommes réduits. Rome, alors, semblait encore invincible. Et si la religion de nos ancêtres était mourante, elle expirait du moins lentement. Les vieux Romains pouvaient croire que les choses qu'ils aimaient dureraient toujours. Au milieu de ses amis, qui partageaient ses façons de penser, mon père avait l'illusion que tout restait en place. Les conservateurs vivent entre eux. Ainsi ils n'aperçoivent pas ce qui tombe et disparaît à chaque heure et c'est ce qui soutient leur courage. Mais nous! Le fond de l'abîme est touché. Rome,

si jamais nous y revenons, sera plus changée qu'en un siècle. Tu te trompes, Flamininus, quand tu supputes un retour à nos croyances. Les catastrophes ne ramènent pas le passé. Elles sont comme les tempêtes qui achèvent de renverser les vieux murs. Elles dispersent ce qui ne subsistait que par la force de l'habitude. Elles donnent un élan irrésistible aux novateurs. Peut-être, un moment, dans la communauté de l'infortune, auront-ils quelque attendrissement et quelque pitié pour ceux qui restent fidèles aux dieux. Chez les révolutionnaires eux-mêmes il paraît alors comme un regret de ce qui va périr. Mais ce moment ne dure pas. La sagesse est d'en profiter. N'attaquons plus les chrétiens. Ne raillons plus leur Christ, leurs apôtres et leurs martyrs. Gardons les images des dieux immortels vivantes dans nos cœurs, mais faisons-nous oublier et tolérer s'il se peut.

FLAMININUS.

Tolérance est le mot des tièdes. C'est aussi la supplication des vaincus. Les chrétiens nous disent déjà que nous invoquons la tolérance depuis que nous sommes persécutés. Nous serons perdus le jour où nous accepterons l'égalité des cultes et où nous cesserons de rappeler que l'adoration des dieux est la religion de l'État. La politique des concessions n'est pas seulement honteuse et lâche. Elle est inepte. Est-ce à l'heure où le maître du monde manifeste si clairement sa colère que nous allons renoncer à la lutte? Notre vieille religion a passé par d'autres épreuves et c'est quand on la croyait morte qu'elle a eu ses plus belles renaissances. Quand parut-elle plus bas qu'à la fin de la République, au temps où la Grèce vaincue nous donnait, par une sorte de vengeance, le poison de sa philosophie? Alors l'impiété fut si grande que l'athéisme était professé par les poètes et les consuls. Auguste vint. Il releva les autels et Virgile honora pour toujours ce que Lucrèce avait souillé. Souviens-toi encore du noble Julien avec qui notre culte remonta sur le trône après un exil de quarante ans. L'éclatante conversion du neveu de Constantin ne prouve-t-elle pas que les dieux sont immortels? Si nous ne les trahissons pas, ils ne peuvent nous trahir.

SYMMAQUE.

Je le sais. Et il y eut aussi Eugène, cet empereur que nous avaient donné Arbogaste et Ricomer, généraux d'une si vive piété.

FLAMININUS.

Il est vrai que les généraux se signalent presque tous par leur zèle pour la religion. Mais pourquoi me parles-tu du rhéteur Eugène?

SYMMAQUE.

Parce que, loin de lui être reconnaissants, loin de lui élever des statues, nous l'avons justement renié. Si le zèle des militaires est certain, il est rare qu'il se manifeste, ce qui vaut mieux car il est encore plus rare qu'il soit fécond. En apportant à Eugène la robe pontificale que Gratien avait repoussée, Arbogaste et Ricomer ont hâté notre décadence. Rien n'est pire, pour une cause comme la nôtre, qu'un réacteur intempestif et maladroit. Il agit comme ces médecins qui tuent les vieillards auxquels ils prétendent restituer la jeunesse. Et Julien, Julien lui-même, le restaurateur des temples, ne nous a-t-il pas fait plus de mal que de bien? Il méconnaissait Rome et les dieux indigètes. L'a-t-on vu sacrifier au Capitole une seule fois? Il demandait sa doctrine aux sophistes d'Alexandrie et à ces Hellènes dont tu dénonçais tout à l'heure la corruption. En voulant réformer la religion des dieux, il l'a affaiblie. Sa malheureuse tentative n'a servi qu'à exalter l'audace des chrétiens. Son règne de vingt mois nous a causé des dommages plus irréparables que ceux de Constantin et de Constance et j'aime mieux ces prudents empereurs qui, du moins, nous ménageaient, tout en cédant aux idées du jour.

FLAMININUS.

Je te plains, Symmaque. L'excès de nos souffrances t'accable et te réduit au désespoir. Prie les dieux qu'ils te rendent le courage. L'homme qu'ils soutiennent de leur force sait que rien n'est impossible et qu'il n'est pas de courant qui ne se puisse remonter.

SYMMAQUE.

Mon plus grand malheur est de voir les choses telles qu'elles

sont. Dans mon jeune âge, ma confiance était fière et ardent mon goût de la lutte. C'est maintenant que j'ai le plus de courage parce que je n'ai plus d'illusions. Sois tranquille, je n'abandonnerai pas la foi de mes aïeux et je mourrai dans la croyance où je suis né. Mais comment fermerais-je les yeux à ce qui se passe autour de moi? Je sais que je sers une cause perdue. Tout ce qu'on a essayé pour combattre les progrès du christianisme a été inutile et n'a même servi qu'à dénaturer la religion des Romains. Ce ne sont pas seulement les cultes étrangers que l'on a appelés à son aide, les divinités de l'Égypte, de la Perse et de la Phrygie qu'on a introduites dans le Panthéon. Ce sont les doctrines des disciples de Platon et les philosophies à la mode. Tantôt on flattait le goût de la tradition et tantôt celui des nouveautés. Par là on a répandu dans les esprits le doute et l'incertitude. Déjà nos mystères ne sont plus compris de ceux qui viennent encore dans les temples. A la fin, on oubliera jusqu'aux règles des sacrifices. Je suis pénétré de cette vérité amère : le rite ethnique n'a plus pour lui que la coutume et les mœurs. Seul l'usage lui permet encore de durer. Gardons-nous d'ébranler ce qui reste, soit par des innovations dangereuses, soit en demandant trop à la nature et aux hommes.

FLAMININUS.

Ton père l'a dit, Symmaque, le respect de la coutume est une chose grande. Se soutient-il sans les institutions? C'est en vain qu'auprès du prince l'éloquent auteur de tes jours, réduisant ses demandes à la plus modeste mesure, avait invoqué la liberté de conscience. C'est en vain que, se fondant sur le caractère sacré des testaments, il avait revendiqué les biens injustement retenus par le fisc, quoi qu'ils eussent été donnés aux vierges et aux pontifes par la volonté légale des mourants. Cette tactique aussi, les tiens l'ont loyalement essayée. Elle nous a conduits à des reculs toujours plus étendus. Elle ne nous a valu que des déceptions. Et qui donc répondit alors à ton père? Son propre cousin, l'évêque Ambroise, car il y avait déjà des contempteurs des dieux au sein des plus illustres familles. Ambroise prétendait qu'en réclamant le bénéfice du droit commun ton père voulait

pour les fidèles de notre religion un privilège et une faveur. A nous faire humbles, à mendier une petite place dans l'État dont nous sommes les plus fermes soutiens, nous n'avons rien obtenu et nous nous sommes déshonorés.

SYMMAQUE.

Le jour où il s'éleva contre la touchante requête des sénateurs, mon cousin Ambroise ne vit pas loin dans le futur. Par une suite immanquable, sa thèse se retournera contre sa propre secte. Notre cause est perdue sans doute. Ce qui me console, c'est la certitude que la sienne ne triomphera pas éternellement. Elle aura aussi de suprêmes défenseurs qui penseront tout ce que nous avons pensé et souffriront ce que nous avons souffert. Les raisons dont les chrétiens nous accablent les blesseront à leur tour. Tout tombe en désuétude, tout se flétrit, tout meurt. C'est nous qui sommes aujourd'hui l'antique observance. Pour que ce soient les chrétiens, combien de siècles faudra-t-il? A peu près ce qu'il s'en est écoulé depuis le temps où la louve allaitait les divins jumeaux. Imprudent Ambroise! Un jour viendra où son église sera combattue avec les armes qu'il a aiguisées contre nous. Alors elle ramassera les arguments dont nous nous sommes servis. Avant que les fils aient succédé quarante fois aux pères, d'autres impies diront aux chrétiens ce qu'ils nous jettent à la face : « Vous êtes le passé. Nous sommes l'avenir. Vous vous attardez aux superstitions et à l'erreur. Ce n'est pas dans son enfance que l'humanité a connu la raison. Ce n'est pas à son lever que le soleil a le plus d'éclat. Nous sommes la vérité en marche et le progrès ».

FLAMININUS.

Tu parles de ces choses comme si déjà tu étais mort au monde ou comme si tu les voyais d'un astre lointain. Laissons ces vengeances posthumes à d'inutiles rêveurs. Travaillons plutôt, grâce aux conjonctures, à rétablir dans sa primauté la religion qui a fait la grandeur de Rome.

SYMMAQUE.

Et de quels moyens disposons-nous pour une si grande entreprise? La noblesse romaine, généreux appui des antiques

croyances, est dispersée. Elle est misérable. En perdant la Ville, elle a tout perdu et des familles patriciennes s'éteignent tous les jours. Celles qui subsistent ne retrouveront qu'une faible portion de leurs richesses. Que leur restera-t-il pour nourrir nos prêtres sans traitement, pour entretenir nos temples privés de l'annone? Les dons et les offrandes vont se tarir par la ruine des particuliers. Une religion qui a possession d'ancienneté étend son empire sur les âmes, et les lois ne parviendraient pas à l'abolir. Mais, quand elle a perdu l'aide et les subsides du prince, détruire ceux qui la font vivre par leurs libéralités c'est la détruire elle-même. Alors une révolution sociale est encore plus grave qu'une révolution religieuse. Et ce que l'invasion des Goths nous a apporté, ne nous y trompons pas, Flamininus, c'est une révolution sociale. Je le sens, notre civilisation va périr.

FLAMININUS.

Toujours ces images d'abîme, ces idées de mort. Sais-tu d'où elles te viennent? A ton insu, tu les as prises des chrétiens et des juifs et de ce forcené qui, à Patmos, au bord de la mer féconde, annonçait l'extermination du genre humain.

SYMMAQUE.

Non, Flamininus. Je n'ai point de goût pour ces imaginations fumeuses et sanglantes. Je crois à l'éternité du monde, mais à son perpétuel renouvellement. C'est pourquoi les conservateurs sont destinés à perdre toujours car ils s'attachent aux formes des choses, qui sont changeantes et périssables. Mais ils triomphent dans leur défaite parce que les révolutionnaires à leur tour doivent conserver, avec les lois essentielles des sociétés, les résultats de leur révolution. Un Symmaque, un Flamininus poursuivent leur dialogue depuis la naissance des religions et des cités et le poursuivront longtemps après nous.

FLAMININUS.

Que veux-tu dire?

SYMMAQUE.

Que nos dieux en avaient détrôné d'autres auxquels leurs

adorateurs n'ont renoncé qu'après de longues luttes et un cruel déchirement.

FLAMININUS.

Je t'en prie, n'égale pas à nos dieux souriants et affables ce barbare Christus au nom duquel le fanatisme brise les statues, brûle les livres et jette un voile funèbre sur la vie. Notre religion généreuse embrasse toutes celles qui ne refusent pas elles-mêmes de l'embrasser. Elle ne connaît pas le fléau des schismes et des hérésies. Ne la compare pas à ces mystères sombres et jaloux qui engendrent la discorde et dont les fidèles se déchirent pour un mot dépourvu de sens ou pour une lettre changée de place. Leur dieu est l'ennemi des nôtres. Il n'y a pas de commune mesure entre les chrétiens et nous.

SYMMAQUE.

Le plus grand ennemi de nos dieux, Flamininus, ce n'est pas le Christ. C'est la vulgarité. Que ne fera-t-elle pas de sa religion! Depuis longtemps, elle a avili la nôtre. Elle a rabaissé nos symboles à son niveau. Bacchus est devenu le dieu des ivrognes et Mercure celui des voleurs. Dire que c'est par là que Bacchus et Mercure ont le plus de chances de durer! Etrange force qui ramène le ciel vers la terre. Le christianisme ne la vaincra pas. Déjà les foules, incertaines entre les autels, le corrompent mais en lui apportant ce que nos traditions ont de moins noble et nos rites de plus grossier. Augustin, cet enragé, se désole parce que ses convertis ne renoncent pas à s'envoyer de petits cadeaux pour les calendes de janvier, et, aux Saturnales, mettent des masques et se travestissent en femmes ou en bêtes. Il ne détruira pas ces vieux usages par lesquels nous nous perpétuerons dans les siècles lointains.

FLAMININUS.

Ton esprit chagrin s'obstine à ne pas voir ce qu'il y a de grand dans les choses religieuses. Ta palingénésie elle-même est pessimiste. Ta sinistre hypothèse découronne à la fois l'Olympe et l'humanité. Comptes-tu pour rien la figure rayonnante de nos déités confondues avec le monde céleste? Apollon et Diane échapperont toujours aux atteintes du

vulgaire. Nous avons pour nous la pensée, l'art et la poésie, qui rendent notre religion immortelle.

SYMMAQUE.

J'en demeure d'accord. Homère et Virgile vivront plus longtemps dans la mémoire des hommes que Jean de Patmos, Ambroise et Augustin. Une littérature impérissable, modèle de quiconque voudra écrire, source où l'inspiration se rafraîchira, est notre palladium le plus sûr. Aujourd'hui même, c'est par les lettres et les lettrés que se soutient notre religion. Les chrétiens n'échappent pas à ce prestige par lequel ils accèdent malgré eux à nos sentiments et à nos idées. Connais-tu ce Pescennius qui a composé jadis des libelles contre nous? Ce n'est un barbare ni par l'esprit ni par le cœur. S'il n'a pas renié la superstition chrétienne, — et je doute qu'il la renie jamais, — il a compris ce que le culte national avait de grand et de beau. Les malheurs de la patrie l'ont touché. Il est devenu notre auxiliaire. J'ai lu de lui de nobles pages où il évoque le Génie du peuple romain qui, triste et le visage baigné de larmes, apparut une nuit au césar Julien. J'en ai lu d'autres où, accusant le funeste et sacrilège enlèvement de l'autel de la Victoire, il demandait que, pour le salut commun, la déesse fût rappelée dans le Sénat et avec elle les vertus qui ont fait la grandeur de Rome. J'honore l'œuvre et le courage de Pescennius. Puisse-t-il avoir des disciples nombreux!

FLAMININUS.

Quoi! Tu consentirais à prendre pour allié cet impie? Je connais Pescennius. Ses livres ambigus et qui te réjouissent n'ont fait que trop de mal parmi nous. C'est un disciple de Tatien et d'Athénagore et surtout de ce hideux Hermias qui a couvert nos pontifes de ridicule et versé sur nos croyances son acide ironie. Et c'est à cet homme-là que nous irions demander secours? Mais il flotte lui-même entre les élégances du sophiste et l'apologie utilitaire de notre religion. Il la méprise et il en répand le mépris quand, la vidant de son contenu divin, il l'emploie à la conservation des cités. Loin de nous un tel panégyriste. Si la chose était en mon pouvoir, c'est aux lions du cirque que je livrerais Pescennius.

SYMMAQUE.

Crois-tu, Flamininus, que nos affaires soient dans un état si florissant que nous puissions nous passer de semblables défenseurs? Parce qu'il est lui-même chrétien, Pescennius parle peut-être un langage plus propre que le nôtre à toucher les impies, à leur faire sentir non seulement que la religion des ancêtres mérite d'être respectée, mais encore que le fanatisme et la haine des dieux sont indignes des sages et déshonorent l'esprit. Nous n'avons pas tant d'amis dans le monde. Prenons garde, en rejetant Pescennius, de décourager ceux qui s'offrent. Prenons garde de fournir une arme à ceux qui prétendent que nous voulons mourir renfermés en nous-mêmes et de donner raison à ceux qui disent : « Ce Pescennius est insensé, lui qui ne croit pas aux dieux, de consacrer ses talents à la défense d'une cause qui n'est pas la sienne et qui n'a pas d'avenir ».

FLAMININUS.

Tu ne m'ébranleras pas. J'opposerai une intransigeance salutaire à toutes les tentations que la faiblesse de ton âme prétend m'apporter. Il n'est pas d'abandon que tu ne sois prêt à consentir. Tu parles de cause sans avenir, et, par là, tu m'ouvres le fond de ton cœur. Mais une religion qui souffre que des impies prennent sa défense et qui invoque leur témoignage n'est plus qu'un cadavre impur.

SYMMAQUE.

Nos points de départ sont trop éloignés. Je sens que nous n'arriverons pas à nous convaincre. Fidèle à l'exemple de mon père, j'aurai du moins tenté de sauver quelques vestiges des choses sacrées.

FLAMININUS.

Moi, j'ai l'espoir de relever partout les autels et, jusque dans le palais impérial, de restaurer le lararium du prince. Les grandes tâches n'effraient que les âmes timides. Les dieux te gardent, Symmaque!

SYMMAQUE.

Que la Fortune t'assiste, Flamininus.

JACQUES BAINVILLE

LA REICHSWEHR

ET

LA POLITIQUE DE RAPPROCHEMENT

Certains auteurs ont dénoncé avec quelque âpreté ce qu'ils ont appelé la psychose de guerre, et flétri ses méfaits. Cette psychose de guerre a présenté des traits communs chez tous les peuples qu'elle atteignait. Il semble qu'il y ait aussi une psychose d'après-guerre qui, bien que découlant pour une large part de la psychose de guerre, offre, au rebours de celle-ci, des formes originales chez chaque peuple, et variant de l'un à l'autre. La psychose d'après-guerre, pour les Anglais, c'est le désir instinctif du retour à un régime d'affaires rappelant celui d'avant-guerre. Pour les Allemands, c'est le désir de ruiner le traité de paix dans ce qu'ils jugent blessant pour leur orgueil ou attentatoire à la puissance du *Deutschtum*. Pour les Français, il faut bien l'avouer, c'est la crainte qu'inspire la possibilité du relèvement militaire de l'Allemagne, qu'inspire la Reichswehr[1], et spécialement l'armée allemande.

L'avenir trouvera peut-être que cette crainte, presque maladive, est un phénomène singulier chez un peuple victorieux. A qui invoquerait le précédent du relèvement de la Prusse de 1806 à 1813, il serait facile de répondre que la politique suivie par Napoléon le condamnait à voir se dresser

1. Rappelons que le mot Reichswehr désigne l'ensemble des forces de terre et de mer; le mot Reichsheer est réservé à l'armée de terre.

contre lui tous les peuples de l'Europe, le jour où deux d'entre eux auraient, aux deux extrémités du continent, montré que le dieu des batailles n'était pas invincible. Ce qui a rendu dangereuse l'armée prussienne de 1813, ce qui en a fait un appoint important dans la balance du destin, c'est moins le travail technique des Scharnhorst et des Gneisenau, ou l'entêtement du maréchal Vorwärts, que le système politique napoléonien.

Où en sommes-nous aujourd'hui, dix ans après l'armistice? L'état de l'armée allemande justifie-t-il les craintes que l'on entretient chez nous à son endroit? La machine montée par von Seeckt est-elle en elle-même plus redoutable que celle de Gneisenau? Sommes-nous désarmés devant la Reichswehr et devant ses virtualités, devant la Reichswehr d'aujourd'hui et celle qui peut surgir demain?

***

Si l'on s'en tient aux stipulations du traité de Versailles, que les Allemands déclarent avoir respectées, on doit considérer la Reichswehr comme un instrument de guerre peu redoutable, pour la France en particulier. On pourrait même se demander si c'est bien un instrument de guerre : l'article 160 du traité déclare, en effet, que « la totalité des effectifs des armées des États qui constituent l'Allemagne... sera exclusivement destinée au maintien de l'ordre sur le territoire et à la police des frontières ». Mais cette conception du rôle de la Reichswehr ne répond pas à celle du haut-commandement et du gouvernement de Berlin. Aussi bien en commission qu'en séance plénière du Reichstag, le général Groener, le nouveau ministre de la Reichswehr, a affirmé qu'il était parfaitement d'accord avec M. Stresemann sur ce point : la Reichswehr doit concourir au maintien de l'ordre à l'intérieur, défendre le territoire du Reich et assurer le maintien de sa neutralité. Les deux derniers points semblent dépasser singulièrement ce que l'on peut entendre par « police des frontières ».

Quoi qu'il en soit, le système militaire imposé à l'Allemagne la met hors d'état, tel qu'il est, de songer à une agres-

sion. Les sept divisions d'infanterie et les trois divisions de cavalerie qu'elle entretient, ont bien des effectifs de présents sur les rangs assez importants, plus étoffés que ceux de nos corps de troupe. Néanmoins, même en dehors de la question du matériel (sur laquelle nous reviendrons), l'armée allemande ne peut être comparée à une armée mobilisée : les éléments non endivisionnés, les éléments d'armée lui font défaut. Pour fixer les idées, disons que sept divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie constituées dans un ensemble d'armée sur le pied de guerre correspondent à un effectif global de 225 000 hommes, soit plus du double de l'effectif de la Reichswehr. Ce qui confirme bien, du reste, l'idée que l'expression de police des frontières ne s'applique ni au maintien de l'intégrité du territoire, ni à celui de la neutralité, mais seulement à la répression d'entreprises montées par des bandes de rebelles armés ou d'aventuriers.

Dans le système officiel allemand, l'effectif de 96 000 hommes de troupe du temps de paix ne paraît guère susceptible d'augmentation sérieuse en cas de mobilisation[1]. L'effectif des soldats libérés chaque année au bout de leurs douze années de service se monte à 8 000 hommes, auxquels, en vertu de l'article 174 du traité, paragraphe 2, peuvent s'ajouter au maximum 4 800 hommes (5 p. 100 de l'effectif total) « quittant le service pour quelque cause que ce soit avant l'expiration du terme de leur engagement » : on a donc, au total, environ 13 000 hommes instruits, soit en dix ans 130 000 hommes âgés de moins de quarante ans. Quant aux officiers, ils sont au nombre de 4 000; il peut en être libéré chaque année, outre ceux qui ont accompli leur contrat de vingt-cinq ans, soit 160, également 5 p. 100 du total, soit 200 : dans l'ensemble 360, et, au bout de dix ans, 3 600. Chiffres tout théoriques, puisqu'il faudrait leur appliquer le coefficient de mortalité approprié.

L'organisation intérieure des corps de troupe présente une particularité qui dépasse les stipulations du traité de paix. Aux trois bataillons que celui-ci prévoit dans le régiment d'infanterie, s'ajoute un quatrième bataillon, dit bataillon

1. Il s'agit du système lui-même, abstraction faite de l'existence d'anciens soldats ayant fait la guerre. Il en existe aussi en France.

d'instruction. Ce genre de formation existe dans l'armée de métier anglaise, pour des raisons spéciales, les bataillons étant envoyés en relève aux colonies et devant compter par suite uniquement des hommes instruits. Cette nécessité ne s'impose pas à l'armée allemande, qui possède cependant ses unités spéciales d'instruction. Dans ces unités ne devraient compter que les jeunes soldats de l'année. Mais le séjour y est de plus d'un an. On pourrait donc dire que le quatrième bataillon est susceptible, moyennant quelques mesures spéciales, de se mobiliser comme les trois autres. Toutefois, même dans cette hypothèse, son existence semble due seulement à la tendance répandue dans certains milieux militaires allemands qui préfèrent la division à douze bataillons (quatre régiments). La dispersion assez grande des sous-unités du régiment permettrait sans doute le regroupement des trois régiments à quatre bataillons en quatre régiments à trois bataillons. Mais ce n'est là qu'un point de détail.

L'armée allemande nous apparaît donc comme une armée de métier faisant peu de réservistes et ne disposant, en principe, ni d'éléments non endivisionnés, ni de formations d'armée, ni d'un matériel (aviation, artillerie lourde, chars de combat) à grand rendement [1]. Ses possibilités de mobilisation semblent très limitées. La situation de l'armée française est toute différente. Libre de s'armer comme bon lui semble, elle est organisée suivant le principe de la nation armée. Dans la pratique, on ne prévoit, au premier jour de la mobilisation, qu'un simple dédoublement des unités de l'intérieur, 20 divisions portées à 40, à quoi pourraient s'ajouter éventuellement quelques unités de la « force mobile » et peut-être quelques formations dues au détriplement de certaines unités actives capables de procéder à cette opération. Au total, avec les éléments non endivisionnés et les formations d'armée, de 1 200 000 à 1 400 000 hommes dirigés par environ 25 000 officiers d'active et 70 000 militaires de carrière non officiers.

1. Suivant certains auteurs (général Hirschauer, Rapport sur le projet de lois des cadres), une partie de ces éléments pourraient être fournis par la Schutzpolizei encasernée, qui dispose notamment d'autos-mitrailleuses (engins non accordés à la Reichsheer) et pourrait procurer un contingent assez important de cavaliers, de cyclistes et d'hommes du service des transmissions.

Les systèmes appliqués des deux côtés du Rhin ont leurs avantages et leurs inconvénients, les uns et les autres bien connus. Retenons seulement, parmi les inconvénients de la nation armée, que ce système ne peut vivre que dans une certaine atmosphère morale : au cas où la désaffection à l'égard des choses de l'armée qui se manifeste depuis la guerre dans des fractions importantes de l'opinion publique viendrait à se généraliser et à s'accentuer, le système établi par les lois récentes ne serait plus qu'une façade dissimulant un édifice lézardé et qui, elle-même, ne tarderait pas à s'écrouler. Inversement, l'armée de métier présente l'inconvénient fondamental de vivre en marge de la nation, de former un corps à part dans lequel s'établissent, à côté de traditions fécondes, des déformations professionnelles redoutablement éloignées des réalités mêmes du champ de bataille : l'expérience que nous avons faite sous le Second Empire a été, hélas, concluante. D'autre part l'armée de métier ne possède pas une supériorité de principe certaine sur la nation armée : les troupes de French en août 1914 ne se sont pas, dans l'ensemble et toutes choses égales d'ailleurs, sensiblement mieux comportées que les troupes allemandes ou françaises.

A l'heure actuelle on peut donc, sans risquer d'être accusé d'un excessif optimisme, parler d'une supériorité très nette de l'armée française sur l'armée allemande. Ses effectifs et son matériel la lui donnent d'entrée de jeu. Et elle est confirmée encore par l'existence de la zone rhénane démilitarisée (rive gauche du Rhin et bande large de 50 kilomètres à l'est du fleuve), qui a pour effet de priver l'adversaire éventuel d'une sorte de vaste tête de pont offensive contre la France : avantage stratégique évident[1]. Ajoutons que cette supériorité à l'avantage de la France est parfaitement conforme à l'esprit et à la lettre des stipulations de Versailles : si le traité confère à l'Allemagne (préambule de la partie V) une sorte de droit moral à exiger le désarmement des autres peuples, il établit aussi en son article 8 que le désarmement ne peut être uni-

1. On comprend mal dans ces conditions que les Allemands demandent la création d'une zone démilitarisée du même genre sur territoire français : celui-ci, de par sa configuration géographique, ne présente aucune tête de pont offensive menaçante pour le territoire allemand.

forme. Au reste, la France a déjà donné une preuve éclatante de sa bonne volonté, et a commencé effectivement à désarmer, en réduisant de moitié, et bientôt des deux tiers, la durée du service actif imposé en temps de paix au contingent annuel. Cependant, on doit le reconnaître, elle conserve une sérieuse marge de supériorité sur l'Allemagne dans le domaine militaire : cette supériorité est reconnue par les Allemands eux-mêmes[1].

Mais la sécurité qui résulte de cet état de choses, en principe si favorable, ne saurait être complète. Nous négligerons systématiquement tout ce qui relève du « renseignement d'agent », pour nous en tenir aux données officielles allemandes, en particulier à celles qui résultent du budget de la Reichswehr et des discussions auxquelles il a donné lieu.

Les journaux démocrates allemands ont insisté sur l'obscurité de ce budget. Les justifications manquent pour expliquer son importance relativement considérable; en même temps il échappe au principe de l'annualité, reconnu intangible par tous les États à organisation parlementaire : pour certains chapitres, les crédits non utilisés dans l'année restent pendant deux ans à la disposition de l'autorité militaire, et l'on a pu dire que celle-ci possède un véritable trésor de guerre où elle puise presque sans contrôle. De plus la Reichswehr, et spécialement la marine, s'est engagée dans des entreprises commerciales, le plus souvent malheureuses, qui lui ont permis, pendant plusieurs années, de disposer, toujours sans contrôle, de fonds importants : la plus connue de ces entreprises est la maison de cinéma *Phœbus*, destinée en principe à l'établissement de films de propagande nationaliste; cette partie de l'activité du capitaine Lohmann, l'officier de marine qui

1. Voir à ce sujet, outre la campagne menée pour le désarmement égal ou les armements égaux (interventions du comte Bernstorff à la commission préparatoire du désarmement), les déclarations prêtées à un officier allemand par la *Menschheit*, et qui répondent au sentiment général : « L'armée française... est plus forte que l'armée allemande à tous points de vue. Même avec une armée allemande renforcée, une attaque allemande sera impossible d'ici longtemps. » L'auteur ajoute (et c'est encore quelque chose, bien que ce jugement soit discutable) : « L'armée française serait une mauvaise troupe d'attaque et ne vaudrait que dans la défensive. Elle serait même très bonne dans la défensive. »

avait donné, avec l'assentiment de ses chefs, la garantie du Reich à la *Phœbus*, servait de paravent à bien d'autres choses : on a parlé d'organisations d'espionnage militaire et industriel, et de subventions au mouvement anti-français en Alsace. Ce qui est sûr, c'est que ces diverses activités ont été rendues possibles, avec la complicité des chefs, par l'obscurité et la confusion qui règnent en maîtresses dans le budget de la Reichswehr.

Laissons de côté les motifs de méfiance tirés de ces faits obscurs. Il reste que les crédits mis à la disposition des militaires et des marins allemands sont proportionnellement très élevés. La réponse officielle aux remarques de ce genre est facile. Le traité de Versailles, dit-on, a imposé à l'Allemagne une armée de métier, et ce système entraîne des dépenses que ne connaît pas l'armée du service obligatoire. L'argument n'est pas sans réplique. Si l'armée allemande actuelle ne comprend que des militaires de carrière, l'armée de 1914 en comptait une forte proportion : en chiffres absolus, ils étaient au moins aussi nombreux que ceux de l'heure présente. Le système militaire imposé à l'Allemagne n'est donc pas seul en cause : il y a aussi une prodigalité extrême, et vraiment suspecte. C'est ce que montre l'examen des crédits demandés pour le matériel, d'une part, l'administration centrale, d'autre part.

Sur terre comme sur mer, le matériel allemand est très onéreux. Pour 1928 il a été demandé des crédits destinés à la mise en chantier d'un nouveau croiseur : l'Allemagne a parfaitement le droit de construire cette unité; cependant, les caractéristiques connues de ce bâtiment feront de lui le maître de la Baltique. Le général Groener a déclaré au Reichstag qu'il était indispensable à la défense de la Prusse Orientale; du point de vue stratégique cette affirmation est discutable, et le rôle du « croiseur A » se conçoit mieux encore dans un coup de main offensif ayant pour objet de « liquider » le corridor polonais et la question de Dantzig : le même général Groener, qui se dit d'accord avec M. Stresemann, a affirmé ne pas croire à l'efficacité d'une action internationale pour faire rendre gorge aux auteurs éventuels d'une telle entreprise; cet argument, qu'il invoquait pour justifier la

nécessité d'une défense sérieuse du côté allemand, se retourne aussi bien contre lui. En tout cas, et c'est ce qui nous intéresse ici, le prix de revient du croiseur A est extrêmement élevé, quatre fois plus, a-t-on calculé, que celui des unités du même genre construites à l'étranger. On a dit en Allemagne qu'un procédé de construction nouveau et très coûteux était employé (substitution de la soudure électrique au rivetage) : remarquons que ce procédé a pour effet de permettre l'augmentation de l'armement du navire, et que, d'ailleurs, il n'est pas impossible que son emploi, même très onéreux, laisse encore une marge de crédits disponibles pour un usage mystérieux.

Mêmes largesses pour l'armée de terre. Voici quelques chiffres vraiment stupéfiants. Les crédits demandés pour la Reichswehr de 100 000 hommes dépassent largement, dans certains cas, ceux qu'exigeait l'armée prussienne de 500 000 hommes. Entretien du matériel d'artillerie existant dans les corps de troupe : 5 712 000 marks en 1928 contre 2 954 000 avant la guerre; entretien des armes portatives et mitrailleuses : 14 395 000 marks contre 7 416 000; mise en état des fortifications : 4 885 000 marks contre 1 961 000. Un exemple typique est fourni par le crédit demandé pour le simple entretien (nous y insistons) des masques à gaz : ci 2 832 000 marks; or, les masques utilisés en France reviennent à 60 francs pièce : à ce tarif, le crédit demandé pour l' « entretien » des masques allemands permettrait l'achat de 284 000 appareils. Ou bien il faudrait admettre des prix de revient dix ou quinze fois plus élevés que les nôtres.

Les militaires d'outre-Rhin ne sont tout de même pas plus bêtes que nous : comment consentent-ils à payer des prix pareils? Une réponse s'impose, et c'est un dilemme : ou bien ils amassent des stocks de matériel plus ou moins clandestins; ou bien ils payent largement, de façon à fournir de véritables subventions à des usines qui travailleraient, le cas échéant, à la fabrication du matériel de guerre. La seconde hypothèse semble la plus probable. Mais de toute façon les stipulations du traité de paix interdisant aussi bien certaines fabrications que toute mesure tendant à une mobilisation semblent être audacieusement tournées.

Elles ne sont pas les seules. On assiste depuis quelques années à une prolifération singulière des organes de commandement, aussi bien dans l'armée de mer que dans l'armée de terre. Le cas de la *Heeresleitung* (Direction de l'armée) vaut d'être retenu; les crédits demandés pour elle en 1928 se montent à 7 590 000 marks; le nombre des officiers et fonctionnaires qui y sont employés s'élève à 982. Or, en 1912, les crédits demandés pour le ministère de la guerre et l'état-major général prussiens atteignaient 8 280 000 marks; le nombre des officiers et fonctionnaires attachés au seul ministère était de 619. D'autre part (et là est le point inquiétant) les crédits demandés pour la *Heeresleitung* n'ont commencé à augmenter que dans les toutes dernières années : en 1924 ils étaient encore de 2 780 000 marks. La même prodigalité est en usage dans la marine : faute de bateaux, on a multiplié les emplois de « reste-à-terre », et la *Marineleitung* de Berlin est numériquement aussi importante qu'au beau temps où la Hochseeflotte songeait à se mesurer avec la Grand Fleet. Cela sans parler des commandements locaux, de bases, de l'artillerie, etc.

Le général Groener a dû reconnaître en commission que l'effectif des officiers et employés de son ministère était très élevé : il a promis d'examiner s'il ne pourrait pas être réduit. M. Stresemann, lui, a dénoncé les méfaits de la camaraderie : les militaires font venir au ministère beaucoup de leurs anciens compagnons d'armes qui ne trouvent pas à se reclasser dans la vie civile et ne peuvent subsister en dehors de l'armée. Admettons-le. Mais, en fait, à quoi arrive-t-on? A une accumulation d'officiers qui donne à penser que l'ancien grand état-major prussien est en cours de reconstitution, et que cette reconstitution est déjà assez avancée : cette idée est confirmée par le fait que la floraison de la *Heeresleitung* coïncide pratiquement avec l'arrêt des opérations de contrôle interallié. Et que se passera-t-il dans l'avenir, quand les « chers anciens camarades » auront disparu? Quelle que soit la cause qui provoque le développement actuel de la *Heeresleitung*, camaderie ou autre chose, il est bien peu vraisemblable que son effectif soit réduit : l'habitude sera prise et bien prise. La constitution actuelle de la *Heeresleitung* est

une violation extrêmement grave du traité de paix (art. 160, 3°, § 3).

C'est même la plus grave que nous ayons à enregistrer et sa portée dépasse celle des subventions à l'industrie que laissent deviner les crédits du matériel. On avait voulu à Versailles empêcher la reconstitution du grand état-major prussien, qui, à son activité militaire de tout premier ordre, ajoutait une puissance politique redoutable : on en a vu les effets en juillet 1914, et ils ont été s'aggravant pendant toute la guerre. Aussi les errements actuels ne sont-ils pas seulement une violation de la lettre du traité; ils constituent encore un risque de guerre : le gouvernement républicain allemand saura-t-il, mieux que le gouvernement impérial, tenir en bride les « Generalstæbler »?

***

Que cherche, au point de vue militaire, ce haut commandement si largement constitué? A quoi emploient leur temps les « camarades » rassemblés à la *Heeresleitung*? Dans quel sens travaillent-ils?

Si l'on avait posé cette question il y a un an ou deux à un officier du 2e bureau appliqué à l'étude de l'armée allemande, il aurait répondu sans hésiter : « Les Allemands préparent clandestinement la mobilisation générale de la jeunesse allemande. Le moment venu, la Reichswehr éclatera pour constituer l'ossature d'une grande armée nationale : les sept divisions d'aujourd'hui seront immédiatement détriplées, puis les contitutions d'unités nouvelles se succéderont suivant un rythme aussi rapide que possible. » C'est en effet la première idée qui s'impose. En vue d'une revanche éventuelle, l'Allemagne peut être tentée d'utiliser les forces que lui donne sa population. On a prétendu l'enfermer dans le cadre étroit d'une armée de métier peu nombreuse : elle en sortira, en faisant de cette armée une pépinière de chefs, pour la levée en masse.

Mais ce n'est qu'un côté de la question. La population de l'Allemagne n'est qu'un des facteurs de son potentiel de guerre. L'autre est plus important encore, c'est sa puissance

économique, spécialement sa puissance industrielle. Il n'y a pas de raison pour que l'Allemagne sacrifie bénévolement l'une à l'autre. Or, la puissance industrielle ne permet pas seulement d'armer un grand nombre d'hommes; elle permet aussi de demander aux raffinements de la technique des armes nouvelles, des engins perfectionnés, capables, aussi bien que les gros bataillons, d'amener la rupture de l'équilibre des forces. Deux voies sont ouvertes : une grande institution militaire comme celle qui s'est reconstituée à Berlin, *Heeresleitung* ou *Grosser Generalstab*, le nom importe peu, doit, par la force des choses, être prête à suivre l'une aussi bien que l'autre.

Les idées directrices qui semblent présider à la préparation de la levée en masse sont trop connues pour qu'il soit nécessaire d'y insister. L'expression : levée en masse, n'est d'ailleurs pas entièrement exacte. Il s'agit surtout d'un large développement éventuel des forces armées du Reich. Pour y arriver, les autorités militaires semblent avoir principalement songé aux grandes associations : sociétés d'anciens militaires, sociétés de sports (y compris le sport équestre et le tir) fourniraient les éléments-troupe. La Reichsheer fournirait les cadres, et il semble bien qu'elle soit systématiquement préparée à cet effet : existence d'unités de tradition reproduisant l'ossature de l'ancienne armée, proportion très forte de gradés, particularités de l'instruction.

Pour compléter les cadres ainsi constitués, il serait fait appel à des officiers de réserve provenant des étudiants qui reçoivent une instruction spéciale pendant leur séjour à l'université. Il serait peut-être aussi fait appel à la Schupo encasernée. Toutefois, sur ce point, il semble qu'il ait y un certain flottement. Une chose paraît bien arrêtée dans l'esprit des autorités militaires allemandes : c'est que les cadres éventuels ont besoin non seulement d'une instruction militaire assez poussée, mais encore d'une complète unanimité politique. A cet égard, le travail de républicanisation de la Schupo accompli par certains États, notamment par la Prusse, pourrait être un obstacle. Et la récente discussion du budget de la Reichswehr au Reichstag a révélé quelque chose qui ressemble à une sorte d'antagonisme moral entre l'armée régulière et la Schupo.

La solution du problème du réarmement de l'Allemagne par les effectifs n'est donc peut-être pas aussi avancée qu'on pouvait le croire il y a quelques mois. Et d'ailleurs la transformation graduelle des grandes associations dans un sens plus politique que militaire paraît bien être en cours. Ce fait oblige à se demander où en sont les autorités militaires d'outre-Rhin quant à l'autre solution, la solution par la technique. La personnalité du nouveau ministre, le général Groener, peut l'incliner vers celle-ci. Soit au service des chemins de fer, soit au *Kriegsamt* (organisme analogue par certains côtés à notre ministère de l'armement), le général Groener s'est familiarisé pendant la guerre avec les grandes questions techniques et industrielles dans leurs rapports avec les problèmes militaires. S'il dut assez rapidement quitter le *Kriegsamt*, ce fut à cause de difficultés avec les grands chefs d'entreprise, provenant de ses idées relativement aux questions sociales bien plus que d'une quelconque incompétence technique. Ce demi-échec, tout personnel, n'entama nullement la considération dont il jouissait : Hindenburg le choisit quand il fallut donner un successeur à Ludendorff, peut-être à cause de ses sentiments démocratiques, mais en même temps, soyons-en sûrs, à cause de ses capacités reconnues.

Le général Groener incarne bien la double tendance du haut-commandement allemand : il est capable de préparer une mobilisation industrielle; il l'est aussi de préparer le développement dans le sens technique. Le budget de 1928 comporte des crédits importants pour le service automobile : sous l'influence de l'Angleterre qui étudie le problème avec ténacité (malgré quelques erreurs évidentes comme le tank individuel, à quoi elle a déjà renoncé), l'Allemagne songe aussi à la motorisation de son armée. Il ne semble pas encore, cependant, qu'elle ait dépassé le stade des expériences : à notre connaissance il n'existe pas outre-Rhin de grandes unités automobiles. Ce n'est pas, soyons-en persuadés, le fait qu'elles ne sont pas prévues par le traité de paix qui arrête les Allemands : ils ne sont pas encore pleinement convaincus de la supériorité de ce genre d'unités; et ils ne considèrent pas non plus les conceptions générales comme suffisammment éclaircies sur ce point.

Par contre ils travaillent avec acharnement dans le domaine aéronautique. Il n'existe pas, c'est entendu, d'aviation militaire allemande. Mais un certain nombre d'officiers, clandestinement d'abord, officiellement depuis les accords de mai 1925, ont reçu et reçoivent l'instruction de pilote sur des avions dits sportifs dont le maniement rappelle singulièrement celui des appareils de chasse. Les efforts accomplis par les autorités pour arriver à faire vivre une industrie aéronautique puissante sont, jusqu'à présent, couronnés de succès : cette industrie, on le sait, vit en partie des subventions du Reich, des États, des villes et des chambres de commerce; elle n'en est pas moins déjà très vigoureuse, grâce surtout à la concentration des efforts qu'a permise la constitution de la *Lufthansa*; le développement des lignes exploitées paraît répondre moins à des soucis d'ordre proprement économique qu'au désir de faire une intense propagande dans les masses et de multiplier les raisons d'avoir des appareils en service. Les Allemands assurent que rien de tout cela n'est inquiétant, vu la distance énorme qui, selon eux, sépare un avion « civil » d'un avion « militaire » : conception discutable, mais qui renferme une part (une part seulement) de vérité. Ce qui importe, c'est la force de l'industrie allemande qui pourrait rapidement lancer la fabrication d'appareils « militaires » : d'importants crédits (39 p. 100 du budget du Reich pour l'aviation civile) sont accordés aux recherches de types nouveaux, et ces recherches sont ce qu'on veut qu'elles soient; la construction entièrement métallique, très répandue en Allemagne, est éminemment favorable à la production en série; le retard de l'Allemagne en ce qui touche les moteurs se comble peu à peu (c'est avec un moteur allemand qu'était équipé le *Junkers* sur lequel Koehl, Hünefeld et Fitzmaurice ont traversé l'Atlantique); enfin la capacité de production des usines d'Allemagne s'augmente de celles des usines allemandes installées à l'étranger.

A l'arme aérienne s'ajoute l'arme chimique, dont les possibilités quantitatives sont presque illimitées en Allemagne. Sans doute la collaboration de la chimie et de l'aéronautique ne semble pas encore capable, à l'heure actuelle, de donner les résultats immédiatement décisifs que l'on suppose pouvoir

être obtenus dans un avenir plus ou moins rapproché. En Allemagne même la question est controversée. Mais nous devons tenir pour certain que les « camarades » appelés à la *Heeresleitung* ne laisseront échapper aucune occasion.

Dans tout cela, hâtons-nous de le reconnaître, il n'y a que des possibilités, des virtualités. Mais il ne servirait à rien de fermer les yeux. Il faut bien se rendre compte, au contraire, que des efforts sérieux sont faits outre-Rhin pour augmenter par n'importe quel procédé la valeur de l'armée et de la marine que le traité de paix a laissées à l'Allemagne : dès maintenant sont consentis des sacrifices financiers hors de toute proportion avec ce qu'exigerait le seul entretien de la Reichswehr. Et les organes directeurs, qui sont le cerveau de l'armée, ont pris un assez grand développement pour pouvoir travailler efficacement à la recherche de toutes les solutions opportunes.

***

Le bilan esquissé plus haut n'est pas réjouissant. Mais la question qui importe vraiment est celle-ci : sommes-nous désarmés devant les virtualités de la Reichswehr?

La reconstitution à la *Heeresleitung* d'un succédané du grand état-major prussien se fait en violation du traité de paix : violation qui pourrait être soumise à la S. D. N. Nous serions de même en droit de demander une enquête au sujet des crédits d'armement figurant au budget de la Reichswehr. Et l'on comprend mal que le gouvernement français n'ait pas saisi l'organisme de Genève, ne serait-ce que pour provoquer un enregistrement officiel de ces violations si nettes de la lettre et de l'esprit du traité, et s'en servir ensuite politiquement.

Ce serait la seule utilité d'une telle démarche. Avouons-le : il serait vain et inopérant de réclamer quoi que ce fût qui ressemblât au rétablissement du contrôle : l'expérience de la C. M. I. C.[1] est à retenir. Non pas que cette commission n'ait rien fait. Mais, outre que l'action d'un semblable organisme est toujours délicate, son existence même, prolongée au delà de limites précises (et il faudrait qu'elle le fût), est incom-

1. Commission militaire interalliée de contrôle.

patible avec un véritable état de paix[1]. Au reste il y a mieux à faire.

Quels risques peuvent nous faire courir les virtualités de la Reichswehr résultant du potentiel démographique, du potentiel industriel, du potentiel technique de l'Allemagne?

Le premier comporte l'utilisation de la supériorité numérique de la population allemande : problème des effectifs.

Ou bien l'armée allemande du temps de paix est employée telle quelle; et, de l'aveu même des Allemands, elle est trop faible pour être vraiment à craindre.

On bien elle fournit les cadres de la levée en masse. Et alors on doit bien admettre que l'instruction militaire des éléments à mobiliser serait peu développée, et en tout cas inférieure à celle de nos contingents ayant passé un an à la caserne et pris part à des périodes de révision. Quant à la mobilisation, elle trouverait des facilités spéciales pour le rassemblement des hommes dans le fait que la population d'outre-Rhin vit en majorité groupée dans les villes. Mais elle serait compliquéedu fait qu'elle devrait être préparée de façon clandestine : d'où des pertes de temps et des erreurs probables. En tout cas, à l'heure présente, il ne semble pas y avoir de mobilisation générale prévue : une opération de cette envergure ne se dissimule pas aisément; et « cela se saurait ». Le potentiel démographique ne jouerait donc pas à fond.

Admettons pourtant que les autorités militaires d'outre-Rhin réussissent à mettre sur pied des unités improvisées en nombre comparable à celui de notre propre armée mobilisée. Nous avouons ne pas nous en effrayer, et comprendre mal qu'on s'en effraie. Comment, en effet, accorderait-on aux unités allemandes, dont les faiblesses seraient évidentes du fait de leur manque d'instruction et des particularités de leur mobilisation, une supériorité sur les nôtres? Milice pour milice, celle qui a reçu son instruction et ses ordres de mobilisation au grand jour n'est-elle pas nettement supérieure à celle pour qui tout a été fait en secret? Du moment qu'on croit à un danger du fait d'une possible « levée en masse » des jeunes Alle-

1. Il s'agit d'un contrôle général, et non d'éléments permanents chargés d'une mission particulière, comme le seraient ceux dont il a été question à propos de la Rhénanie.

mands, on doit bien admettre, à moins qu'on manque de la plus élémentaire logique, que la « nation armée », soigneusement organisée et préparée, n'est pas sans valeur.

Mais, dira-t-on, il y a le risque de voir les Allemands provoquer de bonne heure en vue d'un conflit l'ouverture de la période dite de tension diplomatique, puis faire traîner les choses en longueur, utiliser le délai ainsi obtenu et compléter l'instruction, l'armement et la préparation de la mobilisation. L'hypothèse n'est pas à rejeter. Mais le danger, dans ce cas, ne tient pas à une prétendue supériorité intrinsèque du système allemand supposé sur le système français bien connu. Le danger ne pourrait surgir que du manque de clairvoyance du gouvernement : c'est aux hommes d'État à ne pas se laisser surprendre, puis manœuvrer, à ne pas permettre la prolongation d'une période de tension diplomatique servant de paravent à une préparation militaire intensive.

C'est encore à l'initiative gouvernementale, à la politique, qu'il appartiendrait de parer à une insuffisance éventuelle de nos effectifs mobilisés. Il n'est pas impossible que, dans quelques années, la lassitude venant en France comme ailleurs, les préparatifs allemands de mobilisation clandestine puissent se développer; il n'est pas impossible non plus, tant notre politique depuis la guerre a révélé d'aveuglement et de faiblesse, successifs ou combinés, que l'Allemagne réclame officiellement un nouveau statut militaire. Dans ce dernier cas, c'est évidemment à la politique, aux hommes d'État, que reviendrait la tâche de s'opposer à ce qui présenterait le plus de risques. Dans le premier, il ne paraît pas indiqué de modifier notre système pour essayer de calquer celui des Allemands, si peu acceptable pour notre caractère national, si peu susceptible de rendement chez nous.

Notre sécurité est faite d'éléments militaires et d'éléments politiques. Les uns et les autres, assez étroitement liés, sont exprimés dans les accords de Locarno. Le but immédiat de ceux-ci a été d'augmenter la sécurité de la France et de l'Allemagne sous la garantie de l'Angleterre et de l'Italie. Leur but plus lointain, de favoriser ainsi l'établissement de relations plus normales entre les grandes puissances européennes. Sans

doute il serait facile, du point de vue militaire, de montrer combien sont vagues et imprécis les articles de ces accords sur lesquels peut travailler la stratégie. Mais notre tort en France a été trop souvent de considérer que ces accords sont, ou auraient dû être, un aboutissement : si jamais la formule de « création continue » a été de mise, c'est à leur sujet. Aussi bien en ce qui concerne l'Allemagne qu'en ce qui concerne l'Angleterre et l'Italie, c'est à la politique qu'il appartient de rendre vivaces ces instruments de sécurité et de pacification : s'ils n'ont pas en eux-mêmes une valeur militaire, une valeur stratégique, très considérable, c'est à la politique qu'il appartient de leur en donner une plus grande. On s'est plaint outre-Rhin de ce que la politique amorcée à Locarno n'ait eu qu'une influence réduite sur les relations franco-allemandes. Ne pourrions-nous regretter aussi qu'ils n'en aient pas eu une plus grande sur les relations franco-britanniques ou franco-italiennes? Mais c'est une question de gouvernement et non d'organisation militaire.

L'importance du rôle du gouvernement n'est pas moins évidente en ce qui touche au développement du potentiel industriel et économique par des moyens tirés de la politique étrangère comme de la politique intérieure.

En politique étrangère, ce que nous venons de dire pour les effectifs s'applique aussi bien aux ressources matérielles. Si nos disponibilités propres sont insuffisantes, des hommes d'État clairvoyants devront tout faire pour préparer les alliances ou les amitiés qui nous permettront de combler nos lacunes.

Mais nous savons par expérience ce que coûte l'appel à l'étranger. L'idéal serait, en temps de guerre, que le pays pût se suffire à lui-même. Problème difficile, puisque l'économie de guerre ainsi conçue s'oppose directement à l'économie de paix, dont la base essentielle est en principe l'échange entre les divers pays des produits que chacun d'eux fournit aux conditions les meilleures. Il s'agit alors de savoir comment on peut, tout en développant au maximum le potentiel de guerre du pays, lui conserver en même temps des possibilités commerciales suffisantes en temps normal. Un pays ne peut prétendre avoir le même rythme de vie économique en temps

de paix et en temps de guerre; les Anglais l'ont bien vu pendant le conflit mondial, et ils durent renoncer à la devise : *business as usual*, orgueilleusement proclamée au début.

Sous ces réserves, le gouvernement a le devoir en temps de paix de développer le potentiel économique du pays. La France importe, par exemple, du blé, du charbon, des carburants. Pour le blé et les produits agricoles en général, c'est presque un scandale, et nos rendements à l'hectare sont d'une faiblesse inadmissible. Ils tiennent à des causes diverses, dont l'une est que nous n'avons pas une industrie de l'azote suffisamment développée. Une action éclairée et énergique[1] est d'autant plus nécessaire que nous avons également besoin d'une industrie de l'azote assez puissante pour faire face à nos besoins du temps de guerre; les résultats obtenus dans l'industrie des colorants, qui n'est pas moins nécessaire à la conduite des opérations, montrent qu'on peut travailler utilement. En ce qui touche le charbon, nous sommes des pauvres : nous devrions donc être à la tête des nations européennes pour l'équipement des sources non thermiques d'électricité, et ne pas nous contenter d'un rang trop modeste. Notre pauvreté en charbon nous interdit encore de songer à la fabrication synthétique d'un carburant-pétrole comme celle que l'Allemagne est en train de monter industriellement; elle nous rend difficile l'emploi de la combinaison alcool-benzol, excellente en elle-même, mais qui fait encore appel à la houille; tout cela est connu : qu'a-t-on fait cependant pour développer, par exemple, l'usage du gazogène à charbon de bois[2]?

L'action gouvernementale devrait se faire sentir pour développer la culture du blé, l'industrie chimique, les installations hydro-électriques, l'emploi des carburants de remplacement. Qu'on nous entende bien : action gouvernementale ne veut pas dire action étatiste. Celle-ci est par nature stérile. Tandis qu'une action législative consciente de ses buts et des moyens de réalisation pratique peut être extrêmement féconde : ce

1. Nous pensons à autre chose qu'à l'usine de Toulouse.

2. Ne parlons pas du carburant national alcool, qui est décidément accaparé par les besoins électoraux. D'ailleurs, dans l'état actuel de la technique, l'emploi de l'alcool seul amène une usure rapide des moteurs.

sont les lois Bismarck sur les distilleries qui ont permis à l'Allemagne d'obtenir en peu d'années une production d'alcool industriel couvrant tous ses besoins.

Le potentiel démographique, le potentiel économique comparés de l'Allemagne et de la France sont des données connues. Si notre infériorité absolue est un fait, nos ressources, bien aménagées, developpées ou complétées par une action politique clairvoyante, nous permettent cependant d'envisager l'éventualité d'une guerre défensive sans frémir. Encore faut-il que notre technique militaire soit « à la page ».

Le danger le plus redoutable pour la paix, avons-nous dit, c'est la reconstitution du grand état-major prussien; grâce à elle, l'Allemagne peut être en mesure de discerner le moment favorable à une revanche et de déterminer la voie dans laquelle celle-ci doit être cherchée avec le maximum de chances. Le péril est-il sans remède? Évidemment non, puisque, nous aussi, nous disposons d'un grand état-major. Rien ne l'empêche de suivre les perfectionnements de la technique, de deviner les transformations de la guerre, avec autant d'attention et de succès que peut le faire le grand état-major de Berlin.

Celui-ci, il faut y insister, ne semble pas encore avoir trouvé complètement sa voie. Il éprouve des difficultés pour fixer une doctrine, sans parler des bornes imposées à son action par le traité de paix et dont il se soucie peu. On voit bien, de temps en temps, se dessiner quelque théorie : le général von Seeckt, l'ancien chef de la *Heeresleitung*, en traçait une récemment dans une conférence prononcée à la *Deutsche Gesellschaft*[1]. Mais, si intéressante soit-elle malgré des faiblesses évidentes, cette théorie ne peut être définitive; ses bases mêmes sont extrêmement discutables[2]. Il n'y a pas à s'en étonner. Nous sommes, en ce qui touche les problèmes d'organisation militaire, dans une période de transition. Deux thèses opposées s'affrontent, entre lesquelles il est trop tôt pour qu'on puisse faire un choix irrévocable.

1. Reproduite dans la revue *Nord und Süd* (livraison d'avril dernier). Le système se ramène en somme au système français (cadres de métier préparant la levée en masse) à quoi se superpose le système allemand (armée permanente de métier prête en tout temps à entrer en campagne).

2. Cf. *Journal des Débats* du 28 avril.

Ces deux thèses, ce sont, d'une part, la solution par les effectifs, d'autre part, la solution par la technique, la nation armée et l'armée de métier à outillage perfectionné.

L'hésitation entre les deux thèses (qui ne sont d'ailleurs peut-être pas inconciliables) n'est pas particulière à l'Allemagne; elle se fait sentir aussi chez nous. Et, en un certain sens, les lois militaires récemment votées par le Parlement français représentent un compromis entre les deux. Ces lois ont au moins l'avantage de ne pas engager irrémédiablement l'avenir, de laisser la voie ouverte à toutes les modifications que l'expérience montrerait devoir être nécessaires. Encore une fois, rien n'empêche, en principe, notre état-major général de deviner ces modifications aussi vite que fera l'état-major allemand, reconstitué en dépit des stipulations de Versailles.

En principe, disons-nous. Il doit en être de même dans la pratique. Et ici il faut bien avouer quelques craintes. Notre nouveau statut militaire, disions-nous, a cet avantage de ne fermer aucune voie à nos dirigeants. C'est certain, et les auteurs des lois nouvelles se sont vantés, dans leurs exposés des motifs, de s'être préoccupés avant tout de donner aux autorités le maximum de possibilités sans limiter leur initiative : c'est ainsi que le nombre et la composition des grandes unités ne sont pas fixés de façon impérative; le Parlement a fait confiance au gouvernement et au commandement en leur laissant le soin de décider du meilleur emploi technique des ressources mises à leur disposition. Du moment qu'on admet que les questions militaires sont dans une phase de transition, et qu'il est encore impossible de dire au juste quelle est la solution qui doit prévaloir, on admettra cet état de choses sans trop de peine et sans trop de récriminations.

Toutefois les récentes lois militaires portent la marque d'une très grande timidité, d'une hésitation excessive, dont on aurait pu s'affranchir. Aucune des grandes questions de l'heure présente n'a été résolument abordée dans un esprit de réalisation et d'exécution; on pouvait, sans compromettre en rien l'avenir, aller plus loin qu'on ne l'a fait : on a reculé devant le problème aéronautique comme devant celui de la motorisation. On s'est livré à des protestations de bonne volonté, mais on s'en est tenu là.

« La foi qui n'agit pas, est-ce une foi sincère? »

Ce qui manque à notre état-major général, c'est justement la foi sincère, la foi qui agit. Sans prétendre apporter des solutions définitives, on aurait pu, du moins, même dans l'état actuel des problèmes posés, préparer de façon plus nette certaines solutions qui sont, de l'avis de tous, les solutions de demain. La défense nationale est comme la nature : elle ne connaît pas, et ne doit pas connaître, de sauts; il faut qu'elle soit assurée en tout temps : rien n'est moins discutable. Et il est difficile de préparer les solutions de demain sans pour cela courir le risque d'être désarmé aujourd'hui. C'est difficile, mais non impossible. Les lois récemment votées manifestent un excès de prudence : les grands problèmes d'organisation militaire ne sont pas totalement méconnus, les solutions proposées çà et là ne sont pas catégoriquement rejetées; mais il n'y a pas un suffisant effort d'adaptation et de préparation. Semblable timidité se retrouve dans la vie même de notre armée : celle-ci semble tout entière absorbée par le souci de l'existence au jour le jour, et paraît se désintéresser des problèmes qui mettent en cause l'avenir.

Cette timidité de la pensée trouve aisément une manière d'excuse. Pour préparer les solutions de demain, pour chercher d'une façon éclairée dans quel sens on doit agir, la première chose à faire est de se livrer à des expériences. On a souligné plus haut la ténacité avec laquelle les Anglais s'adonnent aux recherches relatives à la motorisation : les insuccès ne les découragent pas, et, au lendemain d'une expérience infructueuse, ils ne songent qu'à en préparer une nouvelle. Chez nous, les crédits de recherches sont calculés avec une redoutable parcimonie. Le résultat, c'est que les travaux d'étude sont réduits au minimum. On arrive bien à établir quelques prototypes d'engins nouveaux; mais le nombre des exemplaires est toujours extrêmement faible. Même dans les cas les plus favorables, c'est à peine si nos recherches dépassent le stade du laboratoire. Les manœuvres proprement dites, exécutées en liaison avec des troupes de toutes armes, ou, du moins, des armes intéressées, sont irréalisables. En admettant que les expériences poursuivies permettent de se faire une idée complète des possibilités techniques des matériels nouveaux,

leurs possibilités d'emploi tactique restent dans l'ombre : cela sans parler de l'accoutumance du personnel au matériel, nécessaire pourtant au bon rendement de celui-ci dans la bataille.

Nous retrouvons donc engagée, même dans le domaine de la pure technique, la responsabilité gouvernementale. La crise financière dont nous ne sommes pas encore sortis est à l'origine du resserrement des crédits destinés aux recherches et expériences. Mises en présence de la nécessité de réduire autant que possible leur budget, les autorités militaires sont naturellement amenées à demander d'abord ce qu'il faut pour faire vivre l'armée : il est certaines dépenses incompressibles. On est obligé de se rattraper sur les autres. Et il est humain que ce soient les dépenses dont l'utilité est le moins immédiatement perceptible qui supportent les amputations budgétaires. Les recherches techniques sont sacrifiées aux exigences de la politique générale. Dans notre si difficile époque, le commandement pourrait être tenté de retourner la formule du baron Louis et de dire : « Faites-moi de bonnes finances, et je vous ferai de bonne politique militaire. »

***

On doit espérer que, la crise financière enfin résolue, la technique pourra reprendre ses droits et se voir attribuer les crédits indispensables. C'est l'œuvre de demain. Aujourd'hui voici comment on peut envisager le problème du rapprochement franco-allemand dans ses rapports avec la Reichswehr.

Le système militaire allemand, tel qu'il existe en vertu du traité, et par comparaison avec le statut français résultant des nouvelles lois, ne constitue pas un danger pour nous. Ce système est susceptible de subir dans les années à venir des transformations plus ou moins considérables et périlleuses pour la paix.

Il appartient à une politique clairvoyante et réaliste, soit de s'opposer à ces transformations par les voies appropriées, soit de procurer au pays le complément de ressources de toute nature dont il pourrait avoir besoin. En même temps il appartient aux autorités militaires françaises de se conformer

aussi vite, et même plus vite, que celles de tout autre pays aux progrès de l'évolution technique en cours.

Contrairement à l'idée trop répandue dans les milieux parlementaires français, l'œuvre de défense nationale n'est pas un domaine réservé aux seuls militaires : elle est le fait du gouvernement, à qui les militaires sont subordonnés. Cette vérité est parfaitement reconnue et mise en valeur outre-Rhin, comme l'ont montré les discours du général Groener dans la discussion du budget de la Reichswehr. Il serait à souhaiter qu'elle triomphât aussi en France, et que militaires et hommes d'État en fussent persuadés.

En résumé, à condition que tout le monde, gouvernement et commandement, soit vigilant, l'armée allemande n'est pas en elle-même un obstacle au rapprochement franco-allemand. Mais il faut que la France ait une politique. C'est dire qu'un redressement sérieux est nécessaire par rapport à ce qui se fait chez nous depuis bientôt dix ans.

Que pourrait être cette politique, ou du moins sa tendance?

C'est à dessein que nous avons rappelé en commençant l'exemple de Napoléon. Sa politique fautive est due à un excès de confiance en soi : il a trop cru en son étoile. La question est de savoir si, depuis la guerre, nos hommes d'État n'ont point péché en sens inverse, s'ils ne se sont point méfiés excessivement des forces du pays, s'ils ne l'ont point habitué à avoir peur de tout.

Nous savons bien que, au début de l'ère napoléonienne, en dépit des coupes sombres de la Révolution, la France était encore, et de beaucoup, le pays le plus peuplé d'Europe. Nous savons bien que certains hommes politiques d'aujourd'hui, faisant état de notre dénatalité persistante, s'efforcent de conduire le pays vers la politique de renoncement national qu'impose, disent-ils, la comparaison entre sa population et celle de ses voisins. Nous savons bien qu'un redressement en matière de natalité (il s'agirait plutôt d'ailleurs de mortalité excessive, et d'hygiène sociale) exige des efforts prolongés et bien dirigés : ce n'est pas une œuvre d'un jour.

Mais ce que nous savons aussi, c'est qu'on pose mal la question en opposant les 40 millions de Français aux 60 millions d'Allemands. Un tel schéma est simpliste à l'excès. Si

l'on envisage le cas d'un nouveau conflit armé entre la France et l'Allemagne, et si l'on suppute les chances de succès d'après le chiffre de la population, on doit porter en compte les 8 millions de Belges qui, menacés et attaqués en même temps que nous, seraient par la force des choses amenés à lutter à nos côtés. On doit faire entrer en compte également les indigènes de nos colonies qui, l'expérience l'a montré, peuvent prendre part au combat. Il serait excessif de parler de la France des 100 millions d'habitants. Prenons ce que nous donne l'exemple de la guerre mondiale. Les indigènes de nos colonies ont fourni un contingent de mobilisés égal à un treizième de celui de la métropole : conservons la même proportion, et ce sont 3 millions d'hommes à ajouter. Et nous voilà déjà à plus de 50 millions contre 60. La partie, autant dire, est égale, puisque le chiffre des mobilisables ne dépasse pas un cinquième de la population totale : soit un trentième en faveur de l'Allemagne. C'est tout à fait négligeable.

Dès lors, un rapprochement avec l'Allemagne ne se présente plus comme le désir d'un homme faible de s'entendre avec un voisin plus fort, mais bien comme l'union tranquille de deux hommes forts pour le bien commun. Les gouvernants français n'ont pas à pallier la faiblesse d'un pays défaillant, mais à revendiquer les droits d'une nation puissante. Qu'ils rendent donc à la France la confiance en elle-même et en ses destinées, et les problèmes se trouveront simplifiés. Il ne s'agit pas d'ignorer ce qui donne à soupçonner chez le voisin des intentions suspectes : les faits de ce genre fournissent des moyens d'action à la politique; ils ne doivent pas être des sujets d'inquiétude.

J.-M. BOURGET

L'ACQUITTEMENT DE LAO TOUNG-PO

> L'administration s'appuya sur le principe, et le principe est chose qui doit s'appliquer en saison et hors de saison.
>
> RUDYARD KIPLING. *Le Chef du district.*

A Eugène Jourdan, affectueusement.

Le Méo Lao Toung-po, du village de Loung-rhoa, savait qu'un colporteur chinois circulait à travers le Dong-quan[1].

Il le savait parce que, sur la frontière, tout se sait à cent kilomètres à la ronde. Dans les gros villages, il y a marché tous les six jours, suivant un roulement régulier. Et comme les Méos[2] passent le temps à se rendre d'un marché à un autre, l'événement le plus insignifiant a fait, au bout d'une semaine, le tour d'une région de la superficie d'un gros département français.

D'autant mieux que les marchés sont très fréquentés. Non point que les transactions y prennent de majestueuses ampleurs. Les chemins, non carrossables, ne s'y prêteraient pas. La vente d'un cochon, ou d'une hottée de maïs, représente déjà une grosse opération. Mais on y va pour trinquer avec les connaissances, et l'alcool de maïs met généralement, vers quatre heures de l'après-midi, un bon tiers des clients et des vendeurs par terre — chacun d'ailleurs est vendeur

1. Région montagneuse de caractère très spécial, à l'extrême nord de la Haute Région tonkinoise, traversée par la frontière chinoise à l'intersection des limites du Kwang-si et du Yun-nan méridional.

2. Population montagnarde des hauts plateaux chinois du sud-ouest, débordant sur la haute région montagneuse du nord de l'Indochine.

et client. On échange du riz contre du maïs, du tabac contre un cochon. Ceux qui restent à peu près debout rentrent, au petit bonheur, en titubant le long des casse-cous... Il est remarquable qu'il n'arrive jamais d'accident : les ivrognes s'affalent toujours du côté mur, jamais du côté précipice.

Lao Toung-po vint un jour au marché de Pho-bang, poste militaire, à quatre kilomètres de la frontière nord du Tonkin, installé dans un élargissement rocheux à quatorze cents mètres d'altitude. D'énormes escarpements calcaires se prolongeant en massifs, où sont perchés les villages méos, dominent la dépression.

Précisément le commerçant chinois ambulant s'y trouvait ce jour-là. Jusqu'alors le Méo n'avait attaché aucun intérêt aux pérégrinations du colporteur à travers le Dong-quan. Et, s'il eût commencé à boire avec ses connaissances à une heure raisonnable de la matinée, l'alcool de maïs l'eût détourné sans doute, en lui ravissant les facultés d'observation, de constatations qui le conduisirent à une entreprise déplorable.

Son cheval s'était sauvé, par la faute de sa femme première. Il perdit beaucoup de temps à le rattraper. Il en perdit encore un peu à rosser sa femme première. Il n'arriva donc à Pho-bang qu'aux environs d'une heure. Les grosses transactions commerciales étaient terminées et on buvait ferme.

C'était le beau moment de la vente pour le Chinois. Les silhouettes enveloppées de toile bleue, des braies au turban, se pressaient autour de son étalage où dominaient les flacons d'essence, les savons violemment parfumés, les petites glaces de poche qu'il vendait à des prix exorbitants, habile à manœuvrer les cervelles d'ivrognes.

Lao Toung-po, n'étant pas ivre encore, remarqua les opérations fructueuses du Chinois. D'après la recette d'une heure, il fit un calcul de proportions et conclut que l' « Oncle »[1] devait, chaque jour de marché, faire un gain d'au moins dix piastres... L'énormité de la somme le rendit tellement rêveur qu'il en oublia de se saouler.

Maintenant les gens des localités environnantes s'en allaient. On les voyait au loin grimper dans les sentiers escarpés.

1. Appellation familière des Chinois en Indochine.

Ceux de Ma Tsen Tong, de Ping Tong, de Ma Fa Ouan, s'élevaient lentement le long de l'énorme paroi des contreforts du Pho-bang, files de minuscules taches bleues soulignant les zig-zags du sentier accroché à la muraille calcaire. Les femmes jetaient sur leur dos, d'un robuste mouvement de reins, leurs grandes hottes de bois, et s'en allaient derrière les hommes, montrant sous la courte jupe de ballerine, plissée et ballottante, leurs grosses jambes nues. Les poivrots invétérés, accroupis en rond sur l'emplacement du marché, la *cai-bat* d'alcool de maïs mal assurée dans la main, s'effondraient l'un après l'autre dans une ivresse opaque, rayés de l'existence jusqu'au lendemain matin.

Le Chinois plia sa boutique, c'est-à-dire un immense parapluie de cotonnade bleue, à long manche.

Il rassembla sa pacotille sous le regard méditatif de Lao Toung-po, et s'en alla chez un autre Chinois installé à Pho-bang, qui fournissait logement et vivre à ses concitoyens de passage. Cet autre « Oncle » était tenancier d'un tripot. Méos de la population civile des villages, tirailleurs méos et annamites du peloton de Pho-bang venaient chaque soir perdre chez lui leurs dernières sapèques et s'endetter au *baquan* ou au jeu des trente-six bêtes.

Lao Toung-po rêveur quitta la place. Il devint à son tour, pour les gens de Pho-bang, une petite tache bleue errant au flanc des abrupts. Il se hissa, en tenant son cheval par la longe, le long des zig zags suspendus de Pai-tseu-ping et rentra dans sa demeure de Loug-rhoa au moment où le soleil couchant faisait rutiler les argiles ferrugineuses au fond du cirque calcaire et teintait de violet rose les lourds pics inaccessibles dressés alentour.

II

Lao Toung-po mangea dans son écuelle de bois la pâtée de maïs concassé, de riz rouge et de haricots, qui constitue le fond de l'alimentation chez les Méos. Il but un bon coup d'alcool de maïs et s'en alla prendre le frais devant sa maison. Il emporta sa pipe — à fourneau de cuivre gros comme un encrier — la grande pipe des montagnards, au gros et

long tuyau de bois dur, avec laquelle on peut assommer un homme.

Il la bourra de ce tabac séché au soleil, à terre, sous les incongruités des marmots, des chiens et des porcs, grossièrement haché, dont l'odeur pendant la combustion rappelle invinciblement l'odeur d'un fumier qui brûle, et auprès duquel les cigares italiens à paille sont misérablement douceâtres. Et il s'absorba dans une méditation concentrée que ne troublaient ni les grognements des grands pourceaux noirs frôlant ses jambes, ni les criailleries des femmes en dispute.

La nuit vint. Les hauts pitons disparurent dans l'ombre. La lueur du feu, que l'on entretient constamment dans l'intérieur des demeures montagnardes, faisait danser devant lui sur le sol la membrure des murs à claire-voie... Les murs d'une maison méo sont parfois construits en argile crue. Dans le cas le plus général, ils sont formés de branches plus ou moins droites, enfoncées côte à côte dans le sol et clayonnées. Aux angles, quatre piliers de bois supportant un toit recouvert en paillotte. La brise entre là-dedans à sa fantaisie, ce qui est excellent, car elle chasse la fumée à travers les murs. En hiver, quand il gèle, on place des écrans en lattis de bambou tout autour des pièces. Le sol est de terre battue et le foyer à même le sol. Point de risques d'incendie.

A l'intérieur la flamme tomba, cessant d'allonger et de raccourcir au dehors l'ombre dansante des murs à claire-voie. Par instants résonnait le souffle puissant d'un buffle à l'étable, le hennissement d'un cheval ou le hurlement d'un marmot. Lao Toung-po perçut tout à coup la fraîcheur nocturne et l'obscurité grandissante. Il se sentit inquiet dans la nuit et songea qu'il est très imprudent de rester dehors aux heures où rôdent les *ma couis*, les mauvais esprits des monts et des bois. Il rentra vivement en regardant derrière lui, assujettit solidement la claie de bambou qui formait la porte et se sentit l'âme en paix... Les mauvais esprits et les diables ne peuvent pénétrer dans une maison, quand les pratiques voulues ont été accomplies, et que la bonne orientation a été choisie. Or l'homme de l'art consulté par Lao Toung-po avait affirmé, en indiquant l'emplacement favorable pour la porte, qu'aucun *ma coui* ne pourrait la

franchir. Et, sur cette assurance, Lao Toung-po vivait tranquille.

Il jeta dans le foyer une brassée d'éclats de pin. La flamme éclairante monta de nouveau. Il s'en alla vers l'endroit où son fusil, bien à l'abri, reposait sur deux chevilles, et il le décrocha. Puis il vint s'accroupir près du feu et se mit à examiner son arme avec soin.

Cela était la suite de sa méditation.

Un fusil méo, ou man, est un tube de fer long d'un mètre environ, de calibre très variable. Peu importe, on n'emploie jamais la balle. Pour mettre en joue, un renflement de bois, rappelant une crosse de pistolet, que le tireur place à hauteur de la pommette, sous l'œil. Il en résulte qu'un chasseur méo a la joue couverte de cicatrices, provenant du martelage des coups de recul. Cela se charge avec des pieds de marmite, du minerai de fer concassé, des morceaux de roches un peu lourdes... Le chasseur emploie une poudre noire fabriquée par lui-même. La puissance expansive en est — heureusement pour lui — très modérée. Il n'y a ni cran de mire, ni guidon. On vise au petit bonheur, en prenant à peu près l'alignement. Cela écarte en général de vingt centimètres par mètre. La mise à feu se fait par une mèche...

A trente mètres, on peut se mettre devant un fusil méo. On ne risque rien. Entre cinq et dix mètres, l'animal — humain ou autre — est déchiqueté comme par un coup de mitraille. Muni de cette arme, le montagnard arrive à tuer à bout portant des cerfs et des chevreuils approchés par surprise. Dans la Moyenne Région les Mans, avec cet instrument rudimentaire, tuent parfois des tigres...

Lao Toung-po, ne s'étant pas servi de son fusil depuis longtemps, s'assura que la mèche s'abaissait bien sur la lumière. Puis il versa soigneusement la poudre dans l'outil, mit par dessus une bourrée de morceaux de toile. Et prenant un vieux morceau de fonte provenant d'une de ces marmites hémisphériques de fabrication chinoise, qu'on trouve à peu près partout dans la haute région et qui viennent de Po-so-ting au Kwang-si, il le brisa en fragments avec lesquels il acheva de charger son arme.

Il alla s'installer sur le bat-flanc, en lattis de bambou recouvert d'une natte, qui sert de lit chez les Méos, et tira sur lui une couverture en feutre rouge. L'air était calme au dehors et la fumée restait stagnante dans la maison. Mais un Méo a jeté son premier cri dans la fumée de bois vert. Il meurt — quand il meurt chez lui de mort naturelle, — dans la fumée de bois vert. Elle ne le suffoque pas, son âcre force ne lui met aucune larme dans les yeux... Et si Lao Toung-po ne put s'endormir, ce ne fut pas parce que la fumée le gênait. Il ressassait toujours l'indication que le Chinois avait donnée à son compatriote, le tenancier de la ferme des jeux : l'« Oncle » voulait se rendre à Dong-van pour le marché du surlendemain. Mais il avait manifesté l'intention de ne pas prendre la route directe et de faire un détour par Ma-loung-ka. Il devrait dans ce cas passer justement par Loung-rhoa et les sentiers déserts qui longent la frontière.

Lao Toung-po réfléchissait très confusément à ces choses. Le Méo n'est pas un Asiatique supérieur. Sa pensée est rudimentaire. Originaire des hauts plateaux chinois du sud-ouest, pourvu d'un faciès mongoloïde exagéré, — grosses pommettes, front étroit, large méplat interoculaire, — il a généralement l'air peu intelligent. Il est têtu et brutal. Les Chinois le qualifient de sauvage. Terme impropre. C'est simplement un homme doué d'instincts primitifs, inculte, vivant dans des climats de montagne assez rudes. La civilisation chinoise ne l'a jamais pénétré véritablement[1]. Probablement imperfectible. L'inégalité des races est un fait avéré pour celui qui a pratiqué un nombre suffisant de peuples et la doctrine de l'*assimilation* lui fait prévoir d'étranges résultats, dans un temps sans doute peu éloigné.

Lao Toung-po songeait que l' « Oncle » devait porter une bonne somme d'argent et que les chemins pour aller à Ma-loung-ka sont très déserts. Mais ses réflexions et ses hésitations ne trahissaient point « une tempête sous un crâne ». Il cal-

1. Les Méos, qui sont les Miao-tseu des Chinois, sont des aborigènes du Kwéi-tchéou, zone de hauts plateaux d'une altitude de 1 400 mètres en moyenne. Ils se sont étendus vers le sud à travers le Kwang-si et vers l'ouest au Yun-nan. Ils forment de gros îlots épais au nord du Tonkin et du Laos, dans les hauts massifs montagneux, au voisinage de la frontière. Là seulement on peut les étudier.

culait seulement qu'il fallait bien choisir l'emplacement et n'être point vu... à cause des Fa-lan-tsai[1] de Dong-van ou de Pho-bang. Il y aurait une enquête et il ne fallait pas que l'officier Fa-lan-tsai trouvât le moindre indice.

Lao Toung-po n'était pas un criminel... N'importe quel autre Méo eût raisonné à sa manière. Jamais il ne se serait attaqué à un compatriote pour le dévaliser. Il l'eût très bien tué par vendetta, non autrement. Mais un Chinois est un étranger et il est avéré qu'à l'égard d'un homme d'une autre contrée ou d'une autre race, tout est permis. C'est ainsi que Lao Toung-po n'aurait éprouvé aucun scrupule à tuer un Man, parce que les Mans sont une race détestée. Un Méo n'est nullement répréhensible quand il tue un Man, ou un Tho. Un Man, par réciprocité, pense que le meurtre d'un Méo est œuvre pie.

Les Fa-lan-tsai sont bien des étrangers. Mais jamais on ne tue un Fa-lan-tsai. Cela provoquerait des histoires à n'en plus finir, des enquêtes bien désagréables. Ils gouvernent. Ils ont la force. Si on ne peut trouver le meurtrier d'un Fa-lan-tsai, le canton est frappé d'une amende, et ledit coupable est atteint quand même. Et comme, en réalité, le chef de canton le connaît très bien, on lui fait payer cher l'ennui qu'il a causé à tous.

Le feu baissa de nouveau. L'ombre envahit la case. Lao Toung-po s'endormit paisiblement.

III

La nuit porte conseil. Il se réveilla frais et dispos, avec la vision nette de l'endroit où il attendrait le Chinois.

Il mangea, but un coup du bon alcool de maïs à saveur empyreumatique distillé dans les alambics de bois, prit son fusil et sortit allègrement. Dehors les femmes s'affairaient déjà, qui rapportant du bois, qui allant à la source, avec les lourdes seilles de bambou suspendues aux deux extrémités d'une latte. Il prit sur son bras le dernier de ses rejetons, un marmot de deux ans qui pataugeait dans le bourbier de buffle, inévitable boulevard d'une demeure méo. Il le

1. Français.

fit jouer un instant. Tous les Asiatiques aiment les petits enfants. Puis il déclara, à haute et intelligible voix, qu'il allait essayer de tuer un cerf, ravageur des jeunes maïs. Personne ne le crut, parce qu'il prenait la direction des zones calcaires sauvages où jamais ne restent à demeure chevreuils ni cerfs, et que l'heure d'aller en chasse était passée. Mais chacun feignit de le croire.

Des brumes flottaient encore au creux des cirques, s'accrochaient aux pitons coniques. Il s'engagea sur le mauvais raidillon, impraticable à un cavalier, qui sort du cirque de Loung-rhoa et se tortille dans les dédales de hautes roches, évita Rhao Loung et, au bout d'une heure environ, atteignit le col sous lequel s'ouvre la profonde vallée de Ma-loung-ka et de Yao-yin-tchai. Il s'installa commodément derrière un gros rocher calcaire aux formes biscornues, d'où il surveillait à la fois la montée du côté de Loung-rhoa et la descente rapide sur la pente schisteuse dénudée qui conduit d'un seul coup à Yao-yin-tchai, village tho, à cinq cents mètres en contre-bas.

Il tira la pipe à eau en bambou passée dans sa ceinture de toile bleue et se mit à fumer tranquillement. Il avait un seul souci : peut-être le Chinois avait-il changé ses plans? Il se dit qu'il serait désagréable d'être venu là pour rien. Mais cela même ne le tracassa pas beaucoup. Il n'avait pas grand'chose à faire chez lui... Le maïs poussait tout seul dans l'argile des rochers. Un peu d'exercice est salutaire. L'air des cimes était doux et frais. Il ne se dit pas que la vie était bonne, parce qu'un Méo se dit très peu de choses, mais la joie de vivre le pénétrait d'une façon animale. Tout en fumant, il regardait vers la montée qui l'avait conduit au col.

IV

Le Chinois quitta Pho-bang au petit matin. Sa pacotille tenait dans un énorme sac. Sa maigre et longue silhouette courbée, sur laquelle le sac semblait la bosse d'Asmodée, s'éleva lentement au-dessus de la vallée de Pho-bang par les lacets de Tsang-la. Il passa à Pai-tseu-ping, suivit le détestable sentier calcaire glissant et plein de trous qui

contournait les grands cirques sans écoulement, traversait les terres rouges de décalcification couvertes de maïs, grimpait entre les pitons abrupts. Le grand parapluie de cotonnade bleue — la boutique — était attaché sous le sac, le long de son dos, et dressait au-dessus de sa tête le manche interminable.

L' « Oncle » cheminait péniblement. Mais, à l'encontre de Lao Toung-po, il n'avait pas la sensation que la vie fût bonne — ni mauvaise d'ailleurs. Il ne ressentait aucune sensation, même confuse. Comme la plupart des Chinois, il peinait sans mot dire et sans ratiociner. Un instinct le guidait à faire du commerce et à le faire habilement, encore que son genre de négoce ne fût pas d'envergure.

Conduit par d'obscures tendances ancestrales, il peinait sans songer à se plaindre ni à se réjouir, et transformait les piastres, laborieusement et habilement gagnées, en bons billets de la Banque d'Indochine, se conformant ainsi à l'esprit d'économie de sa race, ne songeant ni à la maladie, ni à la mort, qui en réalité ne sont que des accidents peu importants dans le monde des apparences...

Les Méos de Loung-rhoa le virent passer, courbé sous son sac.

V

L'œil perçant du Méo trouva la silhouette du Chinois débouchant sur l'éperon au-dessous de Ma-la. Il y avait bien douze cents mètres à vol d'abeille. Mais, à des distances énormes, un montagnard voit tout ce qui se passe au flanc des monts.

Il calcula qu'avec les détours, les difficultés du sentier, et le poids de sa « boutique », le Chinois mettrait une bonne demi-heure pour arriver à lui. Aussi se remit-il à fumer.

Au bout d'un instant, il perdit de vue la tache mobile. Mais à travers l'épaisseur d'un contrefort il la suivait par la pensée, avec une telle exactitude qu'il la vit réapparaître dans un tournant au moment précis où il l'attendait, à six cents mètres en ligne droite. Il discernait le sac sur le dos du chinois. Celui-ci traversa le fond du ravin et commença la montée.

Lao Toung-po le voyait apparaître et disparaître entre les

roches au-dessous de lui. Il distinguait maintenant le pompon rouge sur le bonnet noir. Le grand chapeau de route en fibres de bambou recouvertes de laque jaune pendait au flanc du Chinois, comme un grand bouclier.

Il se dit qu'il était temps de se préparer. Il prit une allumette dans une boîte achetée au marché de Pho-bang et mit le feu à la mèche grossière. Il avait déjà choisi la place où il abattrait le Chinois. Il passa le canon de son arme entre deux blocs qui laissaient un intervalle formant une embrasure parfaite et, recroquevillé dans son abri rocheux, il attendit.

Des pierres roulèrent sur le sentier. Il se tassa davantage encore. L' « Oncle » apparut au col. Il était trop fatigué pour remarquer l'odeur légère de brûlé que répandait la mèche dans l'air tranquille et qu'un montagnard méfiant eût perçue depuis longtemps déjà. Mais les Chinois sont de vieux civilisés. Ils ont perdu les qualités physiques des primitifs. Il traversa les quelques mètres du seuil étroit et se trouva au bord de la grande descente. Il s'arrêta en face de Lao Toung-po à sept ou huit mètres de l'embuscade et s'apprêta à déposer sa charge un instant.

Le fusil méo souffla bruyamment. L' « Oncle » culbuta sur le chemin sans un cri. Lao Toung-po observa un instant par son embrasure. Avec un fusil man ou méo on n'est jamais bien sûr de son coup... Mais il vit une large tache rouge s'étaler sur le sentier. Alors il eut l'âme tranquille. Il se releva et alla vers le Chinois. Celui-ci avait les yeux vitreux et râlait.

Une partie du coup de mitraille avait déchiré le ventre. Le sac était crevé. Du ventre s'échappaient les entrailles. Du sac la pacotille se répandait sur la route. D'une boîte renversée des tas de petites glaces rondes étaient sorties, du genre des petits miroirs-réclame des magasins. Elles avaient roulé autour du Chinois.

Le Méo se pencha promptement sur l'homme abattu et le fouilla. Il trouva sur lui une vingtaine de piastres métalliques et un portefeuille graisseux plein de billets de vingt piastres de la banque d'Indochine. Au point de vue pratique les billets n'intéressaient pas le Méo qui ne savait pas ce que c'était, mais il prit le tout parce que les couleurs l'amusèrent. Il serra soigneusement les piastres dans la toile de son turban. Puis,

avec la puérilité du primitif, il se sentit attiré par les objets de la pacotille du Chinois. Il remplit sa ceinture de toile bleue de petits miroirs et de petits flacons d'essences parfumées.

Il regarda autour de lui. Les pentes étaient solitaires. Il se pencha de nouveau sur le Chinois qui râlait toujours. Mais il vit qu'il était inutile de l'achever. L'« Oncle » ne parlerait plus jamais...

Il s'en retourna chez lui, mais par un autre chemin. Il prit par Niou-tchang, passa la frontière à la borne 19, fit un petit trajet en Chine, repassa la frontière et redescendit vers Loung-rhoa par le casse-cou presque vertical des escarpements de Loung-fa. Il ne pensait plus guère au Chinois.

Il rentra à Loung-rhoa en disant qu'il avait vu le cerf, mais qu'il l'avait manqué. Et il enterra ses piastres dans un coin de la maison, près de la petite réserve qu'il possédait.

Au col qui surplombe la vallée de Ma-loung-ka, le Chinois ne râlait plus. Il faisait partie du silence énorme des monts, à peine troublé par le murmure du torrent au fond de la vallée. Puis, quelques heures plus tard, de grands corbeaux noirs volèrent en cercle autour de cette chose immobile. Ils se posaient, s'envolaient de nouveau, effrayés par le miroitement des petites glaces éparses près du cadavre, sous le soleil étincelant des altitudes.

VI

Le chef de canton tho de Ma-loung-ka fut averti le premier qu'un Chinois gisait assassiné au col de Ma-la.

Ce fut chose regrettable que le meurtre ait été constaté par un Tho et non par un Méo. Dans cette dernière occurrence, comme chacun chez les Méos aurait su à quoi s'en tenir dès la découverte du cadavre, il n'y aurait pas eu la moindre histoire. On aurait fait disparaître le corps. Le *Quan-méo*[1] se serait fait payer un raisonnable tant pour cent par Lao Toung-po pour garder le silence et, en dernière analyse, il n'y aurait eu qu'un Chinois de moins sur quatre cent millions.

Mais les Thos ne doutèrent pas un instant que le meurtre

1. Chef du territoire méo gouvernant ses compatriotes sous la juridiction française.

ne fût le fait des Méos, et pour rien au monde ils n'eussent voulu manquer une si belle occasion de leur causer des ennuis. Le chef de canton monta au col, plaça auprès du cadavre quatre partisans armés de fusils Gras, et deux heures plus tard, au trot de son petit cheval nerveux, il arrivait au poste de Dong-van. Il exposa l'événement au capitaine commandant la délégation, manifesta la plus grande indignation, cracha par terre avec mépris chaque fois qu'il prononça le nom de méo, demanda pourquoi les dieux ne supprimaient pas une bonne fois les Méos de la race des hommes. Il termina en attestant que jamais les Thos n'auraient assassiné, pour le dévaliser, un honnête commerçant ambulant.

Il faut reconnaître qu'il avait raison. Le Tho est en général doux et beaucoup plus humain que le Méo.

Le capitaine se mit fort en colère. Les assassinats étaient très fréquents, comme toujours en pays méo. Les agressions à main armée alternaient avec les rixes mortelles, les vendettas à raison d'une mort violente tous les trois jours environ dans le Dong-quan — sans compter les plaintes à propos de vols de chevaux, de buffles ou de cochons. Son existence se passait en enquêtes dans lesquelles la vérité était plus difficile à démêler que la chevelure d'un Méo. Et toujours le coupable présumé était un Méo.

Il déclara qu'il trouverait l'assassin à tout prix et promit de faire faire par le grand Quan-Dao de Bao-lac un exemple à terrifier les Méos pour dix ans. Il se fit amener un cheval, et guidé par le chef de canton tho, il s'en alla faire les constatations, personnellement.

VII

Le sergent-major apparut à la porte du bureau.

— Mon capitaine, voici le *quan-méo*.

Le *Quan-méo* du Dong-quan, mandé impérativement par le capitaine, fit son entrée dans le bureau, multiplia les plongeons respectueux et attendit. C'était un petit vieux, au visage couturé de rides, avec des yeux fureteurs et chafouins. La renommée lui prêtait un certain nombre d'actions qui, dans un pays occidental l'eussent chaque fois envoyé en cours

d'assises, avec de grandes chances de condamnation au maximum, bien qu'il n'eût jamais opéré personnellement. Le capitaine l'avait surnommé Louis XI.

Aux premières questions, il prit un air profondément étonné, jura qu'il ignorait tout de l'affaire, et affirma que le meurtre devait avoir été commis par les Thos.

Depuis le matin, le capitaine savait que le meurtrier du chinois était un Méo de Loung-rhoa. Le Dong-quan entier était au courant et le boy annamite du capitaine était lui-même aussi renseigné que n'importe qui. En pays asiatique, tout se sait immédiatement. Mais, dès qu'on veut remonter à la source, tout le monde ignore complètement de quoi on parle et chacun semble tomber de la lune.

Le capitaine déclara au *Quan-méo* qu'il en avait assez des violences quotidiennement perpétrées au Dong-quan et qu'il le rendait responsable de tout ce qui se produirait dorénavant. Louis XI affirma qu'il veillait avec sollicitude sur le pays méo et que tout se passerait très bien, si les Thos des vallées ne venaient jeter le trouble parmi les paisibles mangeurs de maïs.

— *Je-ni-ma-ni-pi!* Les Thos sont le produit des truies avec des diables, ô *quan-ba*, — dit-il. — Tout ce qu'il y a de mauvais dans le monde arrive par leur faute.

— Sergent-major, — dit le capitaine, — il n'y a rien à tirer de ce vieux gredin. Il connaît toute l'affaire, mais il ne lâchera rien. Nous allons à Loung-rhoa. Le *Quan-méo* va nous accompagner... Veillez à ce qu'il ne parle à personne.

Ils s'en allèrent à cheval. Le *Quan-méo* avait un air parfaitement détaché, très naturel. Il chevauchait sur la piste avec le capitaine devant lui et le sergent-major derrière. Le chef de canton tho, vieil ennemi du Quan-méo, suivait. Ensuite venaient les tirailleurs.

La piste militaire de Dong-van à Pho-bang, bonne route cavalière, leur permit d'atteindre Loung-rhoa en une heure et demie. Le *ping-tao*[1] et les notables se précipitèrent au-devant du capitaine et firent leurs *laïs* les plus respectueux.

— Ça va bien, — dit le capitaine. — Assez de simagrées... La maison de Lao Toung-po, tout de suite!... Laquelle est-ce?

Chacun pensa que le capitaine avait sa mauvaise figure et

1. Chef de groupe de villages méos.

qu'il valait mieux ne pas tourner autour du pot. En outre, il y avait là l'insupportable chef de canton tho qui se mêlait de ce qui ne le regardait pas... On conduisit donc le capitaine à la maison de Lao Toung-po, sans tergiverser.

Le Méo occupait ses loisirs, avec la tranquillité d'une âme pure, à confectionner un sommier neuf en latte de bambou pour son bat-flanc.

Il avait naturellement vu la cavalcade entrer dans le village et il avait très bien compris de quoi il retournait. Cela ne l'empêchait pas de fendre ses lattes d'un air d'innocence qui eût disposé en sa faveur l'esprit le plus prévenu.

Quand le capitaine pénétra dans sa maison, il se présenta avec de grandes salutations. Il ne manifesta aucun étonnement déplacé en voyant deux tirailleurs se placer de chaque côté de lui comme gardes d'honneur et il conserva un silence modeste et respectueux.

— Adjudant, — dit le capitaine au gradé tho qui servait de truchement, — demande-lui où il a caché l'argent volé au Chinois qu'il a tué.

La demande, contrôlée par le capitaine qui savait le chinois, arriva de plein fouet. Le Méo n'eut pas un tressaillement. Il contempla le capitaine sans sourciller et ne parut pas comprendre. Il avait l'air d'un juste dont les pensées errent loin de cette terre d'iniquité.

Depuis un instant, le capitaine reniflait l'air.

— Sergent-major, — dit-il, — sentez-vous? On se croirait chez un coiffeur.

L'odeur ordinaire des maisons méos est celle du bourbier de buffles.

Il s'approcha du Méo. Les parfums violents qui saturaient l'air se dégageaient de sa personne, de son costume de toile bleue. Quand on se parfume, on ne saurait le faire trop largement... Lao Toung po avait répandu sur sa personne des flacons entiers. Avec l'odeur de bourbier de buffle, les relents empyreumatiques d'alcool de maïs et de sueur aigre qui caractérisent le Méo, cela faisait une drôle de composition.

— Parbleu, — dit le sergent-major, — cela vient de chez le Chinois.

— Naturellement. Faites fouiller dans ses affaires...

La perquisition amena la découverte d'une collection de petits miroirs au fond d'un coffre...

— Très bien, — dit le capitaine. — Je crois qu'il n'y a pas de doute.

Le Méo, interrogé, répondit avec simplicité qu'il ignorait complètement comment les petits morceaux de verre étaient venus dans son coffre.

— Dis-lui, adjudant, — fit le capitaine, — qu'il indique tout de suite où il a mis l'argent volé au Chinois assassiné.

Le capitaine était un Occidental... La moutarde commençait à lui monter au nez.

Lao Toung-po, psychologue comme tous les Extrême-Orientaux, crut bon de changer de méthode. Il se rua aux pieds du capitaine en poussant des hurlements.

— Arrha! Arrha! Oye ya oye! Le grand *quan-san*[1] est un père. *Pou jenn te*[2]*!* Je ne savais même pas qu'on avait tué un Chinois. Le *quan-san* me protégera contre les méchants. Arrha! Je n'ai jamais rien pris à personne. Je suis *ting rhao jenn*[3]. Arrhaaaah!

— Ah le braillard! — dit le capitaine. — Assez, hé!

Il allongea un coup de cravache. Lao Toung-po se tut.

— Des pioches... Et retournez-moi tout ça!

On remua toute la terre à l'intérieur de la maison.

— Un champ de patates après le passage des sangliers, — dit le sergent-major.

Dans un coin les femmes ramassées en tas gémissaient de terreur.

Le *ping-tao* de Loung-rhoa, complètement ivre, suivait la scène d'un air souriant. Il avait l'alcool généreux et s'efforçait, toutes les cinq minutes, de faire accepter au *quan-san* une bolée d'alcool de maïs. Mais le pommeau de la cravache fit voltiger la cai-bat et l'alcool. L'ivrogne resta rêveur, contemplant ses mains vides.

— Voilà les piastres, *quan-ba*[4], — dit l'adjudant tho qui dirigeait les fouilles.

1. Seigneur trois (galons) en chinois. Les Méos parlent un chinois corrompu.
2. Je ne comprends pas.
3. Un très bon homme.
4. Seigneur trois (galons) en annamite.

Le Méo, interrogé, déclara qu'il avait récemment vendu des cochons.

— Un cochon vaut une piastre cinquante, — dit le *quan-ba*. — Ça ferait beaucoup de cochons, douze ou treize au moins. Bougre de menteur!

Lao Toung-po ne put indiquer à qui il avait vendu lesdits cochons. L'acquéreur était un homme de Chine qu'il n'avait jamais vu auparavant. Il mentait avec naïveté et puérilité, sans souci des vraisemblances, comme un Méo.

On lui demanda le signalement de l'homme. Mais il était déjà las d'inventer... Il préféra dire qu'il ne s'en souvenait plus...

On questionna les gens du village pour savoir s'il était vrai que Lao Toung-po fût si « riche en cochons. » Personne n'en savait rien... n'avait jamais remarqué... Peut-être que oui...

— Rien à en tirer, — dit le capitaine. — Ah les rossards! C'est toujours la même chose! Hein, voilà ce que des imbéciles, en France, voudraient classer comme des « citoyens conscients et organisés ». Hé, — fit-il tout à coup, — qu'est-ce que c'est que ça?

Ça, c'était le portefeuille graisseux de l' « Oncle. » Cela avait paru à Lao Toung-po si beau et si précieux qu'il l'avait rapporté et mis sur une espèce d'étagère — sa vitrine de collectionneur — parmi les raretés qu'il prisait spécialement. Il y avait là des boutons d'uniforme de gradés européens, des boîtes de conserves vides ramassées autour des postes de Dong-van et de Pho-bang — dans lesquelles il mettait son tabac — et d'autres richesses analogues.

Les billets de la banque d'Indochine étaient dans le portefeuille.

— A ce coup-là, — dit le sergent-major, — le voilà coincé!...

Lao Toung-po sentit de nouveau la nécessité de modifier son système de défense. Il déclara qu'en revenant de Maloung-ka, il avait trouvé sur la route le cadavre du Chinois — Un quart d'heure auparavant il avait affirmé que l'annonce de l'assassinat était toute nouvelle pour lui. Mais un Méo, pas plus qu'un Annamite d'ailleurs, n'est embarrassé par ses propres contradictions. Il expliqua qu'il avait ramassé sur le

chemin les petits miroirs, les flacons d'essences et le portefeuille, dans la pieuse intention de les porter à Pho-bang.

— Quel culot! — dit le capitaine. — L'affaire est entendue. Sergent-major, emballez le bonhomme. Je vais l'expédier avec tous les faits de la cause au Quan-Dao de Bao-lac....

L'annonce jeta un froid. Le grand seigneur féodal tho qui rendait la justice indigène dans le Haut Tonkin, de Nam Quet à Quan-ba et de Dong-van à Bac-Mé, était fort redouté. Lao Toung-po pensa que sa tête ne tenait plus à ses épaules que par des attaches illusoires. Mais il n'en témoigna rien.

— Quant à toi, *Quan-méo*, — dit rudement le capitaine à Louis XI, — surveille tes administrés! J'en ai assez de ces meurtres et de ces menteries! Je vais faire un rapport au grand *quan-ou*[1] d'Hagiang et si ça continue, on mettra un autre *quan-méo* à ta place...

Le capitaine partit avec le prisonnier. Les femmes hurlèrent dans Loung-rhoa pendant quelques heures — surtout par principe. Il est convenable de crier pendant un temps déterminé par les circonstances.

Louis XI revint pensif dans sa maison de Niou-loung, bâtie en pierre sans ciment — très grand luxe — et qui avait un grenier! Il regrettait la dîme qu'il eût prélevée sur Lao Toung-po, si les Thos ne s'étaient mêlés de l'affaire. Il ruminait aussi l'admonestation du capitaine. Il avait peur de perdre sa place à laquelle il devait une autorité très grande, une considération non moindre, et beaucoup de profits.

VIII

Le surlendemain, le capitaine avait achevé son rapport, établi la liste des témoins et donné des ordres pour l'envoi du prisonnier à Bao-lac.

Lao Toung-po était enfermé dans la prison du poste. Il savait que, son crime étant avéré, il n'avait aucune pitié à attendre de la justice du Quan Dao. Mais cela ne le troublait pas outre mesure. Il calculait seulement avec ennui qu'il devait faire, à pied, un trajet de quatre-vingts kilomètres, fort

1. Seigneur cinq (en chinois). Colonel commandant le territoire militaire.

inutile, suivant son sentiment, pour aller chercher le terme de son existence...

Vers dix heures du matin, pendant que le capitaine s'entretenait avec le lieutenant de Pho-bang venu pour affaires de service, le *tram*[1] arriva.

Le capitaine dépouilla le courrier. Il lisait un pli officiel, quand il jura, se leva, donna un coup de pied dans le panier à papier et déclara qu'il allait « leur flanquer sa démission ».

Puis il tendit le papier au lieutenant.

Le lieutenant lut et lâcha un gros mot.

Le capitaine fit appeler le sergent-major.

— Suspendez l'envoi du Méo à Bao-lac. Circulaire du colonel commandant le territoire. On a décidé en haut lieu que les accusés de crimes encourant des peines graves seraient désormais jugés devant la justice française à Hanoï... Pour éviter l'arbitraire et donner aux indigènes l'assurance qu'à la Colonie comme dans la Métropole les Droits de l'Homme seront rigoureusement respectés... Les Droits de l'Homme, hé!... Les indigènes s'en f... royalement... Ils ne demandent qu'une chose, c'est d'avoir conscience qu'on les mène nettement et avec justice...

— Oh maman! — cria le lieutenant. — L'envoi de témoins avec l'accusé... Tout le tralala!...

Il se mit à trépigner avec une joie sans bornes, car il était jeune.

— Mon capitaine, je donnerais mon deuxième galon pour assister aux séances du tribunal!

— Bon Dieu, je vous conseille de rire, — cria le capitaine. — Qui seront les mauvais marchands? Nous! Il ne va plus y avoir moyen de les tenir. Parler des Droits de l'Homme aux Méos!... Quelle comédie!

— Ça vient de France, — dit le lieutenant...

— Je sais bien que ça vient de France... Cela vient des innocents qui n'ont jamais vu autre chose que le Panthéon et la Butte Montmartre, qui sont d'une nullité noire en toute chose, sauf en parlotte, et qui croient que tous les humains sont taillés sur le même patron!... Ma parole, on dirait que les peuples évolués, au lieu de s'efforcer de guider les autres

1. Porteur de lettres.

par petites étapes raisonnables vers un état supérieur, prennent à tâche de les affoler... Il ne s'agit pas de dire à ces gens-là qu'ils sont nos égaux, ce qui est parfaitement inexact... Il faut les gouverner. C'est le plus grand service qu'on puisse leur rendre... Mais pas comme on gouverne des Blancs...

— Oui, — dit le lieutenant, — mais il faut plaire aux politiciens de la métropole!...

VIII

Lao Toung-po s'en alla, avec les témoins et les partisans chargés de l'escorter, par les routes militaires vers le Delta lointain. Témoins à charge, témoins ayant assisté à la perquisition, Thos découvreurs du cadavre de l'« Oncle », escorte... cela faisait une caravane imposante. Le budget de la colonie s'en apercevrait...

Lao Toung-po avait l'air d'un prince voyageant avec sa suite...

Personne, ni lui, ni les témoins, ne comprenait ce qu'ils allaient faire. Une vague inquiétude les travaillait. Lao Toung-po se sentait de moins en moins rassuré. Qu'on l'expédiât à Bao-lac pour comparaître devant le terrible Quan-Dao et qu'on lui coupât le cou... c'était dans l'ordre des choses. Rien d'imprévu, donc de trop redoutable. Mais descendre vers la lointaine vallée du Song Ka [1] et ensuite au-delà dans le monde énorme, mystérieux et plein d'embûches, où les génies ne sont plus les mêmes, cela lui mettait au cœur un poids lourd.

Ils arrivèrent à Ha-giang. Certains d'entre eux étaient déjà venus jusque là. Mais Lao Toung-po n'avait jamais quitté les hautes régions du Dong-quan où l'air est sec et frais. La lourde chaleur humide le fit souffrir.

Il contempla la petite ville européenne avec les yeux d'un chien rouge des plateaux qu'on amènerait dans un chenil de chiens domestiques bien dressés.

On le mit à la prison d'Ha-giang pour la soirée et la nuit. Des Annamites très dessalés, condamnés pour vol et qui parlaient les dialectes de la Haute Région, vinrent l'interwiever.

— Ça va bien, — lui dit un ex-boy qui en était à sa quinzième

1. La rivière Claire.

condamnation. — A tout ce qu'ils te demanderont, tu répondras que tu ne sais rien.

Lao Toung-po pensa qu'il en savait lui, autant que son conseilleur...

Après Ha-giang, six étapes les conduisirent à Lao-kay. Les témoins commençaient à prendre beaucoup de considération pour Lao Toung-po en voyant qu'on mettait tant de gens en branle pour sa personne et qu'on le menait si loin. Lui, modeste, restait méfiant...

A Lao-Kay, des craintes terribles s'emparèrent de l'accusé et des témoins. Le chemin de fer, qu'ils ne connaissaient pas, les inquiéta beaucoup. Le Fleuve Rouge aussi leur parut une chose étonnante... Une si grosse rivière. Le monde était décidément plus grand et plus effrayant qu'on ne le supposait là-haut, dans les pitons du Dong-quan...

Le mouvement du wagon les rendit malades, et c'est avec les sentiments de passagers sensibles au roulis et débarquant du paquebot, qu'ils foulèrent les quais de la gare d'Hanoï. Alors le monde leur parut de plus en plus grand et terrible, et chacun se jura d'avoir un buffle sur la langue dans ce pays plein d'objets surprenants, de fantasmagories prodigieuses, où les diables avaient emporté les montagnes et rendu tout plat à des distances qu'on ne pouvait imaginer...

Lao Toung-po fut écroué à la prison. Il attendit pendant trois mois — suivant les usages de la justice française — sa comparution devant le tribunal. Il mangea bien, ne fit rien. Au bout d'un mois il avait un ventre de propriétaire et des joues rebondies.

Il concevait maintenant un grand respect de lui-même en se voyant traité ainsi.

Les témoins qui, eux, étaient libres, apprenaient à connaître les joies et les voluptés de la capitale, sous la direction de mentors annamites. Le monde leur paraissait chaque jour moins grand et moins terrible...

Les Méos allaient de temps en temps à la *nha-pha*[1] rendre visite à Lao Toung-po. Ils faisaient claquer la langue et levaient le pouce en signe d'admiration superlative devant les résultats du traitement magnifique qu'il recevait. Ils

1. La prison.

racontèrent ces choses aux Thos, témoins à charge, en se moquant d'eux. Les Thos voulurent vérifier la parole des Méos qui sont menteurs au delà de toute expression — comme chacun sait. Ils prétendirent qu'ils étaient ses parents... Le gardien-chef ne savait pas la différence qu'il y a entre un Méo et un Tho.

Ils trouvèrent un Lao Toung-po gras et méconnaissable, plein de superbe. Il leur promit sa protection future au Dong-quan, s'ils en usaient convenablement avec lui, et sous-entendit qu'il leur ferait leur affaire s'ils ne le déclaraient pas homme loyal et incapable d'écraser une mouche, comme l'exigeait la vérité.

IX

La séance du tribunal s'ouvrit, auguste et solennelle.

On appela l'affaire Lao Toung-po.

Lao Toung-po s'assit au banc des accusés. Les témoins s'installèrent à l'endroit qu'on leur désigna.

L'accusé et les témoins n'avaient aucune idée de ce qu'on allait faire, et la solennité de l'audience ne les pénétrait pas du tout de respect craintif. Ils prirent les juges pour des espèces de prêtres. Ils étaient seulement un peu inquiets, parce qu'ils ne savaient pas pourquoi ils étaient là. Personne ne songeait plus au Chinois...

On procéda à l'identification des témoins. Les uns parlaient tho, les autres méo... Cela compliquait beaucoup l'affaire... L'interprète aidant, on débrouilla ce premier chaos. On fit jurer aux témoins qu'ils diraient la vérité. Ils ne comprirent pas un mot et répétèrent au petit bonheur ce qu'on leur ordonna de répéter.

Lao Toung-po regardait les juges, les jurés, l'assistance, les soldats du piquet. Il se voyait le centre de tout cela. Il était à la fois inquiet et glorieux.

On entra dans le vif de l'affaire. Quand Lao-Toung-po vit que l'histoire de l' « Oncle » revenait sur le tapis, il perdit subitement la connaissance du chinois et ne saisit rien des questions de l'interprète. Cela dura longtemps. A la fin cependant, il crut nécessaire de faire acte de bonne volonté.

Sur une question qu'il feignit de comprendre tout à coup, il répéta sa déclaration. « Il avait trouvé par terre un Chinois. Il avait essayé de le soigner... Mais il n'y avait rien à faire... Il avait ramassé quelques petits miroirs pour ses enfants, et le portefeuille pour le porter au capitaine de Dong-van, parce qu'il avait très peur que quelqu'un ne le volât... Il ne savait rien de plus, sinon que le Chinois avait été tué par les Thos... »

On interrogea les témoins méos.

Ils ne savaient rien... absolument rien. On les avait amenés là sans qu'ils sussent pourquoi.

Si leur compatriote était capable d'avoir tué le Chinois?... Jamais. Les Méos sont honnêtes et bons. Le meurtre était sûrement le fait des Thos.

On eut recours aux lumières des Thos. Ils se disaient qu'un homme si bien traité ne serait jamais condamné et remonterait au pays en triomphateur. Ils pesèrent les menaces de Lao Toung-po. Et avec un ensemble impressionnant, ils déclarèrent qu'ils ne savaient absolument rien de l'affaire. Ils ne connaissaient pas l'accusé. Ils ne l'avaient jamais vu au Dong-quan...

Le président fut affolé.

— Mais, — dit-il, — ce sont eux qui l'ont accusé...

On transmit l'observation aux Thos.

Ils dirent que ce n'étaient pas eux. Il y avait eu erreur de personnes sans doute... Eux, on les avait envoyés au Delta sans qu'ils sussent à quelle fin...

Le président se mit en colère, ce qui était très inutile. Il déclara qu'ils étaient tous des menteurs et qu'il les ferait punir. Ils le regardaient parler fort et s'indigner... Ils pensaient en eux-mêmes que ce prêtre était bien agité et se remuait commme un acteur dans un théâtre chinois. Mais quand l'interprète leur transmit les menaces, ils se renfermèrent avec une énergie farouche et définitive dans leur attitude d'ignorance.

Lao Toung-po fut acquitté, faute de preuves...

Accusé, témoins méos et thos, témoins à décharge et témoins accusateurs, devenus subitement ignorants de tous les faits, s'en allèrent avec une idée très imparfaite de la jus-

tice française. Lao Toung-po pensait que le Quan-Dao n'aurait pas fait tant d'histoires, aurait tiré l'affaire au clair en deux temps et rayé l'accusé du nombre des vivants d'un geste sec et coupant de sa main autoritaire. Cela redoubla son admiration pour le Quan-Dao et son mépris pour la justice des Fa-lan-tsai...

Les mêmes opinions imprégnèrent pour jamais les cervelles des témoins. Les Thos se dirent que, devant le terrible Quan-Dao, ils auraient exprimé toute la vérité sans tergiverser, au mépris des menaces de Lao Toung-po.

Le directeur des Affaires judiciaires fit adresser une nouvelle circulaire aux commandants de délégations. On insistait pour qu'ils missent tous leurs soins dans la désignation des témoins et n'envoyassent plus, ainsi que cela se produisait dans chaque affaire, des gens qui en ignoraient tout. On recommanda aussi que les enquêtes ne fussent pas menées au petit bonheur et qu'on n'expédiât pas n'importe qui comme accusé...

X

— Dans cette grande maison où l'on me donnait une nourriture excellente, du riz *ting rhao*[1] comme jamais vous n'en mangerez, pauvres gens, je n'avais rien à faire. Et cela dura trois lunes...

Les hauts pitons calcaires du cirque de Loung-rhoa se teintaient de nuances mauves; les argiles rouges de décomposition des calcaires rutilaient sous les rayons du soleil couchant. La brise aigre, qui tourbillonne le soir entre les pics, inclina les maïs maintenant hauts de trois mètres, portant trois à quatre longs épis gros comme des bouteilles, enveloppés de leurs tendres gaînes d'un vert à peine jauni. La fumée sortait de toutes les maisons de Loung-rhoa. Lao Toung-po, assis sur un bloc calcaire, fumait sa grosse pipe à fourneau de cuivre. Autour de lui, s'élevait le glou-glou ininterrompu de pipes à eau, car un public nombreux et attentif entourait le voyageur. Et ses récits merveilleux et sa parole aisée étonnaient chacun.

— Le maïs est beau cette année, — dit Lao Toung-po. —

1. Supérieurement bon.

Je me réjouis en pensant que nous pourrons faire beaucoup d'alcool... Oui, j'étais très heureux, — reprit-il. — Mais un jour cette vie me fatigua... Il faisait trop chaud dans ce pays... Je dis alors que je voulais revenir au Dong-quan. On s'empressa de me satisfaire. Mais auparavant, on voulut m'honorer par une grande cérémonie dans un palais. Des espèces de prières furent dites par des hommes en robe et en bonnet, habillés comme des prêtres. Il y avait des *Fa-lan-tsai*, des gens d'Annam. J'étais seul sur un siège et derrière moi il y avait des soldats avec leurs armes, pour m'honorer.

— Pourquoi voulaient-ils t'honorer? — demanda un des assistants.

— Pourquoi es-tu bête, toi? — demanda Lao Toung-po avec une incomparable majesté. — Sache donc qu'ils honoraient en moi tous les Méos du Dong-quan, que les Thos avaient accusés injustement. Et l'ordure de la confusion a couvert les Thos et a souillé l'honneur de leurs ancêtres jusqu'à la vingtième ascendance... Ils ont dû reconnaître que je n'avais pas tué le Chinois et qu'ils avaient menti...

Il tira quelques bouffées de sa pipe, au milieu du silence. Personne ne fit d'observation. Chacun savait très bien qu'il avait tué le Chinois et Lao Toung-po était persuadé de la conviction de ses compatriotes.

— J'ai vu des choses très étonnantes, oye, combien étonnantes, au pays des grandes plaines, dans la ville infinie des *Fa-lan-tsai*. J'ai vu les voitures à feu qui courent sur deux grandes bandes de fer. J'en ai vu de plus petites qui courent sur les routes, plus vite qu'un cerf poursuivi par les chiens. J'ai vu des espèces de maisons qui roulent dans les rues sur des bandes de fer encore, et entre les roues il se fait de grands éclairs. Sur les rivières, larges comme des vallées, j'ai vu des bateaux énormes... et un pont en fer, tout en fer...

— Il était plus grand que le pont de pierre du Song Ka à Ha-giang? — demanda quelqu'un.

— Ah! le pont du Song ka! Il est à côté de ce pont comme ce caillou à côté des grands rochers de Chang Ngai. L'autre pont est long de plus de quatre *li*[1]... Les voitures à feu y

1. Seize cents mètres. Le pont Doumer à Hanoï a exactement 1 680 mètres de longueur.

passaient avec le même bruit que le tonnerre... Ah tout ça était vraiment étonnant!...

— Qu'est-ce que tu as vu de plus étonnant chez les Fa-lan-tsai?

Le conteur médita un instant.

— Voilà le plus étonnant... C'est que les Fa-lan-tsai, qui font des choses si étonnantes, ne savent pas rendre la justice... Nous savons tous, — fit-il d'une voix soudain indifférente, — qui avait tué le marchand chinois... Le Quan-Dao de Bao-lac, lui, l'aurait vu tout de suite. L'homme qui a tué le Chinois aurait la tête coupée depuis longtemps... lui, pas un autre... et je pense qu'à présent il n'y aurait plus beaucoup de chair après ses os... Mais les Fa-lan-tsai ne savent pas juger comme le Quan-Dao. Ici, les officiers Fa-lan-tsai savent bien... Mais au pays des plaines, personne ne pourrait. Et maintenant qu'on envoie les gens des montagnes pour être jugés au pays des plaines, personne n'a plus rien à craindre des *quan-san* et du grand Quan-Dao.

XI

Au Dong-quan, et en général dans toute la Haute Région, les assassinats se multiplièrent curieusement dans les mois suivants. Mais la force des choses, qui vient — à son heure — redresser inflexiblement les erreurs, fit confier de nouveau au Quan-Dao la juridiction indigène dans le vaste pays qui s'étend de Nam Quett à Quan Ba et de Dong-van à Bac-mé.

Et tout rentra dans l'ordre.

HERBERT WILD

LE NOUVEL ANACHARSIS[1]

VII

Sitôt que nous nous retrouvâmes seuls, André Lascaris et moi, nous tînmes conseil sur les moyens les meilleurs de presser l'illustre vieillard sans avoir l'air de rien : car nous ne voulions ni l'un ni l'autre avouer ou trahir notre impatience de nous envoler, mais nous voulions encore moins que la date de notre voyage à Mistra fût reculée indéfiniment. J'ai plus d'esprit d'entreprise, André Lascaris est plus malin : il est Grec et je suis barbare. C'est toujours moi qui pose les questions; mais une fois que j'en ai pris l'initiative, sa nonchalance s'émeut, il se pique, et il les résout ou les tranche à l'impromptu.

— O Anacharsis, — me dit-il après avoir réfléchi deux minutes, ce qui est un temps fort long pour lui, — tu connais, j'imagine, cette locution proverbiale : mettre les bouchées doubles?

— Ah! Dieu! — m'écriai-je, — mon premier maître de grec, Michel Apostolio le sphènopogone me l'a servie assez souvent. Ma façon gloutonne de manger, enfin ma façon moscovite répugnait à ce clerc délicat, instruit de vos belles manières, et qui ne portait jamais le second morceau à sa bouche qu'il n'eût avalé le premier. Quand il me reprochait, avec un trop visible dégoût, de mettre, comme tu dis, les bouchées doubles, j'avais l'impertinence de lui répondre que,

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 juin, 1er et 15 juillet.

si je ne les mettais pas triples comme mon noble père, c'est que ma bouche était encore trop petite.

— Si tu t'abandonnes aux souvenirs d'enfance, — dit André d'un ton méprisant, — nous n'en avons pas fini, ô Anacharsis.

— Dame! — fis-je, — tu m'interroges, moi je te réponds.

— Un peu longuement. Tais-toi donc, je ne t'interroge plus... Mon idée est que pour abréger notre besogne il faut mettre les bouchées doubles.

— Sans doute. Mais comment? Explique-toi!

— J'allais le faire... Mon idée est qu'au lieu d'étudier successivement les derniers prosateurs avec les orateurs d'une part, les auteurs tragiques et les comiques d'autre part, il faudrait mener les deux études simultanément et de front.

— Jamais ton père, qui a la superstition de l'ordre, n'y consentira!

— Je me charge, — dit André, — de l'y amener par surprise... Nous avons une demi-journée et toute une nuit devant nous... Je possède une sorte d'*enchiridion* où sont résumées toutes les notions qu'il suffit d'avoir sur Lysias, Démosthène, Eschine et d'autres dont les noms m'échappent. Nous l'apprendrons par cœur, et dès que mon père citera l'un de ces personnages célèbres, nous nous mettrons, toi ou moi, à répéter par cœur la notice qui le concerne. Notre science étonnera le vénérable Lascaris; mais il n'est pas, de sa nature, obstiné, et il n'aime pas de perdre son temps. Quand il verra qu'il n'a rien à nous apprendre sur les écrivains en prose ni sur les rhéteurs, il n'hésitera point de passer à un autre exercice, et il commencera sans tarder sa leçon sur les auteurs de théâtre que, sinon, nous eussions peut-être attendue plus d'un mois.

Le projet d'André Lascaris me parut ingénieux. Je ne l'approuvai cependant point sans réserve. Je me permis de lui rappeler que nous avions tenté déjà presque pareille entreprise, le jour que son père nous avait dit : « Un vieillard ne saurait rien apprendre à des enfants. Il n'est d'enseignement qu'à l'école mutuelle des camarades. » Le succès n'avait point répondu à notre attente, et lorsque nous étions allés tout penauds avouer au grand Constantin cette déconvenue,

il nous avait répondu en souriant qu'elle ne l'étonnait point; mais il ne lui semblait pas inutile que nous eussions fait l'épreuve, bien qu'il eût pressenti notre échec.

— Ton noble père, — ajoutai-je, — va encore se moquer de nous.

— Ce n'est pas du tout la même chose, — me repartit, avec sa décision coutumière, André qui n'aime pas d'être contredit.

— Je ne vois pas la différence.

— Tu la verras tout à l'heure. Tu n'imagines pas que je vais perdre mon temps à te la faire toucher du doigt.

Il disparut quelques instants, monta dans notre chambre seul, dont je fus très fâché, et en revint portant des feuillets tout gribouillés d'une écriture enfantine. Les marges étaient illustrées de nombreux dessins ressemblants à ces *grafitti* que les soldats tracent au charbon sur les murs du corps de garde. Je commençai naturellement par admirer les dessins. Deux hommes furieux, qui semblaient échanger des coups de poing, attirèrent particulièrement mon attention. Je demandai à André qui étaient ces personnages.

— C'est, — dit-il, — le fameux orateur Démosthène et son rival, l'orateur Eschine.

J'avisai ensuite une assez plaisante caricature. Il me confessa, en rougissant jusqu'aux oreilles, que c'était un portrait peu flatté de son vénérable père.

— Mais, — reprit-il, — tu n'es pas sérieux. Nous ne sommes pas ici pour nous amuser à regarder des dessins dont je ne nierai point d'ailleurs le mérite, mais pour apprendre par cœur les formules laconiques et substantielles que m'ont naguère dictées mes professeurs de littérature.

— Je vois ce que c'est, — dis-je. — Ce sont les niaiseries que l'on serine aux petits enfants dans les écoles... Je te ressers les propres paroles dont tu m'as gratifié quand tu m'as interrogé sur Homère et que je t'ai répondu : « Il est le père de toute poésie. Sept villes se disputent l'honneur de lui avoir donné le jour. »

André se contenta de hausser les épaules et me dit à brûle-pourpoint :

— Qui est Ctésias?

— Je n'en sais absolument rien.

— Répète. C'est par demandes et par réponses. « Ctésias, né à Cnide environ le milieu du ve siècle avant notre ère, fut le médecin d'Artaxerxès et assista en conséquence à la bataille de Cunaxa...

— De Cunaxa... Quel rapport cela peut-il bien avoir à la littérature?

— On te prie de répéter, on te dispense de faire tes réflexions... Ctésias écrivit une histoire des Perses et une description de l'Inde. Le Grand Roi lui ouvrit les archives de Suse, et il devrait avoir de ce fait une autorité singulière entre ses confrères les historiens; mais la fâcheuse habitude qu'il avait de mentir comme on respire est cause qu'en fin de compte on ne lui accorde aucun crédit.

— D'ailleurs, — dis-je, — ce médecin qui écrit sur l'histoire et la géographie...

— Tu n'y entends rien, — dit André, — les médecins sont parfois des écrivains excellents. Tu as bien ouï parler d'Hippocrate?

— Il est assez connu!

— Sais-tu que la collection hippocratique se compose de soixante-douze traités?

— Soixante-douze!

— Il est vrai qu'Hippocrate lui-même n'en a sans doute pas écrit une ligne; mais on y retrouve son esprit.

— Tant mieux.

— Je te cite deux ou trois titres. Tâche de t'en souvenir. Si tu les jettes dans la conversation, cela fera bien... *De l'ancienne médecine, Des airs, des eaux et des lieux, Des épidémies...*

— *Pronostic, Du régime dans les maladies aiguës...*

— Tu en ajoutes!

— Mais non, je lis par-dessus ton épaule.

— Je ne te dirai rien de Démocrite, c'est un philosophe.

— Ceci regarde donc notre futur professeur de Mistra.

— Pourtant ce philosophe était ensemble un moraliste et un écrivain raffiné.

— Décide-toi! Parlons-nous de Démocrite ou n'en parlons-nous pas?

— Il a tourné des sentences que je trouve bien jolies.

— Dis-moi celles que tu as apprises par cœur.

— « Nous ne savons rien, la vérité est au fond du puits. »

— Comme ce n'est pas nous, — dis-je, — qui l'en tirerons, renonçons à nous instruire et allons jouer.

— Démocrite lui-même nous y engage. Il a écrit : « Une vie sans fêtes est une longue route sans auberges ».

— Ah! — m'écriai-je, — qu'il y a d'auberges dans mon pays!

— O Anacharsis, — fit André avec émotion, — Démocrite a dit ceci encore : « Il ne vaut pas la peine de vivre si l'on n'a pas un bon ami. »

— Ah! — dis-je avec une émotion pareille, — voilà qui me donne de la sympathie pour cet Abdéritain.

— Alors, — dit André Lascaris, — quittons-le sur cette bonne impression, et passons des prosateurs ioniens aux attiques.

— A la bonne heure! Quel train! Atalante, qu'une ourse allaita, et qui, dans les forêts, poursuivait les animaux sauvages, n'était pas plus rapide à la course.

— Elle fut battue par Hippomène, qui après l'avoir humiliée l'épousa... Je vais courir encore beaucoup plus vite, car, suis-moi bien : nous ne parlerons pas des sophistes ni des philosophes, cet article étant réservé au vieillard de Mistra.

— Bien.

— Nous ne parlerons pas de Thucydide, vu que mon père l'a réuni dans un même entretien avec Hérodote, et nous n'avons pas sujet de craindre qu'il y revienne. Nous pouvons donc sans retard passer aux orateurs.

— Que de temps gagné!

— Les véritables orateurs m'en feront gagner davantage.

— Qui appelles-tu les véritables orateurs?

— Ceux qui ont improvisé leurs discours, et qui ne les ont point écrits avant de les prononcer ni après coup, de sorte qu'il n'en reste rien.

— Les braves gens!

— Que te dirais-je de Périclès dont l'éloquence, au dire de Platon, était à la fois sublime et opérante? Il est clair que si

on ne l'a vu de ses yeux et entendu de ses oreilles, on n'en peut rien dire que de banal. Mieux vaut se taire.

— C'est mon avis.

— On n'a recueilli de lui que des mots épars, assez beaux. Rappelle-toi celui-ci, que tu feras bien de murmurer en fermant à demi les yeux quand on nommera devant toi ce grand homme : « La cité a perdu sa jeunesse, l'année a perdu son printemps. »

Je répétai, en mettant le ton et en prenant la physionomie que me prescrivait André :

— La cité a perdu sa jeunesse, l'année a perdu son printemps.

— Malheureusement, — dit-il, — les rhéteurs, qui à rebours avaient la manie d'écrire, vont me reprendre tout ce temps que les vrais orateurs m'avaient fait gagner. Ils pratiquaient la rhétorique et ils l'enseignaient. A vrai dire, ils l'avaient inventée; entre nous, je me demande de quel droit. Si j'ai de l'éloquence et du génie, je m'abandonne à mon inspiration et je me moque des règles que prétendent m'imposer les pédants.

— Très bien!

— Enfin, pour cette période, il suffit de retenir deux noms.

— C'est, — dis-je, — ce que j'ai plus de peine à me caser dans la mémoire.

— Tu te rappelleras bien Thrasymaque de Chalcédoine et Théodore de Byzance!

— J'essaierai.

— Si tu désespères de t'en rappeler deux, borne ton effort au premier. L'autre est peu intéressant. Mais Platon, dans la *République*, nous a laissé un portrait vivant de Thrasymaque : il devait être d'un commerce insupportable. Il avait le pire caractère, et beaucoup de feu à défaut de sincérité... Il était spécialement pathétique...

— Pathétique...

— Il savait tirer des larmes à ses auditeurs ou les indisposer, les irriter, les exaspérer. Il était, dans la discussion, de la plus insigne mauvaise foi, et il avait coutume de mettre, en deux ou trois passes, ses adversaires sur les genoux...

— Ses adversaires sur les genoux...

— Récite ta leçon un peu plus bas... J'oubliais! il faut distinguer trois sortes d'éloquences : l'éloquence d'apparat, l'éloquence judiciaire et l'éloquence politique. Au titre de la première, rappelle-toi Gorgias, et ne t'amuse pas à étudier ses discours : tu apprendras à le mieux connaître et tu te divertiras davantage, si tu lis le dialogue admirable où Platon l'a mis en scène. Je te dirai la même chose de Lysias, qui représente honorablement l'éloquence judiciaire, au lieu qu'Andocide était un aventurier et un sacrilège.

— Qu'est-ce que cela peut nous faire puisque nous ne croyons plus à ses dieux?

— L'impiété est toujours l'impiété.

— Mais que voulais-tu me dire de Lysias, ainsi que de Gorgias et de Thrasymaque?

— Que Platon, dans le *Phèdre*, a composé un pastiche de ses discours autrement plaisant à lire que ses écrits originaux.

— Sur quel sujet?

— C'est un parallèle de l'amant qui aime et de l'amant qui n'aime pas, — dit André Lascaris en rougissant.

— Je suppose, — dis-je naïvement, — qu'il donne la préférence à celui qui aime?

— Non! Il trouve plus agréable la conversation de celui qui n'aime pas.

— C'est insensé!

— Tu es du même avis que Socrate.

— Tu me parles des « écrits » de Lysias...

— C'est qu'il écrivait en effet ses plaidoyers. Ses clients les lisaient ou les récitaient devant le tribunal et étaient censés se défendre eux-mêmes. Aussi les avocats de ce temps-là s'appelaient-ils logographes.

— Comme les plus anciens historiens!

— Mais, — dit André, — tu vois que le sens n'est pas le même : naturellement, λόγος, pour un Lysias, signifie discours et, pour les vieux historiens, récit.

— Ou fable.

— Je vois que tu as bonne mémoire... Nous possédons, sous le nom de Lysias, plus de quatre cents discours...

— Par le chien...! Pourquoi dis-tu « sous le nom de Lysias »?

— Parce qu'il n'y en a pas la moitié qui soient de lui.

La plupart sont des pastiches, comme celui dont je te parlais tout à l'heure, que dans le dialogue de Platon le beau Phèdre lit à Socrate, à l'ombre du platane très élevé et du gattillier fleuri. Mais tous ces pastiches, à commencer par celui de Platon, bien entendu, sont si bien venus qu'ils nous instruisent de la manière de Lysias mieux que les œuvres authentiques de Lysias lui-même. Eh bien, je vais t'avouer une chose, nul ne nous écoute, nous sommes entre nous : je n'aime pas beaucoup cette manière, ces périodes balancées, ce style fleuri...

— Comme le gattillier.

— Je te supplie, ô Anacharsis, de ne point faire d'esprit si le ciel ne t'en a pas doué. Tu n'as pas encore attrapé le ton de Byzance.

— Et je n'ai pas su perdre à temps celui de Moscou. Bon! j'y retourne.

— J'en serais bien fâché.

— Je l'espère, mais soyons sérieux, — dis-je.

— Et ne musons pas, — dit André. — Te parlerai-je d'Isée?

— Est-ce bien nécessaire?

— C'est indispensable, quoique — toujours entre nous — je n'aperçoive pas trop ce qui distingue sa manière de celle de Lysias; mais il faut croire que j'ai de mauvais yeux, car Démosthène, qui s'y connaissait, n'a, dit-on, rien appris de Lysias, et c'est Isée qu'à ses débuts il avait choisi pour modèle.

— Alors, nous voilà enfin arrivés à Démosthène?

— Hélas! non. Je dois encore, auparavant, t'entretenir d'Isocrate.

— Entretiens-moi donc d'Isocrate, — fis-je, résigné.

— J'aime autant te dire tout de suite, ô Anacharsis, que ce n'est pas du tout mon type.

— Qu'entends-tu par là, ô André? — dis-je, étonné de cette façon de parler singulière.

— J'entends qu'Isocrate n'est pas le genre d'homme qui me plaît.

— Que t'a fait ce pauvre homme? — dis-je, non sans une ironie, moscovite sans doute, mais qui, à distance, ne me paraît point si sotte.

— Nous n'avons pas les mêmes idées en politique, — me

répondit André Lascaris d'un ton péremptoire et impatient.

Cette impatience signifiait : « Tu n'y connais rien. » Je ne me laissai point démonter, et je poursuivis sur le même ton (j'aurais rendu des points à Socrate) :

— En quel temps est donc né, ô très cher, cet orateur?

— Il était fils de Theodoros, du dème d'Erchia, et il vit le jour quatre cent trente-six années avant le Sauveur. Il mourut âgé de quatre-vingt-dix-sept ans.

— Je n'ai pas, — dis-je, — en ce qui me concerne, l'intention de limiter les bienfaits de la Providence; mais si elle m'accorde une pareille longévité, je la tiens quitte... N'est-il pas, ô André, bien naturel que, séparés l'un de l'autre par plus de dix-huit siècles, vous n'ayez point, toi et Isocrate, tout à fait les mêmes idées en politique? La situation doit s'être depuis lors sensiblement modifiée.

— L'histoire se répète.

— On le dit. On dit aussi le contraire.

— Je ne puis qu'approuver Isocrate d'avoir prêché aux Grecs l'union sacrée contre les barbares; mais je ne lui pardonnerai jamais de leur avoir recommandé l'alliance de Philippe, roi de Macédoine. C'est comme si l'on venait conseiller au roi des Romains Constantin Dragash de livrer les clefs de Constantinople à Sultan Mohammed, sous prétexte que l'Infidèle est seul capable de défendre la Cité magnifique et que nous ne le sommes plus.

— Si nous ne le sommes plus... si vous ne l'êtes plus, veux-je dire... excuse-moi, ô André Lascaris, je raisonne en moscovite... Ne vaudrait-il pas mieux s'entendre avec le Turc et sauver ce qui peut encore être sauvé?

— Il vaut mieux tout perdre, avec honneur!

— C'est un point de vue... Mais, pour revenir à Isocrate, s'il ne craignait que le grand roi des Perses, et point du tout... ou moins... le roi de Macédoine... j'imagine qu'un homme si cultivé, si raffiné devait avoir ses raisons. N'estimait-il pas... je te dis cela, moi, je n'en sais rien, c'est peut-être un enfantillage... n'estimait-il pas que l'essentiel était de sauver la civilisation hellénique, dût-il en coûter aux cités de la Grèce, la perte, ou la diminution de leur indépendance?

— Il n'y a point à hésiter entre l'indépendance et la civilisation! — s'écria André Lascaris.

— N'est-ce pas? — dis-je. — La civilisation est le seul bien véritable et l'on doit tout lui sacrifier, si l'on est réduit par malheur à faire la part du feu.

— Que nous importe, — dit André, — la civilisation, si nous perdons l'existence?

— C'est peut-être ton avis, ce n'est pas celui de l'humanité.

— L'humanité, qu'est-ce que c'est que ça? — dit-il avec un accent de dérision?

— C'est tout ce qui compte, — dis-je.

— Tiens, voilà précisément ce que je reproche à ton Isocrate...

— Mon Isocrate!

— C'est qu'il croyait à tous ces grands mots, à l'humanité, à la civilisation, aux horreurs de la guerre et aux bienfaits de la paix, à la bonne foi de Philippe...

— Je me permets de t'interrompre : Que feront les tiens et que feras-tu toi-même, si jamais les Turcs entrent à Constantinople?

— Nous périrons sous les ruines et parmi les cendres de la Ville, — dit-il en étendant la main comme s'il faisait un serment.

Il y a, grâce à Dieu, manqué. Après la catastrophe les siens sont demeurés dans leur hôtel du Phanar, et il a, pour le plus grand bien de la civilisation et de l'humanité, transporté avec mon aide dans les bibliothèques d'Italie ou de France tous les manuscrits qu'il nous a été possible de recueillir. Mais, sur le moment, je fus effrayé de l'état où le mettaient les discussions politiques, et je le suppliai de revenir à la littérature.

— Politique d'abord! — me dit-il d'un ton cassant. Il ne voulut point céder si vite. En guise de transition entre la politique et la littérature, il me demanda si j'étais bien informé de l'histoire des Grecs au temps de Philippe et d'Alexandre le Grand.

— Moi? — dis-je. — Mais je n'en sais pas le premier mot!

— Il va falloir encore t'apprendre cela! — dit-il en faisant un geste de découragement.

Il me l'apprit néanmoins dans l'instant même et avec une rapidité qui tenait du miracle. Je dois reconnaître qu'il ne se perdit pas dans les détails, et je n'allongerais pas démesurément ce discours si je répétais sa leçon sans y retrancher un mot; mais ce serait encore l'allonger inutilement, car je fais à mes lecteurs adultes l'honneur de croire qu'ils savent ce que pouvait ignorer sans honte un pauvre petit Scythe, dans la dix-septième année de son âge.

Si d'ailleurs je ne connaissais point les faits ni les dates, j'avais, en écoutant les paroles enflammées de mon jeune ami, deviné l'essentiel : cette fausse position, si avantageuse, de Philippe, le seul entre tous les étrangers à qui l'on ne pût justement, ou même sérieusement, donner le nom de barbare; ennemi cependant, mais non pas au même titre que le Grand Roi par exemple, et non plus au même titre que les Grecs des autres villes avec qui l'on se trouvait en guerre pour le moment.

Rêvait-il de soumettre l'Hellade et, à proprement parler, de la conquérir? Qu'ambitionnait-il, que cette hégémonie que s'étaient jusqu'à lui disputées les cités rivales de la Grèce? On m'accordera que j'avais bien le droit de m'y laisser prendre, quand un Isocrate n'avait pas été plus clairvoyant.

J'évitai cependant de trop heurter de front André Lascaris. Il me parut plus adroit de le ménager. Je prêtai à ses doctes propos une oreille attentive et discrète, et je me gardai d'abord de l'irriter par des interruptions; puis je hasardai quelques répliques heureuses, pour témoigner que j'étais gagné à sa cause et que son éloquence peu à peu m'échauffait. Enfin j'éclatai à mon tour et, à la faveur de notre commun enthousiasme, nous oubliâmes tous deux Isocrate, qui ne passionnait, au fond, ni André Lascaris ni moi, pour passer à Démosthène, sans autre transition que la politique et les ruses de ce séduisant, de cet irrésistible roi de Macédoine. Mais il nous arriva en ce point un accident que nous aurions dû prévoir.

Tandis que nous galopions, si j'ose le dire, sur les grands chemins de la littérature, l'heure du repas était venue. Le véritable miracle grec, c'est que notre appétit, d'ordinaire moins patient, ne nous en eût avertis ni l'un ni l'autre. On vint nous chercher, et nous descendîmes, fort penauds,

dans la grand salle où toute la famille était déjà réunie. Nous nous excusâmes en termes fort humbles, quoique l'illustre Lascaris, toujours indulgent, ne nous grondât point; mais après cette excuse bien tournée, nous eûmes à table, il faut que je l'avoue, une déplorable tenue, et le pire est que nous le fîmes exprès.

André me donnait le mauvais exemple : je n'aurais point osé prendre l'initiative. Personne, en mon pays barbare, ne s'est soucié de m'élever, mais j'ai l'instinct des belles manières; j'ai du moins la prudence de ne point perdre de l'œil mon ami; et comme je sais bien qu'il a reçu, quant à lui, une excellente éducation, je copie servilement ses gestes, ses attitudes, ses mines, jusqu'à ses intonations. Il me suggérait ce matin un étrange modèle.

Il affectait de dormir (tout en déjeunant du meilleur appétit). Bien que nous eussions de ces bons fauteuils qui sont à la mode depuis plusieurs siècles, il s'y était installé de façon qu'il semblait y être étendu, comme les Anciens qui mangeaient couchés sur de véritables lits. Il ne laissait pas de parler, mais comme en rêve, et il s'assoupissait entre chaque service, pour se réveiller en sursaut dès qu'on lui présentait le plat. Il mangeait gloutonnement, puis retombait dans la somnolence, et se réveillait encore, en bâillant et en s'étirant.

Comme je faisais tout de même, Constantin Lascaris fut dupe de cette comédie et finit par s'en alarmer. Il nous demanda, si nous avions passé une nuit blanche.

— Presque, répondit André avec une rare impudence. Je voulais relire un passage des Ἰνδικά de Ctésias : j'ai retourné toute la bibliothèque sans pouvoir mettre la main sur le manuscrit. Anacharsis a de même cherché longtemps et en vain le traité d'Hippocrate sur *le régime dans les maladies aiguës...*

— Est-ce qu'il s'intéresse à la médecine? — dit le vieillard surpris.

— Non, — dit André, — il ne s'intéresse qu'aux lettres; mais nous avions justement parlé de cette bonne façon d'écrire qu'ont les médecins et, en général, les hommes de science. Ceux-ci nous ont menés aux philosophes, et Anacharsis,

qui a de la sensibilité, s'est épris de Démocrite, pour cette maxime de l'Abdéritain : « Il ne vaut pas la peine de vivre si l'on n'a pas un bon ami. »

Je m'empressai d'ajouter que j'avais apprécié encore plus celle-ci, du même : « Une vie sans fêtes est une longue route sans auberge. » André haussa les épaules.

— Tu viens de perdre, — dit-il, — une belle occasion de te taire.

— Pourquoi? — dit en souriant le vieillard. — N'est-il pas naturel qu'à son âge on aime le divertissement?... Au fait, n'as-tu pas, ô André, le même âge que lui?

L'entretien se poursuivit de la sorte, et nous trouvâmes moyen de démontrer au vieillard, sans avoir l'air de le faire exprès, que nous étions ferrés sur la prose ionienne ou attique, du moins jusqu'à Eschine et jusqu'à Démosthène. Il en prit son parti, je dois le dire, assez légèrement, et ne jugea même point utile de contrôler notre science. Il laisse volontiers la broutille et n'aime que les grands sujets. Il fut, je pense, bien aise que nous eussions débarrassé le chemin, et il se mesura enfin avec Démosthène.

La majesté, mais surtout la tristesse de son exorde me frappa; car je le savais ennemi de la moindre emphase, et il évitait aussi de louanger trop le passé aux dépens de notre siècle : soit qu'il voulût se faire ou garder des illusions sur le temps que lui avait assigné le destin, soit qu'il tînt que c'est un devoir étroit de bienséance et de bonne éducation, de ne déclarer trop franchement son opinion, surtout peu favorable, ni sur la maison où l'on est accueilli, ni sur l'époque dont, en quelque sorte, on est l'hôte.

Cependant, il nous dit :

— O enfants, les petits hommes d'aujourd'hui ne peuvent sans accablement considérer un homme de cette stature. Quelle que soit leur suffisance, ils sentent trop cruellement la disproportion. C'est la droiture, plus encore que l'ampleur de son génie, qui nous étonne, et qui nous confond. Je ne veux point nier les agréments de notre esprit, mais il a je ne sais quoi de torturé. Notre subtilité est charmante, elle est surtout agaçante. Ce qui nous manque, c'est la magnifique probité d'un Démosthène.

» Je sais que ce mot aurait fait sourire plusieurs d'entre les contemporains de Démosthène; car on l'a maintefois accusé de n'être pas insensible aux séductions de l'argent; mais, outre que ces imputations étaient probablement des calomnies, je n'entends point la probité au sens vulgaire : j'entends celle de l'esprit. Nous n'avons contre le citoyen que des témoignages douteux et trop intéressés, nous avons des témoignages irrécusables en faveur de l'orateur, ce sont ses oraisons : nous sommes à ce titre aussi qualifiés que ses contemporains, aussi bien placés, mieux peut-être, pour le juger; le procès du citoyen échappe à notre compétence, oserai-je dire que je m'en félicite? Nous ne nous entretenons ici que de belles-lettres. Quand je vous parle de la probité de Démosthène, de sa droiture, j'entends la probité, la droiture de sa pensée, de sa raison, de son style. Que nous importe aujourd'hui le reste? En aucun siècle de l'histoire je n'ai rencontré un plus honnête homme, puisque je n'ai pas rencontré un plus honnête esprit.

» Toutefois, Démosthène, ô enfants, n'était pas un pur esprit, et même n'avait pas le droit de l'être, comme ceux dont la profession est exclusivement de penser. La sienne était d'agir et de conseiller l'action. Son génie était avant tout politique, effectif. Les deux facultés de son âme qui furent pratiquement les plus utiles et à lui-même et à ses concitoyens, c'était la volonté, c'était la colère, qui entretient l'ardeur de la volonté en l'irritant sans trêve, et qui fait aussi gronder l'éloquence. Cette volonté, toujours tendue vers l'effort, Démosthène l'exerça pareillement dans sa vie publique et dans sa vie privée.

» Dès son enfance le sort lui fut contraire : c'est la plus heureuse des chances pour un homme de ce caractère et de cette trempe. Il devint orphelin à sept ans. Il était riche, ses tuteurs le volèrent, il devint pauvre. A dix-huit ans, il entreprit de leur faire rendre gorge, plaida sa cause lui-même, la gagna et ne fut pas moins ruiné.

» Son coup d'essai l'avait révélé grand orateur, mais desservi par une nature ingrate qui lui avait refusé la voix, l'articulation, le geste. Les uns content qu'un tragédien lui donna des leçons de diction, les autres qu'après s'être empli la bouche de cailloux, il déclamait en se promenant sur les rivages de la

mer furieuse. Ce sont des légendes, mais il faut croire ce qu'il y a toujours de vrai dans les légendes, j'entends ce qu'elles symbolisent et ce qu'elles signifient. Je ne crois pas trop cependant, bien qu'une autre légende l'assure, que Démosthène ait copié huit fois de sa main les histoires de Thucydide.

— C'est beaucoup, — dis-je.

André fit un oh! d'ébahissement si ingénu que nous éclatâmes tous de rire. Le vieillard reprit :

— La vie traversée du jeune Démosthène se poursuivait péniblement. La nécessité fit, un long temps, de cet homme d'action, un homme de cabinet. Il dut, pour gagner son pain, prendre le métier de logographe et enseigner la rhétorique. Eschine, qui sans doute à ce moment-là était moins gêné que lui, lui reproche de la façon la plus indélicate de composer des discours que ses clients déclament et d'avoir des élèves. L'un et l'autre me semblent fort honorables, et Eschine aurait dû moins que personne feindre de mépriser l'enseignement, car son propre père était maître d'école.

« Les Grecs de la belle époque estimaient qu'un orateur, par exemple, ou un sophiste ne mérite pas d'être appelé habile si de surcroît il ne possède l'art de former des disciples, des orateurs, des sophistes aussi habiles que lui-même. Socrate et Platon ne manquent jamais d'ajouter cette clause à leurs diverses définitions. Être professeur vaut mieux que d'être, comme Eschine, comédien sans talent ou soldat sans gloire. Trouvez-vous, ô enfants, que le vieux Lascaris déroge parce qu'il vous donne quelques notions de la littérature grecque?

Naturellement, nous nous récriâmes, et je lui tournai un compliment dont je ne fus pas médiocrement fier. Je lui dis qu'en s'abaissant jusqu'à nous pour se mettre à notre portée, il s'élevait encore à nos yeux. L'intention valait mieux que la forme, qui était bien un peu précieuse, mais Lascaris parut touché. Il m'appela encore : « Phédon... », et, comme Socrate à l'instant de mourir, flatta les longues boucles de mes cheveux. Nous revînmes à Démosthène.

Notre maître nous dit quelques mots de ses plaidoyers au civil, qui ont pour les hommes d'aujourd'hui l'intérêt d'une peinture de mœurs. La comédie des tribunaux est à cet égard plus instructive que celle même du théâtre. Elle nous montre

aussi que l'humanité change peu, si du moins on la considère par ses vilains côtés. Quels personnages seraient plus de Byzance et de notre siècle que ces banquiers véreux, nés d'un honnête esclave barbare, que l'on voit dans le discours *pour Phormion?*

Ce tableau de corruption était un peu monté pour deux innocents tels que nous. Afin de nous en divertir, Lascaris nous parla de deux autres discours dont les titres m'échappent, et nous fit rire aux larmes en nous contant les brimades que de méchants camarades infligent à un jeune soldat peu dégourdi, puis la querelle de deux voisins qui tour à tour détournent le cours du ruisseau pour s'inonder réciproquement. Après cette brève récréation, nous passâmes aux discours politiques.

Il va de soi que Lascaris voulut nous faire un tableau de la Grèce environ le milieu du IVe siècle, quand Démosthène prit la parole. J'essayai en vain de lui faire accroire que nous en savions aussi long que lui, et je lui récitai sans faute le résumé que m'avait seriné son fils; mais il le trouva trop élémentaire (il n'avait pas tort), et prétendit bon gré mal gré nous donner quelques précisions de surcroît.

Il nous peignit la discorde au camp des Grecs, les cités rivales, que seule l'union sacrée aurait pu sauver, plutôt que de se réconcilier préférant faire alliance avec l'un ou l'autre des ennemis du nom grec, avec le roi de Macédoine ou avec le roi de Perse. J'en tenais toujours pour mon idée que le roi de Perse était un barbare et que le roi de Macédoine ne l'était pas. On voudra bien considérer que mon pays d'origine est bien plus au nord que la Macédoine, et qu'en plaidant pour Philippe au moins les circonstances atténuantes, je les plaidais déjà un peu pour moi.

Je fus confondu d'apprendre que Démosthène avait préconisé l'alliance du grand Roi, plutôt que celle du Macédonien, et j'en conçus dès lors, à l'endroit de l'illustre orateur, des sentiments dont je veux bien reconnaître l'injustice, mais sur lesquels, en dépit de ma bonne volonté, il m'est impossible de revenir. Je n'ai pu dès lors m'empêcher de le tenir un brave homme qui a une belle voix, mais de petites vues, des idées courtes, enfin un *nationaliste* borné. J'eus l'impudence d'exprimer, assez mal sans doute, ces opinions hété-

rodoxes : elles firent frémir Constantin Lascaris; mais il ne prit point le parti de m'imposer silence, et je poursuivis.

J'osai dire qu'il était bien heureux pour l'humanité, à plus forte raison pour la Grèce, que Philippe y eût mis le holà, et qu'Alexandre, ayant le loisir de pousser plus avant la guerre, eût répandu la civilisation d'Athènes jusqu'au seuil de l'Inde. Lascaris me répondit que les affaires de la civilisation et de l'humanité n'étaient point celles de Démosthène et que seuls les intérêts de sa patrie le souciaient. Cela n'était point pour le grandir à mes yeux.

Je déclarai d'un ton méprisant que cette sorte d'égoïsme, bien qu'il passe la créature et qu'il ait pour objet la personne même de la Cité, m'inspire une médiocre estime. Je ne sais où mon esprit allait prendre toutes ces gentillesses. Le vieux Lascaris ne trouvait plus rien à me répondre : c'est ce qui arrive souvent aux hommes, qui commettent l'imprudence de disputer avec des enfants. Quant à André, mon jeune ami, il était révolté, suffoqué; mais je sentais bien qu'au fond il m'admirait. Mon aplomb incroyable et ma mauvaise éducation le rendaient jaloux.

L'effet de cette algarade fut d'abréger fort la leçon sur Démosthène. Lascaris ne fit guère plus que nous citer les titres de ses principaux discours, les trois *Philippiques*, les trois *Olynthiennes*, le plaidoyer *contre Midias*, le réquisitoire *sur les prévarications de l'Ambassade* et la défense de Ctésiphon dans le procès de la couronne.

Il essaya un moment de reprendre l'offensive en dénonçant la mollesse des Athéniens à cette époque et leur défaut de générosité, leur goût du bien-être, le désenchantement de leurs anciennes ambitions, l'horreur qu'ils avaient prise de la guerre et surtout du métier de soldat, enfin leur état de lassitude générale. Je répondis, mais cette fois avec enjouement et non plus avec impolitesse, que, par une semblable température, il était difficile de ne les point comprendre.

La chaleur était, en effet, accablante. Lascaris vit bien qu'il ne pourrait plus rien tirer de nous et nous donna congé jusqu'au lendemain. Nous allâmes d'un pas nonchalent jusqu'à la rive de la Corne d'Or qui est proche la porte Vasilika, et après nous être dépouillés de nos vêtements, nous passâmes tout

le reste de la journée, tour à tour à nous baigner dans l'eau de la mer tiède et à nous sécher au soleil.

VIII

Dès le lendemain matin, et à l'instant même que nous allâmes lui donner le bonjour, l'illustre vieillard Constantin Lascaris commença de nous faire sa leçon sur le théâtre des anciens Grecs. Je fus étonné de sa hâte, qui passait encore la nôtre. J'en ai eu depuis l'explication.

Les Turcs venaient d'achever, avec une rapidité incroyable, le château de Bogash-Kezen, appelé ensuite Rouméli-Hissar, sur l'emplacement de l'église consacrée à saint Michel, archistratège des nuées célestes, qu'ils avaient jetée bas. Les murailles de la forteresse avaient vingt pieds d'épaisseur, et celles des tours, dont la toiture était de plomb, en avaient trente-deux. Une batterie de gros canons, qui pouvaient lancer des boulets de pierre pesant jusqu'à six cents livres, était établie sur le rivage. L'ennemi commandait ainsi la navigation du Bosphore et de la mer Noire d'où vient le blé de Moscovie. Constantinople était déjà, non pas seulement investie, mais affamée, et c'est pourquoi le prudent Lascaris n'était pas moins pressé de nous voir partir pour Mistra que nous ne l'étions nous-mêmes de connaître les aventures, moins périlleuses, du voyage, en dépit de l'ignorance où l'on nous tenait des événements.

L'usage n'était pas alors de mettre les tout jeunes gens au courant des affaires temporelles. Aussi longtemps que cela demeurait possible, on ne leur présentait les choses mêmes de la terre que sous l'aspect de l'éternité. Ce système d'éducation avait ses avantages et ses inconvénients. Lors par exemple qu'il survenait une catastrophe, et à notre époque elles ne sont que trop fréquentes, ces ingénus, que leurs parents ou leurs aînés n'y avaient pas cru devoir préparer, en avaient la surprise, qui n'est point agréable; du moins avaient-ils goûté jusqu'à la minute suprême les joies puériles de l'insouciance, ou le bonheur plus froid, mais plus philosophique de l'ataraxie.

Mais la sensibilité des enfants est plus pénétrante que la raison des hommes, et Lascaris ne put nous dérober son

trouble, qui par contagion nous causa une sorte d'étrange malaise : nous n'aurions su le définir, nous n'en étions que plus affectés, et d'une façon que, si je puis dire, nous sentions fort au-dessus de notre âge. Aussi prîmes-nous l'un et l'autre, malgré nous et sans hypocrisie concertée, cet air un peu cafard des enfants à qui l'on fait l'honneur de les traiter comme de grandes personnes.

Nous ne fûmes pas moins frappés de l'air de tristesse et, si je puis dire, d'humiliation qui se montra sur son visage, quand il nous parla des origines presque sacrées du théâtre antique et ne put naturellement se défendre d'en faire la comparaison avec l'ignoble bassesse et l'avilissement d'aujourd'hui.

Il n'avait pas laissé de trahir, ces jours derniers, à plusieurs reprises, un sentiment pareil, lorsque, songeant tout bas, j'imagine, aux rhéteurs et aux sophistes de notre époque, il nous avait entretenus des grands orateurs de jadis, de celui surtout qui, au péril de sa vie ou de sa réputation, avait tenu tête jusqu'au bout à Philippe de Macédoine. C'est le spectacle, si nouveau pour un jeune barbare, de sa douleur toute spirituelle, qui m'a fait connaître que les hommes d'une certaine qualité d'âme peuvent souffrir davantage par l'entendement que par la sensibilité.

Il me semble que je mesurai dès lors assez bien toute la distance qu'il y a entre une pure intelligence et une créature profane. Je respectais le grand Lascaris comme un vieillard illustre, mais accessible et plein de familière bonté. Ma vénération devint tremblante et superstitieuse, au point que je n'aurais pu, je crois, m'empêcher de jeter un cri, si, comme il le faisait souvent d'une main distraite, il eût à ce moment flatté mes cheveux, ainsi que Socrate ceux du jeune Phédon. Mais il était trop accablé d'un noble souci pour faire des gestes si abandonnés.

— O enfants, — dit-il, — évidemment, nous devons nous féliciter de n'être venus en ce monde qu'après la révélation du royaume de Dieu; car nous serons rachetés; mais ceux qui ne sauraient l'être, parce qu'ils sont nés (est-ce leur faute?) aux siècles d'attente et d'erreur, avaient, il nous faut l'avouer, de bien appréciables compensations. Que de choses étaient,

de leur temps, plus belles, ou plus séduisantes que du nôtre!

» Hélas! l'épithète même que je viens d'employer par mégarde témoigne que c'étaient là en effet des séductions du Malin. Mais si l'on veut oublier un instant (le peut-on sans sacrilège?) cet inestimable avantage que nous avons sur les Anciens de pouvoir faire notre salut, comment envisager sans ennui tant de dégradations, de ruines, celle, par exemple, de la scène tragique, et celle même des tréteaux de la comédie ?

» Ce n'est point ici de décadence qu'il faut parler, mais d'un anéantissement total. Déjà le poète latin Terentius se plaignait en l'un de ses prologues, plus de cent cinquante années avant notre ère, que les spectateurs grossiers de ce temps-là quittaient volontiers le théâtre pour aller applaudir un montreur d'ours sur la place publique. Les Byzantins passent pour plus raffinés, ils passent même pour trop subtils. Cependant, ainsi que les rudes Romains, ils ont constamment préféré, durant une longue suite de siècles, les jeux du Cirque à la délicate imitation des mœurs ou aux sublimes entretiens des héros et des dieux.

» L'hippodrome que tu peux apercevoir d'ici même, ô Anacharsis, a été pendant plus de mille ans le véritable centre de Constantinople. Les rois des Romains n'ont épargné aucune dépense pour l'orner avec un luxe plus insolent que leur palais même auquel il est attenant : vous savez que le Souverain peut directement passer de ses appartements à la tribune impériale, qui domine comme le château d'une nef les quarante gradins. Pour l'enrichir des chefs-d'œuvre de la statuaire, nos princes ont dépouillé les monuments antiques à demi détruits; on y peut voir la louve de Romulus, l'Hercule de Lysippe et la colonne serpentine qui jadis servait de base au trépied consacré par les Grecs en mémoire de la bataille de Platées. L'hippodrome était pour ce peuple ce que fut pour les Romains le forum et l'agora pour les Hellènes. Les factions s'y déchiraient, il y avait des émeutes et des cérémonies. Maints empereurs y furent couronnés, d'autres assassinés.

— Sur le théâtre! — m'écriai-je, étonné, scandalisé même sans savoir pourquoi.

— Ce n'était qu'un cirque, — me répondit le vieillard avec une nuance de dédain; — mais entre le cirque et le théâtre,

en y mettant de la complaisance, on peut imaginer quelques ressemblances; puis, une philosophie pratique ne nous enseigne-t-elle point qu'il faut se contenter de ce que l'on a? Hélas! cela, nous ne l'avons même plus. L'hippodrome, depuis trois siècles, a été de plus en plus délaissé; maintenant, il est presque toujours désert...

André, qui semblait prêter à son père une attention moins docile et moins superstitieuse que de coutume, donnait depuis quelques moments les signes d'une vive agitation. A la fin, il n'y put tenir, et vraiment il rabroua l'illustre vieillard.

— Je t'avoue, — fit-il, — que je ne puis comprendre ce que tu veux dire ni à qui tu en as. Te plains-tu que l'hippodrome ait été durant plus de mille ans l'indigne forum, l'ignoble agora de Constantinople, ou qu'il soit abandonné depuis trois cents ans? Quel rapport vois-tu entre les jeux du cirque et l'art dramatique? Moi qui ne suis qu'un enfant, j'aperçois bien la différence, et chaque fois que tu m'as mené dans un véritable théâtre j'ai ressenti une fierté que je n'eusse pas éprouvée, je te jure, si tu m'avais montré des faiseurs de tours ou des cochers verts disputant le prix de la course à des cochers bleus. Mais, à t'entendre, on dirait que nous n'avons pas de théâtres à Constantinople. Moi, je sais bien peut-être que nous en avons, puisque j'y suis allé.

— Qu'est-ce que tu es allé voir? — lui demandai-je, dévoré de curiosité.

— Des mystères, — fit-il en baissant la voix comme malgré lui. — Oh! ce n'était pas toujours facile de les suivre, tu sais; mais papa me donnait toutes les explications. Ce qui compliquait les choses terriblement, c'est que souvent on représentait en même temps, ou à la suite, mais sans intervalle, des scènes du Nouveau Testament et des scènes correspondantes de l'Ancien Testament qui en sont... comme on dit.. la... la pré...

— La préfiguration, — souffla Constantin Lascaris.

— Oui, la préfiguration... Alors, je m'embrouillais un peu... D'autant que la scène du Nouveau Testament était jouée par des acteurs qui parlaient comme des personnes naturelles, et la scène... préfigurative... si le mot existe... était en général simplement mimée... Oh! père, te rappelles-tu les jeunes

Hébreux dans la fournaise? Une douzaine de garçons tout nus dans une espèce d'immense chaudron; mais je me demande comment ils n'étaient pas réellement brûlés par les flammes qui étaient dessous...

André s'avisa soudain que le sujet de l'entretien était la tragédie grecque. Il fut en confusion d'avoir osé, si longtemps, interrompre son vénérable père; mais Lascaris, toujours magnanime, lui dit :

— O enfant, comment te tiendrais-je rigueur, quand tu viens d'apporter à mon discours, d'ailleurs sans le faire exprès, la plus utile des contributions? Les paroles des enfants sont étourdies, mais, sans doute parce qu'un dieu les inspire, elles enferment toujours, ainsi que les réponses des oracles, un sens caché, ou du moins elles servent à ramener sur la voie de son objet l'entretien qu'elles semblent égarer. J'étais sur le point de vous faire connaître les origines religieuses de la tragédie et même de la comédie antique : j'allais oublier que de nos jours on nous offre de misérables, d'informes productions, mais qui se réclament aussi de la religion, et de quelle religion? de la nôtre, unique source de vérité. Ces mystères, ô André, qui ont ensemble édifié et amusé ton esprit naïf, sont de pauvre littérature. La question serait de savoir si ces balbutiements sont ceux de l'enfance véritable ou de la vieillesse retombée à l'enfance, et si le théâtre achève de mourir ou s'il est près de renaître. Bien des signes nous annoncent des catastrophes inouïes, bien d'autres nous permettraient d'espérer une rénovation universelle. Peut-être que, selon la parole du poète latin,

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo.

Nous ne pûmes nous défendre de témoigner, André Lascaris et moi, que nous n'en doutions pas un instant. L'ardeur de notre foi sembla réchauffer le vieillard.

— Je n'en doute pas non plus quand je vous regarde, — dit-il avec une sorte de déférante courtoisie, — bien que les hommes de mon âge aient plutôt une inclination à se flatter que le monde doit finir avec eux. Si c'est un théâtre nouveau qui sous nos yeux naît au sein de l'Église, comme celui des Anciens est né parmi les fêtes sacrées de ce temps-là, il faut,

en principe, bien augurer de lui. Je me demande seulement — et je crois pouvoir le faire sans commettre une impertinence ni pécher contre l'Esprit — je me demande si notre sainte religion est aussi propice à la littérature, surtout à la littérature de théâtre, que le paganisme des Anciens. Il me paraît qu'à cet égard (ne vous scandalisez pas de ce propos) elle a un désavantage très grave, qui est d'être la vraie religion. Un poète ne saurait, en conséquence, en prendre à son aise avec elle ni, à peine de sacrilège, la traiter sans cérémonie. Enfin toute littérature n'est qu'imitation, feinte, tranchons le mot : mensonge; parmi tant de mensonges ornés que viendrait faire la vérité nue? Cette difficulté est un peu ardue pour votre âge et je ne fais que vous l'indiquer : plus tard vous vous souviendrez de mes paroles et vous méditerez sur ce point. Revenons à la tragédie et à la comédie grecque.

» Il est curieux qu'elles procèdent l'une et l'autre du même culte, qui est celui de Dionysos ou Bacchus; mais vous êtes trop avisés pour ne pas comprendre, devant même que je vous l'aie dit, ô enfants, que le dieu du vin procure aux hommes deux sortes d'ivresses, l'une, en effet, divine, l'autre humaine, et plus gaie. La première, plus passionnée, plus profonde, est justement celle que Platon et Socrate ont dans l'esprit quand ils disent que la poésie des fous passera toujours infiniment celle des sages. Vous sentez bien que la folie dont ils parlent, c'est l'enthousiasme. Elle est exaltée, mais elle reste grave et s'accommode aux pensers les plus religieux. Les disciples de Jésus ont en revanche peine à concevoir qu'il y ait, du moins à l'origine, un élément rituel dans les extravagances de la comédie. Notre sainte religion garde une réserve et une décence que les sectes de l'Antiquité n'ont point connue.

» Dionysos est, parmi les faux dieux, un personnage singulier. Il fréquente peu l'Olympe qui est la région du calme et de la sérénité. Il a fort à faire ici-bas. Il soigne ses vignes, et elles l'occupent d'un bout de l'année à l'autre, sauf quelques semaines durant l'hiver, où les plants, après avoir subi l'opération de la taille, semblent morts; mais voici venir le printemps : la sève monte dans les vieux ceps, et ils s'étonnent, ils sont comme honteux de voir leur écorce rugueuse parée de vrilles du plus tendre vert. Vous n'attendez pas que je vous

décrive ces phénomènes naturels : vous les avez observés de vos yeux....

Je crus devoir instruire Constantin Lascaris que nous avons des vignes en Tauride.

— Vous n'attendez pas non plus, — reprit-il, — que je vous raconte la fable du dieu. Elle suit le rythme des saisons, tour à tour en deuil ou en joie. Dans les fêtes solennelles qui en marquaient les époques, la Grèce d'autrefois oubliait son goût de la mesure, et s'abandonnait avec un excès pareil à l'allégresse ou au désespoir. Il semble que les initiés, lors de la célébration des mystères, ne se contentaient pas de chanter sur le mode lyrique les gestes du dieu ou du héros qu'ils honoraient, mais qu'ils en représentaient aussi, comme sur le théâtre, certains épisodes choisis. C'était une occasion de se déguiser. Dès la plus lointaine antiquité, les hommes ont témoigné un étrange goût du travesti. Ils aiment d'emprunter des vêtements, voire une physionomie qui n'appartiennent ni à leur nature propre, ni à leur condition. Qu'est-ce à dire, sinon qu'un de leurs plus vifs, mais inexplicables plaisirs est de renoncer leur personne, de sauter hors de leur ombre?

» Vous savez que les Satyres étaient les compagnons ordinaires de Dionysos : à l'époque des vendanges, les paysans se costumaient volontiers en satyres, une peau de bouc y suffisait; et ils voulaient qu'on les appelât les boucs, τράγοι, vous reconnaissez l'étymologie du mot tragédie : c'est le chant des boucs. Ils formaient en effet le chœur. Puis d'autres personnages, diversement costumés, venaient leur donner la réplique. Voici la première ébauche de la tragédie, ou comme tu disais tout à l'heure, ô André, sa préfiguration. Ce n'était pas encore un genre littéraire, mais le divertissement de rustres, qui avaient cependant l'instinct de la poésie. Aristote nous instruit que la tragédie était alors improvisée, comme certaines farces qui, si nous en devons croire les voyageurs, font depuis quelques années fureur en Italie.

» C'est dans le nord du Péloponèse, à Sicyone ou à Corinthe, que la tragédie semble être née petitement du chant tragique, du chant des hommes-boucs; mais c'est en Attique qu'elle s'est rapidement développée. Le premier poète à qui l'his-

toire, sans doute un peu complaisante, a décerné le nom d'auteur tragique...

— Fut Thespis! — s'écria André tout fier de son érudition.

— Sais-tu, — dit le vieillard, — quelle fut l'invention capitale de Thespis?

— Naturellement, je le sais! Il inventa l'acteur, et partant le dialogue, puisque l'acteur, aussitôt introduit sur la scène, engagea la conversation avec le coryphée.

Si j'avais tenu ces documents de Constantin Lascaris, je me serais abstenu de toute remarque; mais la science de mon jeune ami, par une contradiction singulière, m'inspirait autant de méfiance que d'admiration. J'affectai de ricaner et je dis :

— Je serais curieux de savoir en quoi pouvait bien consister une pièce de théâtre sans personnages ni dialogue.

André haussa les épaules :

— On se tue à te dire que la muse tragique était informe à sa naissance et que c'est Thespis qui l'a dégrossie!

— Alors, — fis-je, — comme l'ourse qui lèche son ourson?

— Mais tu ne sais rien! — poursuivit André de méchante humeur.

— S'il savait tout, — dit le vieillard, non sans vivacité, — c'est lui qui nous enseignerait.

André avait tort contre moi, mais j'en fus bien fâché; et avec l'inconséquence de cet âge, avec la partialité d'une amitié exclusive, je pris aussitôt son parti. Je m'excusai humblement.

— D'ailleurs, — ajoutai-je pour arranger les choses, et tout fier à mon tour d'être si bien informé, — j'avais ouï parler de ce Thespis. N'est-ce pas lui qui promenait sa muse tragique sur un chariot?

— Eh bien, tu vois, — dit Constantin, — il en sait plus long que nous.

Mais, après m'avoir complimenté, il me remontra que ces historiettes sont douteuses et d'un médiocre intérêt. Puis il eut recours à la méthode socratique, et dans l'intention, j'imagine, de me faire briller, il me demanda si, à présent que je connaissais les véritables origines de la tragédie, je ne m'étonnais pas de voir quel caractère sérieux et triste ce genre avait d'abord revêtu. C'était presque me dicter ma

réponse et je ne m'y trompai point; mais je ne voulus pas avoir l'air de la trouver si vite, je feignis d'hésiter, je fis l'innocent.

— Seigneur, — dis-je, — ne m'as-tu pas instruit que la tragédie naquit de la religion? Je n'ai donc pas sujet de m'étonner qu'elle en ait emprunté le ton et la démarche sévère. Ce n'est pas toutefois ce que promettaient ses débuts, et je ne puis me défendre de craindre que les hommes couverts de peaux de boucs, qui figuraient des Satyres, ne soient bientôt devenus, sur le chariot même de Thespis, des personnages... déplacés, importuns... des... comment dirai-je?... des inutilités.

— On ne saurait mieux répondre! — s'écria l'illustre vieillard. — Le Scythe est fin comme un Grec.

André m'aime bien, mais il pâlissait de jalousie.

— J'aurais fait justement la même réponse, — dit-il, — si c'était moi que tu avais interrogé.

— Le peuple, — poursuivit Lascaris, — n'a pas seulement observé comme vous deux que les poètes tragiques, en négligeant les Satyres, oubliaient les services rendus : cette ingratitude l'a scandalisé et lui a paru presque sacrilège, d'autant qu'elle le privait d'un spectacle où il s'amusait davantage qu'à écouter les discours pompeux des héros. Il a fallu composer avec lui. Les auteurs sont toujours un peu les esclaves de leur public et réduits à tenir compte de son goût. L'usage s'est donc établi de lui servir ensemble trois tragédies sérieuses, qui à volonté se suivaient ou ne se suivaient pas, et une quatrième tragédie, plaisante, appelée drame satyrique. Tous les poètes se sont conformés à cette règle et ont accepté cette servitude, même ceux que leur génie austère ne semblait point destiner à la bouffonnerie. Autrement, l'archonte éponyme ne les eût point admis aux concours.

» C'est à l'occasion des Grandes Dionysies que ces concours avaient lieu. Parmi tous les poètes qui le sollicitaient de leur procurer un chœur, l'archonte en choisissait trois de son autorité privée. Quelle responsabilité pour un magistrat! On pourrait craindre que ces sortes d'affaires n'excédassent sa compétence; mais tous les Grecs de ce temps-là étaient lettrés et bons critiques. Il est malheureusement probable que

l'Archonte, plus encore que les auteurs eux-mêmes, se souciait de ménager le public, de flatter ses goûts; mais tous les Athéniens, dit-on, avaient un goût excellent. Les auteurs reçus touchaient un salaire. Les citoyens riches avaient charge tour à tour de couvrir les frais de la chorégie, et les acteurs étaient payés par l'État...

— Pardonne-moi, — dis-je, — ô magnifique Seigneur, de t'interrompre. Tu parlais d'un seul acteur à l'origine...

— Je n'entendais point qu'il n'y eût qu'un rôle...

— C'est précisément la question que je me permettais de te poser. J'avais pressenti ta réponse.

— Le même jouait tous les divers personnages, qui ne pouvaient donc jamais paraître simultanément. Eschyle eut cependant grand peine à obtenir le deuxième acteur, et Sophocle moins de peine à obtenir le troisième... Les auteurs interprétaient souvent eux-mêmes leurs tragédies. Eschyle était bon acteur. Sophocle était si beau qu'à seize ans il fut choisi entre les éphèbes pour chanter nu le péan après la victoire de Salamine.

— N'est-ce pas, ô père, — dit André en rougissant, — que les femmes ne se montraient point sur la scène?

— Il faut, — répondit le vieillard, — espérer que la corruption des mœurs ne sera jamais si grande de les autoriser à y paraître.

— Qui faisait donc les rôles d'héroïnes? — dis-je, naïvement.

— Eh bien! — dit André, — des jeunes garçons comme toi et moi... Puisque les acteurs étaient masqués!

Constantin Lascaris nous donna ensuite quelques détails matériels qui parlèrent à notre imagination; nous crûmes, en l'écoutant, voir l'immense amphithéâtre, et la foule même, bruyante ou recueillie, des spectateurs, évaluée à vingt mille âmes pour le moins. Il nous semblait que, du gradin le plus élevé, nos regards plongeaient dans l'orchestre, lieu de la danse et des évolutions du chœur, et nous étions comme pris de vertige. L'autel, placé au centre de l'orchestre, nous rappelait constamment ce que le vieillard venait de nous dire sur les origines religieuses de la tragédie. Mais nous entendions les sons de la flûte, des voix, des chants, et voici que le chœur

s'avançait en longue file, d'un pas lent, étrangement rythmé. Puis, sur la scène, située vis-à-vis des spectateurs et décorée de toiles peintes, de panneaux de bois, les personnages mêmes de la pièce, ceux que Lascaris appelait selon l'expression consacrée « les masques du drame », arrivaient, de la même démarche saccadée que les gens du chœur s'ils allaient à pied; mais quelques-uns étaient montés sur des chars, et escortés de nombreux figurants. Je renonce à décrire la richesse de leurs robes brodées, qui traînaient jusqu'à terre et semblaient d'ailleurs gêner fort leurs mouvements.

Je n'avais guère pris garde à un palais que je croyais simplement peint sur la toile de fond avec des artifices assez médiocres de perspective, quand une machine invisible l'amena jusqu'au *proscenium*. La façade s'ouvrit et j'aperçus l'intérieur des appartements, où allaient et venaient des rois, des reines qui ne se comportaient pas, à première vue, fort différemment des plus ordinaires mortels. En même temps, une autre machine élevait et soutenait dans les airs des personnages encore plus imposants que les rois, et que l'on eût été malavisé de ne point reconnaître d'abord pour des dieux, rien qu'au signe de cette cérémonie.

Comme nous étions, André Lascaris et moi, tout éblouis par ces splendides visions, le vieillard profita de notre étourdissement pour nous enseigner deux ou trois petites choses qu'il faut savoir aussi, mais qui ont moins d'attrait pour des enfants. Il nous dit un mot du règlement des concours et des prix. Il nous parla du nœud, du dénouement, du prologue ou exposition et des quatre épisodes, formant ensemble cinq actes. Il nous parla même des trois unités, de lieu, de temps et d'action, et nous fit remarquer que si la première est indispensable, puisque le chœur, toujours présent, ne peut bouger de place, la seconde est assez lâchement observée : la durée de la fable dépasse d'ordinaire celle de la représentation. Quant à l'unité d'action, c'est la plus nécessaire aux yeux du poète, et l'on ne saurait concevoir une fable où l'intérêt se divise sans se perdre, ni en général une œuvre multiple qui puisse conserver un juste équilibre. Après tous ces préliminaires il passa aux trois grands tragiques, Eschyle, Sophocle et Euripide, sans s'arrêter aux poètes de moindre importance.

Oserai-je avouer que j'eus une légère déception? Je ne saurais dire exactement ce que j'espérais de lui, mais il me semblait, j'avais le sentiment qu'après avoir écouté sa leçon, je serais aussi bien informé de ces trois grands hommes que si, mêlé à la foule bigarrée des spectateurs et assis sur les gradins de l'amphithéâtre, j'avais vu représenter l'un après l'autre tous leurs chefs-d'œuvre. On assure que les hommes en péril de mort par accident, ceux par exemple qui roulent au fond d'un précipice voient repasser devant leurs yeux dans un éclair tous les événements principaux de leur vie. J'imaginais sans doute que Constantin Lascaris m'allait ainsi faire connaître en quelques minutes par un miracle d'intuition, toutes les tragédies d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide que j'ignorais; mais cet enchanteur ne croit pas aux enchantements.

— J'ai pu, — nous dit-il, — ô enfants, avec quelque précision, encore que d'une façon bien sommaire, vous décrire la scène et l'orchestre, vous trahir les secrets de la machinerie et vous révéler ou les lois ou les conventions de l'art. Mais que vous dirai-je des poètes eux-mêmes? Eux seuls peuvent parler de soi. J'entends que vous ne sauriez les connaître et les pénétrer qu'en les lisant; car il ne s'agit plus, hélas! de voir représenter leurs œuvres sur le théâtre, aux temps où nous vivons, qui sont ensemble raffinés avec un fol excès et terriblement barbares.

» Je ne veux d'ailleurs vous instruire que des faits, et sur vos idées, il ne me plaît d'exercer qu'une influence très lointaine. J'ai le droit de vous aider à former votre goût, mais non pas de vous imposer le mien; et parce que j'attache entre toutes choses le plus haut prix à celles de l'intelligence, j'interprète en ce sens le fameux *Maxima debetur puero reverentia* de Juvénal : je crois qu'il faut respecter la candeur ingénue, l'aimable pudeur de l'enfance; je crois qu'il faut respecter plus encore son entendement qui devient son esprit critique qui s'éveille.

» Je ne vous dirai donc d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide que deux ou trois vérités courantes, fort banales, sur lesquelles se peuvent mettre aisément d'accord les hommes des plus diverses écoles et, chose moins vraisemblable encore, les

hommes d'âges différents. Munis de ces documents qui éclaireront votre route, sans gêner la liberté de vos jugements, vous les jugerez ensuite en toute indépendance, et vous verrez lequel des trois deviendra votre auteur de chevet.

» Il se pourrait bien que ce fût Euripide, et je ne vous désapprouverais pas. Toutefois, si vous lui donniez la préférence j'aimerais que vous n'eussiez pas la conscience trop tranquille, que vous fussiez réduits à lever quelques scrupules et, une fois l'injustice consommée, à refouler quelques remords.

» Si vous avez su comprendre ce que je vous ai dit des origines religieuses de la tragédie, vous ne doutez point que, des trois poètes tragiques, le plus conforme, si je puis ainsi m'exprimer, à la définition ne soit le vieil Eschyle. Les sots content de lui des histoires qui seraient tout au plus croyables des gens de lettres de ce temps-ci, plus vains que les histrions. Le bruit court que chaque fois qu'il n'obtenait pas le premier prix, il s'éloignait d'Athènes et s'en allait passer son dépit en Sicile. De loin, et j'ai peine à imaginer qu'il n'en fût pas de même de près, Eschyle nous apparaît plus majestueux que l'hiérophante qui présidait aux mystères d'Éleusis.

» J'arrête ici cette comparaison, car l'hiérophante était revêtu d'habits singuliers et le mariage lui était interdit : je crois savoir qu'Eschyle prit femme comme tout le monde, du moins ses biographes ne disent pas le contraire; ils n'en parlent point et ils ont raison : ce n'est pas la vie intime des poètes qui nous intéresse, mais leur vie divine.

» Eschyle, d'autre part, avait cette simplicité qui convient à la véritable grandeur et qui se marque jusque sur les vêtements. Mais sa voix avait naturellement, familièrement si je puis dire, je ne sais quoi de toujours héroïque. Il était de plain pied avec les dieux, à plus forte raison avec les divinités subalternes quand il les mettait sur la scène; et il prêtait sans effort aux hommes mortels le langage sublime des dieux. On appelle ainsi toutes sortes de vers, et même de petits vers : c'est un abus, mais tous les vers d'Eschyle sont bien le langage des dieux.

» Vous savez que toute action dramatique, même dans l'ordre de la comédie, se nomme en latin « la fable » qui est en grec « le mythe »; mais le mot « mythe » a, dans les occasions,

un sens beaucoup plus relevé que le mot « fable ». Le mythe est une fable aussi, mais qui ne se borne point à traduire par quelque puéril apologue quelque précepte de la morale pratique : il est l'expression figurée, symbolique, soit transparente ou obscure, d'une vérité essentielle de la religion ou de la philosophie. On peut dire en ce sens que toutes les fables d'Eschyle sont des mythes, et je n'ai pas besoin de vous indiquer la distance qui le sépare d'Ésope.

Nous fîmes, André Lascaris et moi, un petit ricanement, pour témoigner qu'en effet l'illustre vieillard n'avait nul besoin de nous faire toucher du doigt cette différence.

Il poursuivit :

— Même quand de la légende Eschyle passe à l'histoire, et à l'histoire de son temps, il ne baisse pas la voix : c'est alors qu'il se forcerait. *Les Perses* sont écrits, pour ainsi dire, dans le même registre que *Prométhée*. Chose curieuse, cette emphase, qui n'a rien d'artificiel, signale la juste importance des héros et les met à leur plan sans leur rien retirer de leur réalité prochaine. Mais enfin, c'est dans une tragédie telle que *Prométhée* qu'Eschyle peut sans artifice ni sans effort être plus religieux, c'est-à-dire être plus lui-même.

» Sa religion, ô enfants, ai-je besoin de vous l'apprendre? n'est point douce ni consolante comme la nôtre. La droite de notre Dieu est terrible, mais sa bonté est infinie, et si je puis m'exprimer ainsi sans blasphème, elle a je ne sais quoi d'humain. Le Destin, qui est proprement le seul dieu d'Eschyle, puisque tous les dieux et Zeus même lui obéissent, est inexorable par définition. Que reste-t-il aux dieux et aux hommes également opprimés par une fatalité aveugle? La résignation ou le désespoir. La foi nouvelle n'autorise pas seulement l'espérance, mais l'ordonne et en a fait une vertu.

» C'est pourquoi, dans l'ordre du théâtre, singulièrement de la muse tragique, les dogmes du paganisme ont peut-être sur les nôtres, si j'ose le dire, une manière de supériorité. Ils sont les instruments d'une terreur plus inexorable, plus absolue. Les observateurs superficiels, qui se laissent prendre aux apparences, croient pouvoir expliquer tous les événements dont ils sont témoins par des causes naturelles et par l'action des volontés particulières. Pour la plupart des philosophes,

les volontés particulières ne sauraient s'insinuer et intervenir dans la trame serrée des phénomènes; pour Eschyle ces causes mêmes, ces causes secondes qui semblent les déterminer, ne sont qu'illusion et n'offrent aucun intérêt : elles ne sont que le reflet ou l'ombre des causes véritables, dont nous pressentons avec effroi le mystère sans pouvoir le pénétrer jamais.

» Combien Sophocle est déjà plus près de nous! Et combien d'abord il nous paraît plus humain qu'Eschyle! Peut-être n'est-ce qu'un jugement téméraire. Je ne puis oublier qu'au moment que la Force va clouer le Titan vaincu sur le rocher, elle dit : « C'est bien fait. Cela va lui apprendre à plier sous le joug de Zeus et le fera renoncer à ses façons de philanthrope. » Humain, philanthrope, c'est tout un, et il semble évident qu'Eschyle est pour Prométhée contre Zeus. Mais la charité d'Eschyle n'est pas moins environnée de tonnerres et d'éclairs que la tyrannie de Zeus lui-même; et puis c'est un vieillard trop auguste qui ne peut inspirer que le respect ou, malgré sa « philanthropie », la crainte : l'amour a besoin d'un peu plus de familiarité. Avec Sophocle, elle n'est pas impossible.

« Les hommes qui fournissent toute leur carrière ont tour à tour les visages qui conviennent aux quatre âges de la vie; mais ils ne lèguent d'ordinaire qu'une seule de ces physionomies à la mémoire de la postérité. Il est clair qu'Eschyle a été jeune, qu'il a été enfant : il ne nous souvient que du vieillard et, pour ma part, je ne puis me défendre de le comparer à un vénérable évangéliste ou à Moïse devant le buisson ardent. Sophocle est privilégié, il fait exception à la règle trop absolue que je vous disais tout à l'heure : il nous a laissé deux images, celle du bel éphèbe nu qui chantait le Péan après la victoire de Salamine et celle d'un homme dans tout l'épanouissement, dans tout l'éclat de sa neuve maturité.

» Il a vieilli pourtant, il a vécu jusqu'à un âge avancé, jusqu'à, dit-on, quatre-vingt-dix ou quatre-vingt-douze ans. N'importe, l'univers a oublié son masque d'aïeul, et ne veut plus voir en lui qu'un homme fait, mais trop jeune encore pour être même un père : un frère aîné tout au plus, un frère admirable, devant qui cependant on ne tremble pas; et parfois sur ce beau visage reposé passe encore un reflet du puéril enthou-

siasme qui le transfigurait quand il criait de toutes ses forces sur le champ de bataille :

» — Io Péan!... Io Péan!....

Je ne sais pourquoi cette dernière phrase de Constantin Lascaris nous fit battre le cœur et nous fit monter les larmes aux yeux. Il feignit de ne pas s'en apercevoir, car il savait bien que les très jeunes gens n'aiment pas qu'on voie qu'ils pleurent.

Il poursuivit :

— Ce visage mortel que nous prêtons à Sophocle pour l'éternité fut-il vraiment le sien à un moment de sa vie? C'est du moins le visage de son génie, tout harmonie et raison. Si nos ancêtres grecs ne se sont pas trompés quand ils ont confondu la beauté, voire la vertu avec la mesure, Sophocle est la même vertu et la même beauté.

» N'allez pas inférer de là, comme on est trop souvent tenté de le faire à votre âge, que son cœur est sec, que son art est convenu et glacé, enfin que c'est un de ces poètes trop sages contre qui, au dire de Socrate ou de Platon, prévaudront toujours les poètes fous. Il n'a pas moins de grâce que de force, il n'est pas moins capable de délicatesse que de sublime; c'est le plus viril des tragiques et c'est le plus tendre, c'est le plus réfléchi et c'est le plus enthousiaste. Aucune passion humaine n'a de secrets pour lui, et celles que vraisemblablement il n'éprouve pas pour son compte, comme la haine, la rancune ou la fureur, il les exprime bien mieux sans doute que ne le sauraient faire ceux qui en sont possédés.

» Je ne vous dirai de lui rien de plus. Vous n'attendez pas de moi un catalogue de ses tragédies qui ne vous en apprendrait que les titres, ni des résumés qui vous en donneraient une idée misérable ou fausse. Lisez-les, et jugez-les, je vous prie, avec une entière naïveté, sans rien retenir des jugements que je vous ai peut-être suggérés malgré moi. Lisez-les toutes, depuis l'*Antigone* qui est, dit-on, la plus ancienne, jusqu'à l'*Œdipe à Colone*, la dernière et la plus parfaite, bien qu'il l'ait composée en son extrême vieillesse. Il n'eut pas la joie de la voir représentée. Elle ne le fut que plusieurs années après sa mort, par les soins de Sophocle le jeune, son petit-fils, comme lui poète tragique, mais qui avait un nom bien lourd à porter.

André Lascaris osa encore interrompre son père, mais avec un à-propos qui me charma et un raffinement de politesse que je lui enviai.

— Nul, — dit-il, en baissant les yeux, — n'est mieux placé que moi pour savoir combien il est flatteur et à la fois accablant d'être le fils d'un père illustre.

— Que dira donc ton jeune ami? — repartit gaiement le vieillard. — Sa famille a survécu à la ruine des empires et le flot des barbares ne l'a point déracinée. Il descend de l'un des plus grands sages dont l'histoire, ou la légende nous ait conservé le souvenir : le nom d'Anacharsis est fameux dans tout l'univers depuis deux mille ans.

Je ne pus me défendre de songer que je descendais plus sûrement de Moscovites mal dégrossis, et je le témoignai d'abord en ne trouvant point de réponse à ce compliment délicat. Je ne sais par quelle insensible pente et sans aucune apparence de transition ces discours nous conduisirent au troisième des grands tragiques, à Euripide. Constantin Lascaris nous avoua qu'il avait un faible pour lui, et qu'il n'en était pas autrement fier, car son entendement ni son goût ne l'approuvaient point; mais n'est-ce pas l'essence d'un faible d'échapper au contrôle de la raison?

Une prédilection n'est pas une préférence. Elle n'a que plus de vivacité si elle a un peu de honte de soi. Toutes les préférences du vieillard allaient naturellement à Eschyle et à Sophocle; mais certains beaux manuscrits d'Euripide, qu'il nous fit voir et qu'il nous permit de toucher, étaient plutôt ses livres de chevet. Il nous confia qu'au moment de s'endormir, pour faire encore ce beau rêve qu'on ne fait guère après les années d'enfance, pour rêver qu'affranchi de la pesanteur et de la matière il s'élevait dans l'espace, souvent il relisait le chœur merveilleux d'*Hélène* :

« Ah! si par les airs nous pouvions prendre notre essor, comme les oiseaux de passage, les oiseaux de Libye, quand ils émigrent, en bande, fuyant les pluies de l'hiver! Le plus âgé, le chef les appelle de la voix et les conduit, claquant des ailes, vers les plaines qui ne sont pas humides, vers les champs vêtus de moissons. O troupe légère, oiseaux dont le cou s'allonge et se tend, rivaux des nuages qui courent, allez au

lever des Pléiades et du nocturne Orion vous poser sur les bords de l'Eurotas, publiez à grands cris la nouvelle : Ménélas a pris la ville de Dardanos et revient à la maison. »

— Euripide, — poursuivit mon hôte illustre, — est venu en ce monde quinze années seulement après Sophocle, et il l'a précédé dans la tombe d'une année. Durant plus d'un demi-siècle il a été son émule dans les concours. Ils appartiennent donc à la même génération d'hommes, et cependant auprès de ce cadet, qui est son cadet de si peu, Sophocle fait figure d'ancien. Euripide est au bois sacré, comme d'autres dans la politique, un inventeur, un amateur de choses nouvelles. Les Grecs mes ancêtres se méfiaient par principe des novateurs. J'ai certes hérité d'eux cette prudence et ne veux point me libérer de leur tradition : comment donc se fait-il que les prestiges d'Euripide me séduisent? C'est qu'il a gardé jusqu'à son dernier jour et jusqu'à sa dernière œuvre, en même temps que toutes les témérités, toutes les grâces de la jeunesse. Je fais mes réserves, mais je n'avance guère de les faire : je cède toujours à son empire. Ses défauts me sautent aux yeux... je me demande si ce n'est pas à l'attrait de ses défauts que je suis le moins capable de résister.

» Ce que je lui reproche avant tout, ce que je voudrais lui reprocher, c'est d'avoir ruiné la religion qui était jusqu'à lui le solide fondement de la tragédie. Euripide est un libertin, qui feint de croire au pouvoir aveugle et absolu de la fatalité, parce que sans l'aide de ce postulat il serait bien impossible à un auteur dramatique de bâtir et de faire tenir une pièce, mais qui n'y croit que sur la scène, et ni plus ni moins qu'aux autres conventions du théâtre. Il ne croit pas davantage aux douze grands dieux; quant aux divinités secondaires, ce n'est même pas la peine d'en parler. Il les traite avec une familiarité qui choque au plus haut point.

» Vous vous demanderez, ô enfants, pourquoi, plus païen que les païens eux-mêmes, je prends ainsi les intérêts d'une religion que je sais vaine. C'est que le sentiment religieux garde sa valeur même quand il s'attache à des objets qui le déçoivent, et la piété, même envers les faux dieux, demeure la plus haute des vertus. Je me sens moins éloigné de ceux qui croient à Zeus ou à Pallas Athèna que de ceux qui ne croient

à rien... Hélas! qu'il est difficile de pénétrer les secrets de sa propre conscience! Voici maintenant que je doute si une dangereuse sympathie pour ces dieux qui ont inspiré tant de poètes et tant d'artistes n'est pas la véritable, la seule cause de ma révérence attardée à leur égard. Ce soupçon sur moi-même ne m'aidera point à lever les scrupules qui m'empêchent, toutes les fois que je me laisse aller à goûter le charme trop humain, le charme impie, peut-être sacrilège, d'Euripide.

» Mais ce charme, ô enfants, est-il aussi certain qu'il me plaît de me le persuader? Dans l'instant même qu'il m'enchante, j'ai obscurément le sentiment qu'il me dupe. Euripide me procure par quelques détails de réalité familière une sorte d'illusion que j'appellerais volontiers trompe-l'œil; mais est-il vrai dans la mesure où il est réaliste, ou, à rebours, en raison inverse de son réalisme? Je serais tenté de le croire, car je me sens plus près de ses créatures que de celles d'Eschyle ou de Sophocle; mais quand je réussis à vaincre ses prestiges, je me reconnais, je reconnais mon humanité fraternelle chez les héros les plus transfigurés des deux premiers tragiques, au lieu que ceux d'Euripide ne me semblent plus que des marionnettes, d'ailleurs admirablement fabriquées.

» Leurs caractères n'ont plus cette conséquence artificielle qu'on prétend que la loi du théâtre exige; mais aussi n'ont-ils point celle que la nature comporte et que l'on finit toujours par apercevoir, en dépit des sautes d'humeur et de l'incohérence des faibles mortels. Euripide a eu le mérite d'en prendre à son aise avec des règles arbitraires; mais il a eu le tort d'en prendre encore plus à son aise avec la science de l'âme.

» Il ne respecte pas davantage la lettre des mythes ou des légendes qu'il a élus pour sujet de ses fables et je n'aurais pas le courage de l'en blâmer, s'il ne les modifiait que pour les enrichir de plus de substance et leur donner un sens plus profond; mais il n'a fait qu'y ajouter des péripéties de roman qui en altèrent la signification et la physionomie, sans autre compensation que d'amuser le public. Enfin, il vise toujours à l'effet, et il est le plus pathétique des trois grands maîtres du genre; mais le pathétique n'est point la passion, et je doute que l'on se puisse purger de celles dont on est gêné, rien que par le spectacle et par l'exemple de celles qu'Euripide

nous présente sur la scène, selon la médecine peut-être chimérique d'Aristote.

» Mais qu'ai-je parlé de genre? Le mot est imprudent lorsque l'on s'entretient d'Euripide; car il nous rappelle trop que l'auteur d'*Alceste* a commis la suprême irrévérence d'introduire la confusion dans ce genre de la tragédie qui était jusqu'à lui l'un des plus tranchés. Une coutume, qui nous paraît aujourd'hui singulière, voulait, comme je vous l'ai enseigné, qu'après trois pièces destinées à émouvoir la terreur, un drame satyrique destiné à exciter le rire achevât la tétralogie; mais les auteurs dociles aux traditions réservaient pour cette œuvre dernière leur verve impatiente et eussent fait conscience de mêler à la sévérité de Melpomène les légèretés de Thalie. Euripide n'a point de ces scrupules et, dans *Alceste* précisément, il nous montre un mari de comédie et un Héraklès de farce. On est surpris de voir tout ce qu'il y a déjà de Ménandre dans Euripide; si je ne dis point « ce qu'il y a déjà d'Aristophane », c'est pour ne pas irriter l'ombre de celui qui nous a laissé *Lysistrata* et les *Oiseaux*; car il haïssait mortellement le poète d'*Andromaque* et d'*Hippolyte couronné*; ou il croyait le haïr, mais il lui ressemblait aussi, ne fût-ce que par le lyrisme de ses chœurs merveilleux. Ceux des *Nuées* sont d'un rythme si parfait, d'une imagination si diaprée qu'ils me feraient presque pardonner au « faiseur de comédies » ses attaques abominables contre le divin Socrate.

Je ne suis pas si novice en rhétorique d'ignorer ce que c'est qu'une transition; celle-ci me parut ingénieuse, mais un peu brusque; car nous venions de passer en moins d'un instant de la tragédie à la comédie, et il ne semblait pas que nous dussions rebrousser chemin.

ABEL HERMANT

(*La fin dans le prochain numéro.*)

JUDAÏSME ET SOCIALISME

HENRI HEINE, KARL MARX ET LE JUDAÏSME

Notre collaborateur, M. le rabbin Liber, à la suite de la publication des articles de Salluste *sur* Henri Heine et Karl Marx *nous a adressé l'étude qu'on va lire. La* Revue de Paris *qui n'a que le souci de faire la lumière sur les points controversés de l'histoire accueille bien volontiers la communication de M. Liber, à laquelle Salluste répondra lui-même dans le prochain numéro* (N. D. L. R.).

En une série d'articles dont la *Revue de Paris* a commencé la publication dans son numéro du 1er juin 1928, Salluste a prétendu établir, sous couleur d'éclairer « les origines secrètes du bolchevisme » : 1° que Karl Marx, le chef de la première Internationale, a tiré « les inspirations et l'aide matérielle qui lui permirent de formuler le programme de communisme et de le propager dans le monde » d'une « force occulte[1] »; 2° que l'association secrète en question était l'*Union des Juifs pour la civilisation et la science*; 3° que l'intermédiaire entre cette Union et Karl Marx ne fut autre que le poète Henri Heine, correspondant à Paris de ladite Union.

Si invraisemblables qu'elles soient à première vue, il importe de soumettre à un examen critique ces assertions sensationnelles.

1. A moins d'indications contraires, les citations entre guillemets sont tirées de l'article de Salluste.

I

LA SOCIÉTÉ POUR LA CIVILISATION ET LA SCIENCE DES JUIFS

La Société visée par Salluste a effectivement existé et elle est bien connue des historiens du judaïsme. Ses statuts et ses travaux ont été publiés; bref, elle n'a rien d'occulte[1]. Seulement Salluste (ou son informateur) en a altéré le caractère et jusqu'au titre. Elle s'appelait non point « Union des Juifs pour la Civilisation et la Science », mais « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs », en allemand *Verein für Kultur und Wissenschaft der Juden.* D'un mot mis en sa place apprenez la valeur : l'association mise si inopinément en cause n'était pas une « société des Juifs pour la civilisation et la science », mais une « société pour la civilisation et la science des Juifs », c'est-à-dire qu'elle avait pour but non pas de propager parmi les chrétiens je ne sais quelle civilisation ou science juive, mais de propager parmi les Juifs la science et la civilisation, en somme la culture moderne. Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance de la distinction. C'est si peu la même chose que c'est plutôt le contraire.

Mais il ne sera pas inutile, puisqu'aussi bien la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » intéresse l'histoire du judaïsme moderne — du judaïsme réintégré dans la société d'où il était exclu depuis des siècles — d'expliquer la genèse et le but de cette association, fondée à Berlin, le 7 novembre 1819.

Les Juifs de Prusse traversaient alors une crise politique et morale. La Révolution et même Napoléon avaient fait luire en Allemagne l'espoir de la libération. Sous l'influence française, plusieurs États allemands avaient reconnu plus ou moins libéralement les droits des Juifs. Même la Prusse, se rajeu-

1. Sur cette société et sur Léopold Zunz, voir Ad. Strodtmann, *H. Heine's Leben und Werke*, t. I (3e édition, 1884), p. 275-335; la notice de D. Kaufmann sur Zunz dans l'*Allgemeine Deutsche Biographie*, t. XLIV, p. 490 et suiv., ainsi que les historiens du judaïsme moderne, Graetz, M. Philippson et S. Dubnow.

nissant au lendemain d'Iéna, avait à moitié émancipé ses habitants juifs et ceux-ci avaient combattu avec une ardeur patriotique à Waterloo. Mais la réaction européenne qui suivit la chute de Napoléon commença par s'en prendre aux Juifs; la politique réaliste de la Sainte-Alliance et l'engouement romantique pour le moyen âge germanique conspiraient pour écarter les Juifs de l'État et de la société; des troubles antijuifs éclatèrent même en août 1819 dans plusieurs villes. Les Juifs cultivés, ceux qui avaient déjà goûté aux fruits de la civilisation, étaient désorientés; beaucoup se faisaient baptiser pour échapper à leur fausse position : le certificat de baptême leur servait de « billet d'entrée pour la culture européenne », suivant le mot de Heine, qui devait lui-même être entraîné par le courant. Quant aux classes populaires, puisque l'État chrétien s'en désintéressait, elles risquaient d'être rejetées dans l'ignorance et la superstition d'où Mendelssohn et ses disciples avaient commencé à les tirer.

C'est alors qu'un petit groupe de Juifs berlinois résolut de sauver la situation en ralliant autour du judaïsme les forces qui allaient se perdant, de réveiller parmi l'élite les sentiments de fidélité et de dignité, et de lui assigner comme mission la tâche de répandre parmi les coreligionnaires moins favorisés la civilisation moderne et les connaissances utiles. Il s'agissait, en somme, comme l'expliquent les statuts, de réformer le judaïsme pour mettre « en harmonie les Juifs avec le temps et les États dans lesquels ils vivent ». Rien, absolument rien ne permet d'affirmer que la société poursuivait un but occulte, opposé à celui-ci, et qu'elle « visait surtout à faire pénétrer dans la civilisation issue du christianisme des idées spécifiquement juives qui en provoqueraient peu à peu la dissolution ». Bien loin de vouloir introduire dans la chrétienté les idées soi-disant subversives du judaïsme, les fondateurs de la société rêvaient de régénérer le judaïsme au contact de la civilisation issue du christianisme (ou plutôt associée à lui).

Tout ce que nous savons de ces fondateurs — et ce ne sont pas des inconnus — exclut l'hypothèse d'une activité révo-

lutionnaire ou non, secrète. Le président, Édouard Gans (1727-1839), était un juriste tout féru de Hegel; sa science du judaïsme était plutôt médiocre et il connaissait mieux le droit romain que le droit talmudique.

Par contre, Léopold Zunz (1794-1886) est un des plus grands savants juifs; il est le fondateur de la science du judaïsme. Érudit impeccable, critique perspicace, écrivain substantiel et nerveux, il avait un esprit fier et susceptible, un caractère hautain et ombrageux, qui l'écartaient des agitations politiques. Hébraïsant et prédicateur, s'il « fut amené à renoncer par deux fois aux fonctions de rabbin à Berlin (1822), puis à Prague (1835) », ce ne fut pas à cause de je ne sais quelles idées particulières, comme l'insinue Salluste, mais uniquement parce qu'il était trop fier pour accepter certaines compromissions. Il s'en est expliqué dans une lettre intime écrite à Prague et publiée après sa mort[1] : « Mes opinions et mes principes s'accordent mal avec l'état politique et religieux des gens d'ici. Il vaut mieux que je m'en aille. Je ne saurais me soumettre à MM. les rabbins et administrateurs de la communauté. Je puis employer mon temps plus utilement qu'à jouer la comédie ».

Si Zunz ne se mêla pas à la politique active, nous connaissons ses idées par quelques discours et conférences qu'il fit dans des sociétés populaires ou dans des réunions électorales entre 1848 et 1865 (aucune trace d'activité politique avant cette date et cela se comprend : c'est la Révolution de 1848 qui a « donné de l'air » aux Juifs allemands)[2].

Pour lui, l'avenir est à la liberté et à l'amour. La loi doit reposer sur la volonté nationale; l'ordre, sur l'obéissance volontaire. Les droits de l'homme sont indépendants de toute secte et de toute classe; aucune classe ne saurait avoir plus de droits qu'une autre. L'État doit être démocratique : la liberté n'est possible que dans l'égalité de tous les citoyens; il n'existe pas de riches et de pauvres : il n'y a que des hommes. L'État doit être fondé sur le droit; le progrès, la liberté et la vérité doivent être le corps et l'esprit de la Constitution. L'Église et l'armée ne doivent pas être des corps privilégiés (nous sommes en Prusse) si l'on tient à la liberté et à la Constitution;

1. *Briefwechsel zwischen Heimann Michael und Leopold Zunz*, éd. A Berliner (Francfort, 1907), p. 39.
2. Voir *Gesammelte Schriften*, t. I (Berlin, 1875), p. 301 et suiv.

tout individu doit être considéré à la fois comme un homme, comme un travailleur et comme un citoyen; le commerçant est aussi un producteur — le commerce est un instrument de progrès. — Si le progrès n'était pas contrecarré par les situations acquises, l'intérêt et la passion, les révolutions se feraient sans heurt, mais puisque la lutte est une loi de l'évolution, la Révolution de 89 devra s'étendre au monde entier pour assurer la liberté de penser et de parler, la liberté de la presse et la liberté d'association, ainsi que la liberté religieuse. Quand l'État fondé sur le droit sera ainsi instauré dans toute l'Europe, « la Révolution » sera close; le droit et l'autorité régneront à la fois; la démocratie sera victorieuse.

Ces idées, que nous avons résumées par des citations littérales, ne sont assurément pas très originales : ce sont celles d'une « vieille barbe de 48 ». Mais elles sont à l'antipode de celles de Karl Marx et l'idée même d'une lutte de classes, dénouée par une révolution sociale, est étrangère à Zunz au moment même où les communistes propagent l'idée d'une Association internationale des Travailleurs. Et voilà « l'inspirateur de Karl Marx »[1].

Mais si Zunz n'a pas passé son temps à inspirer « néo-messianistes » et socialistes, qu'a-t-il donc fait au cours de sa longue existence? Je l'ai déjà dit : il a créé la science moderne du judaïsme. Il a vécu pour elle; elle a été, suivant ses propres expressions, sa consolation et son soutien. Avec une application de bénédictin, avec la longue patience du génie scientifique, il a exploré l'immense littérature juive, imprimée et manuscrite, pour en tirer ses travaux fondamentaux sur l'histoire de la prédication chez les Juifs (1832), sur les rabbins français, allemands et provençaux du moyen âge (1845), sur la poésie synagogale (1855), les rites de la Synagogue (1859) et les poètes liturgiques (1865). En marge de ces livres, plus de cinquante mémoires et notices ont été

1. Zunz a été en relations avec des hommes politiques allemands, comme Varnhagen et Guillaume de Humboldt, mais jamais avec des socialistes. Salluste avance qu'il « prit contact » avec le révolutionnaire russe Alexandre Herzen, lequel serait fils « d'une mère juive allemande ». Deux erreurs. La mère juive de Herzen est une invention des antisémites russes : cette mère s'appelait Henriette-Wilhelmine-Luise Haag; elle était chrétienne et wurtembergeoise. (Voir Lemké, *Œuvres complètes de A.-J. Herzen*, t. I [Saint-Pétersbourg, 1909], p. 4). D'autre part, j'ai fait faire, à Berlin, des recherches dans le journal où Zunz consignait avec la plus grande minutie toutes les visites qu'il recevait : aucune mention de Herzen dans les années 1846-47.

réunis en trois volumes (1875-1876). Mais déjà sa joie de travailler étant tombée, à la suite de la mort de sa femme, comme un chêne frappé de la foudre, il resta encore dix ans debout, mais sans porter de fruits. Une telle vie, une telle activité sont insoupçonnables.

Le troisième créateur de la société berlinoise, Moïse Moser (1796-1838), était comptable et fondé de pouvoirs dans une banque; il s'intéressait à la philosophie et aux mathématiques. C'était une nature noble et réservée, qu'effarouchait l'agitation de la vie publique. Il comprit et estima pourtant Heine, qui avait un tout autre caractère et qui l'a appelé « l'édition de luxe correcte d'un homme véritable, l'homme de la liberté et de la vertu, l'épilogue vivant de Nathan le Sage ».

Ce fut Moser qui introduisit, en août 1822, Heine dans la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs ». La société ayant organisé des cours, le jeune poète fut chargé d'enseigner l'histoire, la littérature, l'allemand et le français. Un de ses élèves a noté bien plus tard l'impression de ces leçons[1]. Heine enthousiasmait ses jeunes auditeurs en célébrant les exploits des Germains d'autrefois; il avait les larmes aux yeux en leur racontant les luttes d'Arminius contre les Romains. Il parlait rarement de politique et de religion; il déplorait qu'on ne trouvât de la tolérance envers les Juifs que chez quelques chrétiens vraiment généreux; pourtant le judaïsme repose sur ce principe : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même. » — Voilà l'enseignement donné à la société qui, d'après Salluste, a inspiré le communisme.

En dehors de cours pour la jeunesse et les adultes, la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » commença en 1822 à publier un organe, dont le rédacteur était Zunz. C'était la « Revue de la Science du judaïsme » (*Zeitschrift für die Wissenschaft des Judentums*). Il a paru de cet organe deux volumes (les fonds manquèrent pour continuer); voici la table des matières[2] :

1. Voir G. Karpeles, *Heinrich Heine* (Leipzig, 1899), p. 61 et suiv.
2. Cette Revue est à la Bibliothèque Nationale. Cote : 8° H. 19 665.

Sur la notion d'une science du judaïsme :
Législation romaine sur les Juifs;
Lettres sur la lecture de l'Écriture sainte, avec une traduction des chapitres VI et VII de Michée;
Leçons sur l'histoire des Juifs dans le nord de l'Europe et dans les pays slaves;
Sur les noms de lieux espagnols qui figurent dans la littérature juive;
Sur la croyance des Juifs à un futur Messie;
Salomon ben Isaac, surnommé Raschi (rabbin français du XIe siècle);
Compte rendu d'un ouvrage sur les droits civiques des Juifs;
Principes d'une future statistique des Juifs.

Le seul article qui puisse nous intéresser ici — et qui est d'ailleurs fort peu intéressant — est celui qui est consacré au messianisme. Il a pour auteur Lazarus Bendavid, un disciple de Mendelssohn. L'auteur s'efforce de montrer, pour répondre à l'orientaliste français Silvestre de Sacy, que la croyance à un Messie futur ne doit pas être considérée comme un élément essentiel de la religion juive et, conclut-il, « qu'on n'en veuille pas au Juif s'il trouve son Messie en ce que de bons princes l'ont mis sur le même pied que les autres citoyens et lui ont donné l'espoir d'obtenir tous les droits des citoyens en en remplissant tous les devoirs ». Ce « néo-messianisme » est plat et vraiment peu subversif.

L'organisation des cours et la publication de la Revue n'étaient pas les seuls objectifs de la société; elle se proposait encore de fonder des écoles normales, des académies, de favoriser l'exercice des métiers, des arts et de l'agriculture chez les Juifs, etc... Mais les ressources faisaient défaut à la Société. Celle-ci avait péniblement recruté à ses débuts 80 membres et la plupart des riches s'en tenaient à l'écart.

En 1823, Zunz publiait un appel de fonds à la fois découragé et fier[1]. L'appel ne fut pas entendu. En 1824, la dissolution de la Société fut prononcée. Ses membres se dispersèrent. Gans, peu après, se convertit et fut alors jugé digne d'occuper une chaire de droit à l'Université de Berlin. La liquidation de la Société n'enrichit pas Zunz : en 1832, le fondateur de la science juive était sans ressources et il solli-

1. Réimprimé dans ses *Gesammelte Schriften*, t. II (Berlin, 1876). p. 221.

citait avec insistance un emploi de 25 marks par semaine[1]. Quand à la Société, elle n'a plus jamais donné signe de vie... jusqu'à l'article de Salluste.

II

HENRI HEINE ET LE JUDAÏSME

Mais la trouvaille la plus admirable est celle de l'agent de liaison et de... paiements entre la société juive défunte en 1824 et l'organisation socialiste fondée en 1864; ce singulier fidéicommissaire serait Henri Heine.

Pauvre Heine! Le caractère, chez lui, n'était pas à la hauteur du talent et la vertu n'était pas son fort. Mais cette disgrâce posthume pouvait lui être épargnée : elle ne repose sur aucun fait authentique, elle est contraire à tout ce que l'on sait de l'homme, du juif, du penseur[2].

Poète, Henri Heine n'était pas désintéressé. Il est admis aujourd'hui que, pour vivre, il reçut des subsides du gouvernement de Louis-Philippe et même de la Cour autrichienne. S'il avait reçu, pour les transmettre, des fonds d'une société juive, il lui en serait resté quelque chose. Je ne sache point que les « courriers de Moscou » soient de pauvres hères. Or, Heine n'a jamais vécu dans l'abondance. C'est dire que le Pactole qui coulait de Berlin à Paris entre 1824 et 1864 ne passa pas chez lui.

Le mobile de l'intérêt étant écarté, peut-on expliquer par les idées de Heine sa prétendue collusion avec Karl Marx et la première Internationale? Quelles idées? Sa

1. Voir *Briefwechsel*, p. 3, et Kaufmann, article cité. L'agonie et la mort de la Société sont décrites avec amertume par Zunz dans une lettre à son ami Wohlwill (elle a été publiée par Strodtmann, I, 316-7).

2. Sur Henri Heine et le judaïsme, voir l'ouvrage d'Ad. Strodtmann déjà cité 2 vol. (3e édit., Hambourg, 1884); Gaetz, *Geschichte der Juden*, t. XI, p. 381 et suiv., et les travaux de G. Karpeles, notamment : *Heinrich Heine, Aus seinem Leben und aus seiner Zeit* (Leipzig, 1899). On trouvera les textes de Heine relatifs au judaïsme dans le recueil de Hugo Bieber, *Heinrich Heine : Confessio Judaica* (Berlin 1925). — De Karpeles s'est servi, en le nommant, L. Laloy, *Ecrits juifs de Henri Heine* (Paris, 1926); de Laloy s'est servi, sans le nommer, Salluste.

position vis-à-vis du judaïsme ou son attitude vis-à-vis du christianisme?

Pour Salluste, « le cas de ce fils d'Israël... est tout à fait caractéristique au point de vue néo-messianiste » et la preuve, n'est-ce pas, c'est que, même après sa conversion au protestantisme, il se retrouvait avec ses frères le soir « chez le rabbin Rintelsohn pour apprendre l'hébreu et le Talmud. » Imagination pure. Le « rabbin Rintelsohn » n'était pas un rabbin, mais un simple maître d'hébreu, qui donna des leçons aux enfants Heine; mais le jeune « Harry » était si occupé au lycée qu'il devait rester bien peu de temps pour les choses juives. Son cousin Hermann Schiff a peut-être exagéré en affirmant qu'il n'était même pas capable de dire les prières qu'on apprend aux enfants juifs; mais il est certain qu'il ne connaissait pas le Talmud ni, autant que je puis voir, aucun autre ouvrage de la littérature rabbinique en original (et les traductions en étaient fort rares à cette époque).

Il était déjà assez déjudaïsé et fort germanisé quand il fut attiré par Moser à la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs ». Il en fit partie pendant quelques mois, entrecoupés de voyages et d'autres travaux. En fut-il néanmoins « un des plus enthousiastes adeptes »? On ne le croirait guère à lire les épigrammes dont il a criblé les principaux membres de la Société. S'il est inexact de le représenter comme le « correspondant » et l' « ami » de Zunz, il est certain que ce fut dans le cercle de ce grand savant qu'il se frotta d'histoire et de littérature juive, non point pour alimenter une doctrine politique qu'il n'a jamais professée, mais pour corser sa poésie de thèmes lyriques et satiriques. La seule œuvre juive de quelque envergure qu'il conçut alors fut le *Rabbi de Bacharach* (1824); mais ce roman historique l'ennuya bientôt et il est resté inachevé.

Il en avait assez, du reste, d'être juif et, puisque « le judaïsme n'est pas une religion, mais un malheur », il se fit protestant en juin 1825. On imagine quels sentiments devait inspirer à un homme droit et fier comme Zunz l'apostasie de celui qui, en adhérant à sa Société, avait prêté serment de fidélité au judaïsme. Les Juifs, qui ne font pas de prosélytisme

depuis des siècles, éprouvent — on le leur pardonnera — du mépris à l'égard de ceux qui abandonnent le judaïsme encore persécuté pour embrasser la religion dominante. La postérité juive a pu se montrer indulgente et même quelque peu fière à l'égard de ce fils prodigue, qui n'est jamais retourné au bercail; les contemporains le tenaient à l'écart. Lui-même d'ailleurs continua à tourner le dos au judaïsme. Pendant son séjour à Paris, il ne fréquenta guère, en fait de Juifs, que des irréguliers comme Alexandre Weill. Il continua à vivre, en compagnie d'une catholique épousée à l'église, à l'écart de la communauté juive; il mourut (trente-deux ans après la Société de Berlin) en dehors de la Synagogue, et conformément à ses dernières volontés, ne fut pas inhumé dans le carré israélite du cimetière Montmartre. La « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » était bien mal représentée à Paris.

Si, dans les dernières années de sa vie, Henri Heine, sous le poids de la réflexion et l'aiguillon de la souffrance, manifesta des velléités de « retour à Jéhovah », il a toujours affecté un air de supériorité à l'égard du judaïsme, qui ne permettait pas de mener la grande vie ni de faire une belle carrière, et un souverain mépris envers les Juifs qui réussissent dans les affaires et ne sont pas tous des mécènes. Il n'est pas question de nier ce que son tempérament et son esprit doivent à son origine juive : elle ne l'a pas empêché de vilipender les Juifs et le judaïsme et on a pu écrire toute une brochure sur Henri Heine antisémite[1].

Voici au moins quelques textes édifiants :

Les Juifs sont ici (à Lunebourg, 1823) comme partout, des trafiquants crasseux et dégoûtants (Lettre à Moser).

Je suis convaincu qu'Israël n'a jamais donné d'argent sans qu'on lui ait arraché les dents de force comme au temps des Valois[2]. Il est prouvé qu'on trouve ça et là des exemples où la vanité a su ouvrir les poches des Juifs; mais alors leur libéralité était plus repoussante que leur ladrerie (*Lettres de Paris*).

1. Voir J. Staarstecher, *Henrich Heine der Antisemit und Nihilist* (Cologne, 1893).

2. Heine fait sans doute allusion à ce roi d'Angleterre qui, pour obliger un riche Juif à dévoiler sa cachette, lui fit arracher les dents une à une.

Alors sortit un peuple d'Égypte, patrie des crocodiles et des prêtres, et, en plus des maladies de peau et des vases volés, il apporta une prétendue religion positive, une prétendue église, une charpente de dogmes auxquels on devait croire et de cérémonies qu'on devait observer — le modèle de la future religion d'État. Alors naquit le « courtage humain », les convertisseurs, l'intolérance et toutes les saintes abominations qui ont coûté à l'humanité tant de sang et de larmes. Et toujours indestructible, ce peuple-momie qui erre sur la terre, enveloppé de ses langues antiques, fragment pétrifié d'histoire, fantôme qui, pour vivre, fait le commerce de billets et de vieux pantalons (*La ville de Lucques*).

Les sorties de ce genre contre tel juif qui a déplu à Heine, sont trop nombreuses pour être relevées. Même en faisant la part de l'ironie, des excès de langage et même d'un certain déséquilibre intellectuel, on est obligé de constater qu'on trouve chez ce « fils d'Israël » tout le vocabulaire antisémite.

Il est vrai qu'il a aussi raillé et honni le christianisme. Salluste en a conclu que, ennemi du christianisme, donc de la civilisation, Heine est en cela l'interprète du judaïsme. Mais, d'abord, la civilisation ne se confond pas avec le christianisme. La civilisation moderne est issue d'Athènes, de Rome et de Jérusalem à la fois et peut-être les éléments les plus civilisateurs du christianisme sont-ils ceux qu'il doit au judaïsme, son premier père. Henri Heine le savait bien, lui qui confondait dans ses diatribes le judaïsme avec le christianisme. Fils intellectuel de Gœthe et de Voltaire, bien plus que du judaïsme ancien ou moderne, Heine, au fond, est surtout un païen, doublé d'un anticlérical. Sa critique des Églises n'est pas inspirée par la Synagogue (qu'il mettait dans le même sac qu'elles), mais par les idées des philosophes du XVIIIe siècle. Ce n'est pas un juif qui a dit : « Écrasez l'infâme ! » Heine n'est ici ni l'élève du « rabbin » Rintelsohn, qui ne connaissait pas l'histoire, ni le fidèle de Zunz, qui ne combattait aucune religion; il est l'héritier de Voltaire et de Diderot, de Lessing et de Gœthe.

« Poète fourvoyé dans la politique », suivant l'expression de M. Henri Lichtenberger, Henri Heine se lança dans la

lutte des partis; mais s'il fut attiré au socialisme, il ne s'arrêta pas au communisme[1].

Venu en France au lendemain de la Révolution de Juillet, sans doctrine bien arrêtée — Zunz avait oublié de lui donner ce viatique, — il fut séduit par le saint-simonisme, qui jouissait alors d'une certaine vogue, et il comprit que les problèmes économiques et sociaux primaient la question purement politique. Encore est-il que l'idéal plutôt utopique de la religion saint-simonienne captiva le poète romanesque au moins autant que ses réalisations sociales. En tout cas, son socialisme d'alors n'a rien de violent. « Il répudie, écrit M. Lichtenberger, tout appel à la force; il proclame bien haut qu'il ne songe pas à faire de l'agitation politique, ni à révolutionner les masses. Enfin et surtout, il se refuse absolument à s'inféoder à un parti politique quelconque... Il souhaite le triomphe d'une religion et non pas du tout la conquête du pouvoir par telle ou telle fraction de ses compatriotes ». Karl Marx pensera et parlera différemment.

Marx, qui le rejoignit à Paris en 1843, semble avoir exercé alors, avec son tempérament autoritaire et impérieux, une certaine influence sur notre révolutionnaire idéaliste. Heine se laisse entraîner dans la lutte contre les pouvoirs établis, et « pour combattre la réaction piétiste et féodale qui se déchaînait en Prusse, il n'hésite plus à marcher la main dans la main avec les plus redoutables révolutionnaires » (Lichtenberger). Mais, le gouvernement de Guizot s'étant décidé à poursuivre les réfugiés allemands qui faisaient cette propagande, Heine se rendit à la raison et son exaltation belliqueuse se calma (1845).

Le communisme, d'ailleurs, lui faisait déjà peur. « Vers 1842, avant d'avoir connu Marx et Lassalle, à un moment où la propagande socialiste en Allemagne se réduisait encore à fort peu de chose, il dénonçait à ses compatriotes les progrès menaçants du communisme. » M. Lichtenberger, à qui

1. Sur les idées politiques de Heine, voir l'excellent ouvrage de M. Henri Lichtenberger, *Henri Heine penseur* (Paris, 1905). Sur ses rapports avec le socialisme allemand, voir aussi Mehring, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie* (Stuttgart, 1898).

nous empruntons cette nouvelle citation, précise les pronostics de Heine, d'après sa correspondance :

La lutte future ne sera plus politique, mais sociale. On ne se battra plus pour la forme du gouvernement, ni au nom d'un principe — pour la liberté ou pour l'égalité — mais la grande masse des déshérités se soulèvera contre les riches, les heureux de la vie, et réclamera sa part de bonheur terrestre... Les socialistes sont les génies des ténèbres, les monstres redoutables qui dévoreront la société contemporaine... Et l'imagination de Heine entrevoit dans les brumes de l'avenir une suite de combats gigantesques : guerre d'extermination entre l'Allemagne et la France, guerre européenne aboutissant à une révolte générale des prolétaires — duel à mort entre les déshérités de la fortune et l'aristocratie de la possession, — jusqu'au jour « où il n'y aura plus qu'un seul berger et un seul troupeau, un berger libre avec une houlette de fer et un troupeau d'hommes également tondus, également bêlants ».

Marx prévoira aussi — et préparera — cette révolution sociale, mais avec d'autres sentiments. Car quelle est, envers le « péril communiste » (en 1842, c'était encore un péril), l'attitude de celui que Salluste appelle sans ironie le « premier chef du communisme »?

Ce règne du communisme, dénouement de la grande tragédie sociale qui se prépare en Europe, est-il souhaitable? Heine ne peut se défendre, en face de cette perspective, d'un sentiment de crainte et de répulsion. Il est revenu de son optimisme saint-simonien; il ne croit plus à l'avènement de cette démocratie de dieux terrestres que devait engendrer le développement de l'industrialisme. Ses vues d'avenir deviennent de plus en plus pessimistes. Le triomphe des prolétaires ne saurait être que de courte durée, « parce qu'en proie à une passion aveugle pour l'égalité, ils détruiraient tout ce qui est beau et sublime sur cette terre, et exerceraient surtout contre l'art et les sciences leurs fureurs sacrilèges »; il est donc, à n'en pas douter, une menace pour la civilisation européenne.

Enfin, dans les dernières années de sa vie, Heine s'écarte de plus en plus des socialistes de l'école de Marx; la démocratie lui fait presque horreur. « Un démocrate enragé de mon pays, raconte-t-il, me dit un jour qu'il tiendrait sa main sur le feu pour la purifier, s'il avait le malheur de toucher celle d'un roi; moi, je répondis que si Sa Majesté le peuple avait serré ma main, je la laverais ». C'est avec effroi, avec angoisse qu'il songe à la montée de la foule; il coupe les

ailes à son idéal politique, tandis que, par ailleurs, le sentiment religieux se réveille chez lui. Quand il mourut, en 1856, qu'il était donc loin de Marx!

Saint-Simonien à partir de 1831, socialiste et même révolutionnaire, mais non communiste dans les années suivantes, Henri Heine freina dès 1844 pour faire machine en arrière à partir de 1849. Cette évolution, qui n'est due à aucune influence du judaïsme en général et de Zunz en particulier, aboutit, en fin de compte, à l'éloigner du socialisme révolutionnaire et communiste. Ce tribun manqué est devenu chez Salluste un prophète et un apôtre de la première Internationale fondée huit ans après sa mort. Avec son esprit mordant, Heine en aurait fait une parodie.

Et ce prophète n'aurait pas pu garder son sérieux si on lui avait prédit que la date de son passage du Rhin, le 1er mai 1831, deviendrait « la fête du prolétariat mondial ». Est-il nécessaire de rappeler l'origine du 1er mai? En 1886, à Chicago, une partie des ouvriers avaient décidé de se mettre en grève à partir du 1er mai pour revendiquer la journée de huit heures. Les anarchistes s'en étant mêlés, une bagarre éclata, le 3 mai, entre les grévistes et la police. Le lendemain, une bombe tua sept policiers en en blessa soixante. Huit individus furent traduits devant le jury; sept furent condamnés à mort. Cette affaire eut un grand retentissement aux États-Unis, et, en mémoire de ces tragiques événements, les socialistes américains choisirent le 1er mai comme un jour de manifestation en faveur de la journée de huit heures. Trois ans plus tard, le Congrès de l'Internationale, réuni à Paris, décida d'organiser le 1er mai 1890 une manifestation internationale. Heine n'y fut naturellement pour rien. Et Engels (qui n'était pas son ami et qui n'était pas juif) y fut pour si peu que les social-démocrates allemands mirent beaucoup de mauvaise volonté à organiser le 1er mai[1].

1. Je renvoie, pour abréger, au *Handbuch des Socialismus* (Zurich, 1894 et suiv.) articles « Amerika » et « Maifeier ». A ce propos, je remarque que Heine n'a même pas d'article dans cette Encyclopédie socialiste, pourtant complète et consciencieuse. — Quant à Engels, ses « origines israélites » sont imaginaires. Il était si peu « d'une famille anciennement rabbinique de Barmen » (*sic*) que cette ville

III

KARL MARX ET LE JUDAISME

De quelque côté qu'on envisage les idées de Heine et son activité, il est impossible de reconnaître en lui un délégué de la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » et un fourrier de la première Internationale. Il est vrai qu'il a fréquenté en 1844 Karl Marx et qu'il a même collaboré avec lui pendant quelques mois. Mais s'il s'est rencontré alors avec lui, il ne l'a pas suivi; il ne lui ressemble guère et, si quelque chose les unissait, ce n'était certes pas le judaïsme. — le judaïsme des rabbins ou des « néo-messiamistes », du « rabbi de Bacharach » ou de Léopold Zunz.

A quoi se réduit, en effet, le judaïsme de Karl Marx? A ce que son père, qui était effectivement d'une famille de rabbins[1], se convertît au protestantisme en 1824 — tiens : l'année de la disparition de la Société pour la Civilisation et la Science des Juifs! — Son fils avait exactement six ans, pas même dix, comme l'affirme Salluste. C'est assez : Marx et le marxisme appartiennent à la Synagogue. Je ne sais pas ce que les chrétiens pensent de cette théorie « raciste » et pourquoi leurs églises cherchent alors des Juifs à convertir. Mais, comme israélite, je réponds : Le judaïsme veut être jugé sur ses fidèles, non sur ses renégats. Tient-on le christianisme et la chrétienté — la foi et la société chrétienne — pour responsables de Voltaire ou de Sébastien Faure (je m'excuse de rapprocher les noms de ces deux ennemis de l'Église)? Ou bien, si l'on ne veut pas être juste, qu'on soit complet au moins. Pourquoi Henri Heine et Karl Marx seulement? Pourquoi pas Disraëli, qui a renforcé le parti conservateur anglais et l'impérialisme britannique? Pourquoi pas Stahl, qui a établi la doctrine du parti « chrétien-

de Westphalie n'avait pas encore de communauté israélite dans la première partie du XIXe siècle!

1. Sur les ascendants de Karl Marx, on trouvera une étude généalogique de B. Wachstein dans les *Mélanges Simonsen* (Copenhague, 1922).

social », le plus solide rempart des conservateurs contre le socialisme[1]?

Mais Salluste sait que le père de Karl Marx avait fait « une importante fortune dans le commerce » (comme tout juif, n'est-ce pas?) et que, « pour obtenir d'être chargé de certaines fournitures à l'État prussien, qui n'étaient pas accordées aux Juifs, il s'était officiellement converti au protestantisme *sans-cesser pour cela de pratiquer la religion juive au foyer familial* ». La vérité est que le père de Karl Marx était avocat et, s'il était parvenu, par son travail, à se créer une situation aisée, il n'a jamais su « faire de l'argent ». Il se convertit avec tous les siens, parce qu'il voulait améliorer sa situation sociale en se débarrassant du judaïsme et qu'il appartenait à ces Juifs « éclairés » dont les idées voltairiennes avaient ruiné les croyances. Il « s'assimila » au point de se considérer comme un bon Prussien et de commander à son fils une ode sur la chute de Napoléon et la victoire de la Prusse. « Karl ne suivit pas le conseil de son père; mais il lui resta de cette époque jusqu'à sa mort un préjugé antisémite; il considérait presque tous les Juifs comme des mendiants ou des mercantis »[2].

C'est dans cette famille si complètement déjudaïsée que « l'enfance du jeune Karl Marx fut bercée par les récits traditionnels de sa race... d'où le jeune israélite devait surtout retenir l'idée d'une immense expropriation, coïncidant avec le triomphe de sa race ». Ces « récits » traditionnels sont, au vrai, de vagues textes sans autorité sur les merveilles de l'époque messianique, textes que des rabbins du Talmud imaginaient pour consoler leurs auditeurs des tristesses du présent et que les Juifs modernes ne connaissent que par les manuels antisémites. Jamais aucun rabbin, aucun juif n'a

1. Frédéric-Jules Stahl (1802-1861), fils d'un juif bavarois, se convertit au luthérianisme, devint professeur de droit à l'Université de Berlin, auteur de la « Philosophie du Droit » et de l' « État chrétien ».

2. Voir Max Beer, *Karl Marx, sa vie, son œuvre*, traduit de l'allemand par Marcel Ollivier (Paris, 1926). Cette étude, malgré le ton apologétique et la forme populaire, est basée sur les meilleures sources. Salluste aurait gagné à la consulter, au lieu de se servir des conférences du professeur D. Riazanov sur *Marx et Engels* (Paris, aux Editions sociales internationales), qui constituent une œuvre de propagande bolchevique. L'ouvrage tout récent d'Otto Rühle, *Karl Marx, Leben und Werk* m'est inaccessible.

songé à confondre ces hyperboles avec la réalité et à les prendre pour des règles. Saint Thomas d'Aquin a pu justifier l'expropriation des Juifs par les seigneurs chrétiens; aucun rabbin du XIIIe siècle n'a autorisé ses fidèles à « exproprier » un chrétien par violence ou par ruse. Personne n'accusera le docteur angélique d'avoir légitimé les atteintes à la propriété; personne, non plus, n'a le droit d'imputer aux rabbins, aux autorités religieuses du judaïsme, des théories subversives qui leur auraient fait horreur[1].

Karl Marx, baptisé à six ans, n'a pas été à l'école des rabbins, mais des régents du « gymnase » de Trèves, puis des professeurs des Universités de Bonn et de Berlin. Ni ici ni là les Juifs n'avaient le droit d'enseigner. Bien que converti et fils de converti, Marx abandonna tout espoir d'une carrière universitaire. Il se lança dans le journalisme et la politique, se mit à étudier l'économie politique et le socialisme. En 1842, se réunissait à Strasbourg un Congrès de savants français et allemands, qui discutèrent les théories socialistes. L'année suivante, Karl Marx arrive à Paris, amené non pas par la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » — l'hypothèse n'est pas recevable — mais poussé par le désir de propager dans un milieu favorable les idées socialistes et communistes qu'il élabore alors.

Cette doctrine n'a rien, mais absolument rien de commun avec je ne sais quel « néo-messianisme » qui aurait transformé « les vieux textes rabbiniques » (il s'agit de quelques versets d'Isaïe et des Psaumes!) en une théorie sur la « supériorité » de la « race élue », destinée à « vaincre le monde et le ployer sous son joug ». J'affirme qu'*il n'existe aucun texte authentique de ce genre dans toute la littérature juive du* XIXe *siècle.* Salluste cite seulement une lettre, assez impressionnante pour les novices, du « néo-messianiste » Baruch Lévy à Karl Marx. Qui est ce Baruch Lévy? D'où est tiré ce texte? Mystère. Jusqu'à preuve du contraire, je tiens cette lettre pour

1. Le texte de Thomas d'Aquin est dans sa consultation à la duchesse de Brabant sur le statut des Juifs (*Opera*, XVI, 292). Les textes rabbiniques sur le respect de la propriété sont réunis par D. Hoffmann, *Der Schulchan-Aruch und die Rabbinen über das Verhältniss der Juden zu Andersgläubigen* (3e édit., Berlin, 1894).

un faux. Que le lecteur ne se récrie pas. Il existe, dans la littérature antisémitique, toute une série de fausses lettres du même ton, fabriquées dans des officines plus ou moins clandestines, sans parler des « Protocoles des Sages de Sion », cette forgerie de policiers tsaristes dont l'origine a été définitivement démasquée[1].

Ce n'était donc pas un message de Zunz que Karl Marx apportait à Paris! Il devait s'y rencontrer avec Henri Heine, son coreligionnaire... politique, alors lancé, lui aussi, dans le mouvement révolutionnaire. Tous deux collaborent aux éphémères « Annales franco-allemandes » (*Deutsch-Französische Jahrbücher*), fondées par Arnold Rüge en 1844 pour faire suite à ses *Deutsche Jahrbücher*, interdits en Prusse l'année précédente. Marx publia deux articles dans cette revue. L'un d'eux est justement consacré à la question juive; il mérite de nous arrêter[2].

Le théologien allemand Bruno Bauer avait soutenu que les Juifs ne pouvaient pas obtenir les droits de citoyens dans un État chrétien. Marx lui répond en transportant la question du domaine religieux dans le domaine économique.

Considérons, dit-il, le vrai juif laïque, non pas le juif du sabbat, comme fait Bauer, mais le juif de tous les jours. Ne cherchons pas le secret du juif dans sa religion, mais le secret de la religion dans le vrai juif. Quel est le fondement laïque du judaïsme? Le besoin pratique, l'intérêt. Quel est le culte laïque du judaïsme? Le trafic. Quel est son dieu laïque? L'argent. Eh bien, s'émanciper du trafic et de l'argent, disons : du judaïsme pratique et réel, ce serait là l'auto-émancipation de notre temps. Une organisation de la société qui supprimerait les prémisses du trafic et donc la possibilité du trafic aurait rendu le juif impossible.

... Par le juif et sans lui, l'argent est devenu la puissance du monde et l'esprit pratique du juif, l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés en ce sens que les Chrétiens sont devenus des Juifs... Le Dieu des Juifs est devenu le dieu du monde; la lettre de change est le vrai Dieu du juif...

La nationalité chimérique du juif est la nationalité du commer-

1. Voir Lucien Wolf, *The Jewish Bogey* (Londres, 1920), la revue *Paix et Droit*, septembre 1921, et la revue *La Terre wallonne*, 15 novembre 1921 (article de R. P. Pierre Charles, de la Société de Jésus).

2. Il a été reproduit dans la publication *Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx* (Stuttgart, 1902), I, 405 et suiv.

çant, de l'homme d'argent... Émanciper socialement le juif, c'est émanciper la société du judaïsme.

N'insistons pas sur la dialectique du morceau, ni même sur le ton supérieur et méprisant que Marx prend vis-à-vis de sa « race élue ». On conviendra que cette élimination du judaïsme n'a rien de commun avec le messianisme ou le « néo-messianisme ». Ce n'est pas sans raison qu'on a parlé de l'antisémitisme foncier de Karl Marx[1]. Si c'est Zunz (encore vivant) et sa société (déjà morte) qui ont « adressé » Marx à Heine et fourni des subsides au fondateur de l'Internationale, on avouera qu'ils n'en ont pas eu pour leur argent.

Marx ne s'est occupé du judaïsme que cette seule fois, provoqué en quelque sorte par Bauer et par le désir d'appliquer au « cas » juif ses théories sur le rôle du capital-argent dans l'évolution de la société économique. Il ne comprenait rien à l'esprit du judaïsme. Bernard Lazare ne le connaissait pas encore, cet esprit, quand, dans son livre sur *L'antisémitisme* (1894), il fit honneur aux talmudistes et aux rabbins dont descendait Marx la logique et la lucidité (?) de l'auteur du *Capital*. Ce grand ouvrage — qu'il ne faut pas sous-estimer — ne doit rien au Talmud ni sous le rapport de la forme — la dialectique du Talmud est toute différente — ni sous le rapport de la doctrine. Qu'on songe seulement au rôle du commerce chez les Juifs et au caractère de la propriété dans le judaïsme. Le paragraphe sur l'évolution de la religion juive (au 1er volume) témoigne d'une ignorance qui serait excusable de la part d'un sociologue d'alors si elle n'était relevée par de la présomption. Toute l'histoire du judaïsme est d'ailleurs une protestation, sinon une réfutation du matérialisme historique et de la prédominance des « facteurs économiques » sur les facteurs spirituels. Enfin, le fameux *Manifeste communiste* de Marx et Engels est aussi étranger que possible au judaïsme, « néo-messianique » ou non; M. Charles Andler a démontré

1. S. M. Dubnow, *Die neueste Geschichte des Jüdischen Volkes* (Berlin, 1920), II, 508, renvoie à deux ouvrages en russe, qui me sont inaccessibles : Masaryk, *Les bases philosophiques et sociologiques du marxisme* (Moscou, 1900), et Bulgakow *Marx comme type religieux* (Saint-Pétersbourg, 1907).

combien ses auteurs sont pénétrés, quoi qu'ils en aient, des idées du socialisme français.

S'il ne doit pas au judaïsme ses doctrines, Karl Marx lui aurait-il pris son personnel? On trouve des juifs dans son entourage, non pas des « néo-messianistes », mais des juifs « émancipés » comme lui-même, c'est-à-dire déjudaïsés. Encore ne faut-il pas exagérer. Salluste dresse un état de cet « état-major israélite » :

Lassalle et Singer, en Allemagne;
Neumayer, Victor Adler et Libermann, en Autriche;
Fribourg, Léon Franckel et Haltmayer, en France;
James Cohen, au Danemark;
Dobrojanu Ghéréa, en Roumanie;
Kahn et Léon, aux États-Unis.

L'énumération paraît imposante. Elle le serait moins si elle était complétée par la liste des chefs socialistes d'origine chrétienne [1]. Elle le serait plus si... elle était tout à fait exacte. Ainsi Neumayer en Autriche et Haltmayer en France sont des inconnus (le premier nom a été porté par un maire *antisémite* de Vienne). — James Cohen a figuré au Congrès de la Ire Internationale à Londres (1871) comme délégué du Danemark; mais le parti socialiste danois a été fondé et organisé par les chrétiens Frederik Drejer, Harald Brix, Paul Geleff et Louis Pio. — Ghéréa (de son vrai nom Katz) est un écrivain socialiste en même temps que le plus grand critique littéraire de la Roumanie, un doctrinaire qui n'a pas pris une part active à la politique; anti-bolchevique depuis 1917, il est mort quelques années après. Il n'a pu connaître Karl Marx, car il était encore tout jeune à la mort de celui-ci. Le véritable organisateur du socialisme et du syndicalisme en Roumanie fut le chrétien Ioan Nadejde. — Tous ceux qui connaissent tant soit peu l'histoire du parti socialiste en France savent que Fribourg et Franckel (ce dernier venu de Hongrie) n'y ont joué qu'un rôle effacé [2]. — Kahn et Léon, aux États-

1. Par exemple, nous avons la liste nominative des membres du 4e Congrès de l'Internationale (Bâle, 1869) : sur 75 délégués nous trouvons 1 juif, l'Allemand Hess (auquel il faut *peut-être* ajouter l'Autrichien Neumayer).

2. Dans un autre passage de son article, Salluste parle des relations de Cré-

Unis, sont des noms passe-partout. Le parti socialiste américain a été créé et organisé par des Allemands et des Irlandais; le marxisme y fut propagé par Sorge; les quatre délégués de l'Amérique au Congrès de l'Internationale de la Haye (1872) étaient tous chrétiens[1]. Restent l'Allemagne et l'Autriche. Les principaux marxistes y furent des chrétiens; faut-il rappeler Engels, Bebel, Liebknecht? La place prise par quelques juifs s'explique suffisamment par l'antisémitisme des partis conservateurs dans ces pays. Un État qui opprime les juifs pousse les plus ardents dans les partis extrêmes.

Il n'est pas niable qu'un nombre assez élevé de juifs — aucun chiffre, aucune proportion n'est possible — ont été attirés par le socialisme et le communisme dans les pays où les classes dominantes sont antisémites comme dans ceux où un « prolétariat » s'est formé au sein des masses juives. Mais le judaïsme, loin d'avoir favorisé le mouvement, l'a combattu et en partie enrayé. En tout cas, il n'y a aucune trace d'apports juifs — ni intellectuels, ni financiers — dans la fondation de l'Internationale et, même s'il n'était pas établi que Karl Marx connut la pauvreté sinon la misère et que la Ire Internationale n'eut jamais des ressources abondantes, il est hors de doute qu'aucune organisation juive, ni la Société de Berlin (éteinte en 1824, répétons-le), ni aucune autre n'a inspiré ou subventionné l'Association internationale des Travailleurs et son chef Karl Marx.

CONCLUSION

Il n'y a aucune relation entre la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » de Berlin (1819-1824) et le socialisme ou le communisme. La secte « néo-messianique » n'a

mieux avec Marx. Avocat républicain, Crémieux a défendu en 1844 les collaborateurs poursuivis du *Vorwaerts* socialiste; mais cet homme d'État si profondément libéral et bourgeois n'a jamais eu de rapports avec Karl Marx, ni avec aucun autre communiste.

1. On trouvera toutes les justifications dans le recueil de documents et de souvenirs du socialiste suisse (anti-marxiste) James Guillaume, *L'Internationale*, t. I et II (Paris, 1905).

jamais existé. Le savant juif L. Zunz n'a rien d'un « néo-messianiste », pas plus que d'un socialiste ou d'un communiste. Il a connu Heine en 1823, mais l'a ensuite perdu de vue. Heine a été en rapports avec Karl Marx, mais a eu peur du communisme. Heine et Marx (le second surtout) n'aimaient pas les Juifs et le judaïsme; ils ne lui doivent pas leurs idées politiques et sociales. Telles sont les conclusions qui ressortent d'un examen sérieux des faits et des documents.

Aux résultats acquis par l'histoire, Salluste oppose l'action des forces occultes. Mon Dieu, l'histoire est, comme disait Renan, une « pauvre petite science conjecturale »; mais elle s'efforce de trouver la vérité par la méthode la plus scrupuleuse, et ses conclusions ne peuvent être renversées que par d'autres faits, d'autres documents, étudiés dans le même esprit scientifique. Des savants ont pu établir que l'histoire officielle était erronée, qu'il fallait faire la part, dans les révolutions de l'histoire, aux forces cachées ou restées dans l'ombre. Mais ces forces occultes, ils en ont révélé l'existence et l'action par des documents, qu'ils ont tirés à la lumière et dont ils ont prouvé et l'authenticité et la véracité. On peut ainsi *et ainsi seulement* récrire l'histoire.

M. LIBER

LA MAUVAISE GESTION

DE

LA FORTUNE FRANÇAISE

DE 1870 A NOS JOURS[1]

L'histoire du pillage de notre Trésor ne présente qu'un aspect des infortunes infligées à la richesse française. Les autres ne sont ni moins révélateurs, ni moins dramatiques. Après le triste chapitre du délabrement de nos finances publiques, il n'est pas inutile d'esquisser celui des vicissitudes déplorables de la fortune privée. Le sort que lui ont fait le sectarisme politique, la fiscalité absurde, l'incurie, l'imprévoyance et, par dessus tout, l'ignorance et l'incapacité d'un régime, n'a son pareil dans aucun pays civilisé des temps modernes. Nul d'entre eux n'a donné le spectacle d'une aussi complète méconnaissance des nécessités élémentaires d'une économie. La baisse de la propriété non bâtie, la dépréciation des principales valeurs mobilières, le fléchissement des épargnes, la diminution absolue ou relative du revenu national, la désastreuse orientation donnée à nos placements, l'absence de protection et, par suite, la perte partielle des capitaux du dehors, la fréquence et l'acuité anormales des crises commerciales et bancaires fournissent

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet.

quelques-uns des trop nombreux exemples d'accidents provoqués par un État inapte à remplir sa tâche.

On chercherait vainement à l'étranger un personnel gouvernemental aussi dépourvu de technique positive et rationnelle que le nôtre, aussi peu instruit des questions de monnaie, de change, de crédit, aussi inconscient du mécanisme et des mouvements de la circulation des richesses. A tant de défauts il joint une phobie maladive des puissances dites, par lui, d'argent, entre lesquelles il ne distingue pas les utiles des malfaisantes. Dominé par une conception anti-économique, son action n'est qu'une entrave constante pour les forces du pays. Voulant tout contrôler, il ne contrôle effectivement rien. Et, dans son inexpérience des ressources et des moyens acquis par l'étranger, il succombe à la lutte et s'achemine vers une servitude de plus en plus étroite.

La notion de la Bourse, devenue facteur organique de l'économie, notion qui a pris naissance dans le cours du XVIIIe siècle, et qui, depuis, a pénétré et dominé la vie de tous les États parvenus à un certain stade de développement économique, cette notion n'a pas encore été comprise par les milieux dirigeants de la troisième République. Il y a là un manque d'adaptation assez remarquable pour mériter qu'on le signale.

Léon Say citait, avec ironie, le cas de ce président du Conseil, ministre des Finances, qui se vantait de n'avoir jamais mis les pieds à la Bourse. Ce cas n'est pas exceptionnel. Il est, au contraire, la règle. Et ceux de nos hommes politiques qui, par hasard, se sont aventurés jusque sur le marché des transactions, n'en connaissent pas le fonctionnement ni n'en comprennent l'utilité. Ils en sont restés aux systèmes vétustes, aux dogmes périmés, aux théories extravagantes formulées par Adam Smith, dans *la Richesse des Nations*, et qui taxent d'absurdes les bienfaits du crédit, ce fondement de l'édifice industriel et commercial moderne, on peut même dire un des fondements de notre civilisation. De toutes les armes matérielles, le capitalisme est peut-être la seule qui assure encore la supériorité de l'Occident.

Un coup d'œil rapide sur les cinquante dernières années permettra, d'ailleurs, de constater les résultats obtenus par

un état d'esprit aussi singulier que celui qui vient d'être décrit. Non pas que nous tenions le gouvernement responsable de tous les scandales financiers, de tous les investissements aventurés, des inévitables tempêtes de Bourse, des avatars auxquels le capital est naturellement exposé. Il n'entre pas dans notre idée de lui imputer à charge la débâcle des affaires Philippart ou la faillite Erhardt, les pertes occasionnées par les « valeurs éruptives » ou les 2 milliards engloutis dans les spéculations sur les mines d'or, aux environs de 1890. Mais, en revanche, il importe de mettre en lumière les désastres que ses entraînements démagogiques, sa partialité ou son inaptitude ont produits ou aggravés et qu'il lui appartenait d'éviter ou d'adoucir.

Et, dès 1882, le krach de l'Union générale va nous fournir un exemple typique. Dans ce krach sombrèrent, avec l'Union générale, la Banque Européenne, la Société Financière française, la Banque des prêts à l'industrie, la Banque nationale, le Crédit de France, le Crédit de Paris, la Banque de Lyon et de la Loire, le Crédit provincial, le Syndicat Financier Lyonnais, la Banque de Crédit français, etc. Il en devait coûter plus de 5 milliards à la fortune française, l'équivalent d'une seconde rançon de guerre, a dit Léon Say. Les conséquences d'un tel événement furent incalculables et paralysèrent, entre autres, dans une large mesure et pour longtemps, l'essor de toute l'industrie en France. Cependant, le gouvernement assista, impassible, à cet effondrement. Il n'esquissa pas le moindre geste de sauvetage, ne tenta même pas de faire intervenir les autres financiers. C'est qu'à ses yeux la déconfiture de l'Union générale portait un coup mortel à la banque catholique, affaiblissait, sinon ruinait les positions et les forces d'un capital hostile. Pour atteindre un adversaire politique, il sacrifiait délibérément les intérêts généraux de la nation, l'ensemble des ressources économiques françaises.

Et ne faut-il pas dire aussi, alors que le Second Empire avait réussi Suez, que la corruption du parlement fit échouer Panama, ce qui valut la perte d'un autre milliard à l'épargne du pays, sans parler du manque à gagner ultérieur, du discrédit, de l'affaiblissement moral et diplomatique qui en

résultèrent. Qu'il soit fait mention, en passant, des affaires Cornélius Hertz, Arton et des scandales des chemins de fer du Sud. N'est-ce pas également à la faiblesse de notre gouvernement, à ses stériles discussions, aux louches convoitises qu'il ne sut ni écarter, ni accorder, qu'est dû l'échec des négociations avec le Khédive Ismaïl, pour l'achat de 177 642 actions de la Compagnie de Suez? L'Angleterre nous dama le pion. Les 100 millions qu'elle dépensa furent rapidement amortis et, avant 1914, les actions achetées valaient déjà 900 millions de francs. En plus d'un magnifique succès financier, l'opération lui donna, à nos dépens, une influence politique inespérée.

Mais, quelles que soit leur vigueur et leur portée, ce n'est pas à l'aide de tels exemples que peuvent se mesurer l'insuffisance invariable et la malfaisance d'un régime. Le vice général de méthode, le défaut de vues d'ensemble, l'iniquité des procédés, que les cas précédents se contentent d'illustrer, nous les verrons influer dans des proportions autrement vastes et avoir des répercussions beaucoup plus générales et beaucoup plus graves.

Quand la propriété non bâtie voit sa valeur vénale baisser de 30 milliards entre 1875 et 1908[1], il est commode, mais non pas pertinent, d'expliquer ce fléchissement par une crise agricole, même longue et cruelle. Encore faudrait-il montrer quels moyens ont été mis en œuvre pour améliorer la situation, par quels remèdes on a tenté de combattre le fléau, en dépit de quelle politique, énergique et suivie, le mal est allé si profond et a persisté. Encore faudrait-il prouver qu'il s'agit d'un phénomène isolé dans l'économie du pays, fruit de circonstances exceptionnelles. Mais si un symptôme de maladie coïncide avec d'autres signes d'anémie, mais si notre commerce extérieur ne suit pas le même rythme que celui des nations concurrentes, si l'on ne construit plus

1. L'enquête de 1908, conduite par le ministère des Finances, a donné lieu à une évaluation de 61 milliards 75 millions pour la valeur vénale de la propriété non bâtie contre 91 583 millions en 1875. En 1911 on pouvait ajouter environ 8 millards et demi au chiffre de 1908 et l'on revenait ainsi, approximativement, aux estimations de la période 1851-1853. En 1914, d'après E. Michel, « Les évaluations de la fortune privée en France depuis 1850 », la valeur globale atteignait environ 72 milliards.

d'usines, si notre outillage est en retard, si la circulation sur nos voies ferrées n'augmente que de 11 p. 100 quand elle progresse de 30 p. 100 en Belgique, de 42 p. 100 en Angleterre, de 47 p. 100 en Hollande, de 69 p. 100 en Suisse, de 75 p. 100 en Allemagne[1], si nous n'avons ni doctrine douanière, ni principes d'expansion commerciale, si notre capital produit moins que celui de l'étranger, si une atonie généralisée se constate, on est en droit de conclure qu'un rouage essentiel de l'État est faussé.

Quand, de 1897 à 1912, les valeurs à revenu fixe, fonds d'État, emprunts de villes, Crédit Foncier, obligations de chemins de fer, bref les principales valeurs mobilières, subissent une dépréciation exorbitante qui atteint le chiffre de 2 981 millions pour la rente française perpétuelle, de 431 millions pour la rente amortissable, de 1 343 millions pour les actions et de 2 646 millions pour les obligations de nos chemins de fer, soit, pour ces quatre catégories seulement, une perte en capital de 7 401 millions or[2], on ne saurait se contenter de dire, avec M. de Lasteyrie[3], que le taux de capitalisation de ces titres a varié. Mais il convient de constater que la gestion des affaires françaises était défectueuse et que la dépréciation des titres n'était que l'effet de cette mauvaise gestion et d'une fiscalité déjà excessive. Et il convient, au contraire, de conclure, et, cette fois, avec M. de Lasteyrie[4], que :

Depuis quinze ans les pouvoirs publics ont suivi, à l'égard de nos grandes valeurs, une attitude profondément regrettable, que l'on peut, sans exagération, qualifier d'antinationale. D'où vient la défaveur si injuste dont ont été victimes les titres de nos grandes compagnies de chemins de fer, sinon de ces projets de rachat discutés depuis 1898, de cette réglementation exagérée des conditions du travail du personnel, de ces procès sur la garantie d'intérêt, dans lesquels il est apparu que l'État cherchait à retirer sa parole? L'ingérence abusive du gouvernement dans les affaires des compagnies, voilà une des principales causes qui ont provoqué la dépréciation de

1. Chiffres cités par M. Pelletan, en sa qualité de rapporteur du budget de l'exercice 1899. *Journal officiel* du 18 janvier 1899, p. 49.

2. Chiffres produits par M. Edmond Théry dans *l'Économiste européen.*

3. Charles de Lasteyrie, « L'évasion fiscale et le mouvement des capitaux », dans *Intérêts économiques et Rapports internationaux*, p. 214.

4. *Ibid.*, p. 249.

nos titres de chemins de fer et jeté le trouble dans l'esprit des porteurs.

De cette attitude antinationale, mais éminemment profitable aux intérêts de certains groupements, il nous sera donné de connaître encore maintes manifestations, et certaines d'une spécificité alarmante.

C'est tout l'esprit qui a présidé à l'aménagement de notre système financier qu'il faudrait, en réalité, changer, c'est toute la législation qu'il faudrait réformer de fond en comble, si l'on voulait créer les conditions favorables à l'épanouissement d'une activité saine et vigoureuse dans ce pays.

Loin de comprendre les exigences nécessaires à l'accomplissement de la tâche, nous entrons, au contraire, en 1872, dans la voie d'une politique qui devait se faire de plus en plus rigoureuse, tracassière et abusive, jusqu'à sombrer dans une incohérence parfaite. La fameuse théorie de l'équivalence, en vertu de laquelle nous assujettissons les actions, parts d'intérêts, obligations et emprunts de sociétés à un impôt sur le revenu, auquel sont astreintes les entreprises étrangères, est une des plus funestes inventions qui ait germé dans le cerveau du législateur. Ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Autriche-Hongrie, ni en Hollande, ni en Belgique, ni en Suisse, il n'a existé et il n'existe une taxe d'abonnement comparable à la nôtre. Dans presque tous les pays banquiers du monde, il n'existe même pas de taxe du tout.

L'élévation du droit de timbre sur les emprunts d'État et les valeurs non abonnées n'a pas non plus d'équivalent ailleurs.

De cette fiscalité délirante, des infériorités et des pénalités multiples et sévères ont résulté pour nous. Voici quelques-unes des principales. En dernière analyse, la fiscalité retombe sur celui qui prête, c'est-à-dire sur les Français eux-mêmes. Mais l'amende préliminaire qui les frappe finit par chasser les bons emprunts. Les États qui ne sont pas dans l'obligation de se procurer à tout prix de l'argent, fuient nécessairement la place qui les taxe trop durement. « Il faudra qu'un État ne trouve littéralement plus de crédit nulle part pour qu'il s'adresse au marché de Paris. » L'observation est du *Journal des Debats*[1]. Et M. Clémentel l'ap-

1. *Journal des Débats*, 30 mars 1914.

puyait, en disant que l'effet de la législation était d'éloigner les bonnes valeurs qui trouvent facilement preneur chez les voisins pour nous laisser toutes celles émises à forte prime, en compensation des périls correspondants pour la fortune publique. Par la suite, nous n'avons vu que trop combien ce point de vue était exact.

Sur les valeurs étrangères, notre régime de taxation n'a pas eu de conséquences moins funestes que sur les emprunts d'État. Les sociétés sérieuses se sont désabonnées et se désabonnent de plus en plus[1], parce qu'en regard d'avantages inexistants, les charges pèsent d'une manière redoutable. Déjà, en novembre 1905, M. Caillaux, lui-même, pouvait écrire dans la *Revue politique et parlementaire* :

> Comment s'étonner qu'une aussi singulière fiscalité ait détourné du marché de Paris les bonnes valeurs étrangères? Le contraire serait extraordinaire.

Et, en effet, la Bourse, progressivement, s'est vue désertée par les grandes vedettes internationales. Seuls, les titres de mauvaise ou de médiocre qualité persistaient à s'y maintenir ou à y affluer. Le bénéfice des opérations sur les autres allait, selon un rythme croissant, aux banques et aux intermédiaires étrangers. Il se produisait une dénationalisation de nos capitaux qui, échappant à la tutelle de nos banques, passaient sous le contrôle des établissements de crédit du dehors[2].

Cependant, et malgré tous les avis, on persista dans les mêmes errements. Les considérations d'intérêt public importaient peu au *Comité Mascuraud*, par exemple, qui, pour des fins électorales, réclamait, au contraire, une aggravation des taxes.

1. Depuis 1920, sur celles des sociétés étrangères qui consentaient encore à supporter notre régime de taxation, 32 p. 100 se sont désabonnées, et le mouvement continue.

2. La pseudo-réorganisation du marché de Paris, en 1898, a, de son côté, détourné les ordres de l'étranger qui, naturellement, se dirigeaient vers notre Bourse. « Les résultats ne se sont pas fait attendre. Beaucoup de maisons de coulisse se sont transportées à Bruxelles ou y ont des représentants. C'est là qu'arrivent maintenant de l'étranger, d'Allemagne, d'Italie, etc., les ordres qui, autrefois, venaient et s'exécutaient sur le marché de Paris dont la diminution de l'impôt sur les opérations de Bourse prouve surabondamment la décadence. » Arthur Raffalovich. *Le marché financier en* 1898-1899, p. 125.

Il arriva ce qui devait arriver : la décadence du marché de Paris, qui fut regardée comme un triomphe par les Allemands, et qui s'effectua au triple détriment du Trésor, des maisons de banque françaises, et, en fin de compte, de notre prestige financier dans le monde.

A d'autres points de vue encore, notre épargne n'était pas protégée. Parce que l'État manquait à son rôle d'avertisseur, parce que le public était abandonné à ses impulsions et que toute surveillance supérieure faisait défaut au marché financier, les événements économiques ou politiques nous ont toujours surpris et laissés sans défense. De là, la fréquence et la gravité coûteuse de nos crises. Un économiste, M. Marcel Labordère[1], a montré comment les secousses industrielles et commerciales et les paniques de Bourse ont pu être atténuées, dans une large mesure, en Allemagne, par une sage prévoyance. Depuis la grande crise de 1900-1901, les heurts n'ont été qu'insignifiants outre-Rhin, si l'on tient compte et de l'activité et de l'audace de nos voisins. La bourrasque de 1906, de ce fait, a été contenue dans d'étroites limites, celle de 1907 s'est trouvée réduite à de faibles proportions, et, lors de la grande tempête de 1912, qui fut un désastre pour nous, M. von Gwinner lança, en temps utile, un avertissement. Ainsi les événements d'octobre trouvèrent-ils les banques allemandes en possession d'elles-mêmes. Rien de pareil chez nous où les crises de 1882, 1890, 1895, 1901, 1902, 1905, 1906, 1907, 1912 surgirent et se développèrent à la stupéfaction des pouvoirs publics désarmés.

Étions-nous mieux sauvegardés contre les manœuvres frauduleuses en Bourse, contre le peu de sincérité des cotations, contre les agissements louches de sociétés sans surface, sans aveu, mais qui pouvaient se prévaloir de l'estampille officielle qu'il leur est loisible d'obtenir à bon compte? Avons-nous des organismes chargés de la défense du public et analogues à ceux qui existent dans un grand nombre de pays? Il ne s'agit pas d'imiter servilement les mesures prises à l'étranger, de copier les Annexes du Moniteur belge, le régime draconien qui fonctionne en Allemagne, ou l'Office des Sociétés anonymes installé à Somerset House. Personne

1. Dans la *Revue de Paris* du 1er novembre 1912.

n'imagine l'État tuteur omnipotent et infaillible de l'épargne. Mais encore faut-il que des précautions élémentaires contre des abus criants soient mises en œuvre. En France, nous ne jouissons que des garanties illusoires de la loi de 1867, guère améliorées depuis. De 1896 à 1906, 4 000 sociétés anonymes ont été fondées chez nous, sur lesquelles 2 800 ont été dissoutes[1], ayant englouti d'énormes capitaux, après des carrières plus ou moins orageuses et dont certaines n'étaient que du pur brigandage. Une réglementation rigoureuse, comme celle qui existe en Allemagne par exemple, en aurait certainement diminué le déchet.

En 1902, cependant, le gouvernement s'émut de la scandaleuse impunité dont bénéficiaient les écumeurs de la Bourse. Une commission extraparlementaire fut réunie par M. Vallé, garde des Sceaux, dans le but de rechercher les moyens aptes à protéger l'épargne populaire. M. Alfred Neymarck, qui en fit partie comme rapporteur, nous communique le résultat décevant des travaux entrepris dans *l'Information financière* du 10 février 1912 : « Plusieurs propositions de lois ont été élaborées par la commission, mais, depuis huit à neuf ans, ces propositions sont encore dans les cartons de la Chambre et attendent la discussion. A demain les affaires sérieuses. » De ces cartons les propositions ne sont jamais sorties.

L'industrie du placement des capitaux est une industrie comme une autre et qu'il faut savoir encourager, car un pays doit en tirer, avec des richesses multipliées, des éléments toujours plus considérables de puissance. En France, les pouvoirs publics ont complètement failli à cette tâche et semblent s'être ingéniés à créer un appauvrissement général. Les valeurs mobilières ont été un objet constant d'aversion pour le fisc. L'ingérence de l'État, qui a manqué sur bien des points où elle aurait été salutaire, ne s'est manifestée, avec fougue, que dans les seuls domaines où l'abstention était de rigueur, et entre autres, dans celui du protectionnisme financier. Protectionnisme étriqué, inopérant, tout à fait illusoire dans le sens du bien, car tout ce qui a été fait, à cet égard, s'est révélé néfaste. Ici encore, l'étranger a pro-

1. Chiffres cités par M. Géo Gérald dans l'*Économie Nationale*, 30 mars 1912.

fité de la fausseté des doctrines officielles pour venir remplacer l'élément national amoindri dans des entreprises créées par l'initiative et l'épargne françaises.

A nos hommes politiques, il a échappé et il échappe encore « que la puissance économique d'un État, ses richesses mobilisables, son influence, sont en proportion de la part qu'il prend au mouvement international des capitaux.[1] »

Protectionnisme ne signifie pas protection. Il importe que la France, et le plus largement possible, participe au maniement des grandes affaires mondiales. Loin de mettre obstacle à des investissements, dont nous devons tirer force et profit, la sagesse commande, au contraire, d'y aider, mais veut aussi qu'on veille à conserver et à utiliser le caractère national des apports.

C'est à l'opposé de cette doctrine que s'est, tout naturellement, rallié notre personnel dirigeant. Lorsque M. Charles Dumont, ministre des Finances, professe, en 1906, du haut de la tribune du parlement, que « les valeurs mobilières établiront dans le monde moderne un cosmopolitisme capitaliste de luxe et de plaisir contre lequel se dresse l'internationale de la souffrance et du labeur, rivés à la glèbe et à l'usine », il est l'interprète de la véritable tradition révolutionnaire, celle que M. Léon Blum, au nom des socialistes, représentera plus tard quand il dira qu'il ne faut pas multiplier les richesses pour ne pas multiplier les iniquités sociales. Un gouvernement, prisonnier de cette éloquence démagogique et animé d'un tel esprit, n'a plus l'autorité ni les moyens politiques pour défendre efficacement les intérêts de ses capitalistes. Et, en fait, ne le voit-on pas se désintéresser du sort réservé aux porteurs français d'une quantité de fonds étrangers? En vertu de quels principes défendrait-il à l'extérieur les créances dont toute sa doctrine socialisante conteste, de plus en plus, la validité à l'intérieur? Ainsi tolère-t-il que les coupons, libellés en or et payés en or à Londres, à Amsterdam, ou à Berlin, ne nous soient pas payés ou soient payés en francs-papier. Ainsi est-il moralement désarmé à l'égard des banques, bénéficiaires de fructueux contrats internationaux au détriment de nos concitoyens. Son caté-

1. Paul Delombre, *Intérêts économiques et Rapports internationaux*, p. 261.

chisme électoral lui interdit la protection du capital[1]. La guerre à la richesse acquise que tous les républicains, à quelque nuance qu'ils appartiennent, s'appelleraient-ils même Casimir Périer, ont tolérée ou provoquée, cette guerre est incompatible avec la conservation et, à plus forte raison, avec l'accroissement des fortunes et exclut, de même, toute l'ascension matérielle d'un pays, qui en dépend. Le déplorable recul de la France, dans les différents ordres d'activité, n'a pas d'origine plus certaine.

En 1901, pour obtenir le règlement des affaires relatives aux quais de Constantinople et aux marais d'Ada-Bazar et pour appuyer les revendications de deux ressortissants, Lorando et Tubini, l'État français pouvait encore commander à la flotte de faire une démonstration navale devant Mitylène. Politiquement, le recours à de semblables mesures lui est, aujourd'hui, refusé. L'univers entier le sait. Et la dernière des républiques nègres agit en conséquence. L'interminable liste de nos effets en souffrance en fournit la meilleure preuve.

Des conditions défavorables, ainsi créées à la richesse nationale, au point de vue politique, économique et fiscal, seuls profitent nos rivaux. Quand les organes responsables sont hostiles ou indifférents à la production et à la finance, quand ils ne favorisent pas, par tous les moyens en leur pouvoir, les initiatives particulières, il faut renoncer à tout progrès et les plus méritoires, les plus tenaces tentatives privées restent vouées à l'insuccès.

On a beaucoup incriminé l'attitude de nos banques. On les a accusées de n'avoir pas secondé, comme il se devait, l'essor de notre commerce et de notre industrie. On les a tenues, d'autre

1. Cela est tellement vrai que, quand une initiative parlementaire dans le sens de la protection du capital se produit, ce n'est que sous le couvert d'arguments démagogiques, au nom d'intérêts de classe. La défense du capital français n'est pas invoquée. Exemple la proposition de loi (n° 1013 annexe au procès verbal de la 2e séance du 31 décembre 1924) tendant à assurer aux porteurs de certains titres étrangers le paiement de tout ou partie de leurs créances. Cette proposition de loi, cependant présentée par des députés modérés, MM. J. Jacquy, de Tinguy du Pouet, Louis Rollin, Jean Carnot, Édouard Dessein, commence par déclarer dans l'Exposé des motifs : Il ne faut pas oublier que si, parmi ces porteurs, il y a quelques gros capitalistes *capables de supporter des pertes assez fortes*, il y a aussi et surtout de très nombreux petits porteurs, etc.

part, pour responsables de l'abus des émissions d'emprunts d'États étrangers et de l'évasion de nos capitaux. Dans un livre, d'ailleurs parfaitement injuste et inexact, qui connut son heure de célébrité, *Contre l'Oligarchie financière en France*, Lysis a énoncé, par le menu, tous ces griefs. Et, certes, nos établissements de crédit ne sont pas à l'abri de tout reproche. Mais, en l'absence du contrôle supérieur qu'un État organisé doit exercer, on ne saurait leur reprocher d'avoir cédé à la tentation de réaliser tous les bénéfices que la chance leur offrait. C'est leur métier, et la faiblesse est humaine. Du fait de certains excès, la carence du gouvernement ne devient d'ailleurs que plus repréhensible.

Mais, pour la plupart des cas, la vérité oblige de constater que nos banques n'ont qu'emprunté les traces des pouvoirs publics, si même elles n'ont pas subi la pression directe de ces pouvoirs. N'est-ce pas l'État qui a drainé les milliards de l'épargne vers les steppes russes, où ils se sont perdus[1]? Pour alimenter le courant et stimuler la confiance, il est allé jusqu'à donner sa caution morale à laquelle il n'a pas fait honneur. Déjà il achetait des succès diplomatiques trompeurs avec l'argent du contribuable français. Depuis, il a prêté la main à des opérations financières qui devaient coûter du sang.

Le 20 juin 1918, M. Klotz, ministre des Finances, pouvait dire à la tribune de la Chambre des Députés, à propos des émissions d'emprunts étrangers en France : « Messieurs, vous savez très bien qu'il y a, en cette matière, des responsabilités politiques, beaucoup plus que des responsabilités bancaires. Et vous savez très bien que, quelquefois — vous le savez d'une façon toute spéciale — des interventions ont pu se produire sur les banques elles-mêmes pour qu'elles missent à la disposition de l'étranger, et *même de nations qui, à l'heure actuelle, sont en guerre avec la France, une partie*

1. Voir Yves Guyot, « L'Escroquerie Russe », *Grande Revue*, 10 avril 1910. Pour le financement des chemins de fer russes, le gouvernement français a donné à la Russie l'assurance qu'il fournirait 5 à 600 millions par an pendant cinq ans. Il a disposé ainsi, arbitrairement et longtemps à l'avance, des capitaux privés sans se préoccuper de savoir si le pays n'en manquerait pas pour ses besoins nationaux.

de l'épargne nationale. Vous le savez très bien et tout le monde le sait. »

Aveu catégorique. Nul n'ignore que l'État possède le contrôle politique sur les emprunts étrangers parce que, garant de notre sécurité extérieure, il doit pouvoir interdire toutes les tractations qui mettent cette sécurité en danger. De ce droit de contrôle, non seulement il n'a pas fait l'usage nécessaire, mais, en certaines circonstances, il a même passé outre au veto du ministère des Affaires étrangères, mais, allant plus loin, comme le signale M. Klotz, il a même fait pression sur les établissements bancaires pour les obliger à des ouvertures de crédit auxquelles, de leur propre chef, ils n'auraient pu acquiescer.

De quel terme faut-il qualifier une attitude qui est plus que la négligence d'un devoir élémentaire?

Au lendemain d'Agadir, la Double-Monarchie avait demandé à la France de lui consentir un emprunt d'un milliard, à partager, par moitié, entre l'Autriche et la Hongrie. Cet emprunt devait, en réalité, servir à financer, d'abord, les armements austro-hongrois et, ensuite, les armements allemands. Cependant, il avait été agréé à Paris, et il aurait été conclu sans un hasard providentiel.

Dans ses Souvenirs[1], M. Henry Wickham Steed nous apprend, en effet, comment une indiscrétion inespérée de la *Neue Freie Presse* de Vienne souleva un coin du voile, fournit au *Times* l'occasion de publier un avertissement et permit enfin à M. André Chéradame, par un courageux article du *Petit Journal*, en date du 26 décembre 1911, de donner l'alarme à l'opinion publique. Pour comble d'infamie, grâce à la complicité des pouvoirs publics, si l'on ne veut pas dire davantage, M. André Chéradame devait payer, par la perte de sa situation, son acte patriotique.

Mais l'avenir nous réservait mieux. L'état-major français avait demandé à la Belgique d'entreprendre des travaux de défense afin de protéger l'intégrité de notre frontière du nord. Pour faire face aux frais, le gouvernement français

1. Henry Wickham Steed : *Mes Souvenirs* (Plon, t. I, p. 309 et suivantes), avec beaucoup de tact et de discrétion, l'auteur expose les scandaleux dessous de cette opération financière.

avait pris l'engagement formel d'autoriser, en 1913, l'émission d'un emprunt belge de 500 millions. De mois en mois, on éluda d'exécuter les promesses pour, finalement, les désavouer en février 1914. L'emprunt fut alors porté à Londres, mais il était trop tard : un résultat utile ne pouvait plus être obtenu. Notre propre emprunt, non moins indispensable et destiné, lui aussi, à remédier aux lacunes béantes de notre organisation militaire, n'eut pas un meilleur sort et fut rejeté, à son tour, par M. Caillaux. Mais, en revanche, et dans le même moment, au mépris d'une motion Gioux, approuvée par la Chambre, motion qui stipulait qu'aucun emprunt étranger ne pourrait être lancé tant que le nôtre, destiné à à la Défense Nationale, ne serait pas souscrit, le ministre des Finances, M. Caillaux, autorisa deux emprunts turcs, dont le second devait, en partie, servir au remboursement d'avances faites par les banques allemandes, un emprunt bulgare, un emprunt grec, sans parler d'un emprunt chinois et d'un emprunt russe[1].

Conclure avec le *Temps* que « les États étrangers ont, à la veille de la guerre, pris à notre épargne l'argent qui a été refusé à la France pour sa défense[2] », ce n'est pas se montrer d'une sévérité excessive, quand il s'agit d'une trahison évidente de l'intérêt national.

En rappelant ces faits, nous n'entendons pas incriminer le seul M. Caillaux, mais bien les singuliers errements du régime tout entier. M. Caillaux n'était qu'un ministre dans un conseil de ministres. On n'a pas entendu dire qu'un titulaire de portefeuille se soit désolidarisé par sa démission. C'est donc qu'ils approuvaient tous les décisions prises et qu'ils sont tous responsables. Ou alors il n'y avait pas de gouvernement du tout.

Pas plus que les banques ne sont maîtresses d'émettre un emprunt d'État, sinon avec l'agrément, la complicité du pouvoir, ou par son abdication, pas plus elles ne sont en mesure et il n'est dans leur intérêt de sevrer la production

1. On sait que l'argent obtenu de la France a permis à la Turquie de compléter son matériel militaire et de pousser activement sa mobilisation contre nous.
2. *Le Temps*, 5 août 1918.

indigène de son aliment en capitaux. Quand une économie présente des conditions de développement favorables, il n'est pas d'exemple que l'argent se prive du bénéfice qu'il peut retirer en la soutenant. Le commerce et l'industrie aux États-Unis, en Allemagne et en Angleterre ont-ils jamais, en temps normal, manqué des appuis nécessaires? Il en va différemment lorsque l'autorité publique, par son action anti-sociale, anti-économique, n'autorise pas l'espoir de perspectives brillantes et décourage, par suite, l'esprit d'initiative, compromet les chances de gain. Au lieu de déplorer, par une hypocrite phraséologie, des effets, à coup sûr, regrettables, mieux vaudrait supprimer les causes, c'est-à-dire les absurdités législatives qui les ont produits. S'il est exact que les établissements bancaires n'ont pas réagi contre une exportation parfois abusive et désordonnée de capitaux, il faut bien constater que ce sont l'insécurité politique, les atteintes au droit d'héritage, les menaces fiscales de tout ordre qui ont déterminé le public à pratiquer l'évasion. Et on ne saurait manquer d'être frappé du fait que c'est à partir de 1900-1902 que l'exode des fortunes prend un caractère de fuite, que cet exode coïncide, par conséquent, avec l'arrivée au parlement de majorités inquiétantes de gauche, avec l'apparition de théories démagogiques fortement accusées. Notre industrie bancaire, à plus d'un titre, tout comme les autres industries, serait en droit de se plaindre du tort que lui a fait subir une mauvaise politique, et précisément dans ses intérêts les plus respectables.

Quand Henri Germain, dont le Crédit Lyonnais, avec la débâcle de l'Union générale, avait appris ce qu'il en coûtait de vouloir soutenir l'industrie en France contre un État hostile, quand Henri Germain affirmait, ce qu'on lui a beaucoup reproché, qu'il ne convenait pas d'investir de l'argent dans les entreprises françaises et que les grands capitaines, pour diriger de vastes affaires, faisaient défaut, il faut s'entendre sur le sens de ces paroles. Il ne prétendait pas nier les talents, les capacités de nos hommes d'affaires, de nos industriels et de nos commerçants. Mais en sa qualité de financier qui portait la responsabilité de multiples et formidables intérêts privés, il savait, par expérience, que nos

producteurs n'étaient pas en mesure d'obtenir de leur activité le maximum de rendement, que l'inquiétude, l'instabilité politiques, les surenchères électorales en matière d'impôts, créaient des risques auxquels il n'était pas en droit d'exposer les biens à lui confiés. Il savait que, par l'incurie du pouvoir, nos traités de commerce étaient mal préparés, mal négociés, frappés de précarité, alors qu'autour de nous s'élaborait un vaste réseau de conventions douanières qui nous enserrait, qu'il se constituait un puissant groupement dont l'Allemagne prenait la tête et contre lequel notre commerce était désarmé. Bref, il savait qu'en place d'être un moteur, l'État français est un frein. La France, disait-il, ne crée plus de grandes industries, elle développe à peine celles qui existent, et il ajoutait durement : dans ces conditions, il ne nous est plus permis que de jouer un rôle de rentiers, de prêteurs d'argent, d'usuriers. C'est le métier des vieillards. Nous devons nous en contenter[1].

En pratiquant cette lamentable politique, que toutes les voix autorisées dénonçaient en vain, nos parlementaires continuaient de travailler pour le plus grand et le seul profit de l'étranger, et, spécialement, de nos concurrents les plus acharnés. Les capitaux, par une pente naturelle, vont vers les endroits qui leur assurent sécurité et loyer. Et c'est ainsi que nous avons, de nos deniers et presque de toutes pièces, équipé l'édifice économique de l'Allemagne. Les fonds de roulement du commerce et de l'industrie germaniques, de 1880 jusqu'à la guerre, provenaient, en large partie, de

1. Les opinions de M. Germain sont à rapprocher de celles d'autres éminents économistes. M. Paul Leroy-Beaulieu, dans *l'Économiste français*, attribuait la baisse des valeurs françaises à l'esprit d'hostilité systématique que le parlement, le gouvernement et toute la presse gouvernementale montrent à l'endroit des capitaux et des capitalistes. M. Alfred Neymark expliquait, à la Société d'Économie Politique (le 5 avril 1905), le fléchissement de l'esprit d'entreprise, la pénurie des placements en France en disant : « C'est la conséquence de l'obsession fiscale, du socialisme d'État venant gêner toutes les initiatives privées. Les grandes industries, les affaires commerciales ou industrielles qui se développent ou prospèrent sont à chaque instant menacées d'impôts et de surcroîts de charges. Être rentier, être capitaliste, c'est exercer de nos jours un véritable métier plein de dangers et de soucis. » Et M. Manchez (*Le Temps*, 29 avril 1906) écrivait : « Placer son argent en valeurs étrangères équivaut à leur faire franchir la frontière... assurance contre les risques intérieurs grandissants. »

nos dépôts. Le Crédit Lyonnais avait avancé plus de 300 millions de francs à la Deutsche Bank. La Société générale, l'Union parisienne, la Banque de Paris et des Pays-Bas, etc., n'agissaient pas différemment. C'est avec notre appui matériel que la prospérité du port de Hambourg a été organisée. Le Norddeutscher Lloyd et la Hambourg-America concurrençaient nos compagnies de navigation avec de l'argent français. Et, pour les raisons que nous venons de dire, il en allait ainsi dans le monde entier, mais sans que le pays en retirât les justes avantages parce que nos capitaux s'étaient dénationalisés et ne nous conféraient ni pouvoir, ni influence, ni prestige. C'étaient des capitaux qui avaient sombré dans le gouffre, où vont, inévitablement, périr les fonds anonymes.

En revanche, la lourde orthopédie de notre régimeadministratif, qui met obstacle à beaucoup de nos opérations industrielles, la maladresse de nos taxations douanières, favorisaient indirectement les entreprises étrangères chez nous, l'importation des produits exotiques, privant ainsi le travail indigène de salaires et de bénéfices considérables. Pour des causes d'origine analogue, les banques étrangères venaient recueillir en France, et dans une proportion que les spécialistes évaluent à 60 ou 70 p. 100, le papier tiré par les commerçants français sur les acheteurs étrangers.

Calculer même approximativement les pertes, destructions, occasions de gain manquées, débouchés sacrifiés par l'accumulation de fautes persistantes et impardonnables, est une tâche impossible. Comment délimiter l'énorme portion de la richesse acquise irrémédiablement et inutilement annihilée par une fiscalité exorbitante et les effets d'une gestion d'État improductive? Il est seulement permis d'affirmer, avec certitude, que le préjudice subi atteint un ordre de grandeur astronomique. Car, s'il est vrai que des chiffres globaux ne sauraient être produits, nous disposons, cependant, d'éléments de calculs nombreux et précis, suffisants en tous cas, pour en juger ainsi.

Non seulement les statistiques comparées concordent, dans leurs données, sur la faible expansion de notre commerce extérieur par rapport à d'autres pays, d'où notre recul dans

le classement général, sur le tribut excessif et grandissant payé à l'étranger dans les 19 milliards que coûtait par an, avant la guerre, l'entretien de la population française, et cela, à cause du mauvais parti que nous tirions de nos ressources, sur l'apport infime venu de nos colonies, en raison de leur manque d'exploitation, mais les travaux importants publiés, de toutes parts, sur l'évaluation de la richesse publique fournissent encore d'autres bases à un verdict autorisé.

En dépit de leurs écarts, ces travaux se rejoignent sur un point, à savoir : l'appauvrissement relatif et graduel du patrimoine national.

Une économie anémiée par un État paresseux déterminait une circulation trop lente de la monnaie. L'argent travaillait au ralenti, les capitaux étaient improductifs ou trop peu productifs. En d'autres termes, nos avoirs nous rapportaient un loyer insuffisant, se capitalisaient à un taux trop bas. La France avait un revenu, donc une richesse, qui augmentait moins que le revenu et la richesse des autres pays, c'est-à-dire que, proportionnellement, notre puissance financière diminuait [1].

Alors que, pendant la période 1850-1880, la fortune française en valeurs mobilières avait fait plus qu'octupler, de 1880 à 1910 elle passe seulement de 74 à 110 milliards environ, selon les évaluations de M. Alfred Neymarck [2], qui estime l'accroissement en capital du portefeuille à une moyenne de 1 875 millions par an, depuis 1869. On s'accorde, généralement, pour les années qui précèdent la guerre, à fixer notre faculté d'épargne annuelle à un chiffre voisin de 4 milliards, et l'ensemble de notre revenu à 35 ou 36 milliards. Sur ce revenu, le budget de l'État, des départements et communes, prélevait déjà plus d'un sixième. Les placements effectués au delà de nos frontières rapportaient, à peu près, 2 milliards et demi. Quant au montant total de la fortune privée, avant

1. « M. Jules Roche a fait observer que depuis quelques années le mouvement ascensionnel de la richesse générale s'est notablement ralenti, pour ne pas dire arrêté. M. Leroy-Beaulieu est d'avis qu'il y a en France diminution de la richesse acquise, moins de prospérité réelle que de prospérité apparente. » Arthur Raffalovich, *Le marché financier en* 1898-1899. Introduction, p. v.

2. MM. Olphe-Gaillard, de Lasteyrie, E. Michel, Edmond Théry, R. Pupin et d'autres économistes donnent le même chiffre.

1914, il était estimé entre 285 et 300 milliards[1]. M. Eugène d'Eichthal croit, cependant, pouvoir le chiffrer à 325 milliards, tandis que les techniciens de la Dresdner Bank ne l'élevaient qu'à 215.

De prime abord, ces chiffres semblent magnifiques. A la réflexion, et en regard surtout des résultats enregistrés par d'autres nations, ils sont loin d'être satisfaisants.

On ne saurait oublier que, pendant le troisième quart du XIXe siècle, la France avait acquis un degré d'opulence qui permettait à la seule Angleterre de soutenir la comparaison. D'après E. de Girardin, dont M. de Foville[2] a repris les estimations, la fortune privée représentait 125 milliards en 1853. Si l'on s'en tient au calcul de A. Amelin[3], elle avait à peu près doublé (240 milliards); à ceux du Docteur Vacher[4] plus que doublé (260 milliards) en 1878. Son gain n'aurait donc été qu'extrêmement faible, depuis cette époque, sous l'administration républicaine. L'Allemagne, au contraire, dépourvue de capitaux, comme on sait, au lendemain de la guerre franco-allemande, sans crédit et sans fonds de roulement, vraiment insignifiante en tant que puissance financière, pouvait, avec orgueil, déclarer, en 1913, un capital supérieur de 100 milliards au nôtre[5].

Même si certains chiffres, avancés de ci, de là, apparaissent comme sujets à caution et d'une exactitude approximative ou contestable, il n'en est pas moins certain qu'en peu d'années nous avions reculé du premier rang au quatrième et que l'on pouvait prévoir le moment où nous allions descendre au cinquième.

Dans une étude, publiée par M. Eugène d'Eichthal[6], et

1. La plupart des estimations (de Foville, de Lavergne, Neymarck, d'Avenel, Raphaël Georges-Lévy, etc.), oscillent entre 240 au plus bas et 300 milliards au plus haut.

2. *La France économique*, 1890.

3. *Id.*, 1890.

4. *Id.*, 1890.

5. 120 milliards selon *les Forces économiques de l'Allemagne*, par la Dresdner Bank de Berlin, Berlin 1913; 75 milliards seulement selon M. Eugène d'Eichthal. *Les statistiques de la Bankers Trust Cy*, indiquent pour les deux pays, en 1914, les chiffres suivants (en millions de dollars) Richesse : France : 57 900; Allemagne : 80 500; Revenus : France : 7 300; Allemagne : 10 500.

6. Eugène d'Eichthal, Revenus privés et Revenu national, *Journal de la Société de Statistique de Paris*, mai 1917.

qui attribue à la France des sommes plus fortes que celles qui lui sont reconnues par la plupart des autres économistes, on trouve le tableau suivant de la richesse en capital avant guerre :

États-Unis	1 000	milliards.
Grande-Bretagne	450	—
Allemagne	400	—
France	325	—
Russie	300	—
Italie	175	—

Mais, lorsqu'on passe de l'évaluation des richesses en capital, à l'évaluation des revenus, le premier tableau se double d'un second, beaucoup plus inquiétant. On constate, en effet, que nous rétrogradons encore, et le classement se lit ainsi :

Revenus.

États-Unis	150 milliards
Angleterre	56 —
Allemagne	52 millards 500
Russie	37 milliards
France	36 à 37 milliards
Italie	21 milliards 250[1].

Par rapport au capital, le gain français est, de beaucoup, le plus faible, même plus faible que celui de l'Italie.

Et si nous prenons d'autres évaluations, celle de M. du Vivier de Streel[2], par exemple, nous obtenons des résultats encore moins favorables. D'après M. du Vivier de Streel les revenus français n'atteindraient, avant guerre, que 32 milliards contre 52 à l'Allemagne, 65 à l'Angleterre et 130 aux États-Unis. Et le même auteur fait ressortir à 2 fr. 11 le revenu quotidien par individu, en France, à 2 fr. 16, en Allemagne, à 3 fr. 56 aux États-Unis, à 4 fr. 94 en Angleterre. Ainsi, malgré une population peu nombreuse pour un capital proportionnellement élevé, l'individu n'obtenait, chez nous, que les conditions les plus modiques de bien-être. Avec un

1. Chiffres cités par M. Eugène d'Eichthal dans « Revenus privés et revenu national. » *Journal de la Société de Statistique de Paris*, mai 1917.

2. Du Vivier de Streel : « L'insuffisance des Revenus privés de la France », *Revue de Paris*, 1er novembre 1917.

nombre d'habitants sensiblement égal, une supériorité de richesse qui restait en deçà de 50 p. 100, l'État anglais assurait à ses nationaux une subsistance, non pas presque deux fois et demi plus large que la nôtre, comme il semble résulter des chiffres, mais cependant double si l'on tient compte du prix de la vie, plus coûteux en Grande-Bretagne.

S'il en était besoin, d'autres indices confirmeraient encore l'exactitude de ces constatations. L'insuffisance de notre enrichissement se vérifierait, par exemple, en examinant le volume des émissions de titres mobiliers. Voici les chiffres qui s'inscrivent au tableau des années 1907 et 1908.

Emissions de titres mobiliers en 1907 *et* 1908 *en francs-or.*

	1907	1908
États-Unis	4 146 693 300	6 576 200 750
Allemagne	2 229 862 500	3 763 812 500
Angleterre	2 220 215 000	3 497 337 500[1]
France	1 122 102 000	1 420 931 250

Ainsi qu'on le voit, d'une part, nous sommes très en arrière de l'activité de ces trois grandes puissances économiques et, d'autre part, la progression, d'une année à l'autre, est insignifiante chez nous, alors qu'elle se révèle prodigieuse chez nos concurrents.

Enfin, une dernière indication nous permettra de constater que nous perdions du terrain et que la distance qui séparait notre pays du peloton des gros producteurs capitalistes augmentait rapidement. Cette indication nous est fournie par le montant des valeurs mobilières appartenant en propre aux nationaux des grands pays et examiné à deux ans d'intervalle.

	Fin 1908 Milliards.	Fin 1910 Milliards.
Grande-Bretagne	130 à 135	140 à 142
États-Unis	115 à 120	130 à 132
France	103 à 105	106 à 110
Allemagne	80 à 85	90 à 95[2].

1. Les chiffres de l'Angleterre devraient être encore augmentés de ceux des colonies sud-africaines qui ne figurent pas dans ce total.

2. Alfred Neymarck, *la Statistique internationale des Valeurs mobilières*, la Haye, 1911, p. 23.

L'augmentation est un peu inférieure à 10 p. 100 pour la Grande-Bretagne, supérieure à 10 p. 100 pour les États-Unis et l'Allemagne, de 3 à 5 p. 100 à peine pour la France.

Après ces coupes successives pratiquées dans notre tissu financier, après la lecture de tous ces tableaux qui ont la cruauté d'une planche anatomique, il n'est pas besoin de longs commentaires. Les chiffres, ici, ont leur propre éloquence. Ils démontrent surabondamment qu'il n'est pas de ressources, si fortes soient-elles, qui puissent résister à une gestion meurtrière poursuivie sans répit. Le gâchis financier, qu' « une fiscalité d'oppression et de décadence[1] » est venue aggraver avec une fureur sauvage, en peu de lustres a ruiné le Trésor, dilapidé une partie de notre capital, ralenti le développement de l'autre, fortement diminué le taux de nos revenus et compromis notre pouvoir d'épargne. En même temps, il faisait de nous le peuple le plus endetté de la terre.

***

Ce qu'a été l'histoire de nos finances depuis la fin des hostilités, chacun le sait encore. Loin d'avoir été corrigés par l'expérience et d'entrer dans la voie d'une politique plus raisonnable et plus conforme à l'intérêt général, les gouvernements successifs ont redoublé d'erreurs, accumulé négligences sur négligences, fautes sur fautes et folies sur folies. Les ministres des Finances ont rivalisé d'artifices épuisants et d'expédients mortels. Quant au Parlement, sa fertilité en mesures spoliatrices et en législations démagogiques n'a plus connu de limites.

Aujourd'hui, nous avons 300 milliards de dette intérieure, sans parler des nombreux milliards de notre dette extérieure. Notre portefeuille étranger, qui rapportait 2 milliards et demi de francs-or, rapporte péniblement 2 milliards-papier. Notre faculté d'épargne, déjà insuffisante avant guerre, ne représente plus qu'un septième de ce qu'elle était. L'État prélève plus d'un tiers du revenu national pour un budget inqualifiable qui enfle tous les ans. Sur 100 francs d'impôts, il consacre à peine 70 centimes aux travaux neufs et 1 fr. 85

1. Paul Delombre, *Intérêts économiques et Rapports internationaux*, p. 266.

à l'assistance et à la prévoyance sociales. Avec 6 centimes sur 100 francs, nous entendons faire face à nos dépenses internationales et maintenir notre rang dans le monde. La charge d'acquitter les impositions sur le revenu incombe à moins de 1 850 000 contribuables, sur plus de 11 millions d'électeurs. Et, dans ce nombre, 5 502 possesseurs ont à eux seuls versé près de la moitié du produit total[1]. Par flagornerie et bassesse électorales, on livre en pâture à ceux qui ne paient rien, mais qui entendent commander et avoir des droits sans avoir de devoirs, une part constamment accrue du patrimoine commun. Le domaine improductif, et toujours plus coûteux, de l'État s'étend tous les jours, stérilisant, à chaque fois, une nouvelle parcelle de notre bien. Bref, notre budget n'est plus que le budget d'une nation qui prend sa retraite, dont l'activité se borne à produire ce qui est strictement indispensable à sa consommation immédiate et dont le travail ne fournit pas l'excédent de ressources nécessaires pour engager les constructions d'avenir. Et c'est se leurrer que de croire à la possibilité d'un assainissement par l'entretien de semblables pratiques.

En Allemagne, on estimait, avant guerre, qu'un capital consacré à une dépense productive représentait un capital prolifique qui devait permettre à une somme de 1 000 francs de se reconstituer en sept ans. Les enquêtes américaines démontrent qu'un judicieux emploi de fonds assure l'accroissement du capital au taux constant de 4 p. 100 par an, ce qui provoque un doublement de la richesse nationale en vingt-cinq ans environ.

1. D'après les derniers chiffres officiels, actuellement connus, ceux de 1926, 1 829 943 contribuables seulement sont inscrits sur les rôles de l'impôt général. Sur les 386 187 assujettis, figurant dans la catégorie la plus basse de revenus et qui ne paient à eux tous que 17 546 200 francs, près de 50 p. 100 sont taxés d'office. Dans la catégorie immédiatement supérieure 20 p. 100 des contribuables le sont encore. C'est donc dans ces cotes que la fraude atteint un pourcentage élevé et qu'elle est flagrante. Si l'on réfléchit au fait qu'aucun fonctionnaire, aucun salarié parmi les plus humbles ne déclare pouvoir vivre à moins d'un salaire de base de 8 000 francs, ce qui est exact, on aperçoit le nombre d'électeurs dispensés proprio motu de payer l'impôt et l'on discerne aussi pour quelles monstrueuses raisons de démagogie électorale le régime se fait complice de ces exonérations frauduleuses. Compte tenu du chiffre d'automobiles circulant en France, il se trouve des propriétaires de voitures qui déclarent à peine 20 000 francs de revenus. Mais ils votent sans doute bien.

Et, effectivement, ces calculs se révèlent exacts pour l'Allemagne aussi bien que pour les États-Unis. La fortune américaine, par exemple, en trente-six ans, s'est multipliée environ trois fois. L'ascension germanique n'est pas moins vertigineuse. Mais, pour des raisons démographiques, il peut sembler plus juste et plus significatif d'établir une comparaison entre l'accroissement de la fortune anglaise et l'accroissement de la fortune française. En 1880 la richesse de l'Angleterre était évaluée entre 213 et 216 milliards[1]. Elle était inférieure à la nôtre que l'on chiffrait, comme on l'a vu, à 240 ou 260 milliards[2]. En 1914, la première avait fait plus que doubler (450 milliards[3]) alors que nous n'avions progressé que d'une cinquantaine de milliards, soit de 20 p. 100. Gain dérisoire, et d'ailleurs le plus mince enregistré en Europe pour tous les pays dont l'équipement économique n'était pas resté sommaire. A cause des avantages de notre sol et de notre position géographique, des immenses ressources de notre empire colonial, il eût été cependant aisé, pour un État mieux organisé, d'obtenir un supplément annuel de 2 milliards de revenus et d'épargnes combinés. La prolifération normale de nos avoirs nous aurait ainsi valu, de 1878 à 1914, un surcroît d'une centaine de milliards et aurait porté notre capital à 400 au lieu de 300 milliards à la veille de la guerre. Encore notre effort n'aurait-il pu rivaliser avec celui des autres nations et l'écart, à notre détriment, serait-il resté considérable.

Déjà trop faible alors qu'elle atteignait le neuvième de notre revenu, notre faculté d'épargne est aujourd'hui pratiquement annihilée. Elle n'en figure même plus la cinquantième partie. L'Allemagne, qui a perdu la guerre, qui a sacrifié sa monnaie et fait banqueroute, économise actuellement six fois plus que la France.

Les faits sont là qui montrent qu'à notre époque l'absence ou la pénurie de capitaux voue les peuples à la servitude.

1. Estimations de Sir Robert Giffen et de la *Public Opinion* du 28 décembre 1889.

2. Calculs de A. Amelin et du Docteur Vacher dans *la France économique* de 1890.

3. Statistiques de Sir Robert Giffen et de M. Eugène d'Eichthal.

La guerre à la fortune, et en particulier à la fortune acquise, est une des voies qui conduisent à cette pénurie et, ultérieurement, par la force même des choses, à la dépréciation de la monnaie. Cela a d'ailleurs été vrai de tout temps. Déjà Copernic pouvait y discerner une des causes majeures de l'abaissement des États. Devant l'aspect de notre production nationale si gravement compromise, c'est à ce péril qu'il faut sans cesse songer.

Que disent les comptes rendus de nos sociétés industrielles et commerciales? Qu'à chaque exercice nos entreprises abandonnent un peu plus à la rapacité du fisc. Qu'elles ne peuvent plus constituer de réserves, entreprendre l'amortissement indispensable, créer de l'outillage neuf, qu'il devient même difficile d'assurer l'entretien de celui qui existe. Les États-Unis consacrent 40 p. 100 des bénéfices au renouvellement du matériel.

La période d'appauvrissement relatif dans laquelle nous avons vécu depuis un demi-siècle est désormais close. Nous entrons dans la phase de l'appauvrissement absolu, celle où le capital se détruit de lui-même, selon une cadence en progression constante.

La politique du régime, fatalement, ne pouvait aboutir qu'à cette destruction.

Et maintenant faites le tour de la planète et voyez si, à l'exception de la Russie soviétique, il se rencontre un autre spécimen d'État aussi ennemi du patrimoine national.

MARCEL CHAMINADE

LE SORT DE POYNTON[1]

V

« J'abandonnerai la maison, s'ils me laissent prendre ce que je désire. » Ces paroles qui résumaient le combat de sa nuit brûlante furent prononcées par Mrs Gereth avec un visage tragique, au déjeuner du lendemain. Fleda pensa que ce qu'elle désirait, englobait simplement tous les objets qui les environnaient. La crainte que la jeune fille avait d'un scandale, des critiques et des spectateurs, diminua quand elle vit qu'il y avait si peu d'avidité vulgaire dans cette intransigeance. Ce n'était pas un grossier désir de possession; c'était le besoin d'être ferme dans sa foi et fidèle au noble principe de la beauté qu'elle avait élaborée avec tant de patience et de succès. Pâle et splendide, elle se dressait, appuyée au mur, comme la gardienne héroïque d'un trésor : une lumière dans ses yeux disait qu'elle mourrait à son poste. Si la querelle devenait publique et si Waterbath pensait pouvoir se donner en spectacle, tant pis pour Waterbath, la honte serait pour eux. Une distinction nouvelle émanait de son fanatisme : elle parcourait la maison comme une souveraine régnante ou une orgueilleuse usurpatrice. Au milieu de tous les objets splendides qui la remplissaient, le plus remarquable fut, en ces jours-là, la maîtresse en danger.

« Il reviendra pour insister, » avait dit Mrs Gereth, et la semaine suivante, Owen revint en effet. Il aurait pu simple-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet.

ment écrire, pensa Fleda, mais il était venu en personne parce que c'était à la fois plus gentil pour sa mère et meilleur pour sa cause. Il n'aimait pas les scènes, au contraire de Mona très probablement, et après tout, s'il n'avait pas le sentiment du beau, il avait celui de la justice. « Vous ne trouvez pas que je suis grossier, n'est-ce pas? » demandait-il à Fleda, et l'impatience faisait briller ses yeux inexpressifs comme l'heure des repas fait étinceler les fenêtres d'un club. « La maison de Ricks l'attend les bras ouverts. Et je lui donnerai le temps qu'il faudra. Dites-lui qu'elle peut faire enlever tout ce qui lui appartient. » Elle voyait là un cercle sans issue, car rien à Poynton n'appartenait à Mrs Gereth en particulier. Il lui fallait tout emporter ou ne rien emporter et la jeune fille lui suggéra de prendre le dernier parti : ce serait peut-être une inspiration que de commencer une page blanche. Mais qu'avait-elle donc pour commencer, la pauvre femme? Avec son maigre revenu elle ne pouvait que tirer le meilleur parti des « objets d'art » de Ricks, des « trésors » réunis par la vieille demoiselle. Mrs Gereth n'avait jamais été à Ricks. Pendant de longues années on avait loué la maison à des étrangers, puis le pressentiment de sa destinée l'avait éloignée de cette visite humiliante; elle la verrait toujours assez tôt, et Fleda (qui se gardait bien de dire que Mona l'avait vue et l'avait appréciée) savait qu'elle tenait les idées de la vieille tante pour voisines de celles de Waterbath. Bref, la seule chose qu'elle pourrait faire des « objets d'art » de Ricks serait de les jeter à la rue. Les meubles qui lui appartenaient à Poynton, comme disait Owen, combleraient le vide.

Elle appréciait naturellement ces concessions mais se bornait encore à déclarer que discuter cette question avec son fils, ce serait lui donner la victoire, lui reconnaître un droit inacceptable. « Les objets préférés » : il n'y avait pas un objet dans la maison qu'elle ne préférât pas. Mrs Gereth, qui avait souvent de l'esprit, s'étendait avec une joie sarcastique sur la belle mine que feraient une douzaine des objets de Poynton dans le milieu spécial de Ricks. Qu'avait été toute sa vie sinon un effort vers l'achèvement et la perfection? Mieux valait tout de suite Waterbath et son unité cynique, que la bassesse d'une telle transaction.

Rien de tout cela ne pouvait aider Fleda, qui s'était donné la mission de trouver une solution. Quand, au bout d'une quinzaine, Owen revint, ce fut officiellement pour tancer un fermier malhonnête; la jeune fille comprit qu'en réalité il était venu, envoyé par Mona, pour voir ce que faisait sa mère. Il voulait s'assurer qu'elle préparait son départ, et il voulait aussi accomplir un devoir différent, mais tout aussi impérieux, au sujet des objets avec lesquels elle se retirerait. La tension entre eux était si forte qu'il dut commettre ce forfait sans rencontrer son adversaire. Mrs Gereth préférait comme lui qu'il s'adressât à Fleda, malgré les choses cruelles qu'il pouvait avoir à lui dire; elle plaignait seulement sa pauvre amie de rencontrer si souvent un être pour lequel elle comprenait si bien sa répulsion. Il allait de soi, pour Mrs Gereth, que Fleda était toujours de son côté.

Owen, pendant que se poursuivaient les préparatifs de son mariage, revint plusieurs fois à Poynton. Mais sa mère ne voulut jamais le recevoir. Il ne parlait qu'à Fleda et ne sortait qu'avec elle et, quand il lui demandait si Mrs Gereth ne se préparait vraiment pas à partir, la jeune fille répondait : « Elle ne veut pas avoir l'air de se décider, mais je crois qu'elle réfléchit à ce qu'elle emportera. » Et quand son amie lui demandait ce que faisait Owen, elle répondait : « Il attend, chère Madame, de voir ce que vous ferez. »

Un mois après le grand choc, Mrs Gereth prit subitement une décision extraordinaire; elle s'embarqua avec sa compagne pour Ricks. Elles allèrent d'abord à Londres et prirent un train à Liverpool Street. Le magnifique sac de voyage de Fleda lui avait été donné par son amie; un des moindres ennuis auxquels elle se préparait, était d'avoir à passer la nuit là-bas.

« Mais c'est charmant! » s'écria la jeune fille, quelques heures plus tard, dans le petit salon pimpant, quittant la fenêtre à guillotine vers laquelle elle s'était avancée d'un mouvement ravi. Mrs Gereth n'aimait pas ces fenêtres dont l'unique vitre glissait de bas en haut, surtout quand elles offraient à la vue quatre vilains géraniums dans des vases de fer, peints en blanc, posés sur des piédestaux, qui s'efforçaient de donner un air de terrasse à une simple allée sablée.

Fleda avait tout de suite détourné les yeux, mais Mrs Gereth regardait d'un air farouche, se demandant naturellement comment un endroit situé en plein Essex, à trois kilomètres d'une petite gare, pouvait ainsi avoir un air de banlieue. En fait la pièce n'était qu'une boîte étroite. Il n'y avait à la jonction des murs et du plafond ni moulure, ni corniche, mais seulement une misérable petite bande de papier écarlate, collée en bordure de l'autre papier qui était, celui-là, d'un gris laiteux parsemé de fleurs d'argent. Cette tenture était neuve et très fraîche et il y avait, au milieu du plafond, une grosse poutre carrée recouverte de papier blanc. Fleda fut sur le point de dire que ce détail était assez pittoresque, mais s'aperçut à temps que cette remarque ne serait pas heureuse. Elle ferait mieux aussi, pensa-t-elle, de ne rien dire des cheminées ni des portes, qui arrachèrent à sa compagne un sourd gémissement.

Malgré tout, ce n'était pas aussi mal que Fleda l'avait craint. C'était fané et mélancolique, alors qu'on aurait pu redouter une gaieté criarde et d'insolentes sottises. La maison était remplie d'objets dont la réunion formait en quelque sorte une pauvreté, et la médiocrité, une grâce, d'objets qui disaient d'eux-mêmes qu'ils avaient été réunis avec autant de patience et d'amour que les joyaux de Poynton. Fleda sentait qu'elle aurait pu vivre au milieu d'eux; ils lui faisaient aimer la vieille demoiselle, ils éveillaient l'idée que peut-être il valait mieux, pour être heureuse, n'avoir pas goûté comme elle au fruit du savoir. Fleda, qui ne possédait pas un fétu, finissait par s'étonner qu'une femme ruinée pût avoir assez de prétentions pour mépriser un pareil refuge. Plus elle regardait autour d'elle, plus il lui semblait que la vieille tante avait été une âme, et le sentiment de son immatérielle présence créait un apaisement. Elle aurait adoré la vieille tante, qui avait dû être charmante, naïve, parfaite et peut-être l'héroïne de quelque tendre roman. Peut-être quelque pensée semblable traversa-t-elle l'esprit de Mrs Gereth, car, au bout d'une heure de méditation, résumant son impression des lieux, elle soupira profondément : « Allons, on peut en faire quelque chose! »

VI

La jeune fille fut très soulagée quand elle s'aperçut que le grand changement allait enfin avoir lieu. Le signe n'en fut pas un air de déménagement dans les salons de Poynton; ce fut comme un bourdonnement de décisions importantes. Aucun des préparatifs habituels ne s'effectuait; mais, un jour, au tournant d'un couloir, elle aperçut son amie immobile, les mains pendantes et inoccupées, et les yeux brillants d'un souffle d'aventure. Il sembla à Fleda que ce regard se posait sur elle comme une sourde et étrange bravade et il y eut un moment de silence pénible avant que l'une des deux amies ne parlât. La jeune fille, en évoquant plus tard ce regard, se rappela que Mrs Gereth semblait l'accuser d'un soupçon et accueillait, en même temps, ce soupçon avec une sorte d'acquiescement défiant. Cependant ce fut avec une ingénuité mélancolique que Mrs Gereth s'écria, en soupirant : « Je suis en train de décider ce que je vais emporter. » Fleda l'aurait embrassée pour cette parole, virtuelle promesse d'une concession, qui semblait prouver qu'elle était enfin décidée à se construire un refuge avec les épaves du naufrage.

Il est vrai qu'après leur retour de Ricks, quand elles avaient abordé l'idée du déménagement, elles s'étaient heurté de nouveau au grand embarras de sacrifier de merveilleux objets à d'autres tout aussi merveilleux. On avait immédiatement envie de prendre ce que l'on avait décidé de laisser et l'on était ainsi condamné, déclarait Mrs Gereth, à tourner dans un éternel cercle vicieux. C'était ce qu'elle avait fait pendant des jours, errant dans toute la maison pour comparer des objets incomparables. Comment ne pas s'attarder devant leurs visages suppliants? Fleda, elle-même, sentait cette prière : elle était si consciente de leur pure beauté et du danger qu'ils couraient et elle n'avait que peu de chose à répondre quand son amie lui demandait pathétiquement si le château, beau avec perversité par ces après-midi d'octobre, était un lieu qu'on pût consentir à abandonner.

Fleda se sentait découragée à l'idée de ne pas servir à grand'chose; il est vrai que Mrs Gereth la laissait trop facilement seule pour avoir l'air d'en attendre un service. En

réalité, sa sympathie et son intérêt pour la cause de Mrs Gereth servaient à prolonger l'indécision : « Que je voudrais que nous vous assommions, moi et mes biens, » dit un jour cette dame en plaisantant un peu. « Vous auriez vite fait alors de m'empaqueter avec quelques objets dans une voiture et tout serait fini. » La plus grande difficulté était d'avoir l'air de trouver qu'Owen était une brute et de sembler faire la concession de le recevoir quand il venait à Poynton. Par bonheur, c'était là son devoir et la fonction par laquelle elle protégeait Mrs Gereth. Elle pensait continuellement à lui et en venait à jouir de sa virile beauté plus que des meubles royaux du salon rouge. Elle s'étonna un peu au début de le voir venir si souvent, mais ne connaissait naturellement pas les affaires qu'il réglait pendant des heures avec des hommes hauts en couleur et bottés de cuir, qu'il recevait dans son bureau. Cette pièce était la seule monstruosité de Poynton : on n'y voyait que des pots à tabac, des bottes de chasse et des cravaches.

Il arrangeait ses affaires pour sa femme, il agissait selon les idées des Brigstock. Fleda appréciait qu'il se tînt au second plan, bien que la maison fût à lui, pendant que sa mère y était encore; il faisait ses visites entre les repas, à l'aide de calculs ingénieux au sujet des trains; il s'arrangeait pour s'imposer le moins possible. Il était donc difficile à Fleda d'accorder à Mrs Gereth qu'il était une brute; tout au plus pouvait-elle s'abstenir de la contredire quand elle répétait qu'il venait pour l'épier d'une manière insultante. Il guettait ses mouvements, sans aucun doute, mais, pour ainsi dire, en détournant la tête. Il savait que Fleda connaissait à présent ce qu'il désirait et il aurait donc été grossier de le lui répéter. Il n'était pas grand parleur et la jeune fille crut d'abord qu'il n'avait plus rien à dire; puis, elle commença à penser que s'il ne s'ouvrait pas davantage à une personne qui, après tout, faisait partie de la maison, c'était sans doute qu'il se réservait pour Mona.

Celle-ci d'ailleurs n'approuverait peut-être pas son bavardage avec une jeune fille à qui il ne manquait que des appointements pour être une subordonnée, et à partir du moment où cette pensée lui vint, ses sentiments déjà si contenus

exigèrent plus de contrainte encore. Sa situation à Poynton lui parut fausse et insupportable. Elle se dit qu'elle avait fait comprendre à Owen qu'elle avait dirigé sa mère de son mieux dans la voie qu'il désirait, et qu'il savait qu'il était indigne de chacun d'eux de rester à surveiller la pauvre femme, un carnet de notes et un fouet à la main. Cet accord de fait n'était-il pas un succès de fait? Fleda se trouva de pressantes raisons, aussi bien qu'un soudain désir, de quitter Poynton. Elle n'avait pas, d'un côté, reçu l'office légal de mettre Mrs Gereth dans le train et de fermer sur son abdication la porte du compartiment, et d'autre part n'avait pas promis de tenir indéfiniment Owen en suspens pour que sa mère gagnât le temps de creuser une contremine. Enfin, des propos lui avaient été rapportés : on l'accusait de s'attacher comme une sangsue aux maisons riches, où il y avait quelque chose à gagner. Sa sœur, qui lui avait ainsi parlé tout franchement, semblait visiblement destinée au clergyman, et, à son intention, Fleda venait de terminer une magnifique broderie, copiée sur un travail espagnol, une nappe d'autel ancienne qui était à Poynton. Mais l'heureuse bénéficiaire aurait d'autres exigences : ce cadeau ne suffirait pas pour entrer en ménage. Bref, elle décida de retourner en ville et de s'occuper du trousseau de Maggie. Son père, qui habitait maintenant West Kensington, ferait un effort et la recevrait. Disons, pour rendre justice à cet homme, que lui, au moins, n'avait jamais reproché à Fleda son dévouement bien placé : il en profitait consciencieusement. Mrs Gereth renonça à Fleda avec autant de douleur que si elle avait été une de ses bonnes affaires et la jeune fille n'eut pas le regret de manquer les visites d'Owen, car il chassait à Waterbath. Owen chassant, c'était Owen perdu et Poynton n'avait plus d'attraits.

La première lettre que Mrs Gereth lui écrivit fut pour lui annoncer qu'elle avait accompli, en personne au moins, son déplacement. La lettre était datée de Ricks où, comme pour la première visite, une impulsion soudaine l'avait transportée. « Mais oui, écrivait-elle, je suis ici pour de bon. Avec un carton à chapeau et une fille de cuisine, j'ai franchi le Rubicon, j'ai pris possession. C'est un plongeon dans l'eau froide et cela valait mieux que de rester frissonnante sur le

bord. En passant une semaine ici, je réchaufferai un peu la maison et, quand je reviendrai, la glace sera brisée. Je ne vous ai pas donné de rendez-vous à mon passage en ville, parce que je sais combien vous êtes occupée et que je me sens trop sauvage et désagréable pour désirer aucune compagnie, même la vôtre. Vous me diriez que je vais trop loin, ce qui est vrai, quoi que je fasse. Je suis ici pour tout regarder et faire faire certains arrangements avant d'arriver en force. Je serai probablement toute la semaine prochaine à Poynton. Il y a plus de place que je n'avais mesuré la dernière fois, et j'ai trouvé un assez beau service de vieux Worchester. Mais que sont l'espace, et le temps, et même le vieux Worchester pour votre malheureuse et affectionnée A. G. »

Le lendemain du jour où elle reçut cette lettre, Fleda dut se rendre dans Oxford Street où elle avait des courses à faire. Elle accomplît ce trajet compliqué à pied d'abord, puis à l'aide de deux omnibus. Le second la déposa en face du magasin et tandis que sur le bord du trottoir, relevant sa robe, en humble piétonne, avec un paquet et un parapluie elle attendait le moment de traverser, elle s'aperçut que tout près d'elle un cabriolet, sur l'ordre du passager qui brandissait énergiquement sa canne, s'était arrêté brusquement. C'était Owen Gereth qui l'avait aperçue et qui, découvrant des dents si blanches que, sous la capote du cab, elles auraient pu percer le brouillard, descendait pour lui demander s'il ne pouvait pas la conduire où elle allait. Quand elle eut expliqué qu'elle n'avait qu'à traverser la rue, il congédia la voiture et se mit à l'accompagner, non seulement jusqu'au magasin, mais même à l'intérieur, en l'assurant qu'il n'avait pas de courses pressées et que cela l'amusait de s'occuper des siennes. Elle lui dit qu'elle était venue acheter une garniture pour la robe de sa sœur et cette idée le fit rire aux éclats. Sa gaieté était presque toujours exagérée, mais se montra absolument hors de proportion lorsque Fleda remarqua qu'il aurait peut-être beaucoup de plaisir à acheter un objet semblable pour Mona. Elle se demanda s'il donnait vraiment un sens ironique à cette remarque, puis, après un moment, rejeta cette supposition comme inconcevable. Il balbutia que c'était pour elle qu'il voulait acheter quelque chose, un chic

cadeau, et qu'elle devait lui faire le plaisir de dire ce qu'elle préférait. Il ne pouvait avoir une meilleure occasion de lui faire ce présent, auquel il songeait depuis des semaines, en reconnaissance de ce qu'elle avait fait pour maman.

Fleda avait plusieurs achats à faire et Owen l'accompagna à tous les étages du grand magasin. Il affectait de s'intéresser à tout et attendait avec une patience extrême que les questions de métrage et de paiement fussent réglées. Elle savait maintenant très bien ce que Mona penserait de cette conduite, mais c'était Owen, et non pas elle, qui en était responsable. Il était, ce jour-là, très excité, et même un peu fou; elle ne l'avait jamais vu ainsi. Il prenait congé d'elle, puis revenait, répétait ses questions sans avoir entendu les réponses; il faisait des remarques saugrenues sur l'usage de la mousseline de soie et trouvait aux vendeurs des ressemblances imprévues. Il resta si longtemps que Fleda eut l'idée qu'il retardait le moment d'un devoir ennuyeux. Si elle avait jamais pensé à un Owen nerveux, elle ne l'aurait pas imaginé autrement. Mais pourquoi était-il nerveux? Il ne s'était pas montré agité au moment de la plus grande tension avec sa mère, et devait être, à présent, tout à fait tranquille de ce côté! Il revenait toujours au cadeau qu'il voulait que Fleda choisît; le merveilleux magasin contenait toutes les choses du monde et il lui offrait des objets incongrus: une couverture de voyage, une grande pendule, une table de lit et, surtout, une collection d' « œuvres complètes » magnifiquement reliée. Il voulait que ce fût un tribut, une offrande, et les « œuvres complètes » auraient exprimé avec délicatesse que c'était, avant tout, son intelligence qu'il désirait honorer. Il tenait infiniment à son idée, et les objets qu'il lui offrait témoignaient d'une délicatesse qui allait au cœur de Fleda, car ce qu'il aurait vraiment voulu lui donner était une de ces splendides étoffes déroulées devant eux. Fleda se moqua de cette exagération de ses propres mérites et voulut en donner la mesure exacte en acceptant une petite pelote de six pence, où la lettre F était dessinée avec des épingles. Il ne fut même pas nécessaire pour faire accepter sa discrétion d'invoquer la loyauté due à Mona, car, après la première allusion, elle ne prononça plus son nom. Elle remarqua en Owen plus de choses que d'habitude, mais fut surtout

frappée de son silence au sujet de sa fiancée. Elle se demanda ce qu'il avait fait dans ce long intervalle de sa loyauté et même de sa correction. En aurait-il fait un excellent usage, la situation qui mettait une telle question sur ses lèvres était au moins étrange. Il ne lui faisait pas la cour, ç'aurait été vulgaire, mais un fiancé aurait dû se montrer plus pointilleux.

En dépit des convenances, Owen continua à l'accompagner quand ils furent sortis du magasin, exprimant le regret qu'elle n'eût pas d'autres courses, cherchant à l'emmener aux devantures des autres magasins, choisir ce qu'il pourrait vraiment lui donner. Devant cette insistance elle finit par se dire qu'un présent ne serait, à la réflexion, qu'un tribut à son insignifiance. Il voulait aussi l'emmener déjeuner et ce dernier trait prouvait qu'elle était bien peu de chose pour qu'une partie au restaurant avec elle fût sans importance. Mais elle refusa : il fallait qu'elle rentrât avec sa garniture et il ne lui fut infligé qu'une conduite jusqu'à Marble Arch d'abord, puis dans le parc, après une nouvelle discussion. L'air d'automne était lourd même dans le parc, et comme ils se dirigeaient vers l'ouest et marchaient sur l'herbe, selon le désir d'Owen, la brume fraîche les alanguissant, ils se mirent à parler bas, puis à espacer leurs paroles. Owen devint tout à fait silencieux et son silence signifiait : je ne veux pas vous quitter, restez avec moi. En marchant à ses côtés, elle se demanda, surprise, quelle était l'affaire qu'il semblait vouloir reculer. Fleda eut l'impression confuse qu'il y avait quelque chose de changé dans ses sentiments, non pas vis-à-vis d'elle certainement, mais vis-à-vis de Mona, et elle sentait aussi que ce changement n'était pas étranger à sa présence sur l'herbe à côté d'elle. Elle avait lu des romans où, la veille du mariage, le fiancé, pour clore le passé, revenait une dernière fois à une ancienne liaison, et la conduite, le visage même d'Owen lui suggéraient l'idée d'un semblable personnage. Mais elle, Fleda, qu'était-elle dans tout cela?

Ils marchèrent jusqu'au coin sud-ouest des grands jardins, et quand ils furent devant le vieux palais rouge, près du vieux bassin rond, et qu'elle lui tendit la main en signe d'adieu, déclarant qu'il fallait absolument qu'elle prenne un véhicule, il leur sembla tout à coup que c'était entre eux une véritable

séparation. Elle appartenait à la vie de sa mère, était du parti de sa mère, et cette dernière ne reviendrait jamais plus à Poynton. Après ce qui s'était passé, elle n'irait même pas au mariage et ne parlerait probablement pas de la cérémonie à la jeune fille, à plus forte raison n'exprimerait-elle pas le désir que Fleda y assistât. Mona ne l'inviterait certainement pas, à la fois par décorum et parce qu'elle la classerait parmi les relations de la mère et non du fils. Tout était donc fini : c'était la dernière fois qu'ils se trouvaient debout face à face. Ils se regardaient avec la pleine conscience de ce qui se passait entre eux, et le visage d'Owen exprima un trouble muet, comme s'il suppliait son interlocutrice, avec plus de force que d'habitude, d'ajouter le mot juste à ce qu'il disait. Fleda sentit, au même moment, que le mot juste pourrait être celui qu'il ne fallait surtout pas prononcer. Et Owen dit, à tout hasard :

— Je voudrais que vous compreniez, n'est-ce pas... Je voudrais que vous compreniez...

Il sembla incapable d'exprimer ce qu'il voulait qu'elle comprît et Fleda désirait justement que la chose ne fût pas éclaircie. Stupéfaite, elle avait compris plus qu'il ne lui en fallait : le sang lui monta au visage. Il l'aimait, chose surprenante, plus qu'il ne l'aurait dû. Voilà ce qu'il voulait qu'elle comprît.

— Adieu, Mr Gereth, il faut que je m'en aille, — dit-elle avec une gaieté qui lui fit à elle-même l'effet d'une grimace.

Elle se sépara de lui brusquement, et, en souriant, fit quelques pas à reculons sur l'herbe, puis se retourna et s'éloigna le plus vite possible. « Adieu! adieu! » lui jeta-t-elle en se demandant s'il la rejoindrait avant qu'elle n'atteignît la porte; elle se rendait compte avec un brûlant dépit que son départ avait l'air d'une fuite; elle avait la vision du beau visage confus qui devait la regarder courir. Il lui sembla qu'elle avait répondu à une amabilité par une violente rebuffade. Au moins avait-elle pu s'échapper, mais la distance qui la séparait de la porte du jardin et son affreux galop, le long de Broad Walk, dont chaque saccade disgracieuse la blessait, lui paraissait interminable. Elle fit signe de loin à un fiacre arrêté dans Kensington et s'y jeta, soulagée que le cocher eût répondu

à son appel, ce qui lui permit, au bout de quelques minutes, quand elle eut violemment levé la glace, de s'apercevoir qu'elle était sur le point de fondre en larmes.

VII

Dès que sa sœur fut mariée elle alla retrouver Mrs Gereth à Ricks selon l'engagement qui avait été rapidement conclu de part et d'autre. Après avoir tant combiné et économisé en vue du bonheur de Maggie, elle ne pensait plus aux résultats de ses efforts, et n'était occupée que des changements définitifs, lui disait-on, qui avaient eu lieu à Ricks. Son imagination avait du reste travaillé pendant cette séparation. En recevant la lettre de Mrs Gereth, elle avait pris son essor de West Kensington, s'était arrêtée un moment sur la terrasse aux vases peints et de là s'était laissée porter par un souffle plus puissant droit à Poynton et à Waterbath. Fleda n'avait pas perçu le moindre écho d'un heurt définif. Mrs Gereth n'avait presque pas écrit, donnant la raison, très vraisemblable, qu'elle était trop occupée, trop fatiguée et trop pleine d'amertume, pour des politesses oiseuses. Elle avait seulement fait savoir que les choses étaient en bon train et que Fleda serait surprise du nouvel aspect de la maison. Le silence de Poynton et de Waterbath avait été égalé par la réserve austère de Fleda sur son secret, réserve qui lui avait fait répéter cent fois par jour qu'il était bien heureux qu'elle eût trop d'occupations pour pouvoir penser. Elle s'était prodiguée pour sa sœur et le clergyman et avait opposé à l'égoïsme de son père une douceur angélique. Le jeune couple s'étonnait d'avoir tant différé, puisque les choses étaient, après tout, si faciles. Elle avait pensé à tout, même au moyen d'égayer ce mariage « dans l'intimité » avec du champagne, et s'était arrangée pour maintenir son père en bonne humeur avec une seule bouteille. Bref, Fleda se disait avec satisfaction que, pendant plusieurs semaines, elle avait été exemplaire dans tous les rapports de la vie familiale.

Elle s'était préparée, en allant à Ricks, à beaucoup d'étonnement, car Mrs Gereth était une magicienne et possédait, malgré tout, de bons matériaux, mais la surprise qui l'atten-

dait sur le seuil la rendit muette et la fit chanceler. Le crépuscule était tombé quand elle arriva et le hall carré qui, dans sa simplicité, était un des rares traits heureux de la maison, éclairé par la lueur d'une lampe vénitienne, offrait sur chaque mur la richesse d'admirables tapisseries. La perception immédiate que l'endroit avait été embelli aux dépens de Poynton fut un choc, comme si elle s'était soudainement aperçue sous l'aspect d'une complice. L'instant d'après, elle était dans les bras de Mrs Gereth et ses yeux furent détournés de leur premier objet; mais, comme un éclair, la vision des grands vides dans l'autre maison avait passé devant elle. Les deux tapisseries, qui n'étaient pas les plus importantes de Poynton, mais celles qui avaient reçu du temps la plus admirable patine, avaient été le suprême orgueil du château. Quand elle put regarder de nouveau, elle était assise sur un sofa dans le salon, fixant un objet qu'elle reconnut bientôt pour le grand cabinet italien qui, à Poynton, était placé dans le salon rouge. Elle sentait, sans les voir, que la pièce était aussi remplie que possible des trophées des combats de son ami. Jusqu'à ses doigts gantés qui avaient tressailli en se posant sur le vieux velours broché du sofa, merveilleux tissu qu'elle aurait reconnu entre mille sans y jeter les yeux. Elle ne détachait pas son regard du cabinet, réprimant une sorte de frayeur et se demandant anxieusement s'il valait mieux en parler, parler de tout, ou simplement affecter de ne rien remarquer. Mais comment ne rien remarquer quand les cristaux du lustre tintaient devant elle et quand son amie, assise à ses côtés, courbée comme Atlas sous le globe, la fixait du même regard qu'elle-même attachait sur le cabinet? Elle était effrayée à la vision de tout ce que Mrs Gereth avait amassé sur ses épaules. Cette dernière attendait, la regardait, rassemblant ses forces et se composant le même visage d'aveu défensif qu'elle avait eu à Poynton, le jour où elle avait été surprise dans le couloir. Ne rien dire était ridicule, et cependant s'exclamer, marquer de l'intérêt, aurait donné à la jeune fille le triste sentiment d'avoir pris part à un vol. Ce vilain mot retentit dans le silence intérieur de Fleda et la secoua si violemment qu'elle jeta à droite et à gauche un regard épouvanté, comme une créature traquée; mais ce qui se présenta à

ses yeux, ce fut de lointaines places béantes, la honte des grands murs dénudés. Une phrase polie et insignifiante sortit enfin de ses lèvres. Puis elle sentit une fois de plus la main de Mrs Gereth sur son bras.

— Je vous ai fait préparer une chambre ravissante. Vous y serez à merveille, — dit cette dernière avec une incomparable douceur.

— C'est admirable le parti que vous avez tiré de cette maison, — et Fleda rencontra le regard de Mrs Gereth qui s'illumina : elle était si contente de ce qu'elle avait fait. Ces paroles, avec leur accent involontaire d'enthousiasme, n'étaient pas du tout ce que Fleda aurait voulu dire : elle se trouva du coup maladroitement rangée dans un parti, et ce fut ainsi que Mrs Gereth le comprit car elle embrassa de nouveau sa charmante compagne, de sorte que Fleda continua en appuyant sur le changement de ton et après avoir inspecté froidement la pièce :

— Mais, vraiment, vous avez tout emporté!

— Oh non! pas tout! Je pouvais faire tenir si peu de chose dans cette bicoque. Je n'ai emporté que ce que je tenais à garder.

Fleda s'était levée et parcourait la pièce.

— Vous avez tenu à garder les plus beaux objets, les pièces de musée, les purs joyaux.

— Je ne tenais pas aux horreurs, si c'est là ce que vous voulez dire.

Mrs Gereth frotta doucement ses mains l'une contre l'autre. C'était la première fois que Fleda entendait parler des horreurs de Poynton, mais le manque de sincérité de cette remarque ne l'arrêta pas. Debout dans la pièce, elle nomma l'un après l'autre, comme si elle avait eu une liste à la main, tous les meubles qui, dans la grande maison, avaient été placés dans des pièces différentes et qui maintenant avaient un peu trop — c'était la seule critique possible — l'air de danser un menuet sur un tapis de foyer. Elle les connaissait tous, connaissait tous leurs défauts, toutes leurs beautés — et le nom qu'un signe distinctif ou un détail de leur histoire leur avait fait donner. Elle sentit, pour la seconde fois, que Mrs Gereth prenait ce savoir pour une sincère approbation. Ses yeux

brillèrent de nouveau quand Fleda s'écria, éblouie : « Et même la croix de Malte! » Ce nom, incorrect en réalité, avait toujours été donné à Poynton à un merveilleux petit crucifix d'ivoire, de la grande époque espagnole, chef-d'œuvre de délicatesse et d'expression. Bien des années auparavant, Mrs Gereth, étant à Malte, avait appris l'existence de ce trésor d'accès difficile, et s'était lancée à sa recherche par un dédale d'intrigues et de mystères jusqu'au moment où un hasard romanesque l'avait mise en possession du joyau.

— *Même* la croix de Malte! — répliqua Mrs Gereth qui se leva du sofa en prononçant ces mots. — Mais, ma pauvre enfant, si j'avais abandonné ce bijou, pour qui m'auriez-vous prise?

— Un bibelot de plus ou de moins, — dit Fleda, — ne changerait pas grand'chose dans ce bel ensemble. Je vous prends simplement pour la plus grande des magiciennes. Vous avez opéré avec une rapidité et une tranquillité...

Sa voix trembla un peu en prononçant ces mots qui signifiaient que l'acte de son amie appartenait au genre de ceux qui ont, par définition, besoin du secours de l'obscurité. Fleda sentit qu'elle ne pourrait rien dire avant d'avoir fait comprendre qu'elle savait ce que le danger avait été. Elle acheva sa pensée par cette question franche et résolue :

— Comment avez-vous pu faire pour les emporter?

Mrs Gereth avoua le danger avec un cynisme qui surprit la jeune fille :

— En calculant, en choisissant mon heure. J'ai été calme, j'ai été prompte. J'ai tout combiné et, au dernier moment, je me suis précipitée.

Fleda soupira, soulagée : cette brutale satisfaction valait beaucoup mieux qu'un élégant sophisme : il allait devenir plus aisé de s'entendre.

— J'ai réussi parce que j'ai tout combiné et n'ai rien laissé au hasard : toute la marche était organisée d'avance, de sorte que, pour l'effectuer, il n'a fallu que quelques heures. Ce fut surtout une question d'argent. Oh! j'ai été terriblement extravagante — j'ai dû employer tant de gens! Mais il me la fallait, cette petite armée d'ouvriers, d'emballeurs, de porteurs, d'aides de toutes sortes avec d'immenses paniers. La question

était de s'arranger avec Tottenham Court Road et de payer le prix. Je ne l'ai pas payé encore : ce sera une terrible note! mais au moins la chose est faite.

Magnifique dans son triomphe, Mrs Gereth se laissa de nouveau tomber sur le sofa, jetant autour d'elle un regard qui était lui-même une riche synthèse, et trahissant clairement ses sentiments par un nerveux frottement de mains.

— Ma parole, — s'écria-t-elle, — ils ont vraiment l'air mieux ici.

Fleda avait écouté, terrifiée.

— Et personne n'a rien dit à Poynton? On n'a pas donné l'alarme?

— Quelle alarme? Owen m'avait laissée si seule. C'était presque un défi. J'ai choisi le moment où j'avais des raisons de croire qu'il ne viendrait pas.

Fleda se posait une autre question qu'elle hésitait à exprimer : il était difficile de demander à Mrs Gereth si elle n'avait pas eu peur des serviteurs. Elle connaissait aussi les secrets de ce spirituel gouvernement domestique, fait de brusqueries pour les timides, de défis pour les curieux, diplomatie si habile que plusieurs femmes de chambre l'avaient suppliée de les emmener à Ricks. Mrs Gereth, devinant le fond de la pensée de sa visiteuse, y répondit avec une belle franchise :

— Vous voulez dire qu'on m'espionnait, qu'il y avait là ses myrmidons sommés de lui télégraphier s'ils voyaient de quoi j'étais capable. Précisément. Je sais les trois domestiques auxquels vous pensez. Je les soupçonnais moi-même. Eh bien, j'avais arrêté ma ligne de conduite. J'ai disposé d'eux.

— Que leur avez-vous fait?

— Il a fallu qu'ils m'aident et de façon à me plaire; c'était la chose à laquelle ils s'attendaient le moins. J'ai marché droit sur eux, j'ai regardé chacun bien en face, leur donnant à choisir entre mon fils ou moi. C'est à moi qu'ils se sont ralliés. Ce sont de telles brutes!

Mrs Gereth se mettait de plus en plus en posture de femme malhonnête. Cependant Fleda dut reconnaître qu'elle aussi aurait été une brute et qu'elle se serait aussi ralliée à Mrs Gereth.

— Et pensez-vous, — demanda-t-elle, — que maintenant il va accepter la chose?

— Owen... ce que j'ai fait? Je n'en ai pas la moindre idée, — dit Mrs Gereth.

— Et Mona?

— Voulez-vous dire qu'elle sera l'âme de la dispute?

— Je ne vois guère Mona comme l'âme de n'importe quoi, — répliqua la jeune fille. — Mais sont-ils restés muets? N'ont-ils pas bougé?

— Pas un mot, pas un geste pendant ces huit jours. Peut-être ne savent-ils rien. Peut-être prennent-ils leur élan pour bondir?

Le courage de Fleda faiblit au moment du coucher; dans la chambre embellie pour lui plaire, elle reconnut plusieurs des objets qu'elles avait le plus admirés dans sa chambre précédente. On leur avait adjoint d'autres meubles enlevés aux autres salles, de sorte que ce tranquille ensemble, parfaitement harmonieux, réalisait merveilleusement l'idéal d'un boudoir de jeune fille. C'était un charmant Louis XVI très assorti, dont le style pur, avec ses dessins et ses tons fanés, évoquait la vieille France. Fleda pouvait se dire qu'aucune jeune fille ne s'endormirait ce soir-là en Angleterre dans un décor mieux composé. Et cependant ce privilège fut sans joie pour elle, et elle ne dormit pas, même pendant les heures lassantes où l'aube d'hiver et les cendres éteintes firent paraître la chambre grise et en quelque sorte dépourvue d'amour. Elle ne pouvait aimer les choses qui lui étaient données de cette manière.

Cependant, quand le matin arriva, quelque chose se trouva encore plus nettement défini : il lui serait odieux par-dessus tout de revoir Owen. Elle prit sur-le-champ la résolution de ne négliger aucune des précautions qui pourraient, dans la suite de sa vie, lui permettre d'éviter cet accident. Puis, tout en s'habillant, elle décida encore autre chose : sa position était devenue, en quelques heures, intolérablement fausse : en quelques heures, si possible, elle y mettrait fin. Et pour cela, elle allait informer Mrs. Gereth qu'à son grand regret elle ne pouvait plus être de son côté, qu'elle ne pouvait plus avoir cette fidélité que l'état actuel des choses exigeait impérieu-

sement. Elle s'habilla avec une espèce de violence, symbole de la manière avec laquelle elle précipitait son projet. Plus la séparation serait nette, moins elle aurait de chances de rencontrer Owen, car ce dernier allait être rapproché de sa mère par la nécessité de la réduire.

Elle savait qu'il était très important, pour ne pas jeter la lumière sur ses motifs secrets, que son odieuse déclaration ne fût pas accompagnée de larmes; il arriva pourtant, au déjeuner, qu'après s'être habilement placée le dos à la fenêtre, elle laissât sottement échapper un gros sanglot, avant d'avoir pu convenablement envisager la réponse à faire à cette question : n'était-elle pas enchantée de sa chambre? Cet accident lui parut sur-le-champ si grave qu'elle ne vit de refuge que dans une hypocrisie immédiate et elle mit son émotion sur le compte d'un mouvement de vive reconnaissance pour la générosité de son amie. Cette démonstration l'amena à se lever de table pour l'embrasser de nouveau, et ne fut pas assez bien improvisée pour que Fleda crût Mrs Gereth tout à fait rassurée. Elle avait au moins été surprise et pouvait conserver des soupçons. Cette réflexion arrêta Fleda, après le déjeuner, bien qu'elle fût assez remise pour dire ce qu'elle avait sur le cœur. Elle ne le dit donc pas du tout ce matin-là et vira de bord d'une manière absurde : elle s'était heurtée à la crainte de voir Mrs Gereth, le regard inquisiteur, se demander, dans son langage accoutumé, pourquoi diantre Fleda était devenue si emballée sur les droits d'Owen. Certes, elle se sentait capable de défendre ces droits spontanément, avec des raisons abstraites, mais cela supposerait une discussion dont l'idée la faisait trembler pour son secret. Tant que Poynton ne rendrait pas le coup et ne lui donnerait pas ainsi une indication, elle n'avait qu'à rester calme. Elle se traita de folle, pour avoir oublié, ne fût-ce qu'un instant, que sa seule sécurité était dans le silence.

Après le lunch, Mrs Gereth emmena Fleda dans le jardin pour lui expliquer la révolution — ou tout au moins, disait la maîtresse de Ricks, le grand chambardement qui avait été décrété, mais les deux femmes avaient à peine commencé, que des perspectives s'ouvrirent pour la plus jeune, dans une

direction tout à fait différente. Son attention fut bizarrement attirée par les cordons du bonnet de l'accorte femme de chambre au long visage rouge, qui sortit inopinément de la maison, et s'avança sur la pelouse. Ces cordons, flottant droit derrière elle, semblaient articuler dans leur agitation le nom qui maintenant résumait tout pour Fleda : « Poynton, Poynton, » disaient les rubans de mousseline. La femme de chambre devint ainsi, sur le coup, une actrice du drame, et Fleda, se persuadant craintivement qu'elle n'était qu'une spectatrice, porta de suite les yeux de l'autre côté de la rampe, sur le principal personnage. L'artiste lui rendit un regard également préoccupé. Toutes deux étaient assaillies d'hypothèses, mais aucune n'imaginait l'arrivée à Ricks, en chair et en os, de la victime de Mrs Gereth. Quand la messagère leur annonça que Mr Gereth était au salon, le stupide oh! émis par Fleda fut tout aussi précipité et beaucoup moins à sa place que les sons qui se formulèrent sur les lèvres de son hôtesse. Fleda fut surprise par la question que Mrs Gereth posa à la femme de chambre :

— Qui a-t-il demandé?

— Mais vous, chère amie, naturellement, — s'écria Fleda, donnant immédiatement corps à sa plus grande anxiété. Elle aurait voulu placer Mrs Gereth entre elle et le danger

— Il a demandé miss Vetch, Madame, — dit la servante avec une expression qui, pour un instant, rendit perceptible à Fleda le chœur en sourdine de l'office.

— Tout à fait convenable, — dit Mrs Gereth avec sévérité, et s'adressant à Fleda : — Allez le voir, s'il vous plaît.

— Mais pourquoi?

— Eh bien, comme d'habitude, pour voir ce qu'il veut.

Mrs Gereth congédia la femme de chambre.

— Dites-lui que miss Vetch va venir.

Fleda vit que son amie n'avait en ce moment d'autre désir dans l'esprit que celui de ne pas rencontrer son fils. Pour éviter la rupture il fallait autre chose que de se présenter ainsi à la porte sans invitation.

— Il a raison de vous demander, il sait que vous êtes notre intermédiaire; rien n'est changé sur ce point. Je suis prête à écouter tout ce qu'il me fera savoir par vous, comme

auparavant. S'il est venu pour me dire : ma chère Mère, vous êtes ici dans la masure où je vous ai jetée et je suis heureux que vous y ayez quelques consolations, je veux bien l'écouter — mais sur ces bases, seulement. Veuillez le lui faire comprendre. Vous m'obligerez comme vous m'avez déjà obligée — voilà qui est dit.

Mrs Gereth lui tourna le dos et, avec un bel air de détachement, se mit à corriger les misères qu'elle avait devant les yeux. Fleda cependant hésita, resta immobile quelques minutes, sentant secrètement que son destin la tenait encore. Il l'avait placée en face d'Owen Gereth et voulait évidemment l'y laisser. Deux choses lui revinrent en mémoire : l'une était que, tout en blâmant la rigueur de son amie, elle n'avait jamais su le détail de la scène entre la mère et le fils, dans la grande maison frappée de terreur, le jour où Mrs Gereth avait dû prendre le lit après sa défaite — la seconde que, à Ricks comme à Poynton, elle devait accepter avec reconnaissance toutes les occasions d'être utile, bien que cette efficacité ne fût pas, elle le savait, reconnue par tous. Ce qui la décida en dernier lieu quand Mrs Gereth eut disparu dans les bosquets, fut, malgré la distance et l'orientation opposée du salon, la précise vision qu'elle avait du jeune homme, seul, au milieu des causes de son chagrin. Elle le voyait, dans sa simplicité, contempler ses tapisseries, elle l'entendait marcher lourdement sur ses tapis, la poitrine soulevée par le sentiment de l'injustice. Et cette pensée la fit courir à lui.

VIII

— C'est vous que j'ai demandée, — dit-il quand elle fut là, — parce qu'en causant avec le cocher qui m'a conduit de la gare à l'auberge, j'ai appris qu'il vous avait amenée ici hier.

— Vous ne saviez pas que j'étais ici?

— Non. Je savais seulement que vous aviez été occupée à Londres, par tout ce que vous m'aviez dit l'autre jour. Et c'était l'idée de Mona qu'après le mariage de votre sœur vous resteriez avec votre père. Ainsi je vous croyais avec lui.

— Je ne suis ici que pour peu de temps, — répliqua

Fleda, — mais voulez-vous dire que, si vous aviez su que j'étais avec votre mère, vous ne seriez pas venu?

La manière dont Owen fut déconcerté donna à cette question plus d'enjouement qu'elle n'aurait voulu. Elle vit tout de suite qu'Owen n'était pas préparé à la rencontrer : qu'il fût allé d'abord à l'hôtel pour y déjeuner copieusement montrait la nature des forces qu'il avait prises. Bien qu'il l'eût demandée de son plein gré, la présence de Fleda le déroutait. Elle sentit naître, en sa présence, un vif désir de lui faire comprendre qu'aucun mal ne pouvait lui arriver. Elle n'avait jamais autant souhaité, devant qui que ce fût, de montrer de l'aisance, de la gaieté et une exceptionnelle sensibilité. Il lui expliquait, cependant, que, certainement non, il ne serait pas venu s'il avait su qu'elle était là, parce que, elle le voyait bien, il aurait pu lui écrire.

— Cela m'aurait épargné beaucoup d'ennui... oui beaucoup d'ennui. Naturellement, j'aime mieux vous voir que de la voir, elle, — ajouta-t-il avec gaucherie. — Quand le type m'a parlé de vous, j'ai sauté là-dessus, je vous assure. Je n'ai vraiment aucun désir de voir maman. Si elle croit que cela m'amuse! (Il poussa un soupir de dégoût). Je suis seulement venu parce que cela me semblait le meilleur parti. Je ne voulais pas qu'elle puisse dire que je ne m'étais pas parfaitement conduit. Je vois bien que vous savez qu'elle a tout emporté, ou sinon tout, eh bien, beaucoup plus qu'on aurait jamais imaginé. Vous pouvez le voir vous-même — elle a déménagé la moitié du château. Elle a tout entassé ici — vous pouvez le voir vous-même.

Sa manière enfantine de se répéter, sa façon naïve d'exprimer des choses évidentes le reprenait; cependant Fleda le trouvait changé, au moins par la transformation de son visage limpide, maintenant marqué de petits signes de chagrin qui le défiguraient presque. Il avait l'air d'un beau garçon avec un grand mal de dents — le premier mal de dents de sa vie. Elle devina que le plus douloureux était la nouveauté du mal. Il n'avait jamais rencontré une difficulté, il n'avait pas de défense. Son monde intérieur, strictement limité à ses possibilités personnelles, était entouré d'un faubourg brumeux dans lequel il n'avait jamais eu l'occasion de s'aven-

turer. Dans ces parages vulgaires et mal éclairés, il s'était évidemment perdu.

— Nous nous étions tout à fait fiés à son honneur, vous savez, — dit-il lugubrement.

— Peut-être avez-vous le droit de dire que vous vous étiez fié aussi au mien.

Debout devant lui, au milieu des objets volés, comme si elle était en quelque sorte leur gardienne, elle sentit qu'il fallait absolument qu'elle dégageât sa responsabilité. Mrs. Gereth avait rendu la situation trop difficile pour qu'on lui restât fidèle.

— Je peux bien dire que, de mon côté, j'ai eu aussi confiance en elle. Je n'avais jamais rêvé, moi non plus, qu'elle choisirait tant de choses.

— Et vous ne pensez pas qu'elle a eu raison, n'est-ce pas? Vous ne le pensez pas?

Il parlait très vite et semblait vraiment plaider pour lui.

Fleda hésita un moment :

— Je crois qu'elle est allée trop loin, — puis elle ajouta : — Je lui dirai immédiatement que je vous ai dit cela.

Il sembla étonné de cette affirmation, mais il répondit de suite :

— Alors, vous n'avez pas dit à maman ce que vous pensiez?

— Pas encore, pensez que je ne suis arrivée qu'hier soir. (Elle se sentait d'une faiblesse honteuse). Je n'avais aucune idée de ce qu'elle avait fait. J'ai été tout à fait surprise. Elle a agi avec une adresse!

— C'est la chose la plus habile que j'aie vue de ma vie!

Ils se jetèrent un regard pénétré d'admiration pour cette habileté et Owen se mit bientôt à rire bruyamment. Le rire était en lui-même naturel, mais l'occasion en était étrange, et Fleda trouva plus étrange encore, au point qu'elle faillit rire aussi, la charité inattendue qui lui fit ajouter :

— Pauvre chère maman! C'est une des raisons qui m'ont fait vous demander, — continua-t-il, — pour voir si vous la souteniez.

Tout ce qu'il faisait ou disait le lui rendait plus cher.

— Comment puis-je la soutenir, Mr. Gereth, quand je pense comme vous qu'elle a commis une grande faute?

— Une grande faute, cela est bien...

Il parlait sans qu'elle comprît pourquoi — comme si cette déclaration marquait un point.

— Naturellement, il y a beaucoup d'objets qu'elle n'a pas emportés, — continua Fleda.

— Oh oui, beaucoup de choses. Mais vous ne reconnaîtriez pas la maison, tout de même. Je ne savais pas jusqu'à maintenant combien j'aimais ces meubles. Ils ont énormément de valeur, n'est-ce pas? Maman croit que je n'ai jamais fait attention à aucun de ces objets, mais je vous assure que j'en étais extrêmement fier. Sur mon honneur, j'en étais fier, miss Vetch. Et il faut qu'elle les renvoie, — ajouta-t-il après un silence.

— Est-là ce que vous êtes venu lui dire?

— Pas ces paroles exactement, mais je suis venu lui dire — il balbutia, puis se décida : — Je suis venu exprès pour lui dire qu'elle renvoie tout immédiatement. Autrement je devrais lui envoyer les huissiers.

— Je suis heureuse que vous n'ayez pas fait cela.

— Que j'aille au diable si j'en ai envie! — déclara Owen sans ambages. — Mais qu'est-ce qu'un type peut faire quand on ne veut pas causer avec lui?

— Qu'appelez-vous causer avec un type? — dit Fleda avec un sourire.

— Eh bien, me laisser, moi, lui choisir une dizaine de choses qu'elle pourra garder.

C'était là une transaction dont Fleda dut, au bout d'un moment, renoncer à imaginer l'effet.

— Et si elle ne veut pas? — dit-elle.

— Je laisserai faire mon avoué. Lui, ne la lâchera pas. Parbleu, je connais le type.

— C'est affreux! — dit Fleda en le regardant avec horreur.

— C'est absolument dégoûtant.

Son manque de logique aussi bien que sa véhémence la saisît, et elle le regarda un moment dans les yeux avant de poser la question que cette situation suggérait. Elle dit enfin :

— Est-ce que Mona est très fâchée?

— Oh! Dieu oui! — dit Owen.

Elle avait compris qu'il ne parlerait pas de Mona le premier. Après avoir attendu inutilement qu'il continuât, elle reprit :

— Elle est retournée, là-bas? Elle a vu l'état de la maison?

— Oh! Dieu oui! — répéta Owen.

Fleda répugnait à insister, mais la brièveté d'Owen, en l'étonnant, lui donnait le désir d'en savoir davantage. L'intelligence de la jeune fille faisait seule le travail de suggestion, car Owen ne possédait aucun art d'insinuation. N'était-ce pas toujours le moyen de communiquer avec lui que de dire à sa place ce qu'il ne pouvait pas exprimer? Cette particularité était présente à l'esprit de Fleda quand elle demanda si Mona avait été très mécontente de la conduite de Mrs. Gereth. Il lui dit immédiatement ce qu'elle voulait savoir : il était debout devant le feu, ses longues jambes écartées, maniant brusquement ses gants derrière son dos.

— Elle est furieuse; elle ne veut rien entendre. Vous comprenez, elle avait vu la maison avec tous les meubles.

— Alors, elle les regrette?

— Si elle les regrette!... un peu! Elle en parlait avec ravissement.

Fleda se rappela ce qu'avait été le ravissement de Mona et se dit que, si c'était là l'espèce de plaidoyer qu'Owen avait préparé, il était tout aussi bien qu'il ne vît pas sa mère.

Comme il n'ajoutait rien, elle risqua cette question :

— Je ne me souviens plus de la date fixée pour votre mariage?

Owen s'éloigna du feu, et comme s'il ne savait pas de quel côté se tourner, finit par se diriger vers l'une des fenêtres :

— C'est un peu incertain; la date n'est pas encore décidée.

— Je croyais me rappeler qu'à Poynton vous m'aviez dit le jour, qui était assez rapproché.

— Je le crois bien! c'était pour le 19. Mais nous avons changé cela, elle veut la déplacer. — Il regarda par la fenêtre, puis il dit : — La vérité est que le mariage ne se fera pas tant que maman n'aura pas cédé.

— Cédé!

— Remis la maison en état. — Il ajouta avec sa brusquerie habituelle : — Vous savez bien ce que je veux dire.

Il parlait sans impatience, mais avec une espèce de douceur familière et suggestive qui faisait mal à Fleda parce qu'elle l'avait obligé à avancer une chose embarrassante et même humiliante. Oui, vraiment, elle savait tout ce qu'il lui fallait : Mona avait montré la main qu'elle cachait sous son beau gant de velours. Sa nature ne pouvait tromper que des esprits superficiels; et personne au monde n'était moins superficiel que Fleda. Elle avait deviné la vérité à Waterbath, en avait souffert à Poynton, et à Ricks ne pouvait faire autre chose que l'accepter avec l'indignation muette qu'elle sentait croître en elle. On pouvait dire que Mona n'avait pas perdu de temps à exercer sa poigne, puisqu'elle l'avait fait avant le mariage.

Elle reprit :

— Ce que vous voulez que je dise de votre part à votre mère, c'est que vous demandez une restitution immédiate et, pour ainsi dire, complète?

— Oui, c'est cela. Ce sera excessivement aimable de votre part.

— Très bien. Voulez-vous m'attendre?

— Pour avoir la réponse de maman?

Owen prit un air effrayé et perplexe. Sa nervosité croissait devant une définition aussi claire de sa situation.

— Je peux, — dit-il en regardant ses gants, — vous savez, lui donner un jour ou deux. Naturellement, je ne suis pas venu passer la nuit, — continua-t-il. — L'auberge est une boîte et je sais les heures des trains, puisque je ne pensais pas vous trouver ici. — Il fut frappé, presque au même moment que son interlocutrice, par l'absence de lien de cause à effet. — Je veux dire que, si je l'avais pensé, j'aurais senti que je pouvais rester coucher. J'aurais compris que je pouvais causer avec vous plus facilement qu'avec maman.

— Nous avons déjà parlé longtemps, — dit Fleda en souriant.

— Encore une chose, s'il vous plaît, — déclara-t-il comme s'il pouvait y en avoir encore beaucoup d'autres. — Ne parlez pas de Mona je vous prie.

Elle ne comprit pas :

— De Mona?

— Ne dites pas que c'est elle qui pense que maman est allée trop loin.

Cela était encore un peu obscur, mais Fleda comprenait.

— Cela ne doit pas avoir l'air de venir d'elle du tout, voyez-vous? Cela fâcherait maman davantage.

Fleda le savait parfaitement; mais il lui paraissait indélicat d'acquiescer. Elle était, de plus, déjà plongée dans de profondes méditations sur ce qui pourrait adoucir maman, et, ne trouvant rien du tout, s'attacha seulement à l'espérance qu'une inspiration lui viendrait quand Owen serait parti. Certes, il y avait un remède, mais il était hors de question. Cependant, dans l'atmosphère troublée que créaient la présence d'Owen, son visage anxieux, son pas agité, cette solution apparut un moment devant elle. Elle sentait fortement que, malgré l'intransigeance polie de sa mission, le malheureux jeune homme, pour certaines raisons, par fatigue, par dégoût, était prêt à ne pas insister. Son attitude combative fléchissait. Il n'avait pas d'avidité naturelle ni même de véritable colère, il ne savait que ce qu'on lui avait appris et faisait de son mieux pour s'assimiler la leçon qui lui inspirait tant de dégoût. Une main étrangère l'avait préparé, celle de Mona, bien entendu, et il en sentait encore le poids sur son dos large et fort. Pourquoi donc en avait-il, au début, tant aimé la caresse? Fleda écarta cette question qui ne la concernait pas. Peu importait que Mona ne comprît pas la valeur de ce qu'elle avait perdu; peu importait que l'insulte l'eût émue et non la perte. Le droit était pour elle, même si elle témoignait d'une promptitude à la vengeance que personne — et Owen moins qu'un autre — n'aurait imaginée.

— Certainement, je ne parlerai pas de Mona, — dit Fleda, — et ce ne sera pas du tout nécessaire. Le tort fait à vous seul est assez grand et justifie pleinement votre réclamation.

— Je ne peux pas vous dire ce que c'est pour moi de vous avoir de mon côté! — s'écria Owen.

— Jusqu'à ce moment, — dit Fleda, — votre mère ne doutait pas que je ne fusse du sien.

— Alors, naturellement, elle ne sera pas contente de votre changement.

— Je n'en suis que trop sûre.

— Vous pensez que, peut-être, elle ne voudra pas discuter du tout, — dit Owen.

— Il faut que je réfléchisse... et que je prie, — dit la jeune fille en souriant. — Je peux seulement vous dire que j'essaierai de la persuader. Je veux essayer, vous savez, car je désire vous aider. — A ces mots, il resta si longtemps à la regarder qu'elle ajouta très fermement : — Ainsi vous devez me laisser tout à fait seule avec elle, je vous prie. Il faut que vous rentriez tout droit.

— A l'auberge?

— Non, non. En ville. Je vous écrirai demain.

Il chercha des yeux son chapeau.

— Il y a naturellement la chance qu'elle prenne peur.

— Peur, vous voulez dire, des démarches légales que vous pouvez être amené à faire?

— Son cas est clair. Je pourrais la faire boucler. Les Brigstocks disent que c'est du vol pur et simple.

— J'imagine facilement ce que les Brigstocks disent.

Fleda se permit cette remarque irrévérencieuse.

— Cela ne les regarde pas, n'est-ce pas? — fut la réponse inattendue d'Owen.

Fleda avait déjà remarqué que cet esprit si lent avait des transitions remarquablement rapides. Elle montra son amusement :

— Ils auraient le droit de dire que cela me regarde encore bien moins.

— Oui, mais au moins, vous ne l'injuriez pas.

Fleda se demanda si Mona l'injuriait, et tout ce qu'il y avait de délicat en elle la fit s'écrier sur-le-champ.

— Vous ne savez pas de quels noms je la traiterai, si elle ne cède pas!

Owen la regarda lugubrement; puis il souffla sur son chapeau, pour enlever un grain de poussière.

— Vous ne vous en irez pas, j'espère.

— M'en aller?

— Oui, si elle le prend mal.

Fleda alla à la porte, et l'ouvrit.

— Je ne peux rien dire. Soyez patient et attendez.

— Naturellement, il le faut bien, — dit Owen, — naturel-

lement, naturellement. — Mais il ne profita de la porte ouverte que pour dire : — Vous voulez que je m'en aille, et je m'en irai dans une minute. Seulement, avant que je ne parte, répondez à cette question, s'il vous plaît. Si vous étiez obligée de quitter ma mère, où iriez-vous?

Fleda sourit de nouveau :

— Je n'en ai pas la moindre idée.

— Je suppose que vous retourneriez à Londres.

— Je n'en ai pas la moindre idée, — répéta Fleda.

— Vous ne... vous ne... vivez nulle part en particulier, n'est-ce pas? — continua le jeune homme.

Il eut l'air gêné dès qu'il eut parlé. Il sentit — Fleda s'en aperçut — qu'il avait appuyé trop brutalement sur le fait qu'elle n'avait — pour dire les choses nettement — aucun intérieur. Son intention avait été de faire une affectueuse allusion à tout ce qu'elle risquait de perdre dans une querelle avec sa mère; mais, en réalité, il n'y avait pas de manière délicate de toucher à ce sujet. On ne pouvait en parler qu'en termes clairs.

Fleda, exaltée comme elle l'était, repoussa l'idée d'aborder cette question :

— Je ne veux pas abandonner votre mère, — dit-elle. — Je parlerai. Je la convertirai.

— J'en suis sûr, si vous la regardez avec ces yeux.

Elle avait atteint un tel degré d'exaltation qu'il y avait peut-être bien une lumière dans son pâle et fin visage, une lumière qui brilla silencieusement vers lui, se refléta profondément dans le visage d'Owen. « Je lui ferai comprendre,... je lui ferai comprendre! » Elle résonnait comme une cloche d'argent. Elle crut, en ce moment, à sa réussite; mais ce sentiment changea, à la minute suivante, quand elle s'aperçut qu'Owen, passant rapidement devant la porte qu'elle avait ouverte, la lui fermait brusquement au nez. Il avait agi trop vite pour qu'elle eût pu l'arrêter et il restait là la main sur le bouton, lui adressant un sourire étrange. Plus clairement que les mots qu'il aurait pu trouver, parlaient ces quelques secondes de silence.

— Quand je me suis embarqué dans cette affaire, je ne vous connaissais pas, et maintenant que je vous connais,

comment puis-je vous dire la différence? Et elle, elle se montre si différente, si laide, si vulgaire dans cette dispute! Non, comme vous, je n'ai jamais connu personne. C'est tout à fait autre chose, c'est une chose tout à fait nouvelle. Écoutez-moi un peu. N'y a-t-il rien qu'on puisse faire?

Voilà ce qui avait été dans l'air en ce jour de Kensington, et il n'aurait fallu que quelques paroles pour en faire un acte accompli. C'est pourquoi la jeune fille, frémissante, ne pensait qu'à ne pas entendre, pour garder l'acte inaccompli. Elle n'hésitait pas, s'il le fallait, à être cassante.

— Laissez-moi sortir, s'il vous plaît, Mr. Gereth, — dit-elle.

Il ouvrit la porte après un moment d'hésitation si court qu'en y pensant plus tard — car elle devait penser à ces choses toute sa vie — elle se demandait sur quel ton elle avait pu parler. Ils passèrent dans le vestibule où elle rencontra la femme de chambre à qui elle demanda si Mrs. Gereth était rentrée.

— Non, mademoiselle; et je crois qu'elle a quitté le jardin. Elle est allée sur la route de derrière.

En d'autres termes, ils avaient toute la maison à eux. Ç'aurait été un plaisir de causer, sur un autre ton, avec cette femme de chambre.

— Ouvrez la porte d'entrée, s'il vous plaît, — dit Fleda.

Owen, comme s'il cherchait son parapluie, regarda vaguement dans le vestibule, regarda même pensivement l'escalier, pendant que l'élégante domestique obéissait à Fleda. Les yeux d'Owen se portèrent alors vers la porte ouverte.

— Je trouve que c'est rudement joli, ici, — remarqua-t-il. — Je vous assure que je m'en contenterais bien.

— Je le crois volontiers. Avec la moitié de vos meubles ici. C'est Poynton lui-même... ou presque. Au revoir, Mr. Gereth, — ajouta Fleda.

Elle avait compté naturellement que l'accorte femme de chambre, après avoir ouvert la porte d'entrée, resterait, pour la fermer derrière Owen. Mais cette parfaite domestique s'était déjà adroitement évanouie derrière un rideau de serge verte que Mrs. Gereth n'avait pas encore eu le temps d'anéantir. Fleda tendit la main, mais Owen s'éloigna d'elle — il ne

trouvait pas son parapluie. Elle sortit au dehors, étant résolue à le faire partir; au bout d'un moment, il la rejoignit sous le petit portique aux colonnes de plâtre qui ne ressemblait à rien de ce qu'on trouvait bien à Poynton. On aurait dit, prétendait Mrs. Gereth, le porche d'une maison de Brompton.

— Oh! je ne veux pas dire avec tous les meubles qui sont ici, — expliqua-t-il. — Je veux dire que je pourrais m'en arranger tel que c'était; il y avait beaucoup de jolies choses ici, ne croyez-vous pas? Je veux dire si tout était renvoyé à Poynton, si tout était arrangé.

Il proféra ces dernières paroles avec une sorte de soupir étouffé. C'était une solution qui ne s'expliquait, pensa Fleda, que par un autre échange plus surprenant — la restauration, dans le château — non seulement des tables et des chaises, mais de la maîtresse expulsée. A Ricks, Owen s'installerait et, avec lui, évidemment, une autre personne. Une telle personne ne pouvait guère être Mona Brigstock. Il lui tendit la main, et une fois de plus, elle entendit ses muettes paroles :

— Si, là-bas, tout était raccommodé, je pourrais vivre ici avec *vous*. Ne comprenez-vous pas ce que que je veux dire?

Fleda comprenait parfaitement, mais avec un visage où — elle s'en flattait — aucun signe de cette compréhension n'apparaissait, elle lui donna la main et lui dit :

— Adieu, adieu.

Owen serra fortement sa main et la garda même après un effort qu'elle fit pour se libérer — effort qu'elle ne répéta pas, car elle sentit qu'il valait mieux ne pas montrer qu'elle était agitée. Tandis qu'Owen la regardait en lui retenant la main, elle se dit qu'elle portait à présent la peine de l'extravagance de la mère à Poynton — de l'impétuosité avec laquelle Mrs. Gereth avait exposé publiquement que la petite Fleda Vetch était la personne qui pouvait assurer la paix générale. Elle vit qu'Owen éprouvait, à ce moment, ses plus grandes difficultés de parole et, tant qu'il ne lui lâchait pas la main, elle était en son pouvoir. Sa défense serait peut-être de prendre un air stupide et revêche; aussi prit-elle l'air le plus stupide et le plus revêche qu'elle pût trouver : elle en fut récompensée par la perception immédiate que ce n'était

pas du tout ce qu'il voulait. Néanmoins, il parvint à articuler ces mots :

— Il y a une chose que je dois vous dire, puisque vous allez agir si aimablement pour moi; pourtant, naturellement, vous verrez bien vous-même que ce n'est pas une chose à lui dire. — Il la fit attendre encore. — Mona m'a fait comprendre... — balbutia-t-il. Il essaya de rire, mais la voix lui manqua de nouveau.

— Que vous a-t-elle fait comprendre? — dit Fleda pour l'encourager.

Ce secours le mit d'aplomb et il acheva son exploit :

— Eh bien, si je n'obtiens pas qu'on renvoie les meubles, tous ces maudits meubles, excepté quelques-uns qu'elle choisira elle-même, elle ne veut plus avoir affaire à moi.

Fleda, au bout d'un moment, l'encouragea de nouveau.

— Affaire à vous?

— Eh bien, elle ne m'épousera pas, tout simplement, comprenez-vous?

Les jambes d'Owen, comme sa voix, avaient tremblé pendant qu'il parlait et la pression de sa main se relâcha si bien que Fleda put dégager la sienne. Sa surprise se traduisit par un rire joyeux.

— Ne craignez rien, vous retrouverez votre bien. Mais, certainement; soyez-en sûr; ne vous tourmentez pas.

Elle recula dans la maison, sa main sur la porte. « Adieu, adieu. » Elle répéta ce mot plusieurs fois, riant bravement, le renvoyant vraiment, et comme il ne bougeait pas, mais qu'il était sur le perron, elle lui ferma la porte au nez, comme il l'avait fait pour elle dans le salon. Nul visage, surtout un aussi beau visage, n'avait jamais reçu de si près cet outrage. Elle retint même la porte une minute, de crainte qu'il n'essayât d'entrer. Puis enfin, n'entendant rien, elle se précipita dans l'escalier.

IX

Fleda, en croyant savoir tout ce qui lui était nécessaire, était loin d'en savoir aussi long; si bien qu'une fois là-haut, dans sa chambre où le style Louis XVI parut soudainement,

à son esprit bouleversé manquer d'à propos et de goût, elle comprit qu'était venue, pour la première fois, l'heure de la tentation. Owen la lui avait présentée avec un art au-dessus de lui-même. Mona le repousserait si sa négociation avec sa mère échouait. Cette négociation dépendait d'une jeune fille à qui il avait exprimé avec force l'usage qu'il ferait de sa liberté et, comme pour aggraver l'épreuve, le sort artificieux avait envoyé Mrs. Gereth sur « la route de derrière », avait dit la femme de chambre. Cela allait donner plus de temps à la jeune fille pour choisir, parmi les différentes manières de présenter la question à Mrs. Gereth, celle qui équivaudrait le mieux à un échec. Ce choix ne demandait vraiment pas beaucoup d'habileté : que le nom abhorré de Mona fût convenablement invoqué et Mrs. Gereth résisterait jusqu'à la mort. Fleda se demandait, en attendant que la route de derrière restituât sa prisonnière, si Owen était heureux de lui avoir fait comprendre son attitude. Il y avait quelque chose qui la rendait, elle, heureuse. De savoir qu'elle était devenue pour lui un objet de désir lui donnait des ailes et elle se sentait planer au-dessus du sol. C'était comme la ruée d'un flot dans ses pensées. Toutes ses impressions accumulées avaient rempli en elle des profondeurs, jusque là insondées et tranquilles, mais à présent, pendant cette demi-heure, dans la maison vide, elles grossirent jusqu'à déborder. Owen lui avait en quelque sorte donné le droit de se révéler à elle-même son secret.

Elle reprit d'ailleurs la complète possession d'elle-même, grâce, il est vrai, à un effort dont l'intensité la faisait vibrer d'une immense indulgence pour le jeune homme. Savait-elle, après tout, ce que, dans cet orage causé par sa mère, ses relations avec Mona avaient pu devenir? S'il avait été capable de garder ce qu'il possédait de présence d'esprit, il aurait senti probablement, aussi fortement qu'elle le sentait pour lui, que tant que ces relations n'étaient pas terminées, il n'avait pas le droit de dire même le peu qui lui était échappé. Puisqu'il avait pris un engagement, il devait le rompre lui-même, le rompre d'abord, et tout ce qu'il sentait pour d'autres devait en rester indépendant. Quant à elle — elle n'accepterait jamais le rôle du tiers et ne lèverait pas un doigt contre

Mona. Il y avait en elle quelque chose qui la couvrirait de honte pour toujours si elle devait son bonheur à une indélicatesse. Ce n'était pas encore assez de s'abstenir : la seule chose honnête était de justifier par un service son humble présence de parasite. Que Mona ait eu l'air d'aimer Owen, et qu'elle ne l'ait aimé que si peu, juste autant que quelques tables et quelques fauteuils, était une chose que Fleda n'essayait même pas de comprendre. D'un amour différent, elle était prête à donner l'exemple, un exemple dont la beauté, il est vrai, ne serait pas connue de tous, ne serait pas comprise, même s'il était révélé, car l'effort de Fleda allait aboutir, en cas de succès, à retenir Owen dans les liens d'une affection qui avait péri de mort soudaine et violente. Malgré la ferveur de sa méditation, Fleda ne perdait pas de vue que l'étrange résultat de sa grandeur d'âme serait d'obliger son ami à garder une femme qu'il n'aimait plus.

X

Fleda avait arrêté sa ligne de conduite et ses paroles étaient prêtes; sur la terrasse aux vases peints, elle s'écria, avant que son interlocutrice eût posé une question : « Son message est extrêmement simple : il exige que vous emballiez immédiatement les meubles et que vous les renvoyiez aussi vite que le chemin de fer pourra les emporter. »

La route de derrière avait probablement fatigué Mrs. Gereth : elle était un peu pâle et lasse. Il y eut, dans son Oh! d'étonnement, une certaine sécheresse — elle regarda ensuite autour d'elle, cherchant où elle pourrait s'asseoir. A la fin de cette grise et brève journée qui avait été tiède et humide, le soleil se montrait; la terrasse donnait au midi et un banc, dont les montants de fer représentaient des rameaux noueux, était placé contre le mur le plus chaud de la maison. La maîtresse de Ricks s'y laissa tomber et tourna vers sa compagne le beau visage qu'elle s'était composé pour tout entendre. Chose étrange, ce fut justement la beauté de cette statue de l'attention, qui agita la jeune fille et lui rendit difficile le choix de ses mots.

— Rien que cela, vraiment? — demanda Mrs. Gereth en ramenant son manteau.

— Rien que cela, en effet.

Fleda prononça ces paroles en riant, à sa grande surprise.

— C'est-à-dire qu'il parle d'employer la force et le reste.

— Précisément ce qu'on pourrait appeler, je suppose, la contrainte.

— Quelle sorte de contrainte? — dit Mrs. Gereth.

— Eh bien, légale, ce qu'il appelle lâcher ses hommes de loi sur vous.

— C'est cela qu'il dit?

Elle semblait parler avec une curiosité désintéressée.

— C'est ainsi qu'il parle, — dit Fleda.

Mrs. Gereth réfléchit un moment :

— Oh! les hommes de loi! — s'écria-t-elle négligemment.

Assise là presque douillettement, dans la lumière rouge du soleil couchant d'hiver, les épaules un peu levées et serrées dans son manteau pour se préserver de la fraîcheur, elle semblait, à Fleda, plus que jamais en possession du lieu et incapable d'accepter un compromis inattendu.

— Va-t-il les envoyer ici?

— Il dit qu'il peut en venir là.

— Les huissiers peuvent difficilement faire l'emballage, — dit Mrs. Gereth, se moquant.

— Je suppose que ce serait d'abord, tout au moins, pour vous parler.

— D'abord? Et ensuite? Que veut-il faire ensuite?

Fleda hésita. Elle n'avait pas prévu qu'une si simple question pouvait la déconcerter.

— Je n'en sais rien.

— Ne lui avez-vous pas demandé? — Mrs. Gereth avait l'air de dire : Qu'avez-vous donc fait pendant tout ce temps?

— Je ne lui ai pas posé beaucoup de questions, — dit sa compagne. — Il y a déjà quelque temps qu'il est parti. Le point important est de comprendre qu'il n'acceptera rien de moins que ce qu'il a déclaré.

— Il veut que je restitue tout.

— Exactement.

— Eh bien, ma chérie, que lui avez-vous dit? — demanda doucement Mrs. Gereth.

Fleda se troubla de nouveau, gênée par ce mot de tendresse, par cette expression implicite d'une confiance qu'elle avait décidé de trahir.

— Je lui ai dit que je vous le dirais.

Elle sourit, mais sentit que son sourire paraissait feint et surtout que Mrs. Gereth commençait à la regarder assez fixement.

— A-t-il eu l'air très fâché?

— Il paraissait très triste, — dit Fleda. — Il prend la chose très à cœur.

— Et elle, comment la prend-elle?

— Ah, cela, j'aurais été gênée de le demander.

— Comment? vous ne lui avez pas demandé?

Il y avait, dans ces paroles, une nuance de surprise.

Fleda fut embarrassée : elle n'avait pas tout à fait décidé de mentir.

— Je pensais que cela vous était égal.

Ce petit mensonge lui parut possible.

— En effet, cela m'est indifférent, — déclara Mrs. Gereth.

Fleda se sentit moins coupable en l'écoutant, car cette affirmation était aussi inexacte que la sienne.

La jeune fille allait et venait, côtoyant le banc, repoussant l'idée qu'il était occupé par un juge, regardant le bout de ses souliers, se rappelant qu'elle avait regardé ceux de Mona et écrasant légèrement les cailloux. Elle marchait, parce qu'elle était effrayée, remettant de moment en moment les paroles qu'elle avait à dire, ne retrouvant plus le courage dont elle se sentait si sûre.

— J'avais pensé, — poursuivit Mrs. Gereth, — que vous lui auriez dit que, puisque j'étais capable de m'affirmer d'une manière aussi éclatante, j'étais tout aussi capable de me maintenir imperturbablement sur cette position.

Fleda s'arrêta devant son hôtesse.

— Je lui ai donné mon opinion sur vous. Je lui ai dit que vous êtes pleine de logique, d'obstination et d'orgueil.

— Vous avez raison, ma chère. Je suis, lorsqu'il s'agit de ces choses, — et Mrs. Gereth désigna de la tête le contenu

de la maison, — une fanatique enragée. Je ne m'en suis jamais défendue. Quand je sens que j'ai raison, je marcherais à l'échafaud! — s'écria-t-elle avec un visage exalté. — M'a-t-il beaucoup injuriée? — demanda-t-elle.

Fleda était restée debout, se concentrant dans sa résolution.

— Comme vous le connaissez peu!

Mrs. Gereth eut l'air stupéfaite, puis éclata d'un rire que sa compagne n'attendait pas.

— Certes, pas aussi bien que vous, ma chère enfant!

Fleda, à ces paroles, se remit à marcher. Elle se troublait et sentait, pendant ce silence, que Mrs. Gereth la suivait des yeux. Elle revint, prête à soutenir ce regard, mais ce qui l'accueillit fut une question plus directe encore :

Pourquoi cela vous a-t-il gênée de parler de Mona?

La jeune fille s'arrêta de nouveau devant le banc et une inspiration lui vint :

— J'aurais cru que vous le saviez! — dit-elle avec la dignité convenable.

Le visage de Mrs. Gereth refléta de nouveau l'incompréhension, puis la lumière se fit : elle se souvint de la scène du déjeuner, après le départ de Mona.

— Parce que je vous ai comparée à elle? parce que je lui ai dit que vous étiez celle qu'il nous fallait? — Elle eut un regard profond. — Mais vous l'étiez, vous l'êtes encore!

Fleda se mit à rire avec emphase :

— Grand merci, chère amie! avec les plus beaux objets à Ricks!

Mrs. Gereth réfléchit, essayant de comprendre; puis dit enfin, avec brusquerie :

— Pour vous, je rendrais tout.

Le cœur de la jeune fille fit un bond précipité; le droit chemin lui apparut en un éclair. Pendant quelques secondes vibrantes, elle comprit. Renvoyer les meubles « pour elle » supposait naturellement qu'il y eût une chance, même faible, qu'elle en fût la maîtresse. Les palpitations de Fleda n'étaient pas encore calmées qu'elle se demandait quel indice d'une telle chance Mrs. Gereth avait donc subitement aperçu. Cette perception ne pouvait venir que d'un soudain soupçon

de son secret. Mais ce soupçon, à son tour, était une conséquence assez directe de l'insistance de la jeune fille à réclamer la soumission de Mrs. Gereth, insistance qu'elle ne pouvait nier. Elle sentit tout de suite que, si elle désirait préserver les objets, elle désirait tout autant préserver son secret. Elle prit un air aussi innocent que possible et dit très vite :

— Pour moi? au nom du ciel! Pourquoi?

— Parce que vous êtes tellement intelligente.

— Vraiment? Vous pensez cela de moi? Vous savez que je le déteste, — continua Fleda.

Elle eut, pendant un moment, le sentiment que Mrs. Gereth la regardait avec le détachement d'une étrangère sévère et pénétrante.

— Alors qu'est-ce que vous avez? Pourquoi voulez-vous que je cède?

Fleda hésita et elle se sentit rougir.

— J'ai dit seulement que votre fils le désirait. Je n'ai pas dit que c'était moi.

— Eh bien, dites-le et finissez-en.

Cela était plus péremptoire que tout ce que son amie, qu'elle avait cependant souvent entendue parler d'une manière très directe, lui avait jamais adressé personnellement. Ces paroles lui firent l'effet d'un claquement de fouet, mais elle se borna, avec un effort, à n'y voir qu'un avertissement de conserver son sang-froid.

— Je songe, — dit-elle, — à son honneur et à sa réputation.

— L'honneur et la réputation d'un homme que vous détestez?

— Certainement, — répondit la jeune fille avec fermeté. — Je ne comprends pas que vous parliez toujours comme si chacun avait l'esprit mesquin. Et cependant vous ne pensez pas ainsi. Autrement, vous n'auriez pas de relations avec moi. Je suis capable de rendre justice à votre fils, quand il m'expose sa situation.

Mrs. Gereth se leva lentement, traversa l'allée et vint embrasser la jeune fille. Puis elle passa son bras sous le sien d'un geste impérieux et qui annonçait avec malice son intention d'être aimable.

— Faisons quelques pas, — dit-elle en la tenant serrée et en frissonnant légèrement.

Elles se promenèrent sur la terrasse et Mrs. Gereth posa une autre question.

— Il a été éloquent, alors, le pauvre cher? Il vous a fait toutes ses doléances?

— Je crois qu'il pense que si je prends beaucoup de peine je pense vous faire céder.

— Et vous lui avez promis d'essayer. Je comprends. Vous ne m'aviez pas dit cela non plus, — ajouta Mrs. Gereth tout en marchant. — Mais que ne feriez-vous pas, petite friponne!

Pendant que Fleda cherchait pourquoi sa friponnerie avait été la cause de cette réticence, sa compagne, touchant un sujet différent, s'écria, en termes fort libres :

— Mais, sacré Dieu, pourquoi n'a-t-il pas été célébré?

Fleda hésita :

— Voulez-vous dire leur mariage?

— Naturellement, je veux dire leur mariage.

Fleda hésita de nouveau :

— Je n'en ai pas la moindre idée.

— Vous ne lui avez pas demandé?

— Oh! Comment osez-vous penser... — dit-elle d'un ton choqué.

— Penser que vous ayez posé une question aussi délicate! moi, je l'aurais posée — je veux dire à votre place. Mais je suis une brute, Dieu merci.

Fleda pensa qu'elle aussi était une brute, ou du moins allait l'être dans un instant; et Mrs. Gereth reprit avec une insistance que la jeune fille sentait croître :

— Quel était donc le jour fixé? N'était-ce pas justement un de ces jours-ci?

— Je ne m'en souviens vraiment pas.

L'indifférence hautaine que Mrs. Gereth avait montrée jusqu'à ce moment pour ce détail s'expliquait par son caractère et faisait partie de la grande rupture. Mais elle avait maintenant une raison évidente de le faire préciser. Elle médita, puis s'écria :

— Est-ce que le jour n'est pas passé? — Puis, s'arrêtant court, ajouta : — Ma parole, ils doivent l'avoir remis.

Comme Fleda ne répondait pas, elle ajouta sèchement :

— L'ont-ils remis?

Fleda, cependant, avait eu le temps de faire des réflexions, nées, d'ailleurs, de ce mouvement intérieur qui avait occupé sa pensée entre le départ d'Owen et le retour de sa mère. Répéter les paroles d'Owen ne ferait pas du tout le jeu de sa résolution finale, mais ferait celui de son mesquin désir, du désir qu'elle avait baîllonné et garrotté.

— Il ne m'a rien dit du tout, — fit-elle. — Il n'a pas effleuré ce sujet.

Mrs. Gereth observa Fleda et réfléchit :

— Ne savez-vous pas du tout s'ils attendent les meubles?

— Comment le saurais-je? Ils ne me consultent pas.

— Je suppose qu'ils les attendent... Mona du moins.

Mrs. Gereth réfléchit de nouveau. Une idée splendide lui vint :

— Si je ne cède pas, je mets la main au feu qu'elle rompra ses fiançailles.

— Jamais! jamais elle ne rompra, — dit Fleda.

— En êtes-vous sûre?

— Je ne peux pas l'être. Mais c'est ma conviction.

— C'est de lui que vous la tenez?

La jeune fille resta silencieuse quelques secondes :

— Oui, c'est de lui.

Mrs. Gereth lui jeta encore un long regard, puis se détournant brusquement.

— Que vous êtes insupportable de ne pas l'avoir fait parler à fond! Allons prendre le thé, — ajouta-t-elle sèchement, et elle entra tout droit dans la maison.

HENRY JAMES

(Traduction de madame DAVID.)

(*A suivre.*)

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE

La Petite Scène a eu l'heureuse idée de monter les *Amants magnifiques*, une des pièces les plus délaissées de Molière, que la Comédie-Française n'a pas reprise même dans l'année du troisième centenaire. Il est vrai que Molière avait donné le mauvais exemple en ne la jouant point à Paris sur son théâtre du Palais-Royal, après les cinq représentations de Saint-Germain en 1670, et en ne la faisant point imprimer. Elle ne parut en librairie qu'en 1682. Mais Molière est mort en 1673 et rien ne prouve que, s'il avait vécu davantage, il ne se fût point ravisé. Après lui, sa troupe reprit ces *Amants magnifiques* en 1688, au théâtre Guénegaud, et les maintint jusqu'en 1711 au répertoire. En 1704, Dancourt en avait remanié les intermèdes. Sans doute ce n'est pas un des grands chefs-d'œuvre de Molière, mais ce n'est pas à beaucoup près une œuvre méprisable. C'est le type du divertissement de cour, mais le peuple souverain a le droit de se divertir aussi. Il n'a l'obligation que de se montrer moins despote, et non moins fastueux. Je ne blâmerai jamais, quant à moi, le faste de Louis XIV, qui me paraît le meilleur trait de son caractère, et auquel nous devons Versailles. A cause de Versailles, je lui pardonne presque tout.

C'est lui qui commanda les *Amants magnifiques* à Molière, et qui lui en indiqua le thème. « Sa Majesté a choisi pour sujet deux princes rivaux qui, dans le champêtre séjour de la vallée de Tempé, où l'on doit célébrer la fête des jeux pythiens, régalent à l'envi une jeune princesse et sa mère de toutes les galanteries dont ils se peuvent aviser ». Sa Majesté

n'avait pas risqué la méningite pour trouver cela, et si l'ironie n'avait été vraiment trop dangereuse, on en soupçonnerait une pointe dans cette phrase de l'avant-propos. Très audacieux par ailleurs, Molière était prudent avec le roi, et lui savait gré de sa protection, sans laquelle rien n'eût été possible. De bonne foi, homme de lettres et auteur dramatique avant tout, il suivit son instinct professionnel en laissant entendre qu'assurément fort honoré d'une collaboration si flatteuse, il n'en avait pas moins la part principale et tout le droit de signer seul. On retrouvera le même état d'esprit, certainement aussi justifié, chez M. Raoul Gunsbourg, lorsqu'il lui arriva, par une faveur encore plus haute, de collaborer avec Dieu.

Sur un point considérable, Louis XIV et Molière se trouvaient pleinement d'accord. « Le Roi, qui ne veut que des choses extraordinaires dans tout ce qu'il entreprend, s'est proposé de donner à sa cour un divertissement qui fût composé de tous ceux que le théâtre peut fournir... » Molière a toujours eu un goût prononcé pour la comédie-ballet, comme on le voit notamment par *M. de Pourceaugnac, le Bourgeois gentilhomme* et *le Malade Imaginaire,* qui comptent bien parmi ses ouvrages les plus originaux et les plus importants. J.-J. Weiss tenait même *le Malade* pour le plus étonnant de tous. Molière adhérait donc à la théorie du théâtre conçu comme une synthèse de tous les arts, qui vient de la tragédie grecque et aboutit au drame wagnérien, en passant par Shakespeare et les romantiques. Car la variété des lieux et la mise en action des événements se rattachent, même sans adjonction de musique et de danse, à cette doctrine, qui envisage le théâtre avant tout comme un spectacle, s'adressant à l'esprit certes, mais avec le concours des sens. Elle est démontrée par les chefs-d'œuvre qu'elle a produits et d'abord par cette considération que les pièces sont faites pour être jouées. La doctrine contraire est celle de nos classiques français, qui réduisent le rôle des sens au minimum et ne visent presque uniquement qu'à l'esprit, avec les trois unités, les récits de Théramène, les tragédies se déroulant tout entières sous un portique et les comédies dans un salon. Art abstrait, purement intellectuel, qui supporte la représentation, mais

tend à se contenter de la lecture; qu'on a longtemps considéré comme d'essence supérieure et le fin du fin; que l'on compare aujourd'hui à la musique de chambre, et il est exact que dans l'œuvre de Beethoven les fervents amateurs de musique pure ne mettent rien au-dessus du 14e et du 15e quatuors.

Que faut-il préférer? Ce qu'il faut sûrement mépriser et haïr, c'est le théâtre où la mise en scène prétend à la prépondérance et à la domination exclusive, repoussant à l'arrière-plan le texte, qui n'est plus qu'un prétexte, et traitant de haut en bas ce que M. Gaston Baty ose appeler avec dérision « Sire le mot ». Sur les planches comme dans la vie, l'aphasie est un symptôme de paralysie générale et de mort prochaine. *Exitus letalis*, comme disait Charcot.

Mais les deux autres formes ont prouvé, en vivant, qu'elles étaient viables. C'est la forme synthétique qui a l'avantage du nombre et de l'ubiquité. La forme abstraite n'a guère prospéré que chez nous, et dans notre âge classique. Elle soutient cependant la comparaison; *Cinna* et *Polyeucte*, *Bérénice* et *Phèdre* n'ont rien à craindre et ne faiblissent devant rien. Mais Molière apparaît comme l'homme de théâtre le plus prodigieux de tous les temps, parce qu'il a su exceller dans les deux genres, donner d'une part *le Misanthrope* et *Tartuffe*, de l'autre ses comédies-ballets.

Dans toutes ses pièces, qu'elles soient à spectacle ou non, l'esprit règne toujours en maître et le verbe n'est jamais sacrifié. Même dans ses intermèdes, aux danses et à la musique il joint des paroles ou très comiques, ou charmantes. Quoi de plus ravissant que celles du troisième intermède des *Amants magnifiques*, cette imitation de la célèbre ode d'Horace *Dialogue entre Horace et Lydie* (III, 9), qu'ont imitée aussi Jean-Jacques Rousseau dans *le Devin de village*, et Musset, par deux fois, (*A Lydie*) dans ses *Poésies nouvelles*. Dans ce tournoi, Molière est sans conteste le gagnant. Et il y a de soi-disant délicats qui ne le trouvent pas poète! J'aime beaucoup aussi l'élégie de Caliste à la louange de l'amour :

> C'est à vous seuls que je le dis,
> Arbres, n'allez pas le redire!

Et elle envie les « innocents animaux de vivre sans con-

trainte », comme si l'état de nature était déjà à la mode. Mais n'y a-t-il pas toujours été un peu? Le crime de Diderot et de Jean-Jacques n'a pas toute la gravité ni toute la nouveauté qu'on a dites. Moins beaux, mais bien curieux historiquement sont les vers que débitait Louis XIV représentant Neptune, puis Apollon :

Je suis la source des clartés,
Et les astres les plus vantés
Dont le beau cercle m'environne
Ne sont brillants et respectés
Que par l'éclat que je leur donne.

D'après Paul Mesnard, le Roi-soleil tint lui-même ces deux personnages avantageux, comme la brochure le note, à la première représentation de Saint-Germain. Ce n'est qu'ensuite qu'il renonça à paraître en personne dans les ballets, à cause des fameux vers de *Britannicus* (1669) qui, au témoignage de Boileau, l'avaient fait réfléchir :

Pour toute ambition, pour vertu singulière,
Il excelle à conduire un char dans la carrière,
A disputer des prix indignes de ses mains,
A se donner lui-même en spectacle aux Romains,
A venir prodiguer sa voix sur un théâtre,
A réciter des chants qu'il veut qu'on idolâtre,
Tandis que les soldats, de moments en moments,
Vont arracher pour lui des applaudissements.

Avouons que si l'on n'avait pas autre chose à reprocher à Néron et à Louis XIV, on les amnistierait sans peine. Louis XIV était un peu naïf de se priver d'un plaisir inoffensif par crainte de passer pour un autre Néron. Il s'y exposera bien plus sûrement en révoquant l'Édit de Nantes et en ordonnant les dragonnades. La période vertueuse et dévote de son règne est de beaucoup la pire et la plus nuisible à sa gloire. Dans sa galante et libertine jeunesse, il était plus aimable, bien qu'il se fît de sa majesté cette idée excessive qui l'induisit en vains scrupules et le détourna des ballets.

Dans la comédie proprement dite, à la rivalité un peu courte des deux princes, Molière ajouta pour corser le sujet imposé par le roi un *tertius gaudens* qui a fait songer, sinon

tous les spectateurs de 1670, au moins tous les commentateurs des âges suivants, au fameux Lauzun. Sostrate, simple gentilhomme et « général d'armée », c'est-à-dire vulgaire croquant en regard d'une personne de sang royal, ose aimer la princesse Eriphile. Est-ce une allusion à Lauzun et à la Grande Mademoiselle? Je ne sais ce qu'en pense M. le duc de La Force. Paul Mesnard examine longuement le pour et le contre, sans arriver à une conclusion nette. Le mariage fut annoncé, et interdit par Louis XIV, plusieurs mois après la première des *Amants magnifiques* et Lauzun ne fut enfermé à Pignerol que l'année suivante. Mais l'amour que lui portait la Grande Mademoiselle était déjà la fable de la cour et pouvait être connu de Molière. L'allusion me paraît donc probable, bien que Molière ait pu tout bonnement emprunter cette situation dramatique au *Don Sanche d'Aragon* de Pierre Corneille. Au dénouement il a marié Eriphile et Sostrate. Le théâtre est toujours favorable à l'amour, avec l'assentiment du public, qui rentré chez lui ne pense plus qu'à l'argent et aux distinctions sociales. D'où il suit que le Théâtre n'est pas l'image de la vie, mais d'un rêve ou d'un idéal qu'on admire théoriquement en se gardant bien de s'y conformer dans la pratique.

Les scènes d'Eriphile avec Clitidas, « plaisant de cour », auxiliaire officieux de Sostrate, et avec Sostrate lui-même, annoncent évidemment Marivaux, qui doit peut-être plus à Molière qu'à Racine, quoi qu'en ait dit feu Larroumet. Elles sont délicieuses, ces scènes de prémarivaudage moliéresque. Au point de vue technique, il est intéressant d'observer que ce genre a besoin des méprises et des quiproquos, ainsi qu'on le verra dans le *Jeu de l'amour et du hasard*, les *Fausses confidences* et le reste. Mais, de Scribe à Feydeau, tout le vaudeville aussi! Ce qui prouve bien que les moyens et ficelles de théâtre ne sont pas à condamner en soi, et sont même presque partout nécessaires. Tout dépend du parti qu'on en tire. Est-ce que *Phèdre* même ne repose pas sur la fausse nouvelle de la mort de Thésée, son retour imprévu, et son erreur quant à la culpabilité d'Hippolyte?

Un autre trait remarquable des *Amants magnifiques*, c'est la satire de l'astrologie, dépassant manifestement ce charla-

tanisme encore en vogue à cette époque, et visant par sous-entendu limpide la religion elle-même; car l'astrologue Anaxarque parle du ciel exactement comme Tartuffe, et Sostrate ou Clitidas font profession de rationalisme sans plus de réserve que Don Juan. Il est fabuleux qu'on ait parfois douté des opinions de Molière. Bossuet et Bourdaloue ne s'y sont pas trompés. Ils se sont montrés trop intolérants et violents dans les termes, mais ils avaient incontestablement raison sur le point de fait.

La Petite Scène a restitué *les Amants magnifiques* avec infiniment de goût. Madame Jean Rivain a été particulièrement exquise dans la princesse Eriphile. Espérons que la Comédie-Française comprendra la leçon et « remettra » cette jolie chose, comme on disait au bon temps. Cela vaudra mieux qu'une autre *Poudre d'or*.

***

Il y a si peu de nouveautés intéressantes que ce n'est pas le moment de négliger les trésors du passé. La saison qui s'achève aurait été bien pauvre de révélations, s'il n'y avait eu le *Siegfried* de M. Jean Giraudoux, et le *Vient de paraître* de M. Édouard Bourdet, qui n'est plus tout à fait un débutant, mais qui n'avait pas encore affirmé sa maîtrise avec cet éclat.

Cependant quelques jeunes auteurs donnent des espérances. Un des mieux doués est sans doute M. Marcel Achard, de qui la *Revue de Paris* a publié *la Vie est belle*, jouée avec succès au Théâtre de la Madeleine. « Comédie optimiste », dit M. Marcel Achard : c'est-à-dire fantaisiste, et presque symbolique. Dans la réalité, malgré l'évolution des mœurs et les progrès du féminisme, il n'y a pas encore beaucoup de jeunes filles pour se commettre d'abord avec un Stéphane, ni pour aller à l'asile de nuit et s'éprendre — même temporairement — d'un des habitués, qui en moyenne ne valent pas mieux moralement que les locataires d'appartements bourgeois. Mais M. Marcel Achard a bien spirituellement exprimé ce désir d'aventures, de sentiments sincères et d'évasion, qui se retrouve sous les aspects les plus divers dans les féeries, les romans d'Octave Feuillet et les comédies de Capus. L'aspect

bohême et populeux est actuellement plus en vogue que le fantastique ou le mondain, et voilà tout.

Bien curieuse, *la Comédie du bonheur* de M. Evreinoff, adaptée par M. Nozière, qui ne quitte pas le répertoire de l'Atelier, et dont je n'ai pas encore pu vous entretenir. Un philanthrope original engage à ses frais des comédiens, pour qu'ils jouent en ville des comédies consolatrices à quelques affligés des deux sexes. Lui-même, il est trigame, et se considère comme le bienfaiteur de ses trois femmes, à qui il a procuré l'illusion, au moins pendant quelque temps. C'est l'opinion de deux d'entre elles, et la troisième est seule à se plaindre, ce qui fait une assez bonne moyenne. Dans la réalité, ces plaisanteries tournent généralement assez mal. L'illusion existe, mais ne dure guère, et la déception est plus cruelle. Je ne crois qu'au solide et au vrai seul. Mais MM. Evreinoff et Nozière sont des illusionnistes bien ingénieux et amusants.

***

M. Fresnay vient de perdre encore un procès, cette fois en Conseil d'État. Quel plaideur! On le prenait pour un jeune premier, d'ailleurs de talent simplement moyen, si on le compare à un Le Bargy dans son beau temps. Peut-être M. Fresnay se trompait-il d'emploi et triompherait-il mieux, en travesti, dans la comtesse de Pimbesche. On commence à croire que ce n'est pas dommage pour la Comédie-Française d'être débarrassée de lui.

PAUL SOUDAY

PARMI LES LIVRES

M. de Régnier n'a rien écrit de plus beau que quelques strophes de *Flamma tenax*[1]. Au faîte de ses jours, ainsi qu'il parle, cette haute flamme brille encore dans sa main.

Rien n'est plus mystérieux, plus émouvant que la naissance du vers. Il se forme comme un être vivant. Il apparaît avec des traits, une ressemblance, une complexion. La strophe des *Jeux rustiques et divins* avait un mouvement d'ailes plus nerveux. Celle-ci plane maintenant les ailes étendues.

> L'Ange que vous aimez, le vôtre, et qui vous aime,
> Est un ange aux longs yeux qui s'abaissent vers vous,
> Il vous ressemblerait si vous n'étiez vous-même,
> Car il est tendre, pur, silencieux et doux.

Qui n'aimerait ces longues notes tenues, ce phrasé, ce temps modéré *e un poco adagio*, ce sentiment profond, cette mélancolie dans la tendresse? C'est de tout cela que le livre est fait. Il faut l'écouter comme une symphonie, jouée à notre gré par d'invisibles musiciens.

C'est la symphonie du souvenir. Il s'insinue dans tous les thèmes et il les anime. Tout le développement est à deux voix, dont l'une fait écho à l'autre. Tantôt c'est hier qui répond à aujourd'hui, et tantôt aujourd'hui qui répond à hier. Quelquefois les deux voix s'unissent triomphalement pour chasser le motif du temps. Qu'importe l'outrage du temps! dit le poète.

1. Mercure de France.

Si j'ai senti passer au-dessus de ma vie
Le vol incandescent et le souffle divin
Et si, dans l'ombre ardente où je me réfugie,
La grande aile de feu s'étend sur mon Destin!

Fierté d'avoir été un grand poète, sentiment d'une gloire immortelle, tout cela éclate dans les admirables pièces dédiées à Ronsard. Mais le thème du souvenir se divise lui-même en mille motifs, et l'on dirait que M. de Régnier les fait chanter tour à tour. Comme deux idées musicales très subtiles et liées par une parenté secrète, le printemps et l'automne s'évoquent et s'assemblent, et semblent marcher en se tenant la main.

Et dans ce beau jardin où, souvent, solitaire,
J'ai promené mon cœur pensif et mon pas lourd,
J'entends, parmi ses fleurs dont l'automne s'éclaire,
Marcher auprès de vous la Jeunesse et l'Amour.

Comme dans quelque belle allégorie peinte par un maître de la Renaissance, un maître italien voluptueux et habile au dessin, une jeune image passe incertaine entre hier et aujourd'hui, entre le réel et le rêve, entre le souvenir et la promesse. C'est ce visage unique et changeant, et comme peint par Luini, que nous revoyons à chaque page. Je sais bien que le plus souvent M. de Régnier l'appelle souvenir : mais ce souvenir a d'étranges enchantements. Il ressuscite de sa propre cendre.

Mystérieux plaisir dont ma vie est formée,
C'est vous, ô Souvenir, qui soufflez tour à tour
Sur tout ce qui n'est plus que cendre et que fumée
Pour qu'au travers j'y voie, en sa flamme, l'amour!

Au pouvoir de ce magicien, le présent et le passé ne sont plus qu'un seul jeu équivoque. Sont-ils rien de plus que des mots? Les choses sont « éternelles d'avoir été, » dit M. de Régnier, ce qui est la négation même du temps. Le passé redevient présent, pour notre plaisir, ou pour notre tourment. Et inversement le présent, avant même d'expirer, ferme les yeux et semble déjà être ce qui n'est plus. Enfin toutes les heures ne tombent point pareillement dans l'abîme du temps. Elles s'envolent d'un départ capricieux. Il en est

qui, résolues, continuent à brûler. Il ne semble pas au surplus que le poète soit parfaitement assuré de ce qu'il souhaite. Tantôt il s'exhorte à partir avant que la dernière minute ait marqué la fin de l'amour; tantôt il se console du déclin universel par la durée de ce point d'or incorruptible à jamais fixé dans la durée. Peut-être ces deux souhaits ne se contredisent-ils pas. Peut-être les minutes qu'on n'a pas vécues sont-elles immortelles? Peut-être les amours qu'on n'a pas épuisées survivent-elles? En vain celle qui veut oublier jettera-t-elle son bracelet au fleuve : l'amour viendra pleurer sur le rivage. Ainsi bercé d'une double et changeante illusion, M. de Régnier peut dans le même temps penser qu'il vit de souvenirs et jurer à Éroxène qu'il voit par ses yeux seuls.

Tels sont les caprices de la mélancolie, du désir et du rêve. Mais si incertaine que soit la vraie pensée du poète, on ne peut pas douter que, même en goûtant la plus tendre minute, il ne tourne les yeux vers le sillage. Lui qui a écrit la chanson du Veilleur de proue, il considère maintenant cette trace et cette ligne que la route suivie laisse sur la mer. Assis à la poupe, il reconnaît sur le rivage qui fuit, les ombres immortelles. C'est à elles que son livre est dédié. Et les plus beaux vers peut-être sont ceux où l'auteur parle à Ronsard ou à Baudelaire. Celui-ci, quand il revenait à Honfleur, vers 1865, a peut-être rencontré, encore porté sur les bras, l'enfant qui devait être le poète des *Médailles d'argile*. Quel retour celui-ci peut faire aujourd'hui sur le chemin parcouru! Quelle fierté triste, quelle gravité modeste, quel accent sincère et émouvant dans cette confession que M. de Régnier fait devant son aîné! Avant de la lire, rappelons-nous d'abord le cri de défi qu'il jetait à la vie, il y a trente ans :

> Car à vaincre ces morts mon geste te dédie,
> Avec ta bouche mûre et ton sang parfumé,
> Tête mystérieuse et sainte de la vie,
> Qui crispe à mon poing nu ta face aux yeux fermés...

Ainsi sonnait l'appel du poète partant pour l'aventure. Les jours ont passé; dans quelques vers d'une plénitude incomparable, il se montre lui-même :

> ... Les jours tour à tour durs ou fourbes
> Ont couronné son front d'un avare laurier

Et sa plume parfois a rencontré des bourbes
En puisant l'encre amère au fond de l'encrier.

Il a péniblement, de fontaine en fontaine,
Cherché l'onde magique où Pégase avait bu,
Et bien longtemps il a fatigué son haleine
Sur la flûte où le Dieu se rit de l'art ardu.

Cependant d'un cœur pur et d'un esprit sans fraude,
Il a construit son œuvre et l'a fait de son mieux,
Et la fièvre souvent, qui brûlait sa peau chaude,
A séché de son feu les larmes de ses yeux...

***

« J'adore la littérature française, c'est si rapide, si synthétique, si commode. » Ainsi parle, dans *Magie noire*, Pamela Freedman[1]. Et cette petite phrase pourrait être heureusement placée en exergue sur le livre de M. Paul Morand.

Je ne sais trop pourquoi on associe communément M. Morand et M. Giraudoux. La ressemblance qui est entre eux est de surface, et les esprits sont différents. M. Giraudoux est un constructeur, un rêveur, un assembleur de fictions et de chimères qu'il décompose et recompose, et qui, tout à coup, se mettent à proliférer, le submergent et l'emportent. Il a une âme de métaphysicien. M. Morand est à l'affût du trait de mœurs et des dernières modes de la sensibilité. Il laissera de notre époque une image, ou une suite d'images, dont on admirera le pittoresque, le saugrenu, le rare et le coloré. Évidemment les âmes naïves qui se représenteront nos contemporains d'après la figure qu'il en trace se feront quelques illusions, et loueront le bonheur que nous aurons eu de vivre en carnaval. Mais enfin notre temps leur apparaîtra dans sa fleur.

Or notre âge est un âge nègre. C'est un Mr Nathan Jonas qui le dit, sur le bateau-croisière qui, pour 10 000 dollars, emmène 200 millionnaires américains en Afrique. Il faut citer le passage, qui est le secret même du livre.

— Sans rire, continua plaisamment Jonas, notre âge est un âge nègre. Voyez cette paresse générale, ce dégoût des jeunes pour le

1. Les Cahiers verts.

travail, les nudités, au Lido et à Palm Beach, l'égalité, la fraternité, les maisons en torchis qui durent trois ans, l'amour en public, les divorces, la publicité...

Les vieilles dames entrèrent en jeu :

— L'époque des poupées fétiches et des championnats de danse de cinquante heures!

— Celle des couleurs crues, du cubisme et des étoffes géométriques...

— ... des plumes sur la tête...

— ... et des bracelets d'ivoire; et de Harlem[1]...

— ... et des musiques syncopées...

— Parfaitement! Je ne vous le fais pas dire, conclut Jonas. Les charlatans, les orateurs verbeux, les diseurs de bonne aventure, le Frotti-Frotta, les faux bijoux...

— En somme, le nègre, c'est notre ombre!

Il y a dans tous les livres un passage qui joue comme une serrure, et qui, cédant sous le doigt, explique tout le mécanisme. Cette page contient la raison profonde et le sujet caché de *Magie noire*. M. Morand, curieux du temps où il vit, et d'autant plus habile à le comprendre qu'il en a reconnu les aspects sur la face entière du monde, se flatte d'avoir visité 28 pays nègres, des Antilles à Tombouctou. Il a vu les noirs d'une petite tribu perdue aux confins du Liberia et de la Côte d'Ivoire : un ramassis de pauvres gens réfugiés dans la forêt. Et il a vu à Syracuse (États-Unis), vêtu d'une redingote noire et coiffé d'un feutre noir, noir sous ses cheveux d'astrakan gris, le docteur Lincoln Vamp, une des puissances du parti démocrate. Que de variétés dans ces 200 millions de peaux pigmentées!

Ayant résolu de composer un roman sur le sujet du nègre, il est probable qu'un écrivain d'il y a trente ans, un Paul Adam, si vous voulez, eût assemblé dans une formidable machine tous les éléments de la question. Ce n'est plus guère notre goût, ni la manière de M. Paul Morand. Il a donc, sans les réunir par aucun artifice, fait passer dans des contes quelques cas typiques, singuliers et différents.

Le premier récit est une histoire projetée dans l'avenir, Depuis 1915, les Yankees occupent l'île d'Haïti. Un peu après 1930, un noir nommé Occide fait sauter à la dynamite le club

1. Le quartier nègre de New-York.

américain[1], et se réfugie dans la montagne. Là il se jure que le peuple noir vaincra, et qu'il chassera les Anglo-saxons, comme, en 1804, il a chassé les Français. Dans la montagne, le culte interdit, le culte vaudou, subsiste encore. Un sorcier, nommé Clairvoyant, remplace l'âme d'Occide par trois gros glaçons de cristal de roche, introduits magiquement sous la peau. Ainsi empierré, Occide se dédouble et voyage librement dans l'espace.

Huit ans plus tard, dans le mois qui suit l'ouverture des hostilités entre les États-Unis et le Japon, les Américains évacuent Haïti et Occide devient dictateur, et, de dictateur, bolchevik. Un Lénine est né pour Haïti, ou un Dessalines, image de tyran nègre de 1804. Le 13 décembre, à midi, il nationalise les banques. A minuit, l'Union des Républicains Socialistes soviétiques d'Haïti, U. R. S. S. H., était fondée. Quel beau thème! Et comme il est à la fois aisé et agréable de décrire la terreur rouge, l'ivresse du pouvoir chez le nègre, sa folie féroce, le retour enfin des Américains. A ce moment, l'auteur peut faire d'Occide ce qu'il veut. Il lui fait grâce. Il l'imagine retiré près de Marseille, à Mazargues, sous le nom de M. Toublanc, dans le bastidon *Ça m'suffit.* M. Toublanc est un nègre à sourcils blancs, dont la peau est craquelée comme celle de l'arbre à beurre. Il ne sort de sa maison que pour chasser le canard en Camargue. « On le disait riche, ajoute M. Morand, et retiré d'un petit commerce clandestin. »

L'histoire du dictateur nègre mêle les exemples du passé aux pronostics de l'avenir. Et déjà on y découvre, par moments, ce fonds antique, primitif, invariablement sauvage, qui dure chez les noirs les plus évolués. Sous les traits de la danseuse Congo, qui s'est juré de faire tourner Paris en bourrique, nous reconnaissons une figure bien connue. Regardez-la danser autour d'une grosse dame qu'elle fait valser de force :

Congo danse seule, accroupie en kangourou, les jambes écartées, battant des mains; elle toupille sans déplacer sa chevelure gommée, qu'une raie large fend comme une pelade. L'étonnement trace un cercle autour d'elle. De la lumière orangée s'abat à l'improviste :

1. Quoi qu'en dise M. Paul Morand, Occide devait être d'une force peu commune. Car on nous le montre, le soir de l'attentat, portant sous le bras un bidon à pétrole de dix gallons. Cela fait quarante litres.

Congo fait semblant de trébucher sous le choc des projecteurs; ou, quand la lumière devient blanche, elle affecte d'essuyer sa chair sombre qu'éclabousse cette poudre d'électricité. Chacun de ses réflexes est foudroyant, imprévu et parfait... La voici qui rentre dans le rythme de l'orchestre, elle en suit la syncope dans tout son tracé; sous le lamé de fer-blanc, la chair, cette mélodie du corps, disparaît, cesse d'unir ce qui doit être séparé : la femme redevient le squelette et ses quatre-vingt-six parties; chaque os joue son morceau; la tête elle-même n'est plus qu'yeux et dents, fonctionne d'avant en arrière, et si les genoux ne viennent pas se briser l'un contre l'autre, c'est que les bras croisés, au dernier moment, les désunissent.

De telles pages, brillantes de virtuosité, sont aussi des documents sans prix pour l'histoire de notre temps. Il sera connu dans la mesure où elles resteront intelligibles. Or cette Congo, qui mène les Blancs, qui rompt leurs vieilles mélodies sentimentales et qui ramène les civilisés aux allégresses de l'âge de pierre, aperçoit sous son oreiller une petite main noire, un fétiche d'étoffe rempli de cendre de cimetière, maléfice dangereux; et ce talisman la mène tout droit se noyer dans le Mississipi. Telle est l'emprise de la race. Elle est si forte que le docteur Vamp, pour avoir seulement visité le Musée du Congo à Lervueren, devient fou et se croit changé en panthère. Mrs Freedman, qui a la figure pâle et les yeux verts, et dont la race n'est reconnaissable qu'aux lèvres goulues et au corps de couleuvre, pour s'être attardée un jour sur la côte africaine retourne à la vie originelle et fait tam-tam, nue, sous la lune, parmi les détonations des tambours et des fusils, nouvelle épouse de Mamadou. « Elle ne valait plus 100 millions de dollars, elle valait trois bœufs comme les autres femmes. »

Ainsi d'Amérique nous revenons, par un voyage inverse au cours de l'histoire, à l'Afrique dont les noirs sont sortis, où leurs frères sauvages vivent encore. Mais là le mystère devient plus profond encore. Il existe des croyances secrètes et des rites sur lesquels les indigènes font eux-mêmes le silence. Ils croient au totem, c'est-à-dire à l'ancêtre animal du clan, et ne l'avouent pas. C'est par hasard seulement qu'un blanc peut connaître le totem d'un noir. Les derniers récits de M. Morand s'achèvent dans ces ténèbres. Le bœuf sauvage, ancêtre d'un clan, parle dans la forêt, et, sur sa foi, le clan détruit le village, qui doit renaître miraculeusement.

Le roi Mongkou, vieillissant, est empoisonné, puis, comme son esprit revient obstinément, est mangé par ses frères du clan des Serpents...

Figures diverses du peuple noir, et en même temps unité profonde. Or il se trouve que justement les Blancs sont au moment où la sensibilité nègre correspond mystérieusement à la leur, et lui donne l'appoint dont nous avons sans cesse besoin pour accomplir l'Histoire. De sorte que les plus raffinés d'entre nous ne se réalisent eux-mêmes que par l'office des sorciers anthropophages, à qui le jazz et le cubisme servent d'intermédiaires. Cette curieuse conclusion n'est formulée nulle part dans le livre de M. Morand; mais elle est l'évidence de chaque page.

***

Entre les livres de voyages, *Jaune bleu blanc*, de M. Valéry Larbaud, est le seul qui nous rende aujourd'hui, par l'alliance de la curiosité avec la rêverie, par l'extrême finesse de la culture, par l'art de vivifier la sensation à l'aide du souvenir, par une sensibilité enfin à claviers nombreux, le plaisir que nous donnaient naguère les livres de Barrès. Plus musard et moins systématique, moins occupé de vastes synthèses et plus amusé par les divertissements de la philologie et de l'observation, mais pareillement habile à évoquer l'âme des choses et celle des morts, attentif à son plaisir et composant le titre de son livre avec les couleurs de son pavillon, M. Valéry Larbaud fait faire à ce pavillon, promené de l'Adriatique au Portugal, le tour de ses pensées.

Le caractère propre de son voyage, c'est que ce voyageur n'est étranger nulle part. Le voici à Florence, par un jour d'été. Il s'étonne de ne pas trouver chez Doney une figure de connaissance. Il aurait bien des visites à rendre, mais le temps est trop chaud. Tout ce qu'il pourra faire sera de porter au cimetière protestant une gerbe sur la tombe de Walter Savage Landor. Il connaît si bien toutes ces villes, qu'il a la mélancolie de les voir changer. La plage de Rimini a pris en vingt ans « l'aspect faussement luxueux et insupportablement suburbain des plages anglaises ». Mais là encore il connaît

l'élite. Comment saurait-il, autrement, qu'on y lit la *Nouvelle Revue Française* et qu'on y fait cercle enchanté? Il n'est pas jusqu'à Saint-Marin où il n'ait un rendez-vous avec son ami Henri Festing Jones, qui y était lui-même venu, en 1901, avec Samuel Butler.

Il décrit avec beaucoup de grâce sa tournée dans les petites villes de la petite république : Fiorentino, Montegiardino où une façade est décorée d'une fresque cubiste. « Ils étaient bien amusants, dit-il, ces petits voyages en province sammarinoise dans une très vieille voiture à cheval que j'avais nommée, dès que je l'avais aperçue, « barouche », et qui faisait pâmer de rire les belles Milanaises des immenses Alpha-Roméo, dont la rencontre cataclysmique aux tournants en bordure des précipices arrêtait net mon gee-gee, les oreilles dressées, le poil mouillé d'épouvante et le cou arqué vers la fuite. » — Ne croyez pas d'ailleurs que M. Valéry Larbaud ne soit pas chez lui dans cette capitale suspendue dans les airs. Il se félicite de la tranquillité avec laquelle il y travaille pour la revue *Commerce*. Quand Henri Jones l'a quitté, il descend sur Ancône, où il a rendez-vous avec Mario Puccini. Un autre jour, nous le retrouvons au bord du lac d'Orta, avec son ami Vezio, financier milanais, et de belles jeunes femmes. C'est son tour maintenant de rouler dans une Alpha-Roméo. Mais il se fait attendre, parce qu'il a découvert au Palais Carignan de petites vues de Londres, un Londres ancien, pastoral, avec une Tamise bleu d'azur qui porte des cygnes. Il a aussi acheté une poupée, et enfin une strophe de Brébeuf, un des poètes inconnus du XVIIe siècle, tourne dans sa mémoire en l'amusant, avec une insistance de papillon de nuit. Et le voilà à rêver sur cette forme de littérature qu'on appelait au XVe siècle le Fatras. Il est tout entier dans cette matinée : courtois, curieux, érudit, artiste, rêveur et l'esprit agile. Il revient enfin à l'hôtel, ayant préparé une excuse et un mensonge qu'il nous raconte complaisamment.

Il a le goût des pèlerinages. S'il visite Recanati, c'est l'esprit plein de Leopardi. Déjà, sur la foi du poète, il a composé une ville. Il confronte cette cité imaginaire avec celle qu'il voit. Il rêve devant les portraits des parents : le père, homme suffisant et médiocre, chez qui se réunissait l'Académie; la mère,

méchante, qui a passé sa vie à empoisonner celle des autres. L'enfant, destiné au sacerdoce et prisonnier dans sa petite ville, refuse les Ordres et rêve du laurier. On montre encore le passeport qu'il avait réussi à se procurer en cachette. Mais son père, en lui refusant l'argent, l'empêche de partir. Toute sa vie n'est que passion et dégoût. « Passion de la vérité contredite par la passion de l'imagination. Perpétuelle opposition entre l'amour et la haine, entre le désespoir et l'illusion; entre l'aspiration à se perdre dans le tout et le goût de se sentir soi-même et unique. Haine du pays natal et de la famille; refus de s'adapter à son environnement, à son temps. Il meurt de dégoût à Recanati, s'ennuie à Florence, à Rome, à Naples; se serait ennuyé à Paris. On peut même dire qu'il s'ennuie au XIXe siècle. A la fois insatiable et dégoûté de tout, très vieux et très jeune jusqu'au bout. »

Le portrait est magnifique. Mais que ne trouverez-vous pas dans ce livre? Une rêverie sur les prénoms de femmes, une autre sur la langue portugaise, un programme d'examen pour le brevet de Parisien, et tout à coup la page la plus grave et la plus belle sur le bienfait de la maladie : « C'est là qu'on fait l'apprentissage d'une nouvelle liberté : le fer n'est plus attiré par l'aimant, l'instinct ne se jette plus sur le plaisir, la flatterie perd son pouvoir sur la vanité, le patron de la barque n'est plus à la merci de l'équipage. On s'exerce, malgré soi, à délibérer, à attendre, à supporter. On dit bien : le patient. Et l'âme, sevrée du monde, grandit en force et en sagesse. »

Eh quoi, dites-vous, tout cela dans un livre de voyages? Mais c'est toute la vie. — Et en effet, où la vie serait-elle, sinon là?

HENRY BIDOU

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Pie X, par **René Bazin** (*Flammarion*).

Pie X a pris au cours de son pontificat des décisions d'une importance considérable. Il a fixé provisoirement la situation de l'église catholique du point de vue politique, économique et dogmatique. Son œuvre, comme celle de tous les réalisateurs, est sujette à controverses, mais c'est un fait qu'il en est peu qui soient plus discutées. On comprend cependant que M. René Bazin, catholique fervent, n'ait pas songé à pénétrer dans le domaine de la critique. Tout dans la vie de Giuseppe Sarto lui paraît admirable et, à la dernière page de son beau livre, il associe discrètement sa voix à celle des partisans, innombrables, paraît-il, de la béatification du pontife.

On connaît les grandes lignes de cette carrière célèbre : fils de paysans de Riese, un village de Haute Vénétie, le futur Pie X souhaita, dès l'âge le plus tendre, de revêtir la soutane. Du collège de Castelfranco, où il apprit le rudiment, une bourse lui permit de passer au séminaire de Padoue. Il y aurait peut-être une étude à écrire sur la psychologie des boursiers : le plus souvent ils doivent *toute* leur culture à leurs professeurs : universitaires ou ecclésiastiques; leur famille n'y a point de part. Ils ne considèrent le monde que d'un seul point et acquièrent dès l'enfance le pli d'esprit professionnel, les qualités et les défauts de leurs maîtres. Ce qui leur manque le plus c'est la diplomatie. Rien ne leur pèse davantage que de voir l'esprit composer avec la vie. Imaginez Sarto issu de quelque grande famille romaine, il y a fort à parier qu'il eût apporté plus de souplesse dans la solution des problèmes que le sort devait lui proposer.

Vicaire à Tombolo, puis archiprêtre à Salzano, avant de devenir chanoine et directeur spirituel du séminaire de Trévise, Giuseppe Sarto fut partout apprécié pour la piété, la charité et le dévouement dont il ne cessait de donner des preuves. En 1884 il fut nommé évêque de Mantoue. Ce fut dans cette fonction qu'il commença cette lutte contre le divorce — « affreux cadeau de la Révolution », écrit M. Bazin — qu'il devait poursuivre si efficacement (le divorce est aujourd'hui encore proscrit de l'Italie) pendant toute sa vie. Un incident manifesta dès cette époque que le nouvel évêque

demanderait aux hommes et non pas à Dieu *de faire les frais de cette modération* ..., que *les libéraux considèrent comme une vertu.* Le jour de la fête du roi les principaux fonctionnaires de la ville avaient coutume, en quittant la cathédrale, de se rendre à la synagogue. Monseigneur Sarto les informa que, s'ils ne renonçaient pas à visiter le temple israélite, il devrait, ce jour-là, leur interdire l'entrée de la cathédrale....

Promu patriarche de Venise et cardinal, le prélat fit connaître dans son « étonnante lettre de prise de possession » qu'il n'avait pas le goût des transactions spirituelles. « Les catholiques libéraux, y disait-il, sont des loups couverts de la toison des agneaux » et pendant les quelque dix ans qu'il demeura à Venise, on vit bien qu'il ne chérissait point les tièdes et ne laisserait jamais, quant à lui, fléchir la rigueur de ses principes.

Élu pape au conclave de 1902, à la suite de la mort de Léon XIII, le nouveau pontife entreprit une sorte de restauration de l'Église catholique. « Nous déclarons, écrivit-il dans sa première encyclique, que notre but unique est de tout restaurer dans le Christ afin que le Christ soit tout et en tout. » Sans tarder il commença de débarrasser la musique sacrée des éléments profanes qui étaient venus s'y mêler. La composition musicale ecclésiastique devait, estimait-il, se rapprocher, autant que possible, de la mélodie grégorienne. Puis, passant de l'art à l'humanité, il dirigea la lutte contre le socialisme, le communisme, et enfin le modernisme. Il apparaît bien que sur ce point les mesures qu'il adopta furent des plus heureuses: une religion révélée ne doit point entreprendre de « s'améliorer » avec l'aide de l'intelligence et de la raison : telle qu'elle est, on ne peut dire telle qu'elle fut à l'origine, car ce serait ouvrir en l'espèce un débat bien dangereux, mais telle que des siècles l'ont fixée, elle doit demeurer, dût-elle périr. Au reste si elle reconnaissait l'exégèse et l'interprétation libre des textes sacrés, elle connaîtrait sans doute d'autres difficultés... L'intransigeance de Pie X, parfaitement justifiée tant qu'elle s'exerçait dans le cercle des affaires intérieures de l'église, depuis la musique jusqu'à la communion (dont on sait qu'il recommanda le fréquent usage), paraîtra peut-être moins opportune, si l'on étudie les manifestations de son activité à l'égard de l'étranger, c'est-à-dire des divers gouvernements civils. Il est superflu de rappeler ici le blâme que le pape adressa au gouvernement français, parce qu'il avait, en la personne de M. Loubet, rendu visite au roi Victor-Emmanuel à Rome et prouvé par là qu'il n'était plus attaché à la conception moyen-âgeuse de la souveraineté temporelle des papes; tout le monde a pareillement présents à l'esprit les incidents qui marquèrent la séparation de

l'Église et de l'État. En refusant jusqu'aux systèmes proposés pour rendre les cultuelles acceptables, systèmes jugés pourtant recevables par la majorité des Évêques français, Pie X témoigna d'une noble indifférence à l'égard des conditions matérielles de la vie. Le destin, qui est moins idéaliste, donnera-t-il, un jour, à ce *non possumus*, la sanction d'un succès même relatif? Étant donné la complexité des causes qui contribuent à affaiblir aujourd'hui, en tous pays, les religions, il restera difficile, sans doute, de répondre à cette question. Mais, si l'on peut discuter la valeur politique de l'attitude de Pie X, on n'en peut méconnaître la grandeur.

Le pharaon Tout-ank-Amon; sa Vie et son Temps, par **G.-R. Tabouis. — La Naissance des Dieux. — Akhenaton Joie-du-Soleil. — L'ombre de Celui qui vient,** par **Dmitri Merejkowsky.** Traduction de M. Dumesnil de Gramont (3 vol. *Calmann-Lévy*).

Les pharaons de l'ancienne Égypte, comme la plupart des souverains absolus, prétendaient tenir leur pouvoir d'un Dieu. Depuis la XIIe dynastie, ils se faisaient passer pour fils d'Amon, le dieu de Thèbes. Leur épouse, la « grande épouse royale » du moins, la seule légitime, était censée être l'épouse du dieu (fiction parfois utile, quand le pharaon ne paraissait pas destiné à proliférer). Mais ces liens divers avec la divinité comportaient un inconvénient : les prêtres d'Amon y avaient gagné une puissance considérable, qui n'était pas seulement spirituelle. Un papyrus nous apprend qu'Amon possédait 82 000 vassaux, 400 000 têtes de bétail, 4 333 jardins, 84 vaisseaux, 65 villes, etc... Quand ils sont aussi riches, les prêtres deviennent redoutables. Le pouvoir était presque complètement tombé entre leurs mains.

Au début du XIVe siècle avant notre ère, un pharaon entreprit de libérer la monarchie de cette emprise. Il répudia le dieu Amon et donna pour dieu à l'Égypte surprise Aton, dieu du disque solaire. Il semble bien d'ailleurs qu'en effectuant cette révolution Aménophis IV ait cédé surtout à une impulsion mystique. Ce prince était fatigué des dieux terribles ou exigeants, il voulait un dieu d'amour et rêvait d'établir dans le monde un régime de tendresse universelle. Ses principes lui interdisaient même d'user de la force, et, lorsque des révoltes se déclaraient sur quelque point de l'immense empire égyptien, il refusait d'envoyer des soldats. Ce désintéressement, cette douceur, cet anti-amonisme ne faisaient pas l'affaire des prêtres égyptiens qui ne cessaient de comploter contre le souverain. Pour

échapper à leurs intrigues, peut-être aussi poussé par un général Horemeb, que l'on retrouvera par la suite, Talleyrand de l'armée égyptienne, servant d'autres dieux et d'autres pharaons, Aménophis, autrement nommé Akhenaton, conçut et réalisa l'idée audacieuse de construire une nouvelle capitale : Khoniatonon, aujourd'hui Tell-Amarna. Ce fut là qu'il transporta le centre de son gouvernement et du nouveau culte qu'il avait instauré. Khoniatonon fut une cité brillante, où fleurit un art nouveau, libre, et charmant, mais éphémère comme elle. Après quelques années de règne en effet Akhenaton, qui était d'une santé débile, mourut — et l'Égypte retourna à ses vieilles traditions.

De sa femme passionnément aimée, la princesse Nefertiti (*la belle qui vient*) Akhenaton n'avait pas eu d'enfant mâle. Mais une de ses concubines lui avait donné un héritier auquel il avait, pour consolider la situation de l'enfant, fait épouser une des filles de Nefertiti, la princesse Ank-es-Paaton. Celui-là fut Tout-ank-Amon qui, monté sur le trône à onze ans, céda à la pression des prêtres et quittant Tell-Amarna, qui tomba bien vite en ruines, regagna Thèbes, où il rétablit le culte d'Amon dans toute sa splendeur. Bien entendu le clergé ne se contenta pas de cette victoire, et exigea qu'on poursuivît les dévots d'Aton, qu'on mutilât ou détruisît tous les monuments élevés à la gloire de ce dieu. Tout-ank-Amon s'exécuta, non sans répugnance, et mourut après douze années d'un règne que l'on ne suppose pas avoir été très personnel... On sait quelle gloire nouvelle a valu à ce jeune souverain la très récente découverte de son tombeau.

Des événements politiques ou des conquêtes qui marquèrent ce règne, où le souple Horemeb exerça encore son activité, on sait en vérité peu de choses et il n'a pas été loisible à Mme Tabouis, dans l'excellent ouvrage qu'elle a consacré à Tout-ank-Amon, d'insister beaucoup sur cet ordre de faits. La meilleure partie de son livre elle l'a consacrée à peindre les divers aspects de la vie publique et privée d'un pharaon, vers le XIVe siècle. D'une manière générale, d'ailleurs, les inscriptions, les sculptures, les papyrus de l'ancienne Égypte nous fournissent plus de renseignements sur la civilisation que sur l'histoire proprement dite.

Nous suivons donc Tout-ank-Amon au ministère des Affaires étrangères et nous déchiffrons derrière lui les rapports de ses ambassadeurs. Quelle admirable construction que cet empire égyptien! Avec quelle intelligence le pouvoir central savait, selon les pays, varier les formes de son intervention. Dans une contrée barbare il créait une simple colonie; dans un petit état il organisait un protectorat, et, s'il triomphait d'un puissant adversaire, il feignait de ne lui

demander que son alliance. Mme Tabouis, considérant les textes qui nous sont restés, peut sans exagération comparer cette subtile politique à celle de l'Angleterre à l'égard des possessions de la couronne et des Dominions.

La note est moins moderne et surtout moins occidentale si nous assistons à des cérémonies : Mme Tabouis en décrit deux avec beaucoup de couleur : l'investiture d'un vice-roi et l'apothéose de Tout-ank-Amon, avant de nous conduire dans le harem de Sa Majesté où vivent ses concubines que l'on compte par centaines. Sur les intrigues qui purent se tramer dans ce sanctuaire au temps même de Tout-ank-Amon on ne sait rien de précis à vrai dire, mais, sur l'organisation du harem royal et sur la vie des princesses on peut glaner beaucoup d'informations dans l'ensemble de l'histoire d'Égypte : aussi Mme Tabouis a-t-elle su grouper une série d'anecdotes piquantes, qui font songer en même temps à Tallemant des Réaux et aux *Mille et une Nuits*.

Pour finir, après avoir pris connaissance de quelques bizarres recettes de la pharmacopée égyptienne, nous assistons aux funérailles du monarque et à son inhumation. On conçoit que sur les détails du mobilier de la chambre funéraire, Mme Tabouis ait été en mesure de nous fournir les détails les plus minutieux...

Je ne sais si M. Merejkowsky a eu connaissance d'un document qui lui permette d'affirmer que Tout-ank-Amon a été en Crète et je crois même que la seule chronologie fournirait quelques objections à cette hypothèse ou tout au moins aux formes sous lesquelles elle nous est présentée : mais le roman permet de prendre quelques libertés et c'est un grand roman historique que M. de Merejkowsky a consacré à Akhenaton et à son successeur dans *la Naissance des Dieux* ou *Toutankhamon en Crète, Akhenaton Joie-du-Soleil* et *l'Ombre de celui qui vient*. On sait que M. Merejkowsky qui ne manque ni d'imagination, ni de souffle, a antérieurement composé de semblables séries de romans historiques : l'une nous conduisait de Julien l'Apostat à Léonard de Vinci, l'autre évoquait les tsars du début du XIXe siècle.

Ce qui a frappé l'écrivain russe c'est la résonance quasi-chrétienne des professions de foi d'Akhenaton : ce souverain ne conseillait-il pas aux hommes de s'aimer les uns les autres? Ne savons-nous pas qu'il réprouvait la force, qu'il chérissait les malheureux et célébrait la pauvreté? M. Merejkowsky voit en lui comme en un certain nombre de divinités antiques : Osiris, Adonis, etc., des hommes dieux annonciateurs du Christ. Je crois bien d'ailleurs que si, dans son premier volume, il nous mène en Crète, c'est surtout pour nous

mettre en contact avec un autre dieu sacrifié, Tammouz, et nous montrer des adorateurs de la Trinité et de la Croix. M. Glotz, dans un récent ouvrage, attestait la réalité de ces cultes. Un romancier a le droit de les charger de significations et de disperser dans le bassin de la Méditerranée quelques devins, proclamant sous des formes plus ou moins hermétiques la venue d'un Messie : cela peut donner — M. Merejkowsky le prouve — des scènes d'un effet saisissant — et ne dépasse pas absolument la zone des suppositions recevables.

Si M. Merejkowsky a utilisé les connaissances que nous avons sur Akhenaton dans un sens tout à fait vraisemblable et fécond, il semble au contraire qu'il ait attribué à Tout-ank-Amon quelques fâcheuses actions dont celui-ci ne fut pas réellement coupable. Ce jeune prince que le clergé manœuvra et qui ne condamna l'œuvre de son père défunt qu'à regret devient, sous la plume de l'écrivain russe, le principal organisateur des conspirations ourdies contre Akhenaton, non pas un traître de mélodrame sans doute, mais un traître cependant et le directeur, un peu inconscient, il est vrai, des forces du mal.

Et comme il n'est pas de roman sans grande figure amoureuse, M. Merejkowsky a campé dans le sien une charmante danseuse crétoise, qui, bien avant de connaître Akhenaton, se sent attirée par lui, et entreprend un grand voyage pour le voir, animée à peu près des sentiments qui durent inspirer les rois mages marchant vers l'étoile. Quand, après maintes aventures, la jeune fille est accueillie à la cour d'Akhenaton, elle éprouve, à l'égard du pharaon, un grand amour, mystique et pur, qui l'apparente à telles Saintes Femmes du Nouveau Testament. Les complots des prêtres d'Amon et de Tout-ank-Amon — que, soit dit entre parenthèses, M. Merejkowsky a dû faire naître un peu plus tôt que ne le veulent les historiens, d'après qui ce prince n'aurait eu que douze ans à la mort d'Akhenaton — ces complots c'est l'amoureuse Dio qui, assistée des plus fidèles serviteurs du pharaon, réussit à les déjouer. Lorsque, enfin, Tout-ank-Amon l'ayant emporté, Akhenaton va, insensible à la mauvaise fortune, chercher la mort dans l'incendie de son palais, il tient contre lui, étroitement enlacée, la jeune Dio, transportée d'une extase mystique. Avant d'être conduits à ce tragique épilogue, nous avons assisté à la fuite tolstoïenne d'Akhenaton qui pourrait bien être la meilleure invention de cette curieuse trilogie. Dégoûté d'être riche et puissant, Akhenaton a, un jour, échappé à l'affectueuse surveillance des siens et, déguisé en paysan, gagné la campagne, où on l'a vu aussitôt prêcher les pauvres et annoncer la venue d'un grand dieu et d'un temps meilleur. Arrêté, il a été battu et conduit aux mines où il

eût risqué de peiner jusqu'à sa mort si un fonctionnaire ne l'avait reconnu. L'épisode, conçu évidemment pour forcer la ressemblance entre Akhenaton et le Christ, est tout à fait pathétique, et, étant donné ce que nous savons de cet extraordinaire souverain, on peut, sur un plan symbolique, le considérer comme parfaitement admissible.

Bien entendu ce vaste roman est enrichi de nombreuses fresques historiques, qui constituent le nécessaire décor et, dans une certaine mesure, l'explication du drame. Toutes, depuis la course de taureaux crétoise jusqu'aux consultations du prêtre d'Amon et aux émeutes d'ouvriers et de fellahs égyptiens. frappent par leur splendeur décorative et leur éclat, par le scrupule aussi et la science avec lesquels on sent qu'elles ont été composées. Dans ces diverses scènes M. Merejkowsky réduit au minimum les inconvénients inhérents à ce genre arbitraire et séduisant qu'est le roman historique.

La Puritaine et l'Amour, par **Robert de Traz** (*Grassel*).

Imaginez la plus digne, la plus austère, la plus industrieuse des familles genevoises. Songez aux grandes affaires de banque, à l'économie politique, aux œuvres de charité : vous devinerez l'atmosphère qui règne chez les Bourgueil, que M. R. de Traz dépeint. Parmi les femmes de cette famille, Clarisse est la plus belle et la plus vertueuse. C'est elle pourtant dont nous allons voir la vertu fléchir. D'un intérêt quasi maternel conçu pour un jeune Français, qui fait un stage dans la banque de son mari, Clarisse en effet passe insensiblement à l'amour. Non point au platonique, mais au plus sensuel : il faudra la mort de son père pour la tirer de cette aventure. Et peut-être ce deuil n'eût-il pas suffi, si le jeune homme n'avait été opportunément rappelé en France.

Cette œuvre, qui vient d'être rééditée, est déjà ancienne. Depuis qu'il l'a écrite, M. de Traz a publié des « dépaysements » et des romans remarquables. Et pour nous, sans doute, c'est une sorte de premier dépaysement que ce voyage dans des salons genevois, meublés d'une bourgeoisie si spécifiquement genevoise. Nous savons bien cependant que M. de Traz ne nous les dépeint que pour accentuer encore le caractère surprenant, en un tel milieu, de l'amour qui entraîne sa Clarisse. Mais à ce compte, et étant admis que la jeune femme mérite, en principe, d'être considérée comme une puritaine, nous trouvons qu'à l'heure du berger elle cède un peu trop facilement. On veut bien que sa bonne foi vis-à-vis d'elle-même soit surprise, mais il y a un moment pourtant où

elle devrait tenter de lutter. Elle n'y songe guère et évite le débat de conscience que nous attendions, qui eût dû en somme constituer le centre du livre.

On sera frappé aussi de constater le caractère un peu froid et presque documentaire des descriptions de la tribu Bourgueil. Sur le plan régionaliste, comme sur le psychologique, l'attitude de M. de Traz est ici d'un historien scrupuleux, d'un philosophe ou d'un critique, plus encore que d'un romancier. Si l'on songe à l'*Ecorché*, qui classe précisément M. Robert de Traz parmi les meilleurs romanciers contemporains, on devra constater qu'en quelque dix ans il a fait de sérieux progrès.

MARCEL THIÉBAUT

***

François-Joseph intime, par le **Dr Otto Ernst** (*Payot*).

Ce livre n'est pas une biographie, mais un recueil commenté de lettres provenant des archives privées de la maison de Habsbourg. Ces archives sont si riches, si minutieusement classées, le moindre télégramme de condoléances ou de félicitations y est si soigneusement enregistré, qu'il a été possible, par le seul choix judicieux des pièces, de faire revivre un François-Joseph étonnant, descendant desséché des grands souverains du XVIIIe siècle, administrateur omnipotent faisant passer par ses mains les plus petites affaires de ses plus lointaines provinces, absorbé entièrement dans son métier de roi au point de se dépouiller de toute sensibilité, esclave de cette abstraction qu'il croyait incarner : l'État. — On se plaint beaucoup, actuellement, et avec raison, de la surcharge apportée aux programmes universitaires par la complexité de la vie moderne; ces programmes sont légers à côté de ceux qu'imposait à un futur empereur la complexité de l'état autrichien : outre le français, l'allemand et le latin, — le tchèque, le polonais, le hongrois et l'italien; de l'histoire et du droit, du droit canon notamment, des sciences; mais en même temps de la natation, de l'équitation et de l'escrime, ainsi que des exercices militaires. — Empereur à dix-huit ans, son existence allait être jusqu'à la fin aussi accablée de travail. — Les lettres ont été groupées par sujets : tout d'abord l'enfance, puis la famille : Maximilien, l'empereur du Mexique, (les lettres de ce chapitre ont été utilisées par le comte Corti), la mère de l'Empereur, l'archiduchesse Sophie, sa grand mère, Caroline-Augusta; son unique ami, Albert de Saxe; puis les archiducs, sur lesquels — comme chef de la maison impériale, — il régna si

durement —; enfin deux figures non pas opposées, mais symétriques, sa femme l'impératrice Élisabeth, et sa favorite madame de Schratt. Voici enfin l'Empereur, pendant ses rares moments de loisir, s'adonnant à sa seule passion, la chasse dans les forêts montagneuses qui dominent Ischl, le voici comme diplomate, comme allié. — Un chapitre spécial est consacré à ses lettres ou dépêches de remerciement, de sympathie, de condoléances, où le dosage des formules de politesse était véritablement affaire d'État. — Rien ne concerne la guerre mondiale.

Si les révélations historiques sont rares dans ce livre, du moins il rehausse de vives couleurs et de détails précis l'image que l'on avait déjà du dernier empereur d'Autriche-Hongrie. François-Joseph est-il tout entier dans cette image? L'impératrice Eugénie, évoquant devant M. Paléologue des souvenirs tout frais, nous fait servir un François-Joseph chevaleresque, traduisant dans sa politesse raffinée la délicatesse de ses sentiments, sensible même, et bien différent du bureaucrate que l'on croit voir dans ses lettres. Mais dans quelle mesure ces lettres, transmises comme une correspondance officielle par les soins des bureaux de sa chancellerie, dévoilent-elles le fond de son âme?

Les Documents pontificaux sur la Démocratie et la Société moderne.

Publiés avec une introduction et des notes par **Georges Michon** (*Rieder*).

On trouvera réunis ici sous un format commode les principaux textes par lesquels les papes, de Pie VI (1775-1799) à Pie XI, ont fait connaître leur sentiment sur la démocratie et la société moderne. Ces textes sont reproduits presque intégralement, et dans leur traduction française seulement. De 1790 à 1793, Pie VI, dans un certain nombre de brefs, d'allocutions consistoriales, de lettres, condamne la Déclaration des Droits de l'Homme, l'égalité et la liberté, la Constitution civile du Clergé, la réunion du Comtat et d'Avignon à la France, et, à l'occasion de la mort de Louis XVI, tout le mouvement d'idées du XVIIIe siècle. — Pie VII, qui, comme son prédécesseur, allait, grâce à la Révolution et à ses conséquences, vivre pendant un temps en prisonnier d'État, proteste à plusieurs reprises contre la liberté des cultes maintenue par Napoléon Ier, puis par Louis XVIII, favorise la Sainte Alliance et condamne le carbonarisme (1821). — Léon XII anathématise les francs-maçons (1826). — Puis Grégoire XVI, par l'Encyclique *Mirari vos*, fulmine contre les catholiques libéraux de l'École de Lamennais. — Parmi

les nombreux textes de Pie IX, les principaux sont l'Encyclique *Quanta cura* et le *Syllabus* qui l'accompagne, et qui portent condamnation solennelle des « erreurs modernes ». — Jusqu'à 1891, Léon XIII reproduit les condamnations de Grégoire XVI et de Pie IX; mais à partir de cette date, il prépare le ralliement, dégageant l'Église des formes politiques transitoires des sociétés temporelles; c'est la célèbre encyclique *Rerum Novarum*, qui suscite dans le catholicisme un puissant mouvement social, toutefois le pape prend soin de préciser, notamment en 1903, qu'aucune amélioration véritable de la société ne peut se faire hors de l'Église, et sans une réformation intérieure de chaque âme par le Christianisme. Pie X, au cours de son conflit avec le gouvernement français, puis de sa lutte contre les modernistes, puis contre le *Sillon*, s'attache à restaurer l'Église, — et à la purifier des erreurs modernes qui avaient pu la contaminer. — Benoît XV à l'occasion des ravages de la guerre, Pie XI devant les maux de l'après-guerre, rappellent aux peuples que la royauté du Christ est le remède souverain, et que le laïcisme a engendré toutes les calamités dont nous souffrons.

Un tel choix dans un si vaste ensemble est forcément arbitraire : — on pourra s'étonner de voir si écourtée et si résumée l'encyclique *Pascendi* de Pie X; on pourra se demander en quoi les allocutions de Benoit XV en faveur de la paix, si elles réprouvent les excès du nationalisme chez les belligérants, condamnent ou excusent la démocratie; on pourra regretter l'absence de l'allocution consistoriale *Misericordia Domini* portant condamnation de *l'Action française* et prononcée par Pie XI le 20 décembre 1926. C'est pourtant ce document et ceux qui l'ont suivi qui, pour certains écrivains politiques notables, M. René Gillouin entre autres, marqueraient le commencement d'une évolution de l'Église vers « la gauche ». Et, même si cette évolution n'était pas aussi nette, ni surtout aussi profonde, il semble que l'on puisse trouver un peu rigides, un peu simplistes, les commentaires de M. Michon sur l'immutabilité des principes politiques du Saint-Siège. Combien ces questions sont complexes et nuancées, la lecture d'un ouvrage récent — que M. Michon ne cite d'ailleurs pas, malgré son intérêt capital, — le montre avec évidence : c'est la retentissante étude de l'abbé Nicolas Fontaine intitulée *Saint-Siège, Action française et Catholiques intégraux* (Gamber, 1928). — Mais ces quelques restrictions n'ôtent rien à l'utilité du recueil de M. Michon, qui rendra de grands services aux historiens, aux étudiants et à tous les esprits curieux d'histoire religieuse.

Les Civilisations anciennes de l'Asie Mineure,
par **Félix Sartiaux** (*Rieder*).

L'un des grands charmes de l'histoire ancienne, son principal pouvoir de séduction sur les esprits, ce sont précisément ses incertitudes, ses lacunes, ces vastes périodes obscures qui laissent le champ libre à l'imagination, — puis ses brusques renouvellements, au hasard des découvertes archéologiques, épigraphiques et linguistiques, faisant surgir de l'oubli des mondes entiers. Le XIXe siècle et le XXe ont connu quelque peu les éblouissements de la Renaissance retrouvant le génie antique : l'Égypte, l'Assyrie leur sont successivement apparues; plus récemment les découvertes de Schliemann, les tombeaux de Mycènes; et tandis que les steppes de l'Asie centrale révélaient les rapports du monde gréco-romain et de l'Extrême-Orient, près de nous, autour de la Méditerranée orientale, se précisaient dans leur ampleur deux grandes civilisations, entrevues à peine auparavant; la civilisation hittite et la civilisation égéenne, à qui la Grèce classique est redevable de tant de choses. Ce que fut le monde égéen, ce que furent les palais de Cnosse, de Mycènes, de Troie, M. Glotz l'a exposé très complètement dans l'un des plus remarquables volumes de la collection l'*Evolution de l'Humanité* (la *Civilisation égéenne*, Renaissance du livre). Mais il restait à montrer au grand public selon quelle perspective nouvelle, bien plus étendue, doivent désormais s'ordonner nos connaissances sur le monde grec. C'est ce qu'a entrepris avec succès M. Félix Sarriaux : il résume à grands traits l'état actuel de nos connaissances sur l'Asie Mineure, du IIIe millénaire avant l'ère chrétienne à l'occupation romaine; les civilisations préhelléniques, puis les Achéens et la guerre de Troie, les Phrygiens et les Lydiens, — puis la Grèce archaïque, — puis, après la domination perse, l'hellénisation de l'Orient. — Comme dans tous les volumes de la *Bibliothèque générale illustrée*, le texte, qu'accompagne une bibliographie sommaire, est complété par 60 planches en héliogravures, cartes, paysages typiques, reproductions d'objets d'art, les uns inédits, les autres dispersés jusqu'alors dans les ouvrages spéciaux.

J. POIRIER

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.